Au seuil critique de la ville : trois groupes de géographie engagée

Cécile Gintrac

▶ **To cite this version:**

Cécile Gintrac. Au seuil critique de la ville : trois groupes de géographie engagée. Géographie. Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, 2015. Français. NNT : . tel-01859135

HAL Id: tel-01859135
https://hal.science/tel-01859135

Submitted on 24 Aug 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cécile GINTRAC

Au seuil critique de la ville

Trois groupes de géographie engagée

Thèse présentée et soutenue publiquement le **30 novembre 2015**
En vue de l'obtention du doctorat de Géographie
De l'Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense
Ecole doctorale ED95 Milieux, Cultures et Sociétés du Passé et du Présent

Sous la direction de Philippe Gervais-Lambony et Sonia Lehman-Frisch

Jury :

Marie-Hélène Bacqué, professeure en études urbaines à l'Université Paris Ouest Nanterre la Défense, examinatrice.
Philippe Gervais-Lambony, professeur de géographie à l'Université Paris Ouest Nanterre la Défense, *directeur*.
Razmig Keucheyan, maître de conférence en sociologie à l'Université Paris-Sorbonne, *examinateur*.
Myriam Houssay-Holzschuch, professeure de géographie à l'Université de Grenoble, *rapporteure*.
Isabelle Lefort, professeure de géographie à l'Université Lumière Lyon 2, *examinatrice*.
Sonia Lehman-Frisch, professeure de géographie à l'Université Paris Ouest Nanterre la Défense, *directrice*.
Raymonde Séchet, professeure de géographie à l'Université Rennes 2 Haute Bretagne, *rapporteure.*

Remerciements

Cette thèse n'aurait pu voir le jour sans l'aide et le concours d'un grand nombre de personnes.

Je remercie tout d'abord Sonia Lehman-Frisch et Philippe Gervais-Lambony d'avoir accepté de diriger cette thèse. Leur bienveillante disponibilité, leur écoute attentive, les conseils éclairés qu'ils m'ont prodigués, tout au long de ces quatre années, m'ont sans cesse poussée à améliorer ma réflexion.

Toute ma gratitude va aux membres du GESP, d'INURA, de Kritische Geographie Berlin qui m'ont accueillie et se sont soumis de grand coeur à mes innombrables questions. Parmi eux, Ana Fani Alessandri Carlos, Marvi Maggio, Cesar Simoni, Bernd Belina, Thomas Bürk, Philipp Klaus, Richard Wolff et Roger Keil ont fait preuve d'une patience admirable.

J'ai une pensée pour mes amies brésiliennes Eliane Pupo et Alice Noda, qui ont eu la gentillesse de m'héberger et de me faire découvrir Sao Paulo. Grâce à elles, je m'y suis un peu sentie chez moi.

Nombreux sont les amis, géographes ou non, qui m'ont conseillée et m'ont permis de faire progresser mes recherches. Je remercie particulièrement Sébastien Banse pour ses traductions de l'anglais et sa traque méthodique des coquilles. Je n'aurais jamais pu écrire le chapitre sur Kritische Geographie sans la fine connaisance qu'a Mélina Germes de la langue et de la géographie allemandes. Mon travail a bénéficié de la relecture attentive et des précieuses suggestions de Martine Drozdz, Sarah Mekdjian, Pierre-Yvain Arnaud, Natacha Polin, Julie Chalvignac, et de Camille Hémard. Les nombreuses discussions que j'ai eues avec Florence Smits, Stéphanie Beucher, Laurence de Cock, Matthieu Giroud, et Nicolas Vieillescazes m'ont été, comme toujours, infiniment utiles.

Il m'est impossible d'oublier les professeurs qui m'ont transmis la passion de la géographie, Jean-Yves Hanin, Jacky Tiffou, le regretté Daniel Balland, — ainsi que mes étudiants et mes collègues du lycée Gustave Monod d'Enghien-les-Bains, qui me donnent chaque jour plaisir à l'enseigner.

Enfin, à Sébastien, à ma famille, à tous mes amis, merci pour leur soutien et surtout leur patience. Cette thèse leur est dédiée.

Introduction

Le 21 octobre 2010, l'amphithéâtre de l'Ecole d'architecture Paris Belleville est comble. Le géographe marxiste David Harvey y présente une conférence tirée de son livre, récemment paru, The *Enigma of Capital : and the Crises of Capitalism*, sur la circulation du capital dans le contexte de crise aiguë auquel le monde est confronté depuis 2008. Cette rencontre, à l'initiative de la librairie le Genre urbain, est avant tout un événement éditorial. Deux livres paraissent au même moment dans deux maisons d'édition indépendantes et viennent compléter l'œuvre traduite en français du géographe radical : *Géographie et capital* aux éditions Syllepses ; et *le Nouvel impérialisme* aux Prairies ordinaires. Le premier ouvrage est un recueil d'articles qui présente le parcours et l'étendue des thèmes abordés par David Harvey ainsi que son souci de fonder, à partir de l'œuvre de Marx, un matérialisme historico-géographique. Le second cherche à montrer comment le déploiement spatial du capital à l'échelle mondiale est une des solutions (*fix* en anglais) aux crises d'accumulation qui ne manquent pas d'advenir régulièrement - et peut-être de plus en plus fréquemment – dans les sociétés capitalistes contemporaines.

Personne de ceux qui, à Paris, s'intéressent de près ou de loin à la géographie radicale, n'a manqué la rencontre. Après l'intervention, et alors que l'auditoire se presse pour la rituelle séance de dédicaces, quelques groupes se forment, çà et là : on se reconnaît, on se présente, on échange les adresses électroniques, les numéros de téléphone, et l'on promet de se revoir. Je rencontre pour la première fois des chercheurs et des auteurs dont j'ai lu récemment les travaux : le sociologue Jean-Pierre Garnier, auteur de l'essai polémique U*ne violence éminemment contemporaine*, aux éditions Agone (2010) ; la géographe Anne Clerval dont l'article sur la gentrification à Paris, publié dans la revue en ligne *Cybergeo* (2010), s'inspire de la géographie radicale et notamment des travaux de Neil Smith, les jeunes géographes Gatien Elie et Allan Popelard qui ont retracé, dans le *Monde diplomatique* de janvier 2010, le parcours de William Bunge, connu pour les expéditions géographiques qu'il a menées dans les ghettos afro-américains de Detroit à la fin des années 1960 et au début des années 1970.

L'idée de travailler sur la géographie critique et radicale a commencé à se dessiner à la lecture de l'ouvrage, paru la même année, du sociologue Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche*. Cette « cartographie des nouvelles pensées critiques », que j'ai lue moins d'un mois avant la conférence de David Harvey, m'a donné l'envie de réaliser une géographie de la géographie engagée. Dans cet ouvrage, Keucheyan consacre un chapitre au géographe britannique et affirme qu' « il n'est pas exclu que la postérité fasse un jour de David Harvey l'un des représentants majeurs des pensées critiques de la fin du XXe et du début du XXIe siècle » (Keucheyan, 2010, p.257). Le livre fait précisément l'hypothèse du retour des pensées critiques après une longue période d'éclipse dans la décennie 1980. La géographie ne ferait donc pas exception, et l'année 2011 semble à première vue apporter une série de confirmations à cette première hypothèse.

J'ai d'abord la chance de partir, en juillet 2011, pour trois semaines de terrain à Sao Paulo, à la rencontre d'un groupe de géographes marxistes-lefebvriens, le GESP (*Grupo de Estudos sobre São Paulo*), créé au début des années 2000 par Ana Fani Alessandri Carlos. Le GESP, basé à l'université de Sao Paulo, et l'Université Paris Ouest Nanterre la Défense cherchent à développer leurs échanges, compte tenu de leur intérêt commun pour les travaux d'Henri Lefebvre et notamment des concepts de « droit à la ville » et de « production de l'espace ». C'est surtout en France que les choses semblent s'accélérer. En avril, je rejoins l'équipe de traduction d'un autre ouvrage de David Harvey, *Paris, capitale de la modernité,* dont la sortie est prévue pour l'année 2012. En juin, je réponds à l'appel à contributions lancé par *Carnets de géographes* sur le sujet des « Géographies critiques », définies par les coordinateurs du dossier comme « l'ensemble des approches construites autour d'une remise en question des catégories analytiques classiques pour lire le monde, articulées à une volonté de peser sur les évolutions politiques et sociales des sociétés étudiées. » (Calbérac et Morange, 2012). J'apprends au début de l'été que se tiendra, en août, à Francfort, *l'International Conference of Critical Geography* (ICCG). Plus tard, en novembre, l'appel à communication pour le colloque « Espace et rapports sociaux de domination » renforce l'intuition qui s'est dessinée l'année précédente. Le même mois, David Harvey revient en France, un an après sa précédente visite, pour donner à l'université de Paris Ouest Nanterre la Défense une

conférence intitulée « Space, Social Justice and the Right to the City »[1]. Le géographe donne un premier entretien à la revue *Justice spatiale / Spatial Justice*, créée en 2009, pour laquelle « il est légitime pour la géographie et les autres sciences sociales d'incorporer la justice dans leur questionnement » (JSSJ, 2009) et une deuxième à la revue *Vacarme*, à laquelle j'ai l'opportunité de participer, avec Dominique Dupart, Philippe Mangeot et Nicolas Vieillescazes.

Ces initiatives me font donc découvrir une géographie critique urbaine ouvertement engagée, questionnant les crises que traversent certaines villes et certains espaces urbains, notamment depuis la crise de 2008. Les géographes qui s'en réclament n'hésitent pas à prendre parti en faveur des plus dominés dans les villes et à lutter pour l'avènement d'un autre monde urbain, plus juste. La multiplication et l'accélération de ces événements, conférences et publications m'incitent à envisager la géographie critique urbaine comme un courant international, puisqu'on le retrouve du Brésil à l'Allemagne en passant par les Etats-Unis. Pour certains, la France découvrirait ce courant de pensée avec un certain retard. C'est le constat du politiste français Bernard Jouve. En 2009, il considérait que l'on assistait au « grand retour de la pensée critique de la ville » : « la pensée urbaine radicale, empruntant clairement au marxisme, est devenue l'un des courants d'analyse dominants dans le champ des sciences sociales. Ce développement académique à l'échelle internationale, largement structuré par des universités américaines et britanniques, est longtemps passé pratiquement inaperçu en France dans le champ des études urbaines et territoriales. » (Jouve, 2009)

Le constat d'un renouveau des pensées critiques de la ville a servi de point de départ à ma recherche. Celle-ci doit d'abord permettre de comprendre ce que signifie la critique, quand elle s'applique à la géographie urbaine. La simplicité de la question n'est qu'apparente car bien des auteurs ont montré combien la notion de critique est une « notion fourre-tout », « ambivalente, sinon embarrassante » (Cusset et Keucheyan, 2010). Mon objectif consiste à lever, au moins partiellement, le flou qui entoure la géographie critique urbaine. Il convient toutefois de se demander si une définition restrictive est possible ou même souhaitable. La recherche vise aussi à mesurer dans quelle mesure la géographie critique urbaine fonctionne comme un courant unifié,

[1] L'espace, la justice sociale et le droit à la ville.

structuré et puissant à l'échelle mondiale, ce que les événements de des années 2010 et 2011 semblaient suggérer.

Deux options sont envisageables pour répondre à ce questionnement. La première, la plus évidente *a priori*, consiste à définir la géographie urbaine critique avant de conduire une analyse plus détaillée du courant. La seconde consistera à renverser les étapes de l'enquête.

La démarche classique de l'épistémologie consiste à recenser l'ensemble des définitions de ce courant de pensée, dans les encyclopédies et les manuels d'épistémologie de la géographie, les entretiens de géographes et les articles consacrés à ce courant. C'est celle que j'avais privilégiée pour l'article soumis à la revue *Carnets de géographes*, intitulé « Géographie critique, géographie radicale : comment nommer la géographie engagée ? » (Gintrac, 2012). Le panorama dressé par ces sources confirme l'idée que la géographie critique et, plus spécifiquement, la géographie urbaine critique n'existent pas en tant que telles en France. Dans le dictionnaire *les Mots de la géographie*, l'entrée « critique » décline bien six acceptions du terme, mais il n'y est pas question de « géographie critique » (Brunet, Ferras, Théry, 1993, p.136-137). Même chose dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, dirigé par Jacques Lévy et Michel Lussault, qui définissent la critique selon les registres philosophiques de la « raison théorique » et de la « raison pratique », sans évoquer pour autant de « géographie critique ». En revanche, la « géographie radicale » est bel et bien identifiée par les deux dictionnaires, qui renvoient l'un et l'autre à l'origine américaine du terme.

> Qui prend les choses à la racine. Géographie radicale : nom donné en pays anglophone aux approches contestataires (marxistes ou marxisantes, anarchistes) des phénomènes géographiques ; dans ses innombrables variétés, elle a mis un accent sur l'analyse des problèmes sociaux, l'étude des inégalités, des ségrégations. La revue *Antipode* en est le porte-drapeau. Son synonyme français serait plutôt la « géographie sociale », le mot « radical » en français évoquant irrésistiblement un long passé d'immobilisme, de notabilité et de compromis qui ne s'accorde pas bien avec l'esprit « radical » anglais. (Brunet, Ferras, Théry, 1992, p.136-137).

> Traduction de l'anglais *radical geography* (qui renvoie au courant politique de l'extrême gauche protestataire), l'expression date des années 1970 et désigne un courant critique – porté par des géographes empruntant à Marx concepts, théories et méthodes – de la

> géographie alors dominante. A la recherche, en matière de production et d'organisation de l'espace, des causalités structurales et historiques liées aux formations sociales, ce courant ajoute une contestation de la réalité sociale, et notamment de la société capitaliste, où s'exacerbaient les problèmes sociaux, dans les villes en particulier. (Racine, 2003, p.761-762)

La « géographie radicale » avait fait l'objet en 2001 d'un chapitre, rédigé par Béatrice Collignon, de l'ouvrage *Géographies anglo-saxonnes*. On y apprenait que « la géographie radicale est […] une géographie militante, dans ses objectifs comme dans ses pratiques », qu'elle « se veut une géographie socialement et politiquement utile » (p.131). Le texte constate son déclin malgré « l'attachement réel » de la plupart « des géographes "critiques" à un courant dont ils se reconnaissent les héritiers. » (p.135-136).

Le chapitre des *Concepts de la géographie humaine*, intitulé « La géographie critique » et rédigé par Rodolphe de Koninck, professeur à l'université de Laval au Québec, présente sans doute un des seuls articles détaillés qui existent en français.

> Lorsque l'on parle de *géographie critique*, c'est beaucoup plus à une démarche, à un point de vue, qu'à un champ de la connaissance qu'il faut penser. C'est ainsi que les sciences critiques se distinguent des sciences positives et des sciences herméneutiques. Selon J. Habermas, ces dernières procèdent d'un intérêt de connaissances respectivement "d'ordre technique" et "d'intérêt pratique", alors que les sciences dont l'orientation est de nature critique…procèdent d'un intérêt émancipateur. (De Koninck, 2004, p. 187)

Dans la suite du chapitre, la géographie critique est explicitement associée au marxisme et, plus globalement, aux concepts marxiens (*mode de production capitaliste*, *formations économiques*, *rapports de production*, *luttes des classes*, *classes sociales*, *plus-value*, *capital*, *impérialisme*, *échange inégal*, *périphérie*). Les acceptions de la géographie radicale et de la géographie critique se superposent alors.

Pourtant, dans les encyclopédies de géographie publiées aux Etats-Unis, la distinction entre les deux courants est plus claire, ce que confirme la définition proposée par Ulrich Best dans l'*International Encyclopedia of Human Geography* :

> Le terme géographie critique est parfois compris comme une manière de marquer la distance d'avec la géographie radicale – par son caractère moins radical ou moins

> marxiste. En général, la géographie critique est utilisée pour rendre la diversité de ses approches et mouvements (géographie radicale, marxiste, féministe, de gauche, militante – entre autres) et pour faire le lien entre les différents usages et approches développés par ces mouvements antérieurs. Plus spécifiquement, il est aussi utilisé pour qualifier ses développements depuis les années 1990. (Best, 2009, p.345)

Dans une autre encyclopédie de la géographie, *The Encyclopedia of Geography*, le géographe Lawrence Berg décrit la géographie critique comme un courant marqué par sa pluralité. Son ambition émancipatrice est partagée par « une large coalition d'approches géographiques progressistes de gauche» (Berg, 2010).

L'examen de cet ensemble de catégories semble définir la géographie radicale et la géographie critique comme deux courants de pensée distincts, le premier, antérieur, ayant progressivement été rattaché au second, à partir des années 1980. L'analyse des définitions a l'indéniable mérite d'identifier les courants de pensées et ses représentants tout en établissant une première chronologie générale. Elle s'inscrit dans la perspective classique d'une histoire et d'une géographie des idées. Mais cette démarche suppose aussi qu'il existe un courant assez unifié pour qu'une définition commune soit d'emblée possible, ce qui n'est, à ce stade, pas acquis. Dans ce cadre, la géographie urbaine critique ne serait qu'un simple « sous-courant » de la géographie critique, dont l'objet est la ville.

La seconde option de recherche, celle que j'ai finalement choisie pour cette thèse, s'appuie davantage sur des enquêtes de terrain, auprès de géographes qui se réclament de la géographie critique urbaine. Sans partir de définitions théoriques ou préétablies, il s'agit alors de procéder à l'analyse des pratiques et productions des groupes qui utilisent ces termes pour définir leur travail et leur positionnement. Dans cette optique, la science n'est pas « donnée », elle est construite et sans cesse en mouvement. C'est cette « fabrique » que j'ai choisi d'étudier, en suivant trois groupes contemporains - le GESP au Brésil, Kritische Geographie Berlin en Allemagne et le réseau international INURA (*International Network for Urban Research and Action*) qui s'identifient explicitement à la géographie critique urbaine. Malgré leur éloignement géographique et leurs différences culturelles et scientifiques, ils se trouvent ainsi unis par une même approche critique de la ville. Je chercherai à montrer ce qui, dans les faits et dans leurs

travaux, les réunit et fonde ainsi la spécificité « critique » de la géographie qu'ils produisent.

Cette perspective a pour conséquence d'exclure la géographie française de l'étude, puisqu'aucun groupe institué ne se réclame précisément de la géographie urbaine critique ou radicale. Certains géographes ont pourtant développé des approches comparables, comme les tenants de la géographie sociale ou les géographes réunis autour de la revue *Justice spatiale / Spatial Justice*. Il ne faut pas oublier, du reste, que les encyclopédies anglophones, situent la géographie critique dans la lignée des travaux de Reclus ou d'Yves Lacoste, en rappelant le rôle précurseur.

Il est vrai que, par bien des aspects, la géographie sociale a contribué à développer en France une géographie des problèmes sociaux urbains. Dans le manuel de 1984, publié chez Masson, Robert Hérin, Jean Renard, Armand Frémont et Jacques Chevalier citent Engels, interrogent les rapports sociaux de production introduisent la notion de domination. Autant de points communs avec la géographie radicale, qui est d'ailleurs citée par les auteurs comme un des courants proches de la géographie sociale. Pour eux, « le géographe doit être de son temps et contribuer à la prise de conscience collective et à la solution des problèmes de société » (p. 125). En 2006, à la suite du colloque célébrant les vingt ans du « Masson », Raymonde Séchet et Vincent Veschambre décrivent une géographie sociale « soucieuse de son utilité critique », « impliquée, ou plutôt engagée, parce que les géographes sociaux en sauraient se départir de leurs aspirations pour un monde plus juste, aujourd'hui et demain, et donc de leur regard attentif aux inégalités, aux dominations, aux drames humaines, et à la manière dont ils sont vécus » (2006, p.14). Ils rappellent aussi comment la géographie sociale est passée « des grandes théories explicatives à l'action et l'acteur » (*ibid.,* p.12).

En partant justement des catégories établies par les acteurs eux-mêmes – ici les géographes–, j'ai considéré qu'il était peu pertinent de plaquer des catégories que les acteurs n'ont volontairement pas choisi d'adopter. Dans le cas de la géographie française, force est de constater que les deux termes – géographie critique et géographie radicale - ne se sont pas imposés, moins par méconnaissance (les références le prouvent) que par choix. Cela permet d'emblée de se dégager de la question simpliste du « retard français ». Autrement dit, il ne s'agit pas ici d'ériger la géographie critique et radicale comme un modèle à suivre mais plutôt de chercher à comprendre les

motivations des géographes qui ont fait le choix de brandir cet étendard. Certains géographes français se reconnaîtront peut-être dans leur démarche, au moins partiellement. Mais, pour estimer ce qu'il y a de proximité ou de distance, il me semble plus pertinent de donner à voir une image plus précise de ce qu'est, aujourd'hui, la géographie critique urbaine en action.

Ce renversement de perspective m'a été suggéré par la lecture des travaux de sociologie des sciences et plus largement des *science studies*. Cette étude de la science, cette « épistémologie » littéralement, s'appliquera ici à la géographie critique urbaine. Si le terme anglais est de plus en plus employé, c'est que cette épistémologie de la géographie ne se limite pas aux contenus de la recherche mais s'étend également à ses pratiques. Ma démarche peut être ainsi qualifiée de constructiviste, dans une acception large, en ce qu'elle considère l'activité scientifique comme une « construction » qui ne saurait être une pure retranscription de la réalité – même si elle cherche à s'en approcher par des efforts constants – mais qui dépend partiellement des conditions de sa production. C'est la lecture croisée des travaux de Pierre Bourdieu et de Bruno Latour notamment, qui, peu à peu, m'a conduite à préférer l'observation sans *a priori* des pratiques et des savoirs des chercheurs. « Suivre les acteurs eux-mêmes » (Latour, 2007) : ce slogan latourien guidera, au moins jusqu'à un certain point, ce travail de recherche.

Il peut paraître étonnant qu'une thèse de géographie s'inscrive dans la filiation des *science studies*, mais, à dire vrai, mon travail n'est ni inédit ni tout à fait isolé. La géographie s'est emparée de ces débats dès les années 1990. L'article de David Demeritt « Social Theory and the Reconstruction of Science and Geography », publié en 1996 dans la revue *Transactions of the Institute of British Geographers,* témoigne de l'intérêt grandissant des *science studies* pour interroger la pratique des géographes. En France, l'introduction de Christine Chivallon à l'ouvrage *Discours scientifiques et contextes culturels* mobilise et confronte les théories de Latour et de Bourdieu (1999), comme je m'apprête aussi à le faire. Il y est question du poids des contextes dans la variation du discours scientifique. Plus récemment, Yann Calbérac a notamment utilisé une approche latourienne pour traiter du terrain des géographes, en tant que pratique scientifique et en tant que discours des géographes eux-mêmes (Calbérac, 2010). Ce faisant, les géographes participent aussi par leurs travaux à l'entreprise de renouvellement des

science studies. Ces travaux restent rares et, à ma connaissance, la géographie critique, la géographie radicale, qu'elle soit urbaine ou non, n'a jamais véritablement donné lieu à des analyses de sociologie ou de géographie des sciences. Plus généralement, les pensées critiques ont souvent été décryptées sous l'angle de l'histoire des idées, mais beaucoup plus rarement dans la perspective des *science studies*.

Envisager un courant de pensée – ici la géographie urbaine critique et radicale – selon une approche inspirée des *science studies* est donc devenu progressivement l'un des objectifs de ce travail de recherche. L'ambition principale est plus modeste mais tout aussi essentielle à mes yeux : découvrir et contribuer à faire connaître un ensemble de chercheurs contemporains et leurs travaux, qui demeurent relativement méconnus en France.

La première partie de la thèse envisagera les apports des *science studies* et notamment des travaux de Pierre Bourdieu et de Bruno Latour. Dans cette perspective, est-il toujours pertinent de postuler l'unité et la cohérence de la géographie critique urbaine, conçue alors comme un courant de pensée ? Pour étudier les pratiques des géographes, il conviendra de s'interroger sur les échelles de la production du savoir. J'y expliquerai la démarche qui consiste à étudier la géographie critique à partir de groupes qui s'en réclament, ainsi que le choix de groupes étudiés.

La deuxième partie consistera à suivre les trois groupes retenus dans leurs pratiques de recherche, tout en cherchant à comprendre leurs motivations scientifiques et politiques. Ces trois groupes de recherche, éloignés géographiquement, restent indéniablement singuliers, tant dans les pratiques de leurs membres que dans les savoirs qu'ils produisent. Pour Christine Chivallon, « la contextualisation peut donner du sens aux différences que véhiculent les contenus de nos discours » (1999, p.22). Il s'agira de mesurer comment l'histoire, la sociologie et la géographie des lieux contribuent à forger des façons de voir le monde et de l'étudier. Par leur activité, les groupes contribuent à forger et à propager les idées qu'ils défendent. En ce sens, ces études montreront comment la science ne se déploie qu'en action.

La troisième partie doit permettre de montrer ce qui – au-delà des différences collectives et individuelles – fait la spécificité de la géographie critique urbaine. Comment les valeurs des géographes sont-elles intégrées au discours scientifique ? Dans

quelle mesure les pratiques de ces géographes sont-elles différentes de celles d'une géographie plus conventionnelle, avec laquelle ils se pensent en opposition ? Enfin, il conviendra d'envisager la géographie critique urbaine sous l'angle d'une géopolitique du savoir. Les relations entre ces groupes sont-elles assez étroites et intenses pour qu'il soit véritablement pertinent de qualifier la géographie urbaine critique de courant de pensée mondial ? Une cartographie de la géographie critique urbaine est-elle seulement possible ?

Première partie : Décomposer le courant de pensée

Les sommaires des manuels d'épistémologie découpent souvent la géographie selon les grands courants de pensée. Objets classiques de l'épistémologie, les courants ont une indéniable vertu pédagogique. Ils définissent des paradigmes, inscrits dans des époques, séparés les uns des autres par des crises scientifiques, qui offrent des repères bien utiles pour situer et comprendre les concepts.

Cependant, depuis les années les années 1970, les *science studies* ont considérablement modifié cette vision classique de l'histoire des idées. En s'appuyant sur les conceptions de l'activité scientifique développées respectivement par Pierre Bourdieu et par Bruno Latour, cette partie contribuera à *dé-composer* la géographie critque urbaine en tant que courant. (chapitre 1).

Une fois libéré du courant, il est possible de s'intéresser, de manière réaliste, à la manière dont elle est conçue et pratiquée par les géographes qui s'en réclament. Puisqu'il s'agit alors d'étudier la géographie urbaine critique comme une *activité* scientifique, il convient de se demander quelle en est l'échelle d'observation privilégiée. A bien des égards, c'est à l'échelle du groupe de recherche que cette analyse me semble la plus fructueuse (chapitre 2).

Enfin, cette option suppose une méthodologie différente de l'épistémologie centrée sur les idées. Il faudra donc justifier le choix des groupes ainsi que des outils utilisés pour les suivre (chapitre 3).

Chapitre 1 : le choix d'une approche constructiviste et réaliste de la science

Dans *Science de la science et réflexivité*, Pierre Bourdieu livre une confession assez inhabituelle à ses lecteurs : « je ne vous cache pas que je m'effraie un peu moi-même de m'être engagé dans l'analyse sociologique de la science. » (Bourdieu, 2001a, p.16). Elle dit combien il peut être vertigineux pour les chercheurs, même les plus aguerris, de s'étudier eux-mêmes. Mais c'est un vertige qui mérite sans doute d'être ressenti, tant les *science studies*, vaste champ qui englobe la sociologie des sciences évoquée par Bourdieu, ont contribué à redéfinir l'activité scientifique. Il serait inimaginable, pour étudier les sciences, les chercheurs, leurs pratiques et leurs idées, de se passer des outils développés ces dernières décennies.

Dans ce chapitre, je me propose d'examiner les théories et les méthodes des *science studies* pour cerner comment il serait possible d'étudier un courant de pensée, en l'occurrence la géographie urbaine critique et radicale.

Les *science studies*, un terrain piégé

Qu'entend-on par sociologie de la science, science studies et constructivisme ?

Le choix de mon sujet a initialement été motivé par l'intérêt porté à un courant que je souhaitais découvrir et mieux faire connaître. Pour l'appréhender, les théories et méthodes des *science studies* me sont vite apparues indispensables. L'appellation désigne un vaste ensemble de travaux interdisciplinaires qui ont pour point commun d'envisager la science « comme une institution – et plus seulement comme un savoir. Elle est abordée comme un ensemble de pratiques et de faire, au laboratoire ou sur le terrain – et plus seulement comme un ensemble conceptuel » (Pestre, 2006, p. 3). Les *science studies* ne se limitent pas à l'histoire des idées, à la philosophie des sciences ou même à l'épistémologie (dont l'étymologie correspondrait pourtant à la traduction littérale de *science studies*). Elles regroupent, dans un vaste courant interdisciplinaire

approches sociologiques, économiques, anthropologiques, historiques, géographiques de la science. La sociologie des sciences n'en serait donc qu'une des composantes. Toutefois, l'emploi de l'un ou l'autre des termes n'est pas anodin et correspond assez distinctement à deux écoles de pensée : alors que l'on trouvera le terme de sociologie des sciences dans les travaux de Pierre Bourdieu, le sigle *science studies* s'est imposé avec les travaux d'auteurs tels que Bruno Latour et Michel Callon, qui ont contribué à développer ce courant en publiant leurs travaux de référence en anglais avant de les traduire en français. Ces allers-retours transatlantiques ont favorisé l'adoption du terme anglophone, y compris au sein de la recherche française.

L'emprunt du terme anglais *science studies* dans la littérature française qualifie quoiqu'il en soit un courant davantage unifié par son objet d'étude – la production scientifique –que par une approche disciplinaire particulière. Dominique Pestre, qui a repris lui aussi le terme anglais pour le titre de son ouvrage, considère que ce sont les travaux de David Bloor et de Harry Collins qui inaugurent les *science studies*. En 1976, le premier fonde une nouvelle démarche, le « programme fort » selon une formule restée célèbre. Il énonce quatre principes qui renouvellent en profondeur la manière d'étudier la science :

- le principe de causalité préconise d'abord que « les énoncés soient rapportés à leur contexte d'émergence » (Pestre, p.14) ;
- le principe d'impartialité et le principe de symétrie impliquent que l'on étudie les pratiques scientifiques sans *a priori* sur la validité des propositions énoncées. En d'autres termes, le sociologue doit autant s'intéresser aux « croyances fausses » qu'aux « croyances vraies » et les expliquer avec les mêmes types de causalité ;
- enfin, le principe de réflexivité veut que « la nouvelle sociologie des connaissances s'applique à elle-même ses propres modèles explicatifs ».

Le programme fort s'emploie donc à désacraliser l'activité scientifique et à rendre possible la description et l'analyse d'une réalité conçue avant tout comme une activité sociale.

En ce sens, le programme fort et l'ensemble des *science studies* définissent une approche constructiviste, en ce qu'ils décrivent la recherche scientifique comme une construction sociale, ce qui n'équivaut pas pour autant à faire de la science une pure

fiction. Je m'en tiendrai à cette définition volontairement large car le constructivisme est aussi, comme l'ont bien montré Razmig Keucheyan et Olivier Orain (Keucheyan, 2007 ; Orain, 2007), une posture philosophique pour laquelle la réalité n'est accessible que par des systèmes de représentations. Cette forme d'anti-réalisme, qui s'oppose fondamentalement au positivisme scientifique, a parfois été dénoncée comme un relativisme postmoderne. En réalité, la plupart des auteurs que je vais mobiliser réfutent fermement l'accusation de relativisme absolu. Leur analyse de la science constructiviste se veut dans une certaine mesure pragmatique et surtout réaliste, en faisant de la science une série d'actions et de médiations sociales. Dans mon travail, l'approche constructiviste a volontairement moins d'implications philosophiques que méthodologiques – au moins à ce stade de l'analyse.

Un pied dans la « guerre des sciences »

Il n'est pas question ici de retracer l'histoire et l'épistémologie des *science studies* de manière exhaustive, ce que l'ouvrage de synthèse de Dominique Pestre (2006) fait admirablement. Il semble en revanche indispensable d'examiner, conjointement et en miroir, les travaux de Pierre Bourdieu et de Bruno Latour. Les arguments développés par ces deux auteurs, qui ont contribué largement à clarifier et préciser mon objet et ma méthodologie, s'étendent sur plusieurs années et concernent plusieurs articles et ouvrages.

Ils s'inscrivent au sein d'un débat plus large encore, qualifié de « guerre des sciences » et dont l'événement le plus marquant et emblématique a sans doute été le « canular Sokal » (*Sokal hoax*). En 1996, Alan Sokal, physicien américain, a soumis un article intitulé « Transgressing the Boundaries : Towards a Transformative Hermeneutics of Quantum Gravity » à la revue *Social Text*. Décrit par François Cusset comme un « florilège de formules pseudo-scientifiques et de citations réelles des auteurs […] qu'il appelle du "postmodernisme"», l'article est une « parodie de remise en question de la réalité physique et des postulats de la science » (Cusset, 2003, p.16). Il sera tout de même publié, le canular étant révélé ensuite par Sokal, qui voyait dans cette erreur la confirmation de l'inutilité, voire de la dangerosité des revues se revendiquant du « post-modernisme » et du relativisme. Cet épisode transcrit, plus largement, l'opposition entre deux visions antagonistes de la science, une vision universaliste et

rationaliste, concevant la science comme la voie d'accès privilégiée à la vérité et à la réalité objective, et un relativisme postmoderne, qui considèrerait la science comme un discours voire une fiction. En d'autres termes, la science est-elle une activité singulière en ce qu'elle permet d'atteindre la vérité scientifique, ou n'est-elle qu'une activité parmi d'autres, située dans un moment et un lieu, et dont les conclusions dépendent du cadre de leur production ?

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les apports de Latour et Callon, d'une part, et leur critique par Bourdieu d'autre part. L'un et l'autre sont à la recherche d'une voie intermédiaire qui permettrait de sortir de la dichotomie entre pur relativisme et pur universalisme.

Latour et Callon : une anthropologie des réseaux scientifiques

Dès 1979 et la publication de *Laboratory Life* (*La vie de laboratoire* comme il fut traduit ultérieurement en français), Bruno Latour et le sociologue britannique Steve Woolgar proposent de s'intéresser moins aux connaissances elles-mêmes qu'à leur élaboration quotidienne, dans une « description anthropologique au ras du sol » (Pestre, p.44), en l'occurrence celle des activités du laboratoire de neuroendocrinologie du professeur Roger Guillemin à l'Institut Salk de San Diego, en Californie. Latour et Woolgar s'intéressent à la variété des opérations nécessaires pour faire advenir et admettre un « fait scientifique » : pratiques de laboratoire, stratégies de publication, recherche de financement, etc. Cet ouvrage est devenu une référence incontournable des *science studies*, tout comme celui dirigé par Michel Callon, *La science et ses réseaux*, qui appréhende l'activité scientifique à travers les réseaux qui participent de sa production. Selon Callon, « pour décrire la fabrication d'un fait scientifique, c'est-à-dire le double mouvement par lequel il est construit et trouve des débouchés, il faut analyser les réseaux qu'il noue et sans lesquels il serait vidé de tout contenu et de tout avenir. » (Callon, p.15). La nouveauté d'un fait scientifique pourrait ainsi être mesurée par le degré de transformation des réseaux existants.

Pour l'un comme pour l'autre, il s'agit d'étudier la science « telle qu'elle se fait », pour reprendre la formulation de l'anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise qu'ils ont dirigée et publiée en 1982. « Tout a débuté lorsque nous avons

commencé à parler de pratique scientifique et à proposer de ce fait un exposé plus réaliste de la science-en-train-de-se-faire, l'enracinant fermement dans les laboratoires, les expériences et les groupes de collègues. » (Latour, 2007, p.23)

Cette nouvelle approche s'inscrit plus globalement dans une théorie qualifiée de théorie de l'acteur-réseau (*Actor-Network Theory* ou A.N.T.), qui relie humains et non-humains. Autrement dit, le réseau n'est pas uniquement constitué par des humains, les flux passent par la médiation d'objets ou d'institutions. De ce point de vue, les outils du laboratoire ou encore les publications deviennent des « porte-paroles » non-humains qui font tout autant partie du réseau que les chercheurs incarnés. Les réseaux sont ainsi constitués non plus d'acteurs exclusivement humains, mais *d'actants*. « Qu'il s'agisse des documents, des équipements ou des compétences incorporées, l'analyse proposée est symétrique. » (Callon, p. 20), c'est-à-dire que tous les *actants* sont en quelque sorte placés au même niveau de l'analyse, sans préjuger à l'avance de leur poids.

De ces travaux, je retiens que, pour comprendre la science, les contenus ne sauraient être étudiés en les déconnectant de l'observation des pratiques, quotidiennes ou plus exceptionnelles, des chercheurs qui les produisent. Il s'agit bien de ne pas se limiter à une épistémologie *internaliste*, analysant uniquement des contenus, mais bien de les articuler à une perspective *externaliste* de la science, comme analyse des pratiques. Avec Latour et Callon, je souhaite également comprendre « comment des pratiques de laboratoire en viennent à devenir des vérités socialement acceptées » (Pestre, p.46). Transposée à mon objet, cette interrogation revient à analyser la manière dont les pensées critiques de la ville, se sont parfois imposées dans certains lieux et moments précis. Je retiens de l'analyse en réseau qu'il convient d'analyser les faits ou les théories à travers leurs cheminements et les médiations qui permettent les valider ou de les imposer. Au cours de cette pérégrination, la force intrinsèque des arguments ne suffit pas à expliquer leur éventuel succès, mais il faut bien considérer les formes variées que ceux-ci prennent (publications, statistiques, communications) et les lieux par lesquels ils circulent, en dehors du laboratoire ou du foyer originel de leur production.

Réponse bourdieusienne : la structure du champ

Pierre Bourdieu a commencé à travailler dans les années 1970 sur l'université et sur les sciences comme réalités sociales. Il a ainsi publié, dès 1976, un article sur le champ scientifique dans les *Actes de la recherche en sciences sociales*. En 1984, l'ouvrage *Homo academicus* envisage la sociologie des universitaires français selon les disciplines et les trajectoires sociales.

Mais c'est surtout *Science de la science et réflexivité*, publié en 2001, qui retiendra ici l'attention, d'abord parce que l'ouvrage synthétise les précédents travaux du sociologue, mais aussi parce qu'il considère les apports des *science studies*, y compris de Latour et Callon, tout en critiquant vigoureusement certaines de leurs propositions. La question que pose cet ouvrage s'inscrit au fond dans le débat sur le relativisme et donc indirectement dans la fameuse « guerre des sciences ». Partant du constat constructiviste que l'activité scientifique est une « activité historique, inscrite dans l'histoire », Bourdieu se demande toutefois comment il serait possible de produire des vérités transhistoriques, des vérités qui résisteraient au temps et au contexte de leur production. Dans cet ouvrage, Bourdieu a pour ambition affichée d' « associer une vision réaliste du monde scientifique et une vision réaliste de la connaissance. » (2001a, p.13).

Il part pour cela de sa théorie des champs. Le « champ », ce « microcosme autonome à l'intérieur du macrocosme social », se décline et s'applique aussi bien aux mondes littéraire, artistique, politique, religieux, médical ou scientifique, chacun de ces mondes fonctionnant selon ses propres lois. Parmi eux, le champ scientifique occupe une place singulière : il ne saurait être un champ tout à fait comme les autres. C'est un champ où peut (et doit) advenir un savoir objectif, une vérité « transhistorique ». Pour Bourdieu, cela n'est possible que par la conjonction, d'une part, d'un effort de réflexivité de la part du chercheur et, d'autre part, de l'autonomie du champ scientifique, garantissant les conditions sociales de la production collective d'un savoir objectif.

1) Bourdieu pose donc comme préalable à toute activité de recherche un travail de réflexivité, qu'il qualifie de « réformiste ». Elle doit en effet contribuer à orienter la recherche dès le début, à l'opposé des simples retours sur les expériences de recherche. Cette auto-analyse doit rendre possible la constitution d'un savoir objectif puisque « le rapport subjectif à l'objet quand il n'est pas contrôlé, et qu'il oriente les choix d'objet, de

méthode, etc. est un des facteurs d'erreur les plus puissants. » (2001a, p. 183). Autrement dit, le savoir sera d'autant plus objectif et valide que la subjectivité est assumée et analysée, en une sorte de « vigilance épistémologique ».

2) Surtout, le champ scientifique reste, pour Bourdieu, un « monde à part », en ce qu'il répond à des exigences particulières. Dans le champ scientifique, les producteurs sont évalués par leurs concurrents, « les plus enclins et les plus aptes à donner toute sa force à leur critique ». (*ibid.*, p.108). Bourdieu explique ainsi selon quelles modalités l'autonomie du champ garantit l'objectivité du savoir scientifique par la validation intersubjective des chercheurs, car « le fait ne devient vraiment scientifique que s'il est reconnu » par la communauté scientifique (*ibid.*, p.144).

Finalement, le champ scientifique ne peut devenir un « monde à part » qu'à la condition d'une double vigilance, l'une érigée en système (la validation du savoir par les pairs) et l'autre, plus individuelle, conçue comme un préalable à la recherche (la réflexivité réformiste). Sans doute utopiste, la démonstration bourdieusienne apparaît plus convaincante quand elle avance une critique méthodologique à l'égard des tenants des *science studies*. Bourdieu reproche à l'anthropologie latourienne de restreindre l'analyse à l'échelle du laboratoire. Pour Bourdieu, cette focale s'expose « comme dans le cas de la monographie du village, à chercher dans le laboratoire des principes explicatifs qui sont à l'extérieur, dans la structure de l'espace à l'intérieur duquel il est inséré » (*ibid.*, p.68). Pour Bourdieu, « les études de laboratoire ont eu tendance à oublier l'effet de la position du laboratoire dans une structure » (2001a, p. 75), qui renvoie à la fois aux dispositifs de gouvernement des sciences (législations ou financements par exemple) mais aussi aux rapports de force entre les laboratoires, les universités ou les centres de recherche. C'est pourquoi le constructivisme bourdieusien peut être qualifié, par opposition, de structural. L'autre intérêt de l'approche bourdieusienne est de laisser une large place à *l'habitus* des chercheurs, à leur trajectoire et leur histoire personnelle. Plus précisément, Bourdieu distingue des *habitus* disciplinaires, liés à la formation, et des *habitus* particuliers liés la trajectoire en dehors du champ (*habitus* social) et au sein de celui-ci (position dans le champ, degré de marginalité). Cette trajectoire sociale, scientifique et la formation disciplinaire participent pleinement de la production du savoir. Concrètement, cela suppose d'interroger le capital culturel, social, scolaire des chercheurs, notamment à travers des entretiens personnalisés.

Malgré l'intensité des débats qui ont existé, la confrontation de ces auteurs ne débouche pas tout à fait sur une opposition stricte et irréconciliable, si l'on s'en tient à la question méthodologique. Non seulement elle offre des pistes d'investigation prometteuse mais, à mon sens, elle permet surtout d'enrichir l'une et l'autre des deux propositions.

Articuler l'anthropologie latourienne et la sociologie bourdieusienne

L'espace scientifique n'est pas tout à fait plat : une géopolitique interne au champ

Dans ses travaux, Bruno Latour envisage le monde social comme un espace « plat » (2006, p. 241), ce qui signifie selon les mots de Michel Grosetti que cet univers latourien « est constitué d'entités associées qui sont toutes sur le même plan, qu'il s'agisse de nations, d'individus ou d'objets, qu'elles soient passées ou présentes » (Grosetti, 2007). Ainsi, il faut comprendre que la science ne serait au final qu'un ensemble d'actants humains et de non-humains connectés entre eux et formant un ensemble de réseaux.

Ainsi, le fait d'envisager le laboratoire dans un espace plat, où la configuration des interactions semble infinie et libre, ne permet sans doute pas tout à fait de rendre compte du champ de la recherche et de ce que l'on pourrait qualifier de méta-gouvernement de la science. Pierre Bourdieu considère ainsi que « seule une théorie globale de l'espace scientifique, comme espace structuré selon des logiques à la fois génériques et spécifiques, permet de comprendre vraiment tel ou tel point de cet espace, laboratoire ou chercheur singulier. » (*ibid*,p.68)

L'approche bourdieusienne dessine ainsi une sorte de géopolitique du champ scientifique, qu'il envisage à l'échelle nationale, car « le champ scientifique est toujours le lieu d'une lutte, plus ou moins inégale, entre des agents inégalement pourvus de capital spécifique » (1976, p. 96). La science est conçue comme un espace relationnel, un champ de forces. En d'autres termes, c'est la question du ***pouvoir*** qui transparaît ici, à travers la notion de « capital scientifique », défini comme le « produit de la reconnaissance des concurrents » (2001a, p.111). Dans cette lutte spatialisée, les dominants et les dominés sont répartis en fonction d'un capital scientifique.

Il pratique donc selon ses propres termes une sorte de « *Realpolitik* de la raison » (2002. p. 7). Il est indéniable que le champ scientifique soit en partie structuré par des rapports de force. Ignorer ces aspects pour les approches critiques de la ville, qui se sont souvent développées à la marge du champ scientifique et qui rapprochent leur activité d'« un sport de combat » – pour reprendre une autre référence bourdieusienne –, limiterait beaucoup l'intérêt de notre sujet.

Le champ scientifique peut-il être autonome ?

Les rapports de pouvoir internes au champ scientifique ne doivent pourtant pas faire oublier que la recherche participe du monde social et ne peut pas en être tout à fait détachée. L'autonomie du champ, que Bourdieu défend paradoxalement, doit être, à mon sens, largement relativisée. Pour lui, l'activité réellement scientifique ne peut se développer que si le champ est autonome face aux déterminations externes et « le champ scientifique obéit à une logique qui n'est pas celle du champ politique » (2001a, p.109).

Bourdieu est conscient que cette autonomie est rarement atteinte dans les faits, notamment en ce qui concerne les sciences sociales. « Le développement tardif et toujours menacé des sciences sociales est là pour témoigner que le progrès vers l'autonomie réelle qui est la condition de l'instauration des mécanismes constitutifs d'un champ scientifique auto-réglé et autarcique se heurte nécessairement à des obstacles inconnus ailleurs : et il ne peut en être autrement parce que l'enjeu de la lutte interne pour l'autorité scientifique dans le champ des sciences sociales, c'est-à-dire le pouvoir de produire, d'imposer et d'inculquer la représentation légitime du monde social, est un des enjeux dans la lutte entre les classes dans le champ politique. » (1976, p.101) Bourdieu n'est donc pas dupe des interactions entre les champs mais semble y voir avant tout un écart au modèle idéal de l'activité scientifique.

L'autonomie pure ne peut être qu'une fiction, d'autant que nombreux sont les travaux qui insistent actuellement sur les pressions et menaces croissantes pesant sur les activités de recherche. En ce sens, Bourdieu reste profondément « différenciationniste », c'est-à-dire qu'il défend dans une certaine mesure une

sanctuarisation de l'activité scientifique, ce qui explique son aspiration à l'autonomie. Mais il faut bien admettre qu'elle relève, de plus en plus peut-être, de l'utopie.

A l'issue de cette présentation, je dispose de quelques certitudes quant à la manière d'étudier un courant de pensée. Ma démarche sera nécessairement constructiviste, c'est-à-dire que je considère l'activité scientifique comme une construction sociale. En m'intéressant à un courant scientifique, je ne cherche pas uniquement à comprendre les idées qu'il véhicule, mais aussi les pratiques spécifiques qu'il implique, les réseaux de recherche qu'il contribue à tisser, ainsi que les trajectoires des chercheurs qui le composent. L'activité scientifique est un champ dont les forces sont autant endogènes à l'activité scientifique elle-même (concurrence entre chercheurs, domination de tel ou tel courant de pensée) qu'exogènes (politiques de la science, contexte culturel et politique).

Chapitre 2 : A quelle échelle étudier la géographie urbaine critique ? Du courant de pensée aux communautés épistémiques

Les « courants de pensée », comme les courants littéraires, politiques ou artistiques, sont à tous familiers, car ce sont les catégories que l'on retrouve depuis notre enfance dans la plupart des manuels scolaires et universitaires. Comme pour la littérature et l'art, ils permettent au néophyte de se retrouver dans le maquis d'une réalité souvent insaisissable, celle de la diversité des auteurs et de leurs œuvres. Ce sont les cadres qui permettent d'appréhender les productions humaines, en les regroupant et les simplifiant.

Dans ce cas, les courants de pensée relèvent le plus souvent d'une reconstruction *a posteriori*, proposée par un observateur extérieur au mouvement décrit. En d'autres termes, il s'agit de réunir des auteurs ou des travaux similaires dans un courant qu'il s'agit de nommer et de caractériser. La délimitation d'un tel courant de pensée dépend nécessairement des choix de celui qui la propose. A titre d'exemple, dans son ouvrage paru en 2012, *Pour une critique de la ville. La sociologie urbaine française 1950-1980*, le sociologue Eric Le Breton délimite un cadre national, la France, une période de trente ans, et cinq écoles de pensée qui, réunies, forment selon lui le vaste courant de la sociologie urbaine critique.

> Au cours des trente glorieuses, une sociologie urbaine diverse se constitue. Cinq courants structurent le champ de recherche: les catholiques sociaux sous la houlette de Paul-Henri Chombart de Lauwe, les marxistes structuralistes (Manuel Castells, Jean Lojkine et bien d'autres), Henri Lefebvre, l'équipe du centre d'études, de recherches et de formation institutionnelles (avec notamment François Fourquet et Anne Querrien) qui examine l'urbain en combinant les théories foucaldiennes et celles de la psychothérapie institutionnelle; enfin, la sémiologie, à la découverte des systèmes de signification de la ville. Ces perspectives sont fort différentes les uns des autres. Leurs problématiques, les

> niveaux et registres à travers lesquels ils appréhendent les réalités urbaines, le cas échéant leurs références idéologiques, tout les distingue. Mais leur unité est aussi forte. Elle procède de deux éléments. Tous appréhendent l'urbain comme un domaine de mise à l'épreuve de théories portant sur la société tout entière ; tous s'inscrivent dans les perspectives de la pensée critique. (Le Breton, 2011)

Ici comme dans d'autres cas, supposer l'unité d'un courant de pensée a une visée essentiellement pédagogique. Les regroupements peuvent être construits sur la longue durée, comme l'a bien montré Jean-Michel Chapoulie dans le cas de « l'Ecole de Chicago ». L'unité supposée de cette école de sociologie procède avant tout d'un long travail d'étiquetage auquel ont participé à la fois ceux qui se voulaient leurs héritiers, leurs adversaires et les observateurs. Pour Chapoulie, « le label "Ecole de Chicago" tel qu'il a été jusqu'ici couramment employé correspond à un découpage arbitraire à l'intérieur d'un ensemble beaucoup plus vaste d'œuvres et de chercheurs, qui possèdent en commun, par groupes, certaines caractéristiques qui leur donnent "un air de famille" » (2001, p.410)

Plus rarement, les courants de pensée sont revendiqués par des acteurs qui leur donnent vie en les nommant. Ils font alors office d' « étendard intellectuel » pour des individus ou des groupes d'individus, qui créent parfois des infrastructures spécifiques pour les faire exister (site, conférence, événement, ouvrage). C'est le cas par exemple de l' « Ecole de Los Angeles ». Ce label revendiqué dans les années 1990 par plusieurs universitaires, dont Michael Dear, a servi à exprimer le renouvellement des études urbaines, auquel ils entendaient contribuer (Monnet, 2001 ; Sénecal, 2008).

Les deux acceptions (pédagogique et stratégique) du courant de pensée s'entremêlent souvent, tant la première est ancrée dans les représentations de chacun. Il n'est pas rare de voir un groupe se rattacher à un courant passé ou dissous, ce dont témoignent les infinies déclinaisons du préfixe *néo-,* ou de faire sienne une désignation extérieure, voire injurieuse, à la manière dont le mouvement *queer* a transformé une insulte en bannière, dans une stratégie de « retournement du stigmate ». Inversement, les épistémologues peuvent reprendre une revendication et l'élargir à une génération d'auteurs qui ne s'en réclamaient pourtant pas. Mais alors comment appliquer les théories et méthodes décrites dans le chapitre précédent, qualifiées à juste titre de constructivistes en ce qu'elles s'intéressent autant aux productions scientifiques qu'aux

conditions de leur production, aux constructions intellectuelles ou aux « étendards » que sont les courants de pensée ?

Je soutiendrai ici l'idée qu'il n'est pas souhaitable d'analyser d'emblée la géographie critique urbaine en tant que courant unifié, mais qu'il convient au contraire de déplacer la focale en partant d'une réalité observable, celle des groupes de recherche qui se réclament de la géographie urbaine critique. Il y a là, à mon sens, une piste valide pour étudier différemment la géographie urbaine critique, sans postuler *a priori* son unité et sa cohérence. C'est aussi une manière de se défaire de la conception solidement ancrée des courants de pensée comme des catégories pédagogiques, et de se concentrer davantage sur leur dimension d' « étendard intellectuel », plus pertinente quand il s'agit d'étudier un mouvement contemporain.

Pour ce faire, je commencerai par présenter les options que j'ai été amenée à rejeter pour mieux justifier le choix de considérer des groupes de recherche comme un point de départ de mon enquête.

La cartographie aplanie du réseau de la géographie urbaine critique

Le courant de pensée conçu comme réseau international

Dans la lignée des *science studies*, la première des options consisterait à envisager la géographie critique urbaine non pas comme un courant unifié mais comme un vaste ensemble réticulaire où les individus et les groupes d'individus intéressés par cet objet seraient connectés *via* une série de médiations (revue, conférences, laboratoire, etc.). Du reste, cette perspective se rapproche beaucoup de mon ambition première de dresser une cartographie mondiale de la géographie critique, adaptée au modèle du réseau, tel qu'il est conçu par Latour et Callon. Il s'agit moins de prendre pour objet d'étude les attributs des individus ou des lieux – autrement qualifiés de nœuds - que les relations établies entre eux, leur intensité et leur configuration.

L'avantage de l'entrée réticulaire est qu'elle permet d'articuler des relations « microscopiques », à l'échelle d'un laboratoire par exemple, et « macroscopiques », à l'échelle nationale voire internationale. De plus, « considéré cette fois dans son étendue, un réseau […] ne connaît vraisemblablement pas de frontière ni de délimitation

tranchée » (Mercklé, p. 11), ce qui implique qu'il ne soit pas utile de fixer artificiellement une limite temporelle ou géographique. L'ensemble de ces liens pourrait être représenté sous la forme d'un graphe, mettant à jour les relations privilégiées et l'ensemble des individus, groupes, *actants* pour reprendre les termes de Latour (revues, conférences) qui participent à *faire* la géographie critique urbaine.

Pour mieux visualiser le résultat d'une telle approche, je prendrai l'exemple développé par le sociologue Loet Leydesdorff, qui a représenté le réseau d'un scientifique en particulier – et dont le choix n'a rien anodin – à savoir Michel Callon (2010). A partir de données scientométriques (publications, co-signatures, mots-clés), Leydesdorff est en mesure de dresser un graphe qui donne à voir, autour de Michel Callon, les proximités relationnelles entre des nœuds de nature variée (notions, individus, revues). Avec cette technique, il est même possible de retracer le développement chronologique du réseau, par tranche de cinq ans, et de voir évoluer les thèmes, les collaborations et les connections institutionnelles d'un des auteurs emblématiques des *science studies*.

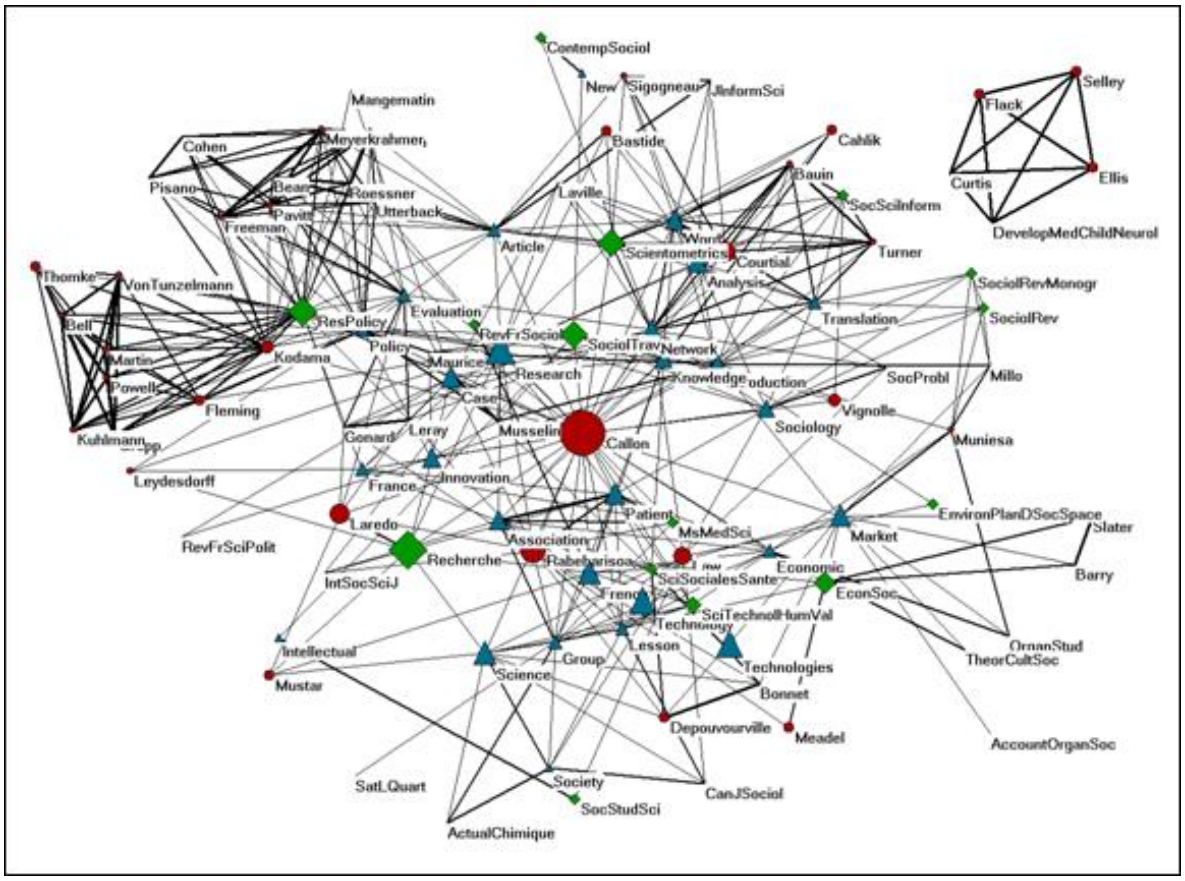


Figure n°1 : Cartographie du réseau scienfitique de Michel Callon.
Il comporte 48 auteurs, 27 notions et 26 revues, identifiés à partir des 65 publications de Michel Callon recensées dans la base de données ISI. En vert, les revues, en rouge les chercheurs, en bleu les notions. (source : Leydesdorff, 2010)

L'absence de profondeur du réseau

Par sa souplesse, cette option apparaît comme séduisante mais pose un certain nombre de difficultés théoriques et méthodologiques. Que peut nous apprendre réellement une telle représentation graphique de la géographie urbaine critique, à partir de données scientométriques ? Bien sûr, elle donnerait à voir une distribution relationnelle du courant étudié et de ses liens mais il est à craindre qu'elle dise au final peu de choses, sans enquête de terrain, sur les contenus ou les pratiques de recherche.

Le grand nombre des nœuds du réseau, marqués par une diversité linguistique, culturelle, politique, rendrait impossible l'étude et la compréhension de chacun des nœuds pris séparément et de leur contexte de production. Au sein de l'anthropologie latourienne, ce manque n'en est pas un, la disparition du contexte étant même une conséquence souhaitée. Dans l'introduction de *Changer de société, refaire de la*

sociologie, Latour entend précisément se défaire de la recherche du contexte pour étudier les phénomènes sociaux. Il affirme qu' « il n'existe aucune espèce de "dimension sociale ", aucun "contexte social", aucun domaine distinct de la réalité auquel on pourrait coller l'étiquette "social" ou "société"; qu'aucune "force sociale" ne s'offre à nous pour "expliquer" les phénomènes résiduels dont d'autres domaines ne peuvent rendre compte » (2006, p.12). Pour lui, considérer le contexte social comme détaché des activités humaines, ici scientifiques, revient à privilégier un type unilatéral de causalité, que seuls les sociologues seraient capables d'appréhender en définitive. C'est justement pour cette raison que Latour privilégie l'analyse des associations. Dans cette conception, le social n'est pas *toujours déjà là,* sous la forme du contexte, mais il est le fruit d'assemblages hétérogènes - les associations – ce qui justifie une analyse en réseau de leurs interactions.

Pour autant, je crois que ce rejet de la contextualisation contribue à « aplanir » l'étude de l'activité scientifique, en rendant impossible la recherche d'explication causale. Pour prendre un exemple concret, comment mesurer le rôle de la dictature brésilienne (1964-1985) sur la structuration de la géographie critique de ce pays ? Faudrait-il alors considérer la dictature comme un *actant* du réseau ? On voit bien comment réduire le social aux seules interactions, non hiérarchisées, peut conduire à rendre son analyse quelque peu superficielle.

Du reste, si l'analyse réticulaire est susceptible de donner une bonne image de la cohérence et des liens internes du courant, elle rend assez mal la marginalité ou la centralité du même courant à l'échelle nationale ou mondiale, autrement dit son insertion dans un champ. Comment évaluer, avec cet outil, la puissance, l'influence, le niveau de reconnaissance d'un courant comparé aux autres ? Souvent la géographie urbaine critique se situe souvent à la marge du champ scientifique, dans une forme d'opposition aux courants dominants.

Les individus peuvent-ils être étudiés comme des nœuds du réseau ?

En toute logique, plus un courant est marginal, moins les groupes et institutions qu'il implique sont nombreux. Pour obtenir un graphe complet de la géographie urbaine

critique, il serait nécessaire d'inclure des individus dans ce réseau et d'en faire des nœuds, un peu à l'image du graphe proposé plus haut.

Or, au fil de mes recherches, j'ai mesuré combien il était délicat de proposer une analyse centrée sur les individus. Il est non seulement difficile d'observer les pratiques d'une seule personne, mais il est plus délicat encore de les classer à partir d'une grille préétablie. En dehors de quelques cas emblématiques, où une « figure » incarne un courant, il y a une réelle difficulté méthodologique à faire de l'individu l'unité de base d'un mouvement intellectuel. En d'autres termes, je ne considère pas que la géographie critique puisse se concevoir comme la simple somme des « géographes critiques » et de leurs travaux.

Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, les chercheurs refusent le plus souvent de se qualifier eux-mêmes avec un seul adjectif. Pour les faire intégrer au réseau, il faudrait alors juger qui *est* ou *n'est* pas un géographe critique, ce qui rend la position de celui qui classe pour le moins inconfortable. Dans les rares cas où les chercheurs se qualifient eux-mêmes, comment mesurer la part de stratégie individuelle, voire de stratégie de carrière, qu'il y a dans ce geste ? Peut-on considérer qu'un chercheur serait « critique » une fois pour toutes après qu'il s'est déclaré ? Le parcours intellectuel des individus est rarement fixé à l'avance et varie irrémédiablement, de spectaculaires retournements intellectuels l'ont bien montré.

L'analyse des savoirs produits, qui est l'un de nos objectifs, est elle aussi rendue délicate si l'on doit partir des individus. S'il n'est pas possible d'examiner l'œuvre de tous les membres du réseau, il faut donc bien retenir arbitrairement quelques auteurs représentatifs voire emblématiques, à l'instar des sélections qu'opèrent les anthologies ou les *readers* dans le monde anglophone. Dans ce cas, les auteurs les plus connus se détacheraient et feraient passer à l'arrière-plan les travaux des chercheurs les moins connus, ce qui reviendrait à produire une assez traditionnelle histoire des idées.

Finalement, malgré la souplesse supposée de l'analyse du réseau de la géographie critique, celle-ci se révèle seule sans profondeur– c'est du reste l'objectif de cette méthode : faire du social un « espace plat ». Appliqué à un espace aussi vaste qu'un courant de pensée, le réseau se mue bel et bien en un horizon aplani où il est difficile de mesurer la marginalité, les rapports de pouvoir et l'insertion de ce courant de pensée dans des contextes nationaux et locaux.

Le courant de pensée dans son cadre national

Pour gagner en précision, la deuxième option consiste à réduire le champ d'analyse en comparant les déclinaisons d'un courant de pensée international, dans un ou des cadres nationaux. Pour la géographe féministe Gillian Rose, la question est moins de savoir « "quelle différence entre la géographie de la nation X et celle de la nation Y ", […], mais "pourquoi la nation est-elle l'espace le plus important ?" ou bien "pourquoi les espaces locaux sont-ils pertinents ? " » (Rose, 2001, p. 64). La démarche offre l'avantage de lier l'activité scientifique au « gouvernement » de la science, qui relève encore massivement des Etats, et aux contextes de production.

De l'intérêt de penser les structures nationales de la recherche

Dans les faits, le cadre national façonne encore largement la manière dont la recherche se fait. Comme le rappelle Bourdieu, « on croit souvent que la vie intellectuelle est spontanément internationale. Rien n'est plus faux. La vie intellectuelle est le lieu, comme tous les autres espaces sociaux, de nationalismes et d'impérialismes » (2002, p.3).

Il convient de prendre la mesure de tout ce qui reste défini par l'Etat et les institutions qui en dépendent : les modalités de recherche, de recrutement, d'attribution des bourses, de financement, et bien sûr l'enseignement, etc. Il n'est pas inutile non plus de rappeler, comme le fait Bourdieu, que « le système d'enseignement est un des lieux où, dans les sociétés différenciées, se produisent et se reproduisent les systèmes de pensée. » (*ibid*., p.9). L'Etat continue à imposer, dans une large mesure, les structures et les conditions de la recherche.

De ce point de vue, l'hypothèse même d'une internationalisation scientifique croissante suppose elle-même que la recherche fut et reste avant tout nationale, comme le souligne l'ouvrage *Denationalizing science*, dans lequel Crawford, Shinn et Sverker mettent en évidence les nécessaires imbrications de ces deux niveaux. S'il est vrai que l'on assiste à l'émergence d'un système international de revues, d'organisations, de conférences et de réseaux personnels et institutionnels, et si le *transnational co-*

authorship se développe, la plupart des financements restent nationaux (Crawford, Shinn et Sverker, 1993).

De même, l'importation de certaines idées ou le développement des échanges internationaux gagneraient aussi à être interprétés, dans une certaine mesure, « comme des alliances, donc dans la logique des rapports de force, comme, par exemple, des manières de donner de la force à une position dominée, menacée. » (Bourdieu, 2002a, p.5). Pour le dire autrement, aller chercher des références à l'étranger peut permettre de sortir de la marginalité et constituer une stratégie de légitimation dans le cadre national.

Rejeter les enjeux nationaux sous prétexte que l'on étudie un courant international reviendrait à nier une grande partie de la réalité des pratiques de recherche. Faut-il pour autant ériger l'échelle nationale et le champ scientifique en cadre d'analyse privilégié pour conduire notre enquête ?

Un cadre national partiellement artificiel

Conduire l'investigation en partant des cadres nationaux a plusieurs implications méthodologiques. La première est de postuler une différence fondamentale entre les nations.

Les réseaux scientifiques s'appuient sur des communautés linguistiques autant que sur des communautés strictement nationales, comme le montrent bien des trajectoires de chercheurs anglais, canadiens, américains, australiens ou même sud-africains. Il y a donc une réelle difficulté à considérer un cadre national strict dans la recherche telle qu'elle se fait actuellement. Les influences intellectuelles, qu'elles soient liées à des rencontres ou des lectures, ne se limitent pas, loin s'en faut, aux frontières nationales, sans quoi l'œuvre de Lefebvre n'aurait pas connu un tel succès international.

A cela s'ajoute que les politiques nationales de la recherche prennent de plus en plus en compte le contexte de la concurrence internationale. Face à la multiplication des classements, les politiques nationales tendent à concentrer « les moyens de la recherche sur quelques sites jugés de très haute performance et susceptibles d'être visibles dans des classements mondialisés […] Une équivalence est alors posée (sans être jamais démontrée) entre concentration des moyens en quelques lieux, efficacité et rayonnement de la recherche. Ce alors même que, dans le passé, la politique

universitaire et scientifique avait plusieurs fois misé sur un maillage du territoire national. » (Eckert et Baron, 2014). Ce sont donc peut-être les villes, qui, dans cette logique, constituent le territoire le plus pertinent de la recherche, davantage que l'espace national. Du reste, avant même ce rééchelonnement des politiques publiques de la recherche, il n'est pas anodin que beaucoup d'écoles de pensée aient justement pris le nom de la ville où elles sont nées : Ecole de Chicago, Ecole de Los Angeles, Ecole de Manchester, etc.

En somme, la prise en compte des structures institutionnelles, qui relèvent encore largement de l'Etat, mais d'un Etat de plus en plus préoccupé par la concurrence scientifique internationale, ne justifie pas à mon sens d'en faire le cadre d'analyse strict de la géographie urbaine critique. Le cadre national conditionne la recherche mais il ne la détermine pas entièrement.

A ce stade, les cadres dictés par les théories de Latour, d'un côté et de Bourdieu, de l'autre ne semblent pas entièrement satisfaisants pour étudier notre objet. Je propose de les articuler, en changeant d'échelle et en partant des groupes de recherche qui se réclament de la géographie critique urbaine.

Partir des groupes de recherche : une vision réaliste du courant de pensée

L'option que je défends ici consiste à décrire un courant de pensée en partant de l'échelle du groupe de recherche, à l'image du laboratoire étudié par Latour et Woolgar dans *La vie de laboratoire*, à la différence notable que les groupes que j'ai choisis se définissent eux-mêmes comme des groupes de géographie critiques urbaine. Le courant y est davantage conçu comme un étendard intellectuel que comme un « bloc » nécessairement cohérent.

La communauté épistémique : un modèle… imparfait

Je m'inspirerai ici de la notion de « communauté épistémique », qui s'inscrit dans la lignée des *science studies* et permet de dépasser, dans une large mesure, les impasses méthodologiques des deux premières options. Le terme est apparu en 1992 avec les

travaux de Peter Haas (1992). Pour ce politiste américain, une communauté épistémique se définit par :

A) un ensemble commun de croyances normatives et de principes qui fournissent une justification fondée sur la valeur pour l'action sociale des membres de la communauté ;
B) des croyances partagées sur les causalités, qui sont issues de leur analyse de pratiques qui amènent ou contribuent à un ensemble central de problèmes dans leur domaine, et qui servent ensuite de base pour élucider les liens multiples entre actions politiques possibles et résultats souhaités ;
C) des notions communes de validité – c'est-à-dire des critères inter-subjectifs, définis en interne, pour la pondération et la validation des connaissances dans leur domaine d'expertise ;
D) une entreprise politique commune - c'est-à-dire, un ensemble de pratiques communes associées à un ensemble de problèmes vers lesquels leur compétence professionnelle est dirigée (Meyer et Moligneux-Hodgson, 2011)

Ce dernier point semble particulièrement intéressant pour les chercheurs qui se réclament des études critiques urbaines, car ils ne cachent pas leur ambition de s'engager et de peser dans le rapport de force politique. L'existence même d'une communauté épistémique suppose l'énonciation de valeurs qui positionnent le groupe, par exemple en rédigeant collectivement une déclaration d'intention. L'adhésion à la communauté implique l'adhésion à ces valeurs. Le groupe est alors moins uni par l'objet ou la méthode que par un objectif politique commun, même s'il est plus ou moins explicite.

Cependant, j'ai choisi de ne pas appliquer tel quel le concept de « communauté épistémique » à mon objet, mais davantage de m'en inspirer. Il ne convient que partiellement aux groupes de géographie critique. Difficile à mobiliser, il n'a connu qu'un succès limité. Dans un article intitulé « Rethinking Epistemic Communities Twenty Years Later », Mai'a David Cross attribue cette faible diffusion au fait que la définition en est sans doute à la fois trop large et trop précise (Cross, 2013). Développé dans le cadre des relations internationales, le concept a surtout été utilisé pour décrire le rôle des groupes scientifiques transnationaux qui cherchent à influencer les décisions politiques, comme ce fut le cas dans le cadre du célèbre débat sur la couche d'ozone. Morgan Meyer et

Susan Molyneux-Hodgson définissent la communauté épistémique comme « un collectif de personnes ayant une expertise dans un domaine donné, expertise qui se traduit notamment par des compétences reconnues et par une légitimité et une autorité en matière de production de connaissances. » (p. 141). Les communautés épistémiques fonctionnent comme des groupes de pression scientifiques, qui utilisent leur expertise pour peser dans le débat public.

Dans le cas de la géographie critique, non seulement les groupes que j'étudie ne sont pas tous transnationaux, mais, surtout leurs critiques s'adressent à une sphère politique qui ne se limite pas aux seuls acteurs des politiques publiques. Ils se conçoivent du reste rarement comme des experts, et refusent le plus souvent cette désignation et le positionnement qu'elle implique. Pour autant, il est possible de s'inspirer de cette notion pour choisir l'échelle de notre étude.

Le groupe : une entrée qui déjoue les pièges

Le choix d'analyser un courant à travers les groupes qui s'en réclament cumule de nombreux avantages. Leur malléabilité d'abord : « si quelqu'un s'avisait de me faire remarquer que les termes de "groupes", de "regroupements" et d'"acteur" sont privés de signification, je répondrais que c'est exact. Le mot 'groupe' est si vide de sens qu'il n'indique ni la taille ni le contenu ; on pourrait l'appliquer à une planète autant qu'à un individu… », note Bruno Latour (2006, p.44). En effet, l'entrée par les groupes de recherche permet d'abord d'éviter de présupposer l'unité du courant. Il s'agit plutôt de partir de groupes auto-constitués dont l'unité est endogène et non pas reconstruite par l'observateur. La question des limites temporelles et spatiales de notre objet se résout alors d'elle-même : chaque groupe se déploie dans le temps, à travers une histoire particulière, et dans l'espace, à travers le réseau constitué par ses membres et les liens tissés avec d'autres groupes et institutions. Il n'est alors plus nécessaire de chercher à poser des bornes artificielles. Ainsi, « au lieu de supposer que les communautés épistémiques existent *a priori*, nous nous devons d'examiner comment elles naissent, comment elles sont fabriquées et matérialisées, ce qui nécessite l'exploration des pratiques, des objets, des métaphores, des instruments et des discours qui produisent et maintiennent ces collectivités. » (Meyer et Molyneux-Hodgson p.149). Dans un contexte

où la recherche se fait de plus en plus par « contrats » successifs, la manière dont un groupe autonome se *regroupe* et se maintient dans la durée doit retenir notre attention.

Dans la même logique, il ne me revient plus de décider alors si tel ou tel individu fait partie du courant. L'appartenance au groupe est auto-déclarative. Parce ce qu'il se constitue en groupe, il se donne un nom et définit ses valeurs, qui créent une forte unité interne. L'adhésion ou la participation suffit à inclure ou exclure les individus. La qualification des individus ne relève alors plus du seul jugement d'un observateur extérieur. Dans la pratique, l'échelle du groupe est, comme celle du laboratoire, facile à observer. Les modalités d'organisation du groupe, qui ont souvent fait l'objet de délibérations et de débats collectifs, y sont le plus souvent représentatives des valeurs. Quand elles se différencient des pratiques habituelles de la recherche, c'est presque toujours par choix. Le groupe permet aussi de ne pas se limiter aux grands noms d'un courant et de sortir des seuls récits individuels. Il permet de s'intéresser à tous les membres du groupe, à leur statut, à leur rôle, à leur trajectoire individuelle ou leur *habitus*.

Surtout, étudier un groupe n'implique pas de méthode et d'échelle unique. En partant du groupe, de son histoire et des réseaux qu'il a établis, il est possible (et même souhaitable) d'articuler le contexte national, le champ scientifique, aux connexions internationales. On pourrait alors avancer l'hypothèse que le courant de pensée n'est finalement rien d'autre que l'ensemble, toujours fluide, de communautés épistémiques ou groupes qui s'en réclament. Il serait même possible d'envisager, avec Camille Roth, le « champ de savoirs comme une gigantesque communauté épistémique » (2008, p.360).

L'analyse des groupes nous rapproche finalement de l'étude de laboratoire, mais insérée dans un champ scientifique et dans le réseau international de la recherche. En combinant plusieurs approches et outils, elle déjoue les pièges d'une vision trop figée des courants de pensée. Ces groupes se réunissent physiquement, laissent des traces qu'il convient de suivre. On notera à quel point la sociologie, l'anthropologie et plus largement les *science studies* manient la métaphore géographique. C'est bien que l'entrée *par les lieux* renouvelle profondément l'analyse de l'activité scientifique. Certains n'hésitent pas à évoquer un tournant spatial (*spatial turn*) dans l'histoire, la sociologie ou l'anthropologie des savoirs comme les travaux du Séminaire du Groupe Lieux de Savoirs l'attestent. Il y a donc tout intérêt à quitter les abstractions des manuels, à se

dégager d'une vision trop pédagogique et figée des courants de pensée pour les concevoir comme des étendards intellectuels porté par des groupes, et les individus qui les composent.

Chapitre 3 : Etudier un groupe de géographie critique urbaine : mode d'emploi

Mon travail de recherche débute pendant l'été 2011, avec un premier terrain brésilien, à la faveur des liens tissés entre l'Université Nanterre Paris Ouest la Défense et l'USP (Université de Sao Paulo) notamment avec la géographe Ana Fani Alessandri Carlos. Arrivée à Sao Paulo, le 1er juillet 2011, je suis accueillie par les membres du GESP (*Grupo de Estudos sobre São Paulo*), réunis au laboratoire de géographie pour me présenter leur projet collectif. Quelques semaines plus tard, je participe à la conférence internationale de géographie critique qui se tient du 16 au 20 août à Francfort. Je décide de suivre les panels et présentations qui traitent la ville. C'est à cette occasion que je découvre le réseau INURA (*International Network for Urban Research and Action*) au cours d'une session intitulée « New Metropolitan Mainstream Hypothesis ». Trois de ses membres, Philipp Klaus, Christian Schmid & Richard Wolff, y présentent le projet qu'ils mènent au sein d'INURA, celui d'une cartographie comparée de l'évolution néolibérale des métropoles. C'est au cours des deux jours de voyage de terrain qui concluent la conférence, que je découvre le travail de Kritische Geographie Berlin. Intitulée « Walking Berlin Exploring the Fabric[ation]of a Capital in Crisis », l' « extension » berlinoise de l'ICCG donne lieu à une série d'excursions critiques conçues et organisées par le groupe local.

Par conséquent, dès les premières semaines d'investigation, et alors que je n'ai pas encore précisé ma démarche, je connais déjà les groupes que j'isolerai plus tard comme les objets de ma recherche. Si le hasard tient indéniablement sa part dans cette sélection, je crois qu'elle dit aussi, si l'on y prête attention, quelque chose de la structure du courant étudié ainsi que des médiations par lesquelles il se déploie et permet aux chercheurs intéressés de se rencontrer. Il semble d'ores et déjà évident que la conférence internationale de géographie a joué un rôle de plateforme d'échanges et de rencontres. Mon séjour pauliste est aussi le produit d'une longue tradition d'échanges universitaires entre la France et le Brésil.

Bien entendu, étudier tous les groupes se réclamant la géographie critique urbaine n'était pas envisageable - à supposer même qu'il soit possible de tous les identifier. Comme toute sélection, le choix de ces trois groupes procède donc de choix qu'il convient de détailler ici.

Le choix des groupes étudiés

Trois groupes contemporains et singuliers

Ces trois communautés sont contemporaines. La description de groupes dissous était bien sûr envisageable, mais elle eût nécessité de mobiliser des archives pour reconstituer leur fonctionnement. C'est ce que proposent de faire les géographes Eric Sheppard et Trevor Barnes dans le cadre du projet *Histories of Radical Geography* au sein duquel ils cherchent à retracer l'histoire des groupes de géographie radicale aux Etats-Unis depuis la fin des années 1960. Linda Peake et le même Eric Sheppard ont commencé à synthétiser leurs résultats dans un article publié en 2014 dans la revue *ACME* et intitulé « The Emergence of Radical/Critical Geography within North America ». Ils y reprennent les étapes chronologiques de ce courant depuis la moitié des années 1960. Le choix de la contemporanéité facilite bien entendu l'observation des groupes. Il est surtout guidé par la volonté de faire, plutôt que sa généalogie, l'état des lieux de la géographie critique urbaine dans le monde aujourd'hui.

Quoique contemporains, les groupes sélectionnés sont bien différents les uns des autres. C'est d'abord la distance géographique qui les sépare. Le GESP est implanté à Sao Paulo, dans une métropole dite du « Sud », alors que Kritische Geographie Berlin est situé dans la capitale d'un grand pays industrialisé. INURA est un réseau international dont les membres viennent du monde entier, mais il est administrativement domicilié à Zurich et reste, dans sa composition, essentiellement européen. Deux de ces groupes ont une implantation urbaine et métropolitaine, tandis qu'INURA se présente comme un réseau international et itinérant, en ce qu'il organise des conférences annuelles dont le lieu d'accueil change chaque année. Le nombre des membres au sein de Kritische

Geographie Berlin et du GESP reste modeste (entre 15 et 25), tandis qu'INURA compte une centaine de membres.

Communauté épistémique	Base géographique	Institutions	Nombre de membres en 2013	Site web
INURA *International Network for Urban Research and Action*	Réseau, international, essentiellement européen	Association	101	http://www.inura.org
GESP *Grupo de Estudos sobre São Paulo*	Sao Paulo (Brésil)	Groupe de recherche universitaire	24	http://www.gesp.fflch.usp.br
Kritische Geographie Berlin	Berlin (Allemagne)	Association	Entre 10 et 15 membres actifs.	http://kritische-geographie-berlin.de

Tableau n°1 : Profils des trois groupes sélectionnés

En théorie, un même individu serait susceptible d'être membre de plusieurs de ces communautés. Dans les faits, comme je le montrerai plus tard, les recoupements sont exceptionnels.

Cette sélection est indirectement le choix d'un nombre de groupes étudiés. Trois communautés, est-ce suffisant et, surtout, représentatif ? Il m'a semblé que le temps du travail de terrain et du suivi des groupes nécessitait de ne pas chercher à se disperser. De ce point de vue, l'idéal de la précision valait bien celui de la représentativité. L'étude de ces trois groupes suppose d'utiliser au moins trois langues : le portugais, l'allemand et l'anglais[2]. Le temps d'adaptation à chacun des lieux et des contextes, et le temps des

[2] Pour rendre la lecture de cette thèse plus aisée, j'ai choisi de traduire directement en français tous les entretiens, les extraits d'ouvrages ou d'articles, que les originaux aient été écrits en anglais, en allemand ou en portugais. A titre indicatif, sur les 27 entretiens menés, cinq ont été conduits en français. Seuls les co-traductions seront spécifiquement mentionnées de manière à remercier tous ceux qui m'ont aidé dans ce difficile travail.

rencontres collectives et individuelles justifient de restreindre le nombre des groupes étudiés.

L'urbain, pourquoi ?

Mes trois groupes ont en commun d'étudier la ville, leur objet de recherche privilégié. Le GESP se définit explicitement comme un groupe de géographie urbaine critique et radicale. INURA se donne pour objectif de lier la recherche urbaine à l'action. Kritische Geographie Berlin concentre ses recherches et ses travaux sur la capitale allemande.

J'aurais pu envisager d'étudier la géographie critique dans son ensemble, en appliquant une méthodologie similaire. C'est ce que j'avais d'abord envisagé avant de me rendre à la conférence internationale de géographie critique à Francfort, en août 2011. Dans le bilan que nous avons dressé de cet événement pour la revue *Carnets de géographes*, Martine Drozdz, Sarah Mekdjian et moi avons pointé la grande diversité des objets de la géographie critique et radicale. Un nuage de mots, réalisé à partir des titres des interventions de la conférence, le confirme. Ecologie, genre, crise, féminisme, logement, néolibéralisme, droits, frontières, eau, finance : autant d'approches et d'objets qui viennent nourrir un courant multiforme.

Figure n° 2: Nuage de mots réalisé à partir des titres des interventions de la sixième conférence internationale de géographie critique (Drozdz, Gintrac, Mekdjian, 2011).

Multiplier le nombre de groupes à étudier, pour rendre compte d'une telle diversité, c'eût été prendre le risque d'une analyse superficielle de chacun d'entre eux. Il y a donc une nécessité pratique à réduire le champ de l'étude à des groupes qui partagent un objet commun.

La lexicologie révélée par le nuage de mots laisse peu de doutes quant au tropisme urbain des géographes critiques. Lors de cette réunion, plus d'une centaine de communications partaient d'exemples urbains. La centralité de la question est évidente. Lieux de l'accumulation du capital, où l'expression des inégalités est la plus criante, les espaces urbains sont au cœur de quelques uns des travaux de référence de la géographie critique : *Social Justice and the City* de David Harvey (1973), *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City* de Neil Smith (1996), *A (re)produção do espaço urbano* de Ana Fani Alessandri Carlos (1994), *Postmetropolis* : *Critical Studies of Cities and Regions* d'Edward Soja etc. Chacun à leur manière, ces ouvrages mettent au jour le rôle de l'espace urbain dans la production et la reproduction du capital, des inégalités et des discriminations. Certains auteurs vont même jusqu'à reprendre, en la renouvelant, les hypothèses de révolution urbaine et d'urbanisation planétaire développées par Henri Lefebvre dans *La révolution urbaine* (1970). Ainsi, pour Neil Brenner et Christian Schmid (membre d'INURA) par exemple, les espaces ruraux ne sont pas indépendants des espaces urbains. Espaces « réserve », espaces d'exploitation, les espaces ruraux seraient

devenus en quelque sorte les annexes des espaces urbains. La ville aurait ainsi aspiré, sinon le monde, du moins une grande partie de la réalité humaine (Brenner, 2014).

Choisir un objet moins vaste, quoique central, au sein de la géographie critique, c'est s'autoriser le choix d'un nombre plus restreint de groupes, dont il est possible alors de comparer la démarche. C'est aussi pour moi une manière de revenir vers un objet familier. J'ai commencé mon parcours de recherche par la géographie urbaine, en étudiant une ville d'Asie centrale, Achgabat. La capitale du Turkménistan est le lieu central du pouvoir autoritaire ; la majorité de sa population, sous contrôle, vit dans une grande pauvreté, tandis que s'enrichissent quelques dignitaires et quelques entreprises de BTP (Fénot et Gintrac, 2005). J'ai gardé, depuis ce premier terrain, qui remonte à 2003, le goût de la géographie urbaine et l'idée que la production des espaces urbains se fait le plus souvent à l'encontre de l'idéal de justice sociale et spatiale.

Trois communautés « périphériques »

Dans son introduction au dossier spécial de la revue *Geoforum* intitulé « The spaces of critical geography », Maria-Dolors Garcia-Ramon souligne que « la géographie critique anglophone occupe une position privilégiée, celle de centre théorique, tandis que les autres traditions universitaires géographiques sont considérées comme périphériques et a-théoriques, devant se plier au cadre et à programme théoriques du centre » (2004, p.524). Parmi les groupes que j'ai sélectionnés, aucun n'est strictement basé dans le monde anglophone, même si INURA est un réseau international. Les termes « géographie radicale et critique » y sont certes apparus (pour la géographie radicale au moins) et c'est dans cette sphère géographique et linguistique qu'ils ont connu leur plus large diffusion. Pourquoi ne pas avoir choisi un groupe représentatif de ce « centre » de la géographie critique urbaine ?

D'abord, il faut bien admettre qu'il m'a été difficile d'identifier un tel groupe. Le découpage universitaire, par objets d'étude (*gender studies*, *urban studies*) n'y est peut-être pas étranger : la géographie y est plus difficile à identifier comme discipline. Une autre explication est à chercher dans la forte institutionnalisation de la recherche, qui semble laisser moins de place aux projets atypiques. Une des initiatives susceptibles d'être prise en compte, le *People's Geography Project,* initié par le département de

géographie de l'université de Syracuse s'inscrit certes dans le cadre de la géographie critique mais ne se consacre pas spécifiquement à la ville (Vergnaud, 2011).

Les trois groupes choisis peuvent être qualifiés de périphériques, en ce sens qu'aucun ne dispose des puissants relais de diffusion que constituent les revues *Antipode, Human Geography, City* pour les auteurs anglophones. A l'exception d'INURA, réseau au sein duquel l'anglais est la principale langue de communication, les groupes sélectionnés privilégient les publications dans leur propre langue, portugais pour le GESP, allemand pour Kritische Geographie Berlin. Dans la plupart des cas, leurs membres ne publient pas (ou très occasionnellement) dans les revues anglophones. Il s'agit donc de groupes qui ont fait le choix d'une diffusion avant tout locale ou nationale davantage plutôt que d'une carrière « scientifique » mondiale. De manière assez révélatrice, leurs travaux restent confidentiels en France. Ma sélection relève aussi d'un choix personnel assumé - voire militant - de ne pas mettre à nouveau au cœur de l'analyse les auteurs déjà les publiés et les plus commentés.

Du reste, la distance au principal « centre de production » présente l'avantage d'offrir une vision différente, voire alternative, de la géographie critique urbaine. Dans le monde anglophone, l'histoire de la géographie critique et radicale a déjà été partiellement écrite (Peake et Sheppard, 2014 ; Barnes et Sheppard, 2013). Les témoignages des principaux auteurs sur leur parcours ne manquent pas, y compris en français (Harvey, 2012 ; Tonnelat et Mitchell, 2010) et les définitions de la géographie critique ont trouvé leur place au sein des encyclopédies de la discipline (Berg, 2010; Best, 2009).

Privilégier les groupes périphériques, c'est indirectement faire le choix de mesurer les éventuelles variations par rapport aux définitions établies du courant. C'est aussi une manière de questionner l'affirmation de Maria Dolors Garcia-Ramon et l'inégale répartition qu'elle dénonce, entre un centre anglophone qui produit la théorie et des périphéries qui ne seraient autorisées qu'à fournir les études de cas. Est-ce bel et bien le cas quand on se penche sur la production de nos groupes dits « périphériques » ?

Avec cette sélection se présente l'opportunité de sortir des définitions déjà diffusées de la géographie urbaine critique et radicale, et de donner à voir l'expansion de ce courant, d'en mesurer le degré de cohérence et d'unité. Il faudra pour cela évaluer l'intensité de liens et des contacts qui unissent ces groupes et le « monde anglophone ». En un mot, j'ai

choisi d'étudier trois groupes contemporains, unis par leur objet –la ville- et par une position *a priori* périphérique.

Appréhender les groupes de recherche : outils et positionnement

Ni seulement épistémologie, ni seulement sociologie : quels savoirs produire au sujet les groupes ?

Le choix de s'inspirer des *science studies* a des implications sur les sources mobilisées dans le cadre de l'étude des trois groupes. On a coutume d'opposer classiquement l'épistémologie, définie comme l'étude de la logique interne aux discours produits, à la sociologie des sciences qui s'intéresserait exclusivement aux institutions et aux pratiques et des acteurs de la recherche. Dans *l'Archéologie de savoir*, Michel Foucault préconisait déjà de ne pas s'en tenir à cette dichotomie dans la mesure où « un énoncé est toujours un événement que ni la langue ni le sens ne peuvent tout à fait épuiser » (2008, [1969], p.42). De même, selon Bourdieu, « une science authentique de la science ne peut se constituer qu'à condition de récuser radicalement l'opposition abstraite entre l'analyse immanente ou interne, qui incomberait en propre à l'épistémologie et qui restituerait la logique selon laquelle la science engendre ses propres problèmes, et une analyse externe, qui rapporte ces problèmes à leurs conditions sociales d'apparition. » (Bourdieu, 1976, p. 94). *A fortiori*, la sociologie latourienne remet aussi en cause cette partition, puisque l'objectif de l'anthropologie des sciences est de démontrer que la division est artificielle entre contexte social, d'une part et activité scientifique, d'autre part. Pour Latour, l'énonciation scientifique est toujours un « écrit-action ». Aussi divergents que puissent être leurs approches, tous ces auteurs remettent fondamentalement en cause la distinction du contenu et l'activité sociale, ainsi que l'opposition binaire entre approches internaliste et externaliste de la science.

Le choix de partir des groupes contribue à dépasser la superficielle séparation entre les contenus et les « contenants ». Les échanges au sein et à l'extérieur de ces communautés se réalisent au travers de revues, de conférences, ont lieu au sein de disciplines, de départements universitaires, des listes de discussions numériques, d'associations professionnelles, etc. C'est d'ailleurs grâce à cette « texture » que les

communautés épistémiques et scientifiques se constituent et se maintiennent dans le temps, les idées ne se regroupant pas et ne se reproduisant pas d'elles-mêmes. Ces réseaux relient des personnes, mais aussi « objets et sujets, personnes et lieux, production et distribution, individus et collectifs, histoires et futurs, le virtuel et le concret » (Meyer et Molyneux-Hodgson, p.151) ; autrement dit, dans une perspective latourienne, des humains et des non-humains.

Un corpus nécessairement varié

Ce postulat théorique suppose de ne pas reproduire la division artificielle entre analyse internaliste et analyse externaliste dans le choix du corpus et, logiquement, d'intégrer la variété des sources susceptibles de traduire la vie du groupe : déclarations d'intention, textes scientifiques, observations de conférences, réunions, entretiens individualisés, modalités d'organisation et de financements, réseaux institutionnels et informels, etc. Le corpus est donc vaste et les sources nécessairement variées.

La principale matière de l'analyse est celle des discours que les groupes tiennent sur eux-mêmes. La déclaration d'intention du groupe en est la clé de voûte. Pour les trois groupes considérés, ces déclarations sont affichées sur leur site Internet et sont régulièrement reprises et nourries dans leurs ouvrages ou leurs articles. Les groupes nourrissent donc leur propre histoire et précisent au fil des publications la conception qu'ils se font de leur travail et de leur positionnement. « Lorsque les groupes sont formés ou redistribués, leur porte-parole cherche frénétiquement des façons de les *définir* : leurs frontières fragiles doivent être marquées, délimitées, et fixées pour devenir un peu plus durables […] C'est pour l'analyste une chance, puisque toute formation d'un groupe va s'accompagner ainsi de la mise au jour de toute une gamme de ressources mobilisées pour renforcer sa frontière contre les pressions contradictoires exercées par tous les antigroupes concurrents qui menaceraient de la dissoudre » (Latour, 2006, p.50). Le processus de définition laisse donc des traces, qu'il faudra suivre.

Une observation quasi ethnographique des pratiques du groupe est aussi indispensable pour « prêter une attention soutenue aux détails de la pratique scientifique. » (Latour, 2007, p.33). II s'agit d'observer les réunions du groupe, les cours,

les conférences et toute autre type de manifestation. Autrement dit, il s'agit d'observer « toutes les pratiques nécessaires au maintien constant des groupes » (Latour, 2006, p.51). J'ai eu l'occasion d'observer, entre autres, deux conférences d'INURA, un cours de master conduit par Ana Fani Alessandri Carlos à l'USP, une réunion de Kritische Geographie Berlin, ainsi qu'une excursion berlinoise.

L'analyse passe aussi par la recension des supports et des autres moyens de diffusion (site web, journal, conférence, édition, liste mail) de chacun des groupes. Se dessinent alors des réseaux scientifiques nationaux ou internationaux qui dépassent les limites du groupe lui-même, à la faveur des liens tissés avec des chercheurs, des militants, des éditeurs, etc.

Un autre aspect essentiel concerne les structures institutionnelles et spatiales au sein desquelles les chercheurs s'insèrent. Cela recouvre bien entendu les institutions de la recherche, les modes de financement et de recrutement de l'université dans les pays étudiés.

Cette analyse globale nécessite d'être complétée par des entretiens individuels. Sans chercher à interroger avec la totalité des membres, j'ai souhaité m'entretenir en priorité les fondateurs du groupe mais aussi des membres plus récents, qui posent un regard souvent différent de leurs aînés sur le collectif. J'ai mené une quinzaine d'entretiens en face-à-face, portant sur l'histoire du groupe, mais aussi les parcours individuels, et la géographie critique urbaine en général (annexe n°1)

Enfin, il s'agit de dresser une bibliographie des travaux publiés par chaque groupe en tant que tel, et des ouvrages ou articles les plus représentatifs de ses membres. Les auteurs cités dans ces travaux dessinent en creux un « paysage de références » ou un « paysage intellectuel ». Les bibliographies établies par les groupes eux-mêmes sont donc des outils précieux pour comprendre comment ils s'inscrivent dans certaines traditions intellectuelles. L'objectif, en entrant dans les textes, est de chercher à dégager la spécificité des raisonnements et des formes de discours utilisées que chacun des trois groupes utilise.

Comment se positionner face aux groupes ?

Les observations ethnologiques et les entretiens me conduisent nécessairement à prendre part, en tant qu'individu, à la recherche que je conduis et à interroger ma place dans l'enquête menée. Quelques éléments d'« auto-analyse » sont nécessaires pour éclairer mon travail. « Un point de vue est d'abord une vue prise à partir d'un point particulier […], d'une position particulière dans l'espace et, au sens où l'entendrai ici, dans l'espace social : objectiver le sujet de l'objectivation, le point de vue (objectivant), c'est rompre avec l'illusion du point de vue absolu, qui est le fait de tout point de vue (initialement condamné à s'ignorer comme tel) ; c'est donc aussi une vision perspective » (Bourdieu, 2001a, p. 185)

J'enseigne en classes préparatoires, en dehors de l'université. La préparation aux concours des grandes écoles, outre le fait qu'elle reste marquée par une conception encore largement élitiste de l'enseignement, laisse peu de place aux approches critiques, même si elles peuvent être intégrées occasionnellement dans l'enseignement dispensé[3]. Etudier la géographie urbaine critique dans le cadre d'un travail de doctorat était pour moi une manière de concilier mon goût de la géographie et le désir de l'engagement. Pendant la période de mon doctorat, mais sans que cela ne soit réellement lié à ma recherche, j'ai milité auprès d'un groupe de squatteurs du XX^{e} arrondissement de Paris. Cette expérience est proche de celle décrite par de nombreux membres avec qui j'ai pu m'entretenir.

J'éprouve donc forcément de l'empathie pour mon objet, pour les individus que j'ai rencontrés et suivis pendant la durée de ma thèse. Ma recherche est née de l'envie de découvrir un courant de pensée, des auteurs et des textes. Ma proximité intellectuelle est indéniable. A Francfort, en août, lors d'une réunion du comité de pilotage de l'ICCG, je me suis proposée pour faire partie de la nouvelle équipe. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai choisi de ne pas étudier ce groupe.

La question de cette proximité s'est posée lors de l'enquête elle-même. Le fait d'étudier des chercheurs semblait me dispenser d'une déclaration éthique telle qu'elle est nécessaire lorsque l'on travaille avec des groupes ou des individus susceptibles de ne

[3] Les récentes évolutions sont significatives. Pour la session 2015, avec le sujet sur « la planète financière », David Harvey est entré dans les bibliographies indicatives. *Le droit à la ville* d'Henri Lefebvre fait partie des nouvelles œuvres de la très prestigieuse épreuve de culture générale.

pas comprendre tous les enjeux de la recherche. Lors de ma première participation à une conférence d'INURA, d'emblée la question de mon positionnement s'est posée. Pour participer à la conférence d'INURA, l'adhésion à l'association est fortement encouragée et permet aussi d'intégrer à la liste de diffusion par exemple.

A Sao Paulo, cette difficulté ne s'était pas présentée ainsi dans la mesure où l'objectif de mon voyage de terrain avait été annoncé bien en avance : il était clair que je venais pour étudier le GESP. A Lisbonne, mon positionnement s'est révélé beaucoup plus flou. J'avais sans doute autant le souci d'être reconnue comme un membre du groupe, y compris pour des raisons évidentes de sociabilité, que de présenter la recherche que je conduisais. En ce sens, il eût sans doute été plus simple d'assumer que la conférence était un terrain, en établissant une distance plus grande entre les membres et moi.
Pour mon terrain à Berlin, auprès de Kritische Geographie Berlin, j'ai donc annoncé en amont ma venue et l'objectif de ma recherche. Une fois sur place, j'ai également pris le temps de signifier à tous les membres de la réunion le but de ma présence. La deuxième conférence d'INURA, à laquelle j'ai participé à Belgrade, s'est bien mieux déroulée.

Malgré l'empathie que je ne cherche pas à dissimuler, mon enquête ne tient pas réellement de l'observation participante, mais plutôt de la description assumée. En observant les pratiques, en retranscrivant les discours des acteurs sur eux-mêmes, mon objectif est produire un *compte-rendu*, qui se soucie d'être « précis, fidèle, intéressant » (Latour, 2006, p.185). Ce choix s'impose d'autant plus que les groupes que j'étudie sont peu connus en France, et qu'une description précise est un préalable indispensable à la discussion et au débat sur le rôle et les éventuelles limites de leur conception de la recherche.

Mon objectif n'est donc pas de démasquer ici ou là des stratégies cachées ou déguisées chez les chercheurs. Bernard Lahire a dénoncé cet « effet pervers de l'objectivation des stratégies » qui débouche souvent sur une forme de disqualification : « à force de s'interroger sur les stratégies ou les intérêts des acteurs, on finit par oublier de décrire et d'analyser sérieusement ce qu'ils font et ceux qu'ils disent » (Lahire, 2007). Plutôt que de chercher à démasquer des stratégies ou des intérêts, je préfère écouter et retranscrire les motivations et les déceptions des acteurs. Si le monde de la recherche peut être vu comme un champ de force, il ne me revient pas de distribuer les rôles. Les

acteurs le font assez bien eux-mêmes. Seul le recoupement de plusieurs entretiens et des sources est susceptible de donner une image réaliste de l'objet étudié.

En toute logique, j'ai décidé de soumettre mon travail à tous ceux que j'ai cités, en leur proposant soit l'anonymat, soit de supprimer ou de modifier certains passages. A ce jour, aucune demande en ce sens n'a été formulée. J'ai en revanche intégré des remarques et corrigé des erreurs factuelles grâce à ces relectures attentives. Qui mieux que les membres des groupes pouvaient vérifier le compte-rendu que j'ai fait de leur activité ? C'est aussi une manière de rendre des comptes à toutes celles et ceux que j'ai suivis, dont j'ai décrit les idées, les convictions et les pratiques.

Conclusion de la première partie

A l'issue de cette première partie, il semblerait que le détour par les chemins des *science studies*, loin de nous emmener sur les terres des pures abstractions, nous ait ramenés à la matérialité du processus de production scientifique. J'ai tenté ainsi de mieux définir mon objet, en le déconstruisant pas à pas, en en clarifiant autant que possible les options théoriques.

S'il est impossible d'embrasser tout le champ de la géographie urbaine critique et radicale, ce n'est pas simplement que celui-ci serait trop vaste, c'est plutôt qu'il n'existe que par les individus et les groupes qui s'en réclament. Le limiter à des cadres nationaux, disciplinaires, ou chronologiques, ne permettrait pas de résoudre cette impasse et ne contribuerait, bien au contraire, qu'à empiler de nombreux présupposés sur un édifice bancal. Il n'est pas question de chercher dans cette approche pragmatique – voire matérialiste – de la science une forme d'objectivité absolue. Il serait bien difficile d'y prétendre après avoir emprunté le chemin du constructivisme (même structural) En revanche, il est essentiel de ne pas figer un objet en perpétuelle recomposition. Le courant est une abstraction qui présente plus de vertus pédagogiques que de vertus exploratoires et heuristiques. Il sera possible de le recomposer (partie III) à partir des matériaux et les observations collectées auprès de chacun des trois groupes (partie II).

Deuxième partie : La géographie urbaine critique *re-groupée* et *animée*

Cette partie est pensée comme un laboratoire, ou plutôt comme trois petits laboratoires. Partant du principe que « les comptes rendus textuels sont les laboratoires des sciences sociales » (Latour, 2006, p.186), je souhaite en quelque sorte *recréer* la vie scientifique et collective de trois groupes : le GESP (*Grupo de Estudos sobre São Paulo*), INURA (*International Network for Urban Research and Action*) et Kritische Geographie Berlin. Par la description, je cherche à faire de ces groupes des entités *animées* et vivantes, à faire de leurs membres des individus (presque) connus et à faire des espaces qu'ils pratiquent et étudient, malgré la distance, des lieux (presque) familiers.

« Un bon compte rendu », dit Latour, « est un récit, une description ou une proposition dans lesquels tous les acteurs *font quelque chose* au lieu, si j'ose dire, de rester assis à ne rien faire, de transporter des effets sans les transformer » (Latour, 2006, p.189). Il sera donc ici beaucoup question des activités de ces groupes, de ce qu'ils *font* et de ce qu'ils *pensent* collectivement. En prenant le temps de décrire leurs activités, leurs pratiques, leurs préoccupations, leurs enthousiasmes, leurs indignations, leurs travaux, leurs relais, leurs réseaux, on évite de séparer artificiellement les contenus des pratiques. Il s'agit donc d'étudier la géographie critique urbaine en action, *animée*. Alors que la première partie avait proposé de décomposer la géographie critique urbaine en tant que courant, la deuxième envisage de la *re-grouper*, en la présentant telle qu'elle se fait au sein des groupes qui la font vivre et la portent.

Cette ambition suppose un travail d'enquête, de terrain et de suivi, assez éloigné de la conception classique de l'histoire des idées ou de l'épistémologie, où l'enquête reste avant tout textuelle.

Chapitre 4 : La géographie critique et radicale du GESP (*Grupo de Estudos sobre São Paulo*)

Le GESP au cœur de l'USP

Plongée au cœur de l'USP en grève générale

Ce 29 octobre 2013, le département d'histoire et de géographie de la FFLCH (Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas) de l'Université de Sao Paulo, rappelle les heures agitées du Nanterre ou de la Sorbonne en 1968. Les étudiants, en grève générale, attendent l'assemblée qui décidera des suites à donner au mouvement. Le bâtiment d'histoire et de géographie, par son architecture même, ouverte et aérée offre aux étudiants de la faculté un lieu de rencontre. En face de l'entrée principale, l'ouverture la plus large et la plus ensoleillée permet d'accéder aux autres bâtiments des sciences humaines. C'est de côté, autour de la petite cafeteria et des larges tables en bois qui la jouxtent, qu'on se rassemble, qu'on se donne rendez-vous, qu'on discute.

Photographie n°1 : Slogans affichés dans le département d'histoire et de géographie de la FFLCH. (Cécile Gintrac 29/10/2013)

Photographie n°2 : Inscription sur le mur du département. (Cécile Gintrac, 29/10/2013)

Aux rambardes, toujours du même côté, les revendications s'affichent sur des grandes feuilles de papier kraft. Une partie des slogans (« démocratie à l'université »,

« pour une gouvernance tripartite », « parité ») font directement référence au conflit qui oppose le recteur aux étudiants. Ceux-ci réclament d'être associés à la gouvernance de l'université. Mais les revendications se veulent aussi plus larges, invitant ici à ne pas confondre la révolution syrienne et l'impérialisme (« Pour une souveraineté du peuple syrien ») ou rappelant en lettres rouges que la lutte n'est pas un crime (« A luta não é crime »). On décèle parfois de plus anciennes inscriptions, comme ce « Feministas contra o aumento » (« Féministes contre l'augmentation »), rappelant le récent mouvement de juin contre l'augmentation du tarif des billets de transports.

Cette effervescence est loin d'être exceptionnelle à la FFLCH. Lors de mes entretiens, certains doctorants, rieurs, affirment ne pas avoir connu d'année universitaire sans grève. Le département de géographie est toujours l'un des plus mobilisés. A l'USP, la géographie n'est pas qu'une discipline, c'est une « arme ». Un texte anonyme, placardé sur plusieurs murs du bâtiment, l'apprend aux curieux : « faire le piquet de grève, c'est faire de la géographie. » Vraisemblablement écrit par un étudiant du département, il invite à rompre « la séparation entre le discours et la pratique » et à transformer l'USP en « territoire de résistance, en territoire libre » (Anonyme, 2013).

C'est au deuxième étage de ce même bâtiment, derrière une rangée de tables, d'échelles, et de barrières estampillées USP, que se situent les bureaux du LABUR (laboratoire de géographie urbaine) qui abritent notre objet d'étude, le GESP (Grupo de Estudos sobre São Paulo / Groupe d'étude sur Sao Paulo)

Un groupe d'étude marxiste-lefebvrien dans la plus puissante des universités brésiliennes

L'effervescence de ce département, l'existence même de ce groupe d'étude marxiste-lefebvrien ne relèvent en rien d'un « exotisme » universitaire anecdotique. L'USP (*Universidade de São Paulo*) est au contraire l'un des cœurs de la puissance brésilienne et de la formation de son élite. Cette université se revendique comme la plus puissante des universités brésiliennes et d'Amérique du Sud. Fondée en 1934, cette université publique dépend de l'Etat fédéré de Sao Paulo. Elle regroupe environ 80 000 étudiants : 58 000 en *Graduação* (équivalent de notre licence) et 28 000 en *Pós-Graduação* (regroupant l'équivalent master et doctorat) pour 6000 enseignants. Elle

représenterait à elle seule entre 22% et 26 % de la production scientifique du pays. Les classements nationaux et internationaux, flatteurs, sont consciencieusement recensés sur le site Internet. Sans en faire la liste exhaustive, on retiendra qu'elle est effectivement la « première » université du continent sud-américain.

La FFLCH (*Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas*), avec 10 000 étudiants, est l'une des plus grandes unités de l'USP. Cette faculté, fondée en même temps que l'université, se présente incontestablement comme le premier centre d'enseignement d'humanités au Brésil. La FFLCH combine l'ambition de former l'élite du pays, notamment l'élite politique, avec un certain esprit de révolte. « Les moments de son histoire ont toujours été marqués par un esprit de critique et de contestation », apprend-on sur le site de la faculté.

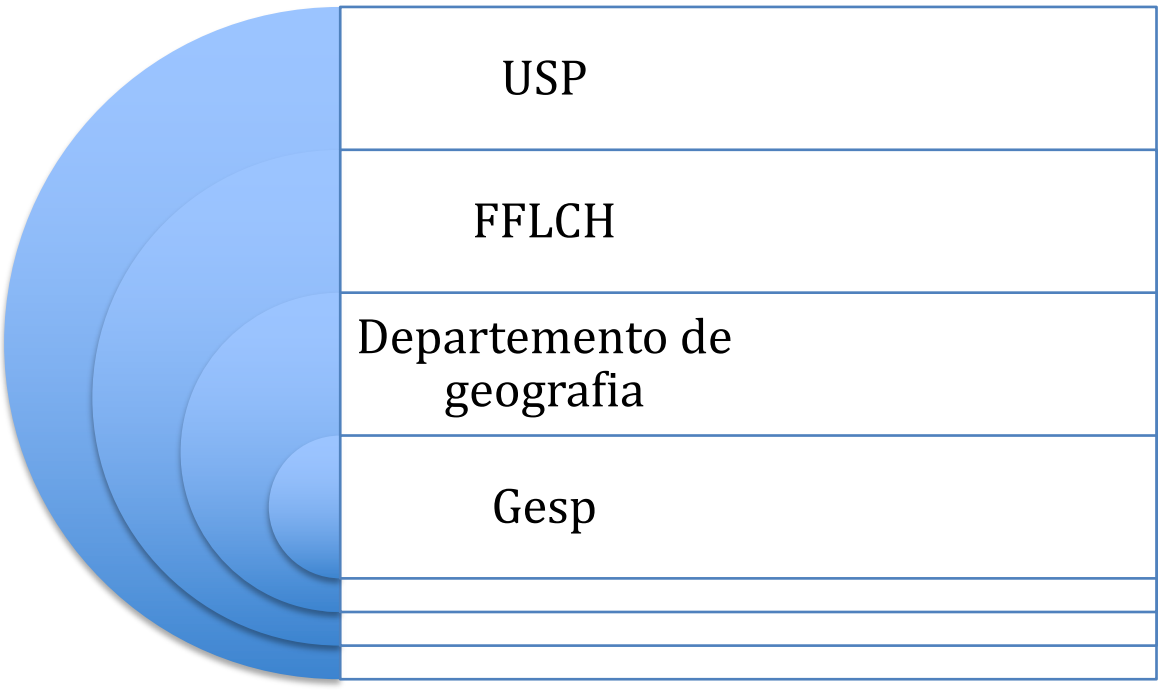


Figure n°3 : Localisation et rattachement institutionnelle du GESP

Elle abrite depuis sa création un département de géographie, ce qui en fait une exception. Ailleurs, dans les autres universités, la géographie est rattachée aux sciences de la terre. Calqué sur le modèle français, où l'histoire et la géographie sont inséparables, le département de géographie est ici associé à celui d'histoire. Cette originalité s'explique justement par l'influence française, dans une université qui

attribua les premières chaires créées à des enseignants étrangers, parmi lesquels de nombreux Français. C'est ainsi que Pierre Desfontaines occupa la première chaire de géographie en 1934, suivi, dès 1935 par Pierre Monbeig. Cette tradition française a contribué à faire de la FFLCH un « département français d'outre-mer » selon les mots du philosophe brésilien Paulo Eduaro Arantes, professeur à l'USP (Arantes, 1994).

Figure n°4 : Plan du campus de l'USP.
La flèche rouge indique le bâtiment d'histoire et de géographie. Ce plan donne une idée de la taille imposante du campus de l'USP est situé au sud du centre-ville de la capitale économique brésilienne.

On ne s'étonnera donc pas que la géographie physique soit distinguée de la géographie humaine, à l'image de ce que l'on connaît en France. Ce dernier pôle est constitué de onze laboratoires, dont le LABUR (*Laboratório de Geografia Urbana*). Les chercheurs jouissent d'une grande autonomie, tant pour la recherche que pour l'enseignement. Ana Fani Alessandri Carlos, qui a fondé le GESP, en témoigne :

> L'USP est un lieu très important. Nous avons la liberté de faire les choses auxquelles on croit. Au département de géographie, c'est la même chose : nous avons beaucoup de liberté. L'espace du LABUR, c'est l'endroit où cette liberté peut s'exercer. Le département de géographie nous donne tout le soutien nécessaire, la faculté aussi. (Carlos, 2011)

> Avec le GESP, on a créé un site, une revue et une maison d'édition, le tout sans argent. Pour tout cela, j'ai simplement fixé une réunion avec la directrice de la faculté et j'ai exprimé mes besoins. Cette liberté existe dans toute la faculté. (Carlos, 2013)

En somme, le GESP n'aurait sans doute « jamais pu voir le jour ailleurs qu'à l'USP » (Carlos, 2013), où l'élitisme ne s'est jamais opposé au développement de mouvements d'extrême-gauche, et où le modèle universitaire et la langue françaises sont devenus la norme.

Les membres du groupe

Le GESP compte aujourd'hui 24 membres (cf. tableau n°2), dont une moitié de professeurs et l'autre d'étudiants.

Parmi les professeurs, on distingue trois figures de la géographie radicale brésilienne : Ana Fani Alessandri Carlos, Ariovaldo Umbelino de Oliveira et Arlete Moysés Rodrigues. Leurs travaux respectifs sont reconnus bien au-delà des frontières de l'USP, en géographie urbaine pour Ana Fani Alessandri, en géographie agraire pour Ariovaldo Umbelino de Oliveira et en géographie des mouvements sociaux pour Arlete Moysés Rodrigues. Leur participation au GESP lui confère une incontestable légitimité scientifique. La moitié du groupe est constituée d'étudiants dont le moins diplômé suit encore des cours de *Graduação* (équivalent de la licence).

Si l'on considère le statut de ses membres, le groupe n'est donc pas homogène. En revanche, il l'est beaucoup plus dans son orientation théorique, clairement marxiste-lefebvrienne, comme nous aurons l'occasion de le voir au cours de ce chapitre. Par exemple, il est aisé de constater, en traçant le parcours universitaire des membres, que la plupart travaillent ou ont travaillé sous la direction d'Ana Fani Alessandri Carlos pour leur doctorat ou leur mémoire *mestrado* (équivalent du master).

Le groupe est fortement implanté à l'USP, puisque seulement deux membres dépendent d'autres institutions universitaires (UNESP Universidade Estadual Paulista "Júlio de Mesquita Filho"/ UNICAMP Universidade Estadual de Campinas, toujours dans l'Etat de Sao Paulo). Les deux professeurs de l'Université Fédérale de Mato Grosso sont d'anciens doctorants de l'USP, récemment recrutés.

Une grande partie des membres a intégré le groupe dès sa création en 2001, même si de nouveaux membres sont venus en grossir les rangs, comme l'atteste le parcours de Livia Maschio Fioravanti. Après avoir passé l'examen d'entrée (*vestibular*) en 2004, elle a commencé son cursus de géographie l'année suivante :

> La deuxième ou la troisième année, j'ai suivi les cours de géographie urbaine avec Fani. Mon projet d'initiation scientifique (*Iniciação Científica*, qui permet d'obtenir une bourse pour le *Mestrado*, équivalent du master) s'inscrivait dans la thématique de ce cours. Mes recherches en géographie urbaine ont commencé grâce à ce cours. J'ai fait mon travail d'initiation à la recherche, sous la direction de Gloria [Anunciação Alves], sur les changements spatiaux de l'ancien quartier industriel de Jaguaré, devenu progressivement un quartier d'affaire et résidentiel. (Fioravanti, 2013)

A la question de savoir quand elle était entrée au GESP, Livia répond :

> Je ne suis pas rentrée au GESP à une date précise. Cela ne fonctionne pas ainsi : un jour tu ne fais pas partie du GESP et le suivant, tu en fais partie. Comme j'étais encadrée par Gloria depuis la licence, j'ai commencé à participer au groupe d'étude de Gloria au LABUR. Un jour, Gloria a annoncé une réunion du GESP et m'a invitée à y participer. Je pense que c'était en 2009. (Fioravanti, 2013)

Le « recrutement » se fait donc par affinité. L'élargissement du GESP s'est fait surtout par invitation d'étudiants à tous les niveaux du cursus.

Nom des membres	Statut au sein du GESP	Statut universitaire	Université de rattachement
Ana Fani Alessandri Carlos	Coordinatrice	Professeur	USP
Ariovaldo Umbelino de Oliveira	Professeur associé	Professeur	USP
Arlete Moysés Rodrigues	Professeur associé	Professeur	UNICAMP
Glória Anunciação Alves	Professeur associé	Professeur	USP
Isabel A. Pinto Alvarez	Professeur associé	Professeur	USP
Marta Inez Medeiros Marques	Professeur associé	Professeur	USP
Rita de Cássia Cruz	Professeur associé	Professeur	
Silvana Maria Pintaudi	Professeur associé	Professeur	UNESP
Simone Scifoni	Professeur associé	Professeur	USP
César Ricardo Simoni Santos	Professeur associé	Ancien doctorant devenu professeur	USP
Danilo Volochko	Professeur associé	Ancien doctorant devenu professeur	UFMT (Université Fédérale de Mato Grosso)
Rafael Faleiros de Pádua	Professeur associé	Ancien doctorant devenu professeur	UFMT
Fabiana Valdoski Ribeiro	Chercheur Associé	Post-doctorant	USP / Barcelone
Sávio Augusto de Freitas Miele	Chercheur Associé	Doctorant	USP
Gilselia Lemos Moreira	Chercheur Associé	Doctorant	USP
Lívia Maschio Fioravanti	Chercheur Associé	Diplôme de *Mestrado*	USP
Camila Salles de Faria	Chercheur associé	Diplôme de *Mestrado*	USP
Elisa Favaro Verdi	Chercheur Associé	*Mestrado*	USP
Renata Alves Sampaio	Chercheur Associé	*Mestrado*	USP
José Raimundo Sousa Ribeiro Junior	Chercheur Associé	*Mestrado*	USP
Paula Dagnone Malavski	Chercheur Associé	*Mestrado*	USP
Danilo Lopes Cardoso	Chercheur Associé	Diplomé de la *Graduação*	USP
Frederico Bertolotti	Chercheur Associé	Diplomé de la *Graduação*	USP
Renan Coradine Meireles	Chercheur Associé	*Graduação*	USP

Tableau n°2 : Les membres du GESP

Ce tableau a été réalisé à partir de la présentation des membres sur le site du GESP.

Si la première génération des chercheurs sont souvent des enfants d'ouvriers, le groupe, à l'image de la société brésilienne, est de plus en plus issue d'une classe moyenne et supérieure. La plupart des étudiants ont réussi le très sélectif *vestibular*, souvent après une scolarité dans les écoles privées. Cela dit, il faut noter que la géographie, à l'USP, est l'une des disciplines où le recrutement des étudiants est le plus diversifié socialement. Les statistiques du FUVEST (*Fundação Universitária para o Vestibular*) le confirment : les étudiants blancs et issus des classes supérieures y sont proportionnellement moins nombreux qu'en médecine et même qu'en philosophie (FUVEST, 2013).

Autre particularité : si le GESP ne s'affiche pas comme un groupe féministe, il l'est indéniablement dans les faits. Quinze membres sont des femmes. Elles occupent aussi les postes les plus prestigieux : parmi les douze professeurs, neuf sont des femmes. Cette réalité statistique confirme mes impressions de terrain. A aucun moment, en effet, je n'ai pu ressentir ou constater que la question du genre soit à la source d'une discrimination au sein de l'université.

Le GESP, ou le poids d'une structure informelle en voie d'institutionnalisation

L'USP, quoique puissante, n'en est pas moins demeurée très autonome vis-à-vis du pouvoir fédéral. Ainsi, l'organisation interne à l'université est restée particulièrement libre. Par exemple, pendant longtemps, le doctorat n'était pas indispensable pour y enseigner. Cette autonomie se traduit aussi pédagogiquement, dans la grille des enseignements. En *Pós-Graduação*, les enseignements sont choisis librement par les professeurs et se structurent en groupes d'étude et groupes de recherche. Cette totale liberté autorise une offre d'enseignements fondée, pour au moins sept des onze groupes d'étude du LABUR, explicitement sur des approches marxistes. La liste ci-dessous, que l'on trouve sur le site du LABUR, laisserait probablement plus d'un universitaire français dans l'incrédulité. Certains groupes d'étude ont bien des objets classiques de la géographie (migrations, théories et méthodes géographiques) mais une partie traitent directement des œuvres de Marx, de Lefebvre, du situationnisme ou de la critique radicale de la valeur (*Krisis*), courant qui s'est récemment développé en Allemagne. Il s'agit donc de faire de la géographie à partir de théories marxistes, plus ou moins hétérodoxes.

Figure n°5 : Capture d'écran de la grille des enseignements en *Pós-Graduação* (source : site du département de géographie)

C'est précisément sur ce modèle que le GESP s'est constitué en 2001 à l'initiative d'Ana Fani Alessandri Carlos, professeur de géographie urbaine au LABUR. Il n'est cependant pas ouvert à tous, contrairement aux programmes mentionnés ci-dessous.

Au niveau institutionnel, le GESP est resté longtemps une structure informelle mais il a obtenu un financement en 2005 pour la rédaction d'un rapport sur le marché immobilier pauliste. Surtout, après onze ans d'existence, le GESP a rejoint un NAP (*Núcleo de Apoiod e Pesquisa*) en 2012. Les NAP constituent les nouvelles entités sur lesquelles sont basés la restructuration des projets de recherche de l'USP.

Dans ce contexte, c'est l'Institut d'architecture qui a proposé au GESP un projet commun. Classé en sixième position des 43 projets sélectionnés (122 projets avaient été déposés), le projet intitulé « mondialisation et urbanisation » (NAPUrb) a permis de décrocher un financement de 6000 000 reais sur trois ans. Le GESP s'est emparé, au sein du projet NAPUrb, de la question des mobilités urbaines. Cette nouvelle structure permet de fédérer diverses disciplines, comme l'architecture mais aussi le droit, ouvrant

des perspectives pour traiter des thèmes de la justice, des droits et de la privatisation de la ville.

Le GESP est indéniablement un produit de l'USP, de son autonomie et de sa puissance. Il s'est implanté sur le terreau fertile de la liberté pédagogique, de l'interdisciplinarité, et de l'esprit de contestation de la FFLCH. Mais il a également su profiter de l'image de marque et des ressources de l'USP.

Pratiques collectives et remise en cause du productivisme universitaire

Le GESP, le débat au cœur des pratiques de recherche

A en croire le chronogramme prévisionnel présenté dans un projet de recherche daté de 2007, les activités du GESP n'ont rien que de très classique : organisation de colloques, de séminaires et de journées d'étude, travail de terrain, rédaction de rapports, présentation des données sur le site, recherches bibliographiques, etc. L'objet des réunions, qui occupent une plage hebdomadaire définie dans les emplois du temps (souvent quatre heures, parfois davantage), varient donc selon les besoins du moment (GESP, 2007). Progressivement d'ailleurs, depuis 2001, des sous-groupes thématiques ont émergé. Ils peuvent se réunir indépendamment et restituent régulièrement leurs travaux à l'ensemble des membres. C'est le cas du sous-groupe « Resistências », constitué de cinq chercheurs, pour qui la fréquence des réunions est actuellement bimensuelle.

Toute l'originalité du GESP est de maintenir une activité de lecture et de débat théorique pendant ses réunions, qui ne se limitent donc pas à coordonner les activités du groupe. Dans le rapport évoqué ci-dessus, l'intitulé de « *Leitura de bibliografia específica sobre a temática* » (que l'on peut traduire par « lecture de la bibliographie spécifique au thème ») traduit mal l'importance du travail de fond effectué pendant ces réunions, souvent guidées par la lecture d'une partie d'un ouvrage, d'un article ou d'une série d'articles. Les texte, que les participants ont lu avant la réunion, donnent lieu à des débats entre les membres du groupe. Les œuvres de Lefebvre, bien sûr, mais aussi des textes contemporains font, à chaque fois, l'objet de plusieurs semaines ou plusieurs mois de débats. Ce travail de réflexion collectif n'est pas né avec le groupe, en 2001. Il est le

fruit d'une longue tradition de la FFLCH, celui des groupes de lecture, comme en témoigne Ana Fani Alessandri Carlos.

> Pendant 18 ans, tous les vendredis matin, 5 mois par an, de 9 heures à 13 heures, on a lu et étudié Marx dans le groupe créé par le sociologue Martins en 1975. On lisait chacun chez soi et on discutait pendant 3 heures ou 3 heures et demi. On a lu tout le *Capital*, les *Grundrisse l'Idéologie allemande*… on a lu presque tout ce qu'on pouvait lire de Marx. Puis le professeur Martins a proposé de lire l'œuvre d'un intellectuel dans le prolongement de la pensée de Karl Marx, de manière à penser le XXe siècle : il s'agissait d'Henri Lefebvre…mais nous n'avons pas lu les œuvres sur la ville, l'espace ou la vie quotidienne. J'ai fait partie de ce groupe pendant 18 ans. Au LABUR, on a appris que le travail de groupe, le travail de recherche en groupe, la discussion étaient essentiels pour la formation et l'avancée de la recherche. On a décidé de continuer dans la même conception qu'Henri Lefebvre et José de Souza Martins. A partir de 1989, avec ce même style de travail, mais puique nous étions géographes, on a commencé à lire le *Droit à la Ville, la Production de l'espace, la Révolution urbaine*… (Carlos, 2011)

C'est du reste cette pratique des lectures et des débats qui caractérise les enseignements du LABUR et, sans aucun doute, ce en quoi l'USP s'est le plus écarté du modèle français qui l'avait pourtant largement inspiré. Là où l'enseignement français des sciences humaines est demeuré essentiellement magistral, l'enseignement de la FFLCH s'est montré plus innovant et moins hiérarchique.

La description ci-dessous d'un séminaire de *Pós-Graduação* doit pouvoir rendre l'originalité de cette approche pédagogique. Le débat se fait à partir d'une sélection de textes extraits des œuvres d'Henri Lefebvre. Cette observation donne à voir le contenu des séances de lecture et de débat du GESP, qui assume d'ailleurs son rôle dans « la formation théorique des étudiants », selon les termes employés dans la déclaration d'intention du groupe.

Cours de* Pós-Graduação*: « La ville et l'urbain dans l'œuvre d'Henri Lefevbre », le 29/10/13

1. Le travail préparatoire

Les consignes distribuées sont les suivantes :

- avant chaque séance : apporter une réflexion ou des idées permettant d'éclairer le chemin théorico-méthodologique de Lefebvre ;

- pendant la séance : un groupe retrace la pensée de Lefebvre contenue dans chaque extrait lu, en lien avec les extraits des séances précédentes. Les autres participants apportent leurs propres analyses. Le débat se fait à partir de la confrontation de cette présentation avec les réflexions individuelles de chaque participant sur les méthodes et catégories d'analyse.

Lors de la séance du 29 octobre 2013 à laquelle j'assiste, quatre extraits de quatre œuvres différentes de Lefebvre, traduites en portugais, forment le matériau de l'analyse.

2. Contexte

Les 18 participants s'installent les uns après les autres à des tables formant un grand cercle. Le cours s'ouvre d'emblée sur une question plus large. Les étudiants de Graduação *sont en grève, occupent le bâtiment du recteur et tiennent une assemblée générale un peu plus loin. Depuis la salle de cours, on entend l'agitation de l'assemblée, les applaudissements...La question est donc la suivante: faut-il faire cours?*

Les avis s'expriment et divergent, mais la majorité souhaite que le cours ait lieu. Ana Fani Alessandri Carlos précise que les textes du jour permettent de faire le lien avec la grève et les mouvements de juin.

2. Les étudiants en cours

Le groupe du jour avance une analyse des textes. J'observe qu'autour de moi les étudiants dont j'aperçois les textes (sur le livre ou photocopies) ont tous pris des notes, surligné, ajouté des post-it. Les étudiants passent d'un texte à l'autre aisément. Sur 18 présents, seuls six étudiants n'ont pas pris la parole. Le cours dure trois heures, sans pause, mais on n'observera ni discussions périphériques, ni distraction (portables par exemple).

3. La place du professeur

Ana Fani Alessandri Carlos reprend et développe certaines idées avancées par les étudiants. Elle laisse parler et se tait assez souvent, quitte à laisser des silences. Elle s'excuse quand elle interrompt la parole d'un étudiant. Elle donne parfois des définitions comme celui du quotidien chez Lefebvre - le produit de la société industrielle qui évolue autour du marché.

Les étudiants l'interpellent, tantôt « Fani » tantôt « Professora *».*

*Le cours est très pédagogique en ce qu'il amène des idées particulièrement complexes dans un vocabulaire marxiste et lefebvrien mais fait le lien avec le quotidien. Dans cette séance, Facebook, Justin Bieber, la devise brésilienne (*Ordem e Progresso*), la marchandisation de la sexualité, les* blacks blocks *auront été évoqués et auront parfois donné lieu à quelques rires.*

Les impressions d'un étudiant allemand, qui assistait au cours, confirme l'intérêt et l'originalité de cette approche :

> Par rapport aux universités européennes, j'ai été très positivement surpris par le temps consacré dans le département de géographie de FFLLCH à la lecture et à la discussion théorique. Ici, cela se fait à partir de livres entiers et pas seulement d'articles, d'introductions ou de conclusions d'ouvrages, comme c'est trop souvent le cas en Europe.

Cette pratique pédagogique se rapproche dans une certaine mesure de la tradition américaine où la lecture et le débat sont souvent à la base des cours. Cela dit, l'influence américaine au Brésil s'est limitée à certaines universités, notamment cariocas, et s'est surtout traduites par l'importation de la géographie quantitativiste.

Si cette liberté pédagogique n'est pas rare au Brésil, et se retrouve dans d'autres universités, elle est sans doute d'abord apparue à l'USP, où la géographie est rattachée aux sciences humaines. Dans de nombreuses universités, elle est plutôt intégrée aux facultés de sciences de la Terre. Grâce à sa puissance et au prestige dont elle jouit dans tout le Brésil, l'USP contribue à former de nombreux enseignants et universitaires qui ont diffusé ces formes pédagogiques à travers le pays.

Ainsi, la pratique collective de la lecture et du débat fonde l'identité et l'unité d'un groupe de recherche qui continue à se former ensemble.

Le GESP, une recherche collective

La recherche du GESP se pense et se veut collective, au delà des statuts universitaires variés de ses membres. Dans les faits, plusieurs entretiens m'ont confirmé que, lors des réunions, la parole n'était pas monopolisée par les professeurs et que ces derniers invitaient les plus jeunes à prendre la parole en premier. Livia Maschio Fioravanti décrit ainsi le travail du sous-groupe sur les résistances urbaines, évoqué plus haut.

> Dans le sous-groupe « Resistências », nous avons écrit un texte commun. L'écriture était vraiment collective. Chacun a fait une partie, on a discuté, on a écrit le tout ensemble. On essaie de trouver une approche commune. (Fioravanti, 2013)

Avant tout, le GESP s'est structuré autour d'un projet commun à partir des terrains et des projets de recherches des membres du groupe, dont la vision globale doit déboucher sur une géographie urbaine critique globale, une « métagéographie ». Concrètement, en 2014, l'ensemble des travaux des uns et des autres sera réuni dans un ouvrage commun, dont l'ambition collective est affichée en introduction par la coordinatrice Ana Fani Alessandri Carlos :

> Les étudiants, sous ma direction, ont eu la liberté de choisir leur thème et leur orientation théorique. Cette méthode implique qu'il ne s'agit pas d'un ensemble homogène. Mais le groupe s'est formé naturellement, d'une part selon des affinités théorico-méthodologiques et, d'autre part, depuis des préoccupations concernant les mutations de la réalité urbaine et les transformations de l'université. (Carlos, 2015b, p.30)

Ce travail collectif vise explicitement à dépasser la parcellisation du savoir et à penser la totalité urbaine. Ce travail collectif, fondé sur le débat, nécessite « d'habiter le temps long », pour reprendre l'expression citée par Ana Fani Alessandri Carlos. Ce processus de réflexion « n'est pas individuel », « suppose un débat d'idées entre pairs, fondé sur le respect des différentes inclinaisons et positions théorico-méthodologiques, qui avant de s'affronter, s'enrichissent » (Carlos , 2015, p.28).

Ce travail exige des conditions de travail qui semblent menacées, à l'image de ce que l'on observe dans de nombreux pays où la recherche est de plus en plus guidée par les exigences de productivité.

La critique du productivisme universitaire

« Ma protestation solitaire : je démissionne de la commission scientifique de toutes les revues brésiliennes auxquelles je participe et qui considèrent correctes et justifiables les co-signatures entre étudiants et directeurs à partir des travaux de recherche qu'ils encadrent » (Carlos, 2012a). C'est ainsi qu'Ana Fani Alessandri Carlos

conclut l'un de ses articles, publié sur le site du GESP en 2012. Elle rapporte les propos anonymes de collègues, réunis lors rencontres de l'Association Nationale de *Pós-Graduação* (ENANPEGE), qui avouent apposer leur nom accoler leur nom sur les articles des étudiants qu'ils encadrent. L'article dénonce aussi que dans 70 % des sessions, les discutants présentent également des communications pour gonfler leur CV. Cette condamnation du système universitaire productiviste est un des leitmotivs du GESP.

Car le Brésil est bel et bien entré dans l'ère de l'évaluation de masse des travaux universitaires. La CAPES (Coordination pour l'Amélioration de l'Enseignement Supérieur) est l'institution nationale en charge de l'évaluation des programmes de *Pos-Graduação* et de tous les chercheurs. Ces derniers sont tenus d'actualiser leur CV sur une plateforme nationale en ligne (*Currículo Lattes*). Pour Rita de Cássia Cruz (Cruz, 2012a), aujourd'hui coordinatrice du Programme de *Pós-Graduação* de Géographie humaine, ce processus d'évaluation n'est pas irrémédiable. La CAPES n'est au final que ce que les chercheurs eux-mêmes en font, en acceptant ou en refusant les directives nationales. Malgré ses responsabilités administratives, elle s'autorise à souligner les paradoxes de la stratégie de l'USP pour s'imposer comme université de rang mondial (« *Universidade Classe Mundial* »), une stratégie qualifiée à la fois de néoliberale et nécolonialiste (Cruz, 2012b). Pour le GESP, l'université en général et la géographie en particulier tiennent un rôle essentiel qu'il convient de défendre

> Sans être le seul centre de production du savoir, l'université reste cependant le lieu privilégié de cette possibilité, qui a besoin, pour se réaliser, de certaines conditions indispensables. Il s'agit d'ouvrir des espaces où, sans préjugés, peut s'épanouir les différentes manières de penser le monde. (CARLOS, 2012a)

Logiquement, le GESP propose de mettre en ligne la plupart des publications de ses membres, gratuitement. Une édition électronique a été créée sur le site, qui permet le téléchargement de livres électroniques.

> Nous mettons à disposition, sans médiation du marché éditorial, une part de la production du savoir produit par le groupe, en version intégrale. Il s'agit particulièrement, mais pas seulement, de la publication des thèses de doctorat et des mémoires de maîtrise (…) La réunion de ces livres permet de visualiser la construction en cours d'une « école de pensée » géographique » (GESP, 2014b)

Paradoxalement, la remise en cause du productivisme universitaire et de son évaluation ne doit pas masquer la remarquable productivité du groupe, qui lui assure une place incontournable dans le champ de la géographie urbaine brésilienne.

La place dans le champ de la géographie brésilienne

Un groupe reconnu et intégré aux institutions

Il n'est jamais aisé d'estimer le poids d'une communauté épistémique au sein du champ auquel il se rattache. Je me propose, pour l'évaluer qualitativement, de revenir sur les diverses initiatives reliées au GESP. La consultation des pages *Lattes* des membres du GESP indique que l'essentiel de leurs recherches est financé par les institutions brésiliennes de la recherche et de l'enseignement. Les bourses viennent à la fois du Conseil National de Développement Scientifique et Technologique (CNPq, créé en 1951), de la Coordination pour l'Amélioration de l'Enseignement Supérieur (CAPES, créée en 1951), ou encore des fondations de soutien à la recherche, dépendantes des Etats fédérés (FAPs). La plus performante est précisément celle de São Paulo (FAPESP, inaugurée en 1962). Une partie des membres ont d'ailleurs participé à ces organes, au sein des commissions représentatives. Aux financements s'ajoutent des récompenses et des titres : en 2002, Ana Fani Alessandri Carlos a reçu, pour son ouvrage *Espaço-tempo na Metrópole* (CARLOS, 2001), la prestigieuse mention honorifique du Prix Jabuti (Menção Honrosa do Prêmio Jabuti), dans la catégorie des sciences humaines.

De plus, les chercheurs occupent des places stratégiques au sein des instances de l'USP. Ana Fani Alessandri Carlos a coordonné, pendant trois mandats, le programme de *Pós-Graduação* de géographie humaine au sein du département, fonction exercée aujourd'hui par Rita de Cássia Cruz. En somme, le GESP n'est pas à l'écart des institutions de la recherche et de l'enseignement : ses membres y participent pleinement, quitte à faire connaître leurs points de désaccord.

De même, le bon niveau de recrutement des anciens doctorants du GESP est un signe de la légitimité acquise par le groupe. Après avoir passé les concours, au moins trois anciens doctorants sont désormais professeurs dans des facultés plus périphériques (Danilo Volochko et Rafael Faleiros de Pádua à l'université fédérale du

Mato Grosso (UFMT), tandis que César Ricardo Simoni Santos a été recruté à l'USP). Ces recrutements contribuent à élargir et consolider l'influence du GESP à l'échelle nationale, dans un contexte d'expansion universitaire très soutenue. En 1999, le Brésil comptait 21 programmes de *Pós-graduação* en géographie; en 2013, ils sont désormais 51, soit une augmentation de plus de 140%. Sur une période d'environ trente années, le nombre de formations doctorales a été multiplié par un coefficient supérieur à 5, le nombre d'étudiants formés, par un coefficient supérieur à 13, et le nombre d'enseignants a plus que doublé en 18 ans (Canêdo et Garcia , 2011). Le GESP est donc loin d'être marginalisé au niveau institutionnel.

La création d'événements et de publications qui ancrent le groupe dans le champ de la géographie urbaine

Au delà de la participation aux institutions en place, le GESP, et Ana Fani Alessandri Carlos en particulier, ont contribué à créer des espaces et des supports reconnus, qui fondent la légitimité de leur propos. Ainsi, les espaces de diffusion du GESP ne sont pas limités à son site Internet, et les relais sont nombreux.

C'est précisément à Sao Paulo, en 1989, que la conférence de géographie urbaine SIMPURB (*Simpósio Nacional de Geografia Urbana*) a été créée. Elle regroupe, tous les deux ans, des centaines de chercheurs. En novembre 2013, à Rio de Janeiro, David Harvey en était l'invité principal. La perspective critique est toujours revendiquée, comme en témoigne l'intitulé même du XIIIe SIMPURB : « Science et action politique : pour une approche critique ».

En 2001, la même année que la création du GESP, plusieurs de ses membres fondaient également le GEU (*Grupo de Estudos Urbanos*), dans les coulisses des rencontres de l'Association Nationale de *Pós-Graduação* et de recherche en géographie (ENANPEGE) qui se tenait, encore une fois, à l'USP. Ce groupe est composé de huit géographes, dont deux membres du GESP : Ana Fani Alessandri Carlos, Jean Bitoun, Marcelo Lopes de Souza, Maria Encarnação Beltrão Sposito, Mauricio de Almeida Abreu (décédé en 2011), Roberto Lobato Corrêa, Pedro de Almeida Vasconcelos et Silvana Maria Pintaudi. Régulièrement, ils joignent leurs efforts et leurs réflexions pour publier des ouvrages collectifs chez l'éditeur pauliste Contexto. Dans l'ouvrage publié en 201,

intitulé *A produção do espaço urbano* (la production de l'espace urbain), quatre des onze auteurs appartenaient au GESP. En 2013, dans l'ouvrage *A cidade contemporânea. Segregação espacial* (La ville contemporaine : ségrégation spatiale), quatre des neuf articles étaient signés des les membres du GESP.

Le journal *Cidades* dépend également du *Grupo de Estudos Urbanos* (GEU), depuis 2004. En 2009, le 10e numéro de la revue donna l'occasion de dresser un bilan : 79 textes furent publiés, dont 74,5 % de textes d'auteurs brésiliens. Dans chacun des numéros que j'ai pu consulter, au moins un voire deux textes provenaient des chercheurs du GESP

Le GEU, le SIMPURB, la revue *Cidades* sont autant de relais, au niveau national, des travaux de géographie urbaine du GESP, que ses membres ont contribué à créer et à animer. Ces initiatives ont contribué autant à diffuser les travaux des membres du GESP qu'à orienter la géographie brésilienne urbaine.

Un groupe hermétique ?

La lecture des précédents paragraphes aura sans doute laissé apparaître la relative omniprésence d'Ana Fani Alessandri Carlos. Son franc-parler, dont témoigne, par exemple, l'extrait cité plus haut sur le productivisme, divise. Elle suscite l'admiration autant que l'agacement, ce qu'elle reconnaît volontiers. Le plus souvent, les chercheurs brésiliens avec lesquels j'ai pu m'entretenir l'appellent par son prénom, preuve qu'elle est progressivement devenue une figure incontournable et familière de la géographie urbaine.

Mais ce sont les prises de position proprement scientifiques qui contribuent d'abord à faire du GESP un groupe à part, à distinguer le GESP au sein du champ de la géographie. Au sein du GESP, le tournant culturel et l'environnementalisme sont clairement identifiés comme deux formes de dépolitisation de la géographie humaine et qui doivent être, en tant que telles, combattues sur le terrain académique. Dans une communication « Le tournant culturel et les études urbaines », publiée sur le site du GESP, Ana Fani Alessandri Carlos pointe les faiblesses d'une approche culturelle qui réduit la réalité à cette seule dimension en la détachant de ses conditions de production (Carlos, 2012b).

Dans son ouvrage *A Condição Espacial* (La condition spatiale), elle n'hésite pas à qualifier la géographie environnementale (*geografia ambiental*) de « mouvement qui transforme la géographie en un savoir productif ». Pour elle, « la préoccupation de la crise écologique conduit à abandonner la notion de production de l'espace pour retourner à la notion de milieu, et ainsi débouche sur une naturalisation d'une réalité essentiellement sociale » (Carlos, 2011, p. 145). Simone Scifoni, dans son article intitulé « les aires de production de la nature comme outil de production de l'espace sur la côte septentrionale de l'Etat Sao Paulo », prend également le contre-pied de ce retour au milieu, en montrant comment la création d'aires protégées a paradoxalement accéléré l'urbanisation dans cette région (Scifoni, 2011).

On pourrait être frappé par l'intense personnification des courants de recherche au Brésil. Le GESP s'est ainsi structuré indéniablement autour de la figure de d'Ana Fani Alessandri Carlos notamment parce qu'il regroupe une majorité de ses anciens ou actuels étudiants. A quelques mètres du LABUR, au même étage, c'est dans un autre univers que l'on pénètre en découvrant le LABOPLAN (*Laboratório de Geografia Política e Planejamento Territorial e Ambiental* ou laboratoire de géographie politique et d'aménagement territorial et environnemental). Ici, il n'est que rarement question d'Ana Fani Alessandri Carlos ou d'Arlete Moysés Rodrigues car on pénètre sur le « territoire » de Milton Santos, qui, bien que décédé depuis 2001, a laissé une empreinte profonde sur le laboratoire d'aménagement qu'il a créé.

Le LABUR et le LABOPLAN restent deux univers relativement hermétiques l'un à l'autre. Interrogée sur une éventuelle opposition entre la pensée du GESP et celle de Milton Santos, Ana Fani Alessandri Carlos a tenu à nuancer cette impression en revenant sur ses liens personnels avec Milton Santos :

> Milton Santos a toujours écrit des choses très importantes. C'était quelqu'un de stimulant, très créatif. Ses conférences étaient toujours passionnantes. J'ai suivi ses cours et j'ai travaillé au sein du département avec lui. C'est lui qui m'a conseillé de laisser de côté la politique (j'étais alors la représentante des profs de la faculté de philosophie à l'association des profs de l'USP) et de me remettre à travailler. En 1989, il a encouragé Dollfuss à m'accepter en post-doctorat pendant trois mois à Paris. J'y ai écrit un de mes ouvrages. Il m'avait donné une liste de géographes à rencontrer (…) Il fut aussi jury de ma thèse de doctorat. Durant la rédaction de mon *livre do ciência* (équivalent de l'HDR),

> j'ai beaucoup discuté avec lui de mes idées. Je me sentais proche de lui comme géographe, comme intellectuelle, mais ma géographie est différente, car je travaille à partir d'un fondement marxiste. » (Carlos, 2103).

On retiendra de cette anecdote des laboratoires, voisins mais apparemment hermétiques, que l'organisation de la recherche au Brésil semble très structurée autour de certains chercheurs. Cette remarque suscite au moins deux interrogations. D'abord, la recherche française échappe-t-elle à cette réalité ? Ensuite, quelle part, dans ce processus, tient au charisme individuel des chercheurs ? En posant ces deux questions, je voudrais éviter de reprocher à la recherche brésilienne ce qui est rarement pointé dans d'autres contextes. L'effet de loupe, que constitue mon portrait du GESP ne doit pas conduire à considérer comme désuet dans un pays dit du Sud, ce que l'ensemble des chercheurs dits du Nord peine à remettre en cause dans leur propre système universitaire.

On comprend ainsi que les membres du GESP n'hésitent pas à se **positionner** dans le champ, tout en pointant ce qu'ils estiment être des dérives ou des faiblesses de certains raisonnements géographiques. Dès lors, on peut se demander si, au Brésil, le savoir universitaire est parvenu à sortir de l'arène universitaire, dans un pays, où la question urbaine relève, sans exagération, de l'urgence.

Quels liens avec les mouvements sociaux paulistes ?

Sao Paulo, ville de tous les excès

La ville de Sao Paulo, objet d'étude du GESP, joue un rôle indéniable dans la manière qu'a le groupe de concevoir la ville. Il est difficile de ne pas ressentir une forme d'indignation face à cet organisme urbain démesuré. Si le recensement de 2010 effectué par l'IBGE (l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique) dénombre 11,25 millions d'habitants dans les limites administratives du *municipio* de Sao Paulo, l'agglomération (région métropolitaine) compte environ 20 millions d'habitants.

Le tissu urbain pauliste se caractérise d'abord par son incroyable extension. Le *municipio* couvre 1 521 km2 (contre 105 environ pour Paris *intra-muros*) tandis que la

région métropolitaine (*Região Metropolitana de São Paulo* ou RMSP) et ses 39 *municipios* s'étend sur 7 946 km2. La densité de population y est forte (2516 hab/km2 environ) et les transports, comme les services sont complètement saturés.

L'Etat de Sao Paulo, avec ses 41 millions d'habitants, est le plus peuplé mais aussi le plus riche. Cela n'empêche pas que 6 % des habitants de l'Etat vivent dans des bidonvilles. La vue des *favelas* jouxtant les quartiers riches est quasiment devenue une image d'Epinal de la ville brésilienne. L'article d'Hervé Théry, « une photographie pour penser les inégalités » en est une parfaite illustration. Le géographe français en poste à l'USP y commente une célèbre photographie, où l'on voit la favela de Paraisópolis séparée du quartier huppé de Morumbi par un mur.

Photographie n° 3 : Photographie de Tuca Vieira (2007) commentée par Hervé Théry (2015)

Théry rappelle que « Paraisópolis a une forte densité de population, 1 000 habitants par hectare. Seulement 25% de cette population vit dans des maisons disposant d'accès aux égouts, la moitié des rues ne sont pas goudronnées, et 60% utilisent des moyens illicites pour obtenir de l'électricité » (Théry, 2015). La photographie donne à voir les inégalités que le coefficient de Gini mesure. Sao Paulo apparaît comme la ville des inégalités et de

la spéculation immobilière. Entre 2008 et 2014, selon l'indice immobilier Fipe/Zap, la valorisation moyenne des terrains du *municipio* a été d'environ 224 % et l'augmentation des loyers de 97%.

Dans ces conditions, l'indignation conduit une partie des chercheurs du GESP à prendre le parti des habitants les plus défavorisés.

Une relation à l'engagement plus individuelle que collective

« La critique théorique de la société moderne, dans ce qu'elle a de plus nouveau, et la critique en actes de la même société existent déjà l'une et l'autre ; encore séparées mais aussi avancées jusqu'aux mêmes réalités, parlant de la même chose. Ces deux critiques s'expliquent l'une par l'autre ; et chacune est sans l'autre inexplicable. ». Cet extrait de l'article de Guy-Ernest Debord « Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchand » est régulièrement cité par quelques-uns des membres du GESP pour expliquer leur positionnement (Debord, 1966). Si la déclaration d'intention du GESP revendique son ambition de construire le projet « d'une autre ville » en soutenant la « lutte pour le droit à la ville » (GESP, 2014a), le GESP ne préconise pas d'action militante particulière : les deux critiques, théoriques et en actes, ne sont pas confondues. Le « terrain » d'action du GESP se situe avant tout à l'université.

> L'idée, c'est d'utiliser l'espace de l'université pour réaliser notre rôle social, pour réaliser la responsabilité sociale de l'université. Cette responsabilité, c'est ce qui nous motive. » (Carlos, 2011).

Ainsi, une partie des doctorants dont j'ai suivi le travail reconnaissent ne pas avoir de pratiques militantes, ni politiques ou associatives, leur critique demeurant avant tout théorique.

En réalité, les modalités d'engagement relèvent davantage de choix individuels que d'une revendication collective. Au sein même du groupe, les formes et l'intensité de l'engagement auprès des mouvements sociaux varient beaucoup, d'un individu à l'autre. Arlete Moysés Rodrigues est sans doute le membre du GESP pour qui l'engagement direct a été le plus remarquable. Elle fut représentante de l'Association des Géographes Brésiliens (*Associação dos Geógrafos Brasileiros*) auprès du Conseil des Villes (*Conselho*

das Cidades) de 2005 à 2010, et au Forum national pour la Réforme Urbaine (*Fórum Nacional pela Reforma Urbana*) de 1988 à 2012. Le Conseil des Villes est, depuis 2004, un organe consultatif et délibératif rattaché au Ministère des Villes, dont l'objectif est la gestion démocratique de la Politique Nationale de Développement Urbain (*Política Nacional de Desenvolvimento Urbano*). Cet organisme regroupe 86 membres, dont 49 issus de la société civile (ONG, monde de la recherche, syndicats). Quant au Forum pour la Réforme Urbaine, il se présente comme une plateforme « d'organisations brésiliennes qui luttent pour des villes meilleures pour tous ». Depuis 1987, le forum regroupe des mouvements populaires, associations, ONG, institutions de recherche qui souhaitent promouvoir la réforme urbaine. La participation d'Arlete Moysés Rodrigues à ces deux institutions traduit la volonté d'accompagner les politiques urbaines du Parti des Travailleurs (du moins au moment de son accession au pouvoir), tout en continuant à se battre auprès des mouvements sociaux. L'entretien réalisé avec elle en 2011 avec elle éclaire le parcours d'une femme entre université et militantisme :

> Je vais commencer avec le parcours non académique. Je viens d'une famille ouvrière, j'ai été moi-même ouvrière, quand j'étais jeune, jusqu'à mes 18 ans, et je n'ai pas étudié dans une école normale. Ensuite j'ai suivi un cours spécial pour pouvoir passer les examens, un « condensé » de 4 ans de collège en 1 an et demi et de 3 ans de lycée en 1 an. […] Je suis restée deux ans étudiante à la PUC (*Pontificia Universidade Catolica)*, une université privée et confessionnelle. Il y avait des mouvements étudiants contre la dictature. J'ai milité et j'ai été considérée comme *persona non grata*. Je suis entrée à l'USP en 1979 pour poursuivre mes études […] Plus tard, tout en donnant des cours de sociologie urbaine, de géographie urbaine à UNICAMP, j'ai fait ma thèse sur un processus qui débutait à cette époque : l'occupation collective de la terre. Contrairement à la *favela*, qui se construit jour après jour, l'occupation collective se fait de manière concertée et organisée, souvent après une réunion. J'ai étudié la différence entre ce mouvement d'occupation et le mouvement des favelas. Pendant mon doctorat, j'ai donc été beaucoup plus liée aux mouvements. Tout le monde savait que j'étais chercheuse, que j'étais professeur, mais que j'étais là pour collaborer. Dans le même temps, j'essayais d'aider avec mes connaissances. » (Rodrigues, 2011)

Au sein du GESP, les membres les plus « mobilisés » sont aussi ceux dont les sujets de thèse, de recherche, concernent les mouvements sociaux, sans qu'il soit tout à fait possible de déterminer si la conviction politique les a conduits à privilégier cet objet

ou si c'est la recherche qui a précipité l'engagement. Car, souvent, l'étude des résistances confronte les chercheurs à l'urgence de la lutte, ce dont témoigne l'article de Fabiana Valdoski Ribeiro sur les manifestations de Barcelone (Ribeiro, 2013). C'est aussi face à l'urgence de la situation de *favelas* de Fabiana Valdoski Ribeiro et Camila Salles de Faria ont signé un article intitulé « Só pagando para viver em São Paulo » (« Nous payons pour vivre à Sao Paulo ») qui dénonce les expulsions des habitants des *favelas* (Faria et Ribeiro, 2012). C'est dans cette même situation d'urgence que Lívia Maschio Fioravanti a apporté son aide à certains habitants, menacés d'expulsion, qui faisaient aussi l'objet de sa recherche de *mestrado* (équivalent du master) :

> Je pense qu'il faut être proche des mouvements sociaux (…) Même si ce n'est pas facile. Dans mon cas, j'étudiais pour mon sujet, Les conflits entre les différentes stratégies des groupes de résidents. Les associations n'étaient pas d'accord entre elles. L'objectif de ma recherche était précisément de montrer les intérêts de chacun, parfois antagonistes. Par moment, j'ai eu envie d'intervenir. J'ai soutenu une des associations, l'Associação de Moradores « Vila Nova Esperança ». Les classes sociales plus aisées n'avaient pas besoin de moi, ils avaient les informations, les contacts politiques, etc. Avec un autre chercheur, on a mis en place un blog, pour donner une visibilité à ce groupe, et mis en ligne des vidéos sur Youtube. Ces habitants n'ont pas d'accès à Internet ni même souvent à l'électricité. J'ai fait ce que j'ai pu… (Fioravanti, 2013)

Foto 24 e 25. **Casas demolidas em Vila Nova Esperança.** 18 mar. 2011. Fotos da autora.

Figure n° 6 : Extrait du mémoire de Lívia Maschio Fioravanti
Les photographies montrent les destructions des maisons dans la favela Vila Nova Esperança en mars 2011.

Si l'on devait identifier plus précisément ces chercheurs au sein du GESP, il faudrait finalement s'intéresser au sous-groupe *Resistências* du NAPUrb, déjà évoqué plus haut, dont on notera qu'il est exclusivement composé de femmes. La cartographie (radicale) est un des outils utilisés par ce sous-groupe, comme en témoigne cette carte des opérations urbaines croisées avec la localisation des incendies dans les *favelas* et suggérant, un peu à l'image de la carte des bombardements du Fleuve Jaune par Yves Lacoste, que ces feux ne sont peut-être pas tout à fait des accidents.

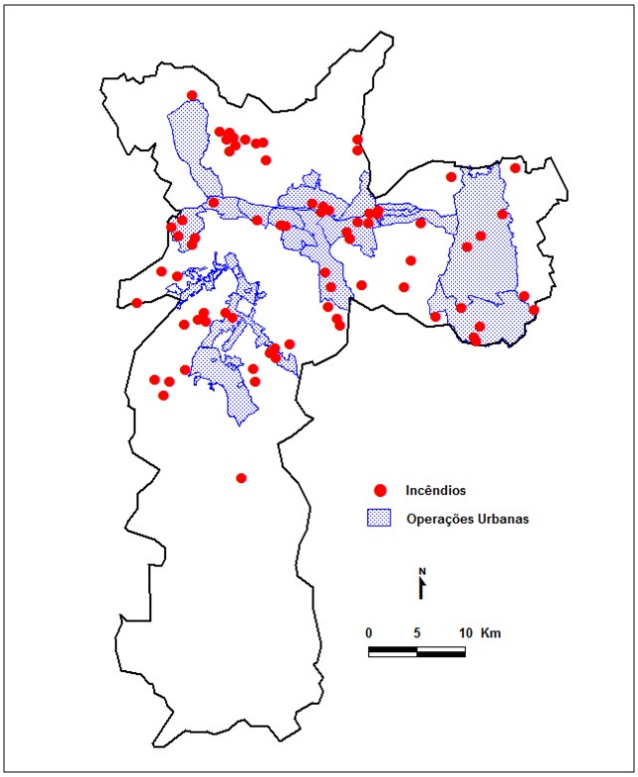


Figure n° 7: Localisation des incendies de *favelas* entre 2008 et 2012 et des opérations urbaines, en cours et prévues, à Sao Paulo. (Fioravanti, 2013)

En somme, le GESP, en tant que collectif, ne cherche pas à fournir un appui direct ou technique aux mouvements sociaux paulistes, mais laisse à chacun de ses membres la liberté de son engagement.

Le groupe face aux mouvements de juin

Aucun géographe, aucun Brésilien même, n'a pu demeurer indifférent au vaste mouvement de manifestations de juin 2013 mais aussi à leur relatif échec à transformer

la vie urbaine des Brésiliens. Le GESP a exprimé clairement son soutien au mouvement, ce que laisse encore apparaître, plusieurs mois après, la page d'accueil du site. Quelques jours après les premières manifestations à Sao Paulo, le GESP a publié les réactions d'Ana Fani Alessandri Carlos. Les deux articles, « Ni 3,20 ni 3,00[4] : le problème est bien plus complexe » et « La lutte est urbaine, le chemin est encore en cours de construction », proposent une interprétation marxiste-lefebvrienne des protestations (Carlos, 2013, a et b). On admettra que l'analyse avancée depuis des années par le groupe – que la production capitaliste de l'espace urbain lui-même produit inévitablement une ségrégation socio-spatiale impossible à résoudre par des solutions techniques– semble entrer en complète résonance avec l'actualité.

En apparence on pouvait supposer une imbrication entre ces théories et les mouvements de juin. D'abord, sociologiquement, l'USP fut vite pointé comme « le cocon de la contestation », selon l'expression du journaliste Benoît Hopquin dans son article du *Monde*, et le bastion du *Movimento Passe Livre* (MPL), qui milite depuis le début des années 2000 pour la gratuité des tickets de transport public. Le *Movimento Passe Livre* (MPL), qui milite pour la gratuité des tickets de transports publics et constitue le fer de lance de la contestation, s'est structuré dans ce vase clos avant de déferler dans la rue, en juin » (Hopquin, 2013). Ce vase clos n'est autre que le campus de l'USP et plus précisément de la FFLCH.

Surtout, le contenu même des tracts, de même que les références mobilisées auraient pu laisser penser que les militants sortaient effectivement des cours du LABUR. Les brochures, les tracts, les sites du MPL citent régulièrement Henri Lefebvre ou David Harvey. Le MPL a proposé des formations internes sur le thème du droit à la ville. Les recoupements entre le discours militant et le discours théorique interpellent, comme dans cet extrait de tract:

> Pour une vie sans tourniquet ? Le tourniquet est une barrière qui empêche ceux qui la construisent et garantissent son fonctionnement de profiter de la ville. Celui qui est exclu du transport, parce qu'il ne peut payer son billet, est exclu de la ville et ne peut avoir accès à tout ce qui est à la distance d'un trajet de bus ou de train : l'école, l'hôpital, le centre culturel, le domicile des amis ou de la famille, une entreprise, une maison. Pour empêcher l'augmentation du prix du billet en juin dernier, nous avons cassé quelques

[4] Comprendre 3,20 ni 3,00 *reais* : le prix d'un ticket de transport.

> briques de ce mur. Mais l'on ne peut pas s'arrêter là ! Tant que les transports seront payants, la ville ne sera pas pour tous. Nous luttons pour un Tarif Zéro. (*Movimento Passe Livre*, 2013)

Dernier indice : l'une des porte-parole du mouvement, Mayara Vivian, reçue par Dima Roussef le 24 juin, a étudié la géographie à l'USP.

Et pourtant, le GESP a observé plus qu'il n'a réellement participé ou initié le mouvement. Aucun des étudiants du GESP ne milite au *Movimento Passe Livre*. Ana Fani avait certes été invitée par des membres du MPL de Sao Paulo quelques mois auparavant, mais la contestation n'est pas née au sein du GESP, pas plus qu'à sa périphérie immédiate. Ce sont finalement d'autres intellectuels, notamment l'architecte pauliste Raquele Rolnik, avec la publication du recueil *Cidades Rebeldes* (Villes rebelles), qui ont, le plus visiblement marqué l'espace public et les médias (Harvey, Maricato, Žizek, Davis *et al.* , 2013). Est-ce à dire que la pensée marxiste-lefebvrienne n'a eu aucun impact sur la société civile ?

L'hypothèse de la géographie scolaire

Il fallait sans doute se rendre à l'une des manifestations de ce même *Movimento Passe Livre* pour constater que le « cocon de la contestation » ne pouvait tout à fait logiquement être l'USP. Il fallait interroger les jeunes militants sur leur parcours et découvrir que leur engagement n'avait pas commencé en juin 2013, mais plusieurs années avant, au lycée, pour comprendre que les membres du MPL, aussi jeunes soient-ils, étaient plus expérimentés qu'ils ne le paraissaient.

Photographie n°4 : Manifestation du *Movimento Passe Livre* à Sao Paulo le 25/10/13 (Cécile Gintrac).
Alors que les jeunes manifestants se retrouvent avant la manifestation, la police militaire prend place devant les portes du théâtre municipal.

Leur mouvement ne peut être pas le fruit immédiat de l'agitation et de la formation directe de la FFLCH, car la formation intellectuelle et militante de cette jeunesse pauliste s'était constituée auparavant dans le *Curso Fundamental* (équivalent de notre collège) et le *Curso Medio* (équivalent de notre lycée). C'est ce hiatus générationnel qui m'a conduite à me pencher sur les liens entre la géographie scolaire brésilienne et les mouvements sociaux actuels.

Les chercheurs confirmés du GESP ne se sont jamais désintéressés de la pédagogie et de la géographie. Selon José William Vesentini, c'est pendant les années 1970 que la géographie critique serait née conjointement dans le secondaire et dans le supérieur (Vesentini, 2004). Mais avec les nouveaux programmes mis en place en 1997-1998, c'est une « nouvelle géographie », définitivement sociale et non plus descriptive, qui s'est imposée. Les professeurs de l'USP ont alors été mobilisés : « Il y a plus de 20 ans, avec les profs de l'USP, on a formé des profs dans tout l'Etat de Sao Paulo à la nouvelle géographie», relate Ana Fani Alessandri Carlos (Carlos, 2013). Depuis 2003, l'USP organise chaque année une semaine de la géographie, où les professeurs du secondaire sont invités, en une sorte de formation continue à laquelle le LABUR est

associé. Ainsi, en 2013, Glória da Anunciação Alves participait à l'une des tables rondes et proposait également de réfléchir à l'utilisation de la vidéo dans la classe. C'est également cette chercheuse qui a rédigé un article sur l'évolution des programmes de géographie dans le dernier ouvrage commun du GEU, *A Cidade Contemporânea* (Vasconcelos, Corrêa et Pintaudi, 2013).

Ana Fani Alessandri Carlos et Arlete Moysés Rodrigues ont publié des ouvrages didactiques largement diffusés et réédités à plusieurs reprises. Il s'agit respectivement des manuels *A Cidade*, *A geografia na sala da aula* et *Moradia nas Cidades Brasileiras*, toujours chez l'éditeur Contexto (respectivement Carlos, 2008 et 2006 ; Rodrigues, 1988). Ces petits ouvrages sont massivement utilisés par les enseignants du secondaire puisqu'il s'en est vendu environ 70 000 exemplaires de *A Cidade* par exemple (Carlos, 2008). Loin de la complexité du propos de certains ouvrages ou articles universitaires du GESP, le propos de ce fascicule est très clair et ne perd rien de son énergie « radicale », dans le processus de vulgarisation des connaissances, comme l'atteste par exemple le titre du chapitre 6, « la ville comme terrain de lutte ».

> Qu'est qu'une ville ? […] Un amas d'immeubles ? Une queue infinie de voitures ? Un bruit, parfois assourdissant, un mélange de klaxons, de moteurs, de sirènes d'ambulance […] La ville apparaît dans son entrelacement comme difficile à appréhender, quasiment impossible à capturer. Il est rare qu'émergent les associations liées aux sentiments et aux émotions qui permettent les relations humaines. (Carlos, 2008, p.11)

C'est ainsi que l'on entre avec ce manuel dans la géographie urbaine. On y lit du Brecht, des poètes brésiliens comme Ronaldo de Azevedo ou Carlos Drummond Andrade, ou des extraits de chansons de Paulihno da Viola ou de Chico Buarque. Ce souci pédagogique, voire littéraire, qui transparaît si peu dans les productions universitaires mais que j'ai observé pendant le cours, laisse à penser que l'enseignement est sans doute l'un des moyens les plus efficaces de diffusion de la géographie critique. Les suggestions de lecture, à la fin du manuel, qui vont de Walter Benjamin à Henri Lefebvre, en passant par Milton Santos ne s'éloignent pas beaucoup des références avancées par les mouvements urbains actuels.

La plupart des militants du MPL viennent de lycées privés, aussi réputés que progressistes (un peu à l'image de l'USP). On y recrute les meilleurs enseignants, qui, à

Sao Paulo, viennent assez souvent de l'USP. C'est le cas de César Ricardo Simoni Santos, qui, avant d'y être recruté, a enseigné pendant plusieurs années dans un des lycées privés de Sao Paulo, tout en rédigeant sa thèse de doctorat. D'après son témoignage, la liberté pédagogique est grande dans ces établissements, et il est possible d'y enseigner une géographie critique et radicale. Cet enseignement est même encouragé dans une certaine mesure, puisqu'il garantit aux étudiants d'acquérir l'analyse critique et fine qui permet souvent de se distinguer au très sélectif concours d'entrée, le *vestibular*. Parmi les universités prisées, l'USP est sans doute celle à laquelle les classes moyennes et supérieures paulistes aspirent le plus pour leurs enfants. Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'en 2004 le sujet de la dissertation portât sur la « *descatracalização da vida*», ce que l'on pourrait traduire, maladroitement, par la « dé-tourniquetisation de la vie ». La sélectivité du recrutement dans les universités publiques, les plus réputées, encourage paradoxalement à recruter des enseignants qui ont une solide connaissance des débats théoriques. Ainsi, dans un étonnant paradoxe, il me semble qu'à Sao Paulo la reproduction des élites a contribué, à travers la préparation au concours d'entrée de l'enseignement supérieur, à diffuser une pensée critique auprès d'une jeunesse urbaine plutôt favorisée.

Ainsi mon hypothèse, débattue avec plusieurs des membres du GESP, est que l'influence du GESP, si elle produit son effet sur cette jeunesse militante, s'est faite davantage à travers les programmes scolaires et l'innovation de jeunes enseignants des cours secondaires que par le contact direct avec la géographie universitaire.

La géographie marxiste-lefebvrienne du GESP

La description des pratiques du groupe, militantes, pédagogiques, scientifiques qui précède ne pouvait faire l'économie de plusieurs mentions directes à la production des membres du GESP. Néanmoins, il reste à entrer plus précisément dans le corpus de textes du groupe, notamment à partir de *Crise Urbana*, le premier ouvrage de la collection *Metageografia*, non seulement pensé comme la synthèse des travaux du groupe mais aussi comme un jalon essentiel dans la constitution d'une géographie urbaine critique et radicale.

Le « paysage » bibliographique du GESP

Une manière d'objectiver la géographie produite consiste à analyser, sur une base partiellement quantitative, les références mobilisées dans les bibliographies du groupe. Ces références dessinent une sorte de « paysage intellectuel ». Ce travail peut être réalisé à partir de la bibliographie de l'introduction de l'ouvrage collectif *Crise Urbana* (Carlos, 2015b), soit 63 références.

Logiquement, ce sont les œuvres d'Henri Lefebvre qui sont les plus citées (14 sur 63). On constatera que les ouvrages sont souvent cités en français (11 œuvres sur 14). La partie suivante proposera une analyse plus poussée de ces références lefebvrienne, en comparaison avec celles mentionnées par les autres communautés épistémiques étudiées. Ensuite, tout une série de référence d'auteurs marxistes, mais non géographes, sont mobilisés (11 mentions) : Karl Marx (5 références), bien sûr, mais aussi Guy-Ernest Debord, Daniel Bensaïd, Max Horkeimer, Franck Fischbach, Lucien Sève ou encore Agnes Heller.

Chez les géographes, les références des auteurs français confirment la place particulière des échanges franco-brésiliens et le tropisme français des chercheurs du GESP, puisque pas moins de treize ouvrages de géographie française sont cités. Cinq sont tirés de l'œuvre de Pierre George et quatre de Marcel Roncayolo. Il faut ajouter à cette « domination française » quatre œuvres d'historien (Le Goff) ou sociologues (Chombart de Lauwe) français. Au total, sur 63 références 34 viennent d'auteurs français. En comparaison, quatre œuvres de David Harvey et une de Neil Smith constituent les références à la géographie anglophone.

Les références brésiliennes proviennent pour huit d'entre elles de l'œuvre d'Ana Fani Alessandri Carlos elle-même et, pour trois autres, d'anciens membres de l'USP (le sociologue José de Souza Martins, la philosphe Marilena Chaui, la géographe du LABOPLAN Maria Adélia Aparecida de Souza).

Omniprésence lefebvrienne

Dans la production du GESP, la pensée lefebvrienne est omniprésente. Elle l'est d'abord à travers la bibliographie ; elle l'est dans l'enseignement, les lectures et les

débats ; elle l'est, surtout, par les concepts utilisés, qui forment le socle théorique du GESP.

La production de l'espace n'est pas seulement le titre de l'ouvrage, paru en 1974, du sociologue français, c'est aussi le concept central du GESP. Dès 1994, Ana Fani Alessandri Carlos a publié *A (Re)Produção do Espaço Urbano* (La (re)production de l'espace urbain). Dix-sept ans après, dans l'ouvrage collectif du GEU paru en 2011, *A Produção do Espaço Urbano*, Ana Fani Alessandri Carlos explique comment la géographie urbaine est passée de la notion d'« organisation » à la notion de « production de l'espace ». En effet, avec ce concept, la géographie ne saurait se limiter à la science de la localisation des sociétés. L'espace est produit et reproduit en même temps que les rapports sociaux :

> Notre thèse, qui fonde une *métagéographie*, est que la production de l'espace, comme construction sociale, est la condition immanente de la production humaine en même temps qu'il est en le produit. (Carlos, 2015b, p.9)

> A mesure que les relations sociales se matérialisent dans un territoire réel et concret, c´est à dire lorsqu'elle produit sa propre vie, la société produit/reproduit un espace en tant que pratique socio-spatiale […] Il s´ensuit que le processus de la production de l´espace devient indissociable de celui de la reproduction de la société ; dans ce contexte, la reproduction continue de la ville se produit comme un aspect fondamental de la reproduction ininterrompue de la vie. (Carlos, 2007a, p.11)

Cette thèse est donc très proche de celle de Lefebvre pour qui « le mode de production organise - produit - en même temps que certains rapports sociaux - son espace et son temps. C'est ainsi qu'il s'accomplit » (Lefebvre, 1974, p. IX)

Le GESP part aussi du principe lefebvrien que la production actuelle de l'espace est marquée par l'accumulation et la reproduction du capital à travers l'espace.

> Dans une société fondée sur l´échange et l´appropriation de l´espace, celui-ci est produit comme une marchandise et est de plus en plus associé à une marchandise. Dans ces conditions, il répond aux nécessités d´accumulation par les changements/réadaptations des usages et fonctions des lieux qui eux aussi se reproduisent […], à partir de stratégies du développement du capitalisme. (Carlos, 2007a, p. 15-16)

Cette accumulation colonise peu à peu tous les espaces de la « vie quotidienne ». ce concept, repris par le GESP, renvoie à une autre œuvre de Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne*, mais aussi à l'analyse de Michel de Certeau, auteur régulièrement cité dans travaux du groupe. Ceux-ci pointent la contradiction fondamentale entre production capitaliste de l'espace et vie quotidienne :

> Les contradictions surgissent, comme des signes pour la compréhension du processus actuel d´urbanisation. La première se réfère à la contradiction entre l´intégration (de São Paulo dans l´économie mondiale) et la désintégration de la vie quotidienne par l´appauvrissement des relations sociales. Les transformations, dans l'axe de développement des entreprises, limitent les relations de voisinage, détruisent le petit commerce local (point de rencontre et de réunion), vident les rues de leurs habitants et les substituent par des voitures. La seconde contradiction se réfère à la contradiction entre une métropole qui s´édifie de plus en plus, signalant l´importance de l´espace en tant que valeur d´échange– élément par lequel le capital se réalise – et l'espace, en tant que valeur d´usage. Cet espace est improductif, non soumis à la valorisation etla réalisation de la vie quotidienne y est privilégiée. (Carlos, 2007b)

Ce n'est donc pas uniquement le droit à la ville, référence devenue incontournable dans la géographie brésilienne, qui est mobilisé par le GESP, mais l'ensemble des concepts lefebvriens (production, vie quotidienne, espace-temps).

Cette imprégnation est le fruit d'un long cheminement intellectuel et témoigne de l'appropriation, sur plusieurs décennies, de l'œuvre de Lefebvre au Brésil, notamment à l'USP. Si quelques ouvrages avaient été traduits rapidement et maladroitement dans les années 1950, c'est surtout José de Souza Martins qui fit connaître au Brésil le travail du sociologue français. Lui-même sociologue, José de Souza Martins organisa le premier les groupes de lecture autour des œuvres philosophiques de Lefebvre. Dans les années 1990, les jeunes géographes qui y participaient, Ana Fani Alessandri Carlos ou Amelia Luisa Damiani, ont créé un groupe de lecture des œuvres plus « spatiales » de Lefebvre (*Production de L'espace*, *Critique de la vie quotidienne*, *Droit à la ville*). Ce sont elles, puisque les femmes y étaient majoritaires, qui ont véritablement introduit la dimension proprement géographique de la pensée lefebvrienne au Brésil, en la réinvestissant dans leur analyse urbaine.

C'est sans doute cette longue appropriation qui explique que les textes des membres du GESP offrent un propos volontairement théorique, au risque de l'opacité. La volonté de sortir d'une géographie descriptive et de fonder une théorie de l'espace implique que les analyses partent davantage des concepts que des faits observés. Dans la plupart des articles et thèses des étudiants du GESP, les analyses de terrain viennent après une mise au point théorique. La structure même de la collection *Metageografia* affiche aussi cette logique puisque le volume 1, *Crise urbana*, plus théorique, précède deux volumes, *la ville comme marché* et l'*urbain et le droit à la ville*, qui regrouperont la plupart des analyses issues du terrain (Carlos, 2015a).

On peut imaginer pourquoi le GESP se pose également en garant d'une certaine orthodoxie de ces concepts lefebvriens face à leur prolifération tant au Brésil que dans le monde. En effet, il s'agit sans doute des géographes qui ont le plus lus, *in extenso*, l'œuvre de Lefebvre.

Il n'en demeure pas moins que l'approche demeure en premier lieu géographique.

Une ambition géographique assumée

L'ambition du GESP reste avant tout de produire une géographie critique et radicale de la ville à partir de ces concepts. La dimension géographique est induite par une méthodologie définie dans la déclaration d'intention du groupe.

> La proposition du GESP implique la production d'un savoir sur la métropole de Sao Paulo qui fournira la base et le moyen de tisser les chemins d'une construction théorique d'une « géographie urbaine critique radicale » (GESP, 2014a)

Concrètement, en combinant les différents terrains des chercheurs du GESP, on parvient à avoir une image globale des dynamiques à l'œuvre au sein de l'immense métropole pauliste. Conjointement, les travaux sur les périphéries, sur la spéculation immobilière dans le centre, sur l'éviction des *favelas*, sur les impacts des nouveaux réseaux de transports, sur l'environnement urbain, offrent une vision globale d'un espace métropolitain si vaste qu'il semble presque impossible à appréhender. Sao Paulo et les espaces urbains étudiés fournissent davantage qu'une série d'études : ensemble, ils donnent à voir les mécanismes de production de l'espace urbain, dans leur complexité et

leur interdépendance. Cette réinterprétation géographique des concepts ne peut se penser et se faire que collectivement, en combinant les terrains et les différents thèmes, présentés sur le site du GESP.

1) Mouvements sociaux et résistances
2) Politiques urbaines et politiques spatiales
3) Problématique de l'environnement urbain
4) Production et reproduction de l'espace urbain
5) Ville et Culture
6) Tourisme et production de l'urbain
7) Valorisation de l'espace
8) La géographie en débat.

(GESP, 2014c)

La répartition des thèmes a elle aussi pour objectif d'apporter une vision d'ensemble, totalisante mais toujours à partir de l'urbanisation brésilienne et particulièrement pauliste. Au-delà de la géographie urbaine, il s'agit en réalité de fonder une épistémologie de la géographie, une théorie du rôle de la géographie, une *métagéographie* visant à dépasser une vision de la discipline souvent basée sur « les hypothèses analytiques formelles tels que les systèmes, indices et modèles » (GESP, 2014a)

> La philosophie a pensé la société, bien sûr, mais c'est une pensée a-spatiale. Il ne s'agit pas de justifier la géographie, il faut penser le monde à partir de la géographie, en pensant la contradiction entre le point de départ d'une science parcellaire et la nécessité de penser le monde dans sa totalité. Il faut penser les limites et les possibilités de la géographie. La limite, c'est qu'elle est une science parcellaire. Les possibilités, ce sont la spatialisation des relations sociales, une perspective que les autres sciences ne pensent pas. La sociologie et l'architecture pensent l'espace, mais la géographie place en son centre la notion de production de l'espace, exactement comme H. Lefebvre l'avait fait. Il partait d'un autre point de vue, nous partons de la géographie. » (Carlos, 2011)

Le GESP tente de produire conjointement une méthodologie et une théorie. La vision d'ensemble, totalisante, de la métropole pauliste est pensée en lien avec une théorie marxiste-lefebvrienne de la production de l'espace. Cette pensée a pour objectif

d’envisager « une autre ville », mais aussi de fonder une géographie critique et radicale de la ville.

Chapitre 5 : INURA (*International Network for Urban Research and Action*)

Créer et faire vivre un réseau international

La constitution par étape d'un réseau international

Le 12 mai 2014, l'ensemble des membres de la liste de diffusion d'INURA reçoivent un mail contenant le scan de deux pages manuscrites datées du 11 mai 1991. Sur ce document « historique », on peut lire les notes prises par Marvi Maggio, membre toujours active d'INURA, lors de la première réunion du groupe, qu'elle a contribué à fonder. L'initiative de cette réunion revient à trois jeunes géographes suisses : Richard Wolff, Christian Schmid et Hanruedi Hitz. A leur invitation, relayée par l'urbaniste londonien Michael Edwards, ont répondu une vingtaine de chercheurs et/ou activistes venant d'Europe et d'Amérique du Nord (Belgique, Allemagne, Italie, Mexique, Suisse, Royaume-Uni, Etats-Unis).

C'est donc dans le cadre rural et apaisé des Alpes suisse, à Salecina, qu'ils se retrouvent pour finaliser la création d'un réseau. INURA y est officiellement créé le 12 mai 1991, un an après que l'idée a émergé lors d'une réunion du SAU (*Ssenter for Applied Urbanism*) de Zürich. Le lieu des retrouvailles n'a pas été choisi tout à fait par hasard. Salecina, résidence d'adoption du militant de gauche Theo Pinkus, est devenu un symbole pour toute la gauche suisse. Il y a transformé une ferme en centre culturel et en lieu de réunion politique. On ne s'étonnera pas de ce que le premier bulletin d'INURA, paru dans la foulée le 1er juin 1991, lui rende hommage : l'ambition de Pinkus de réunir les mouvements d'extrême-gauche est une source d'inspiration pour ces jeunes géographes zurichois qui cherchent à fonder un réseau transdisciplinaire, au-delà des murs de l'université.

A l'issue de cette semaine de débats et de discussion, les participants ont défini l'identité d'INURA et en ont rédigé les principes fondateurs.

INURA is a network of and for people involved in issues of urban development. INURA would like to stimulate and encourage critical researchers and activists in their work by promoting an international debate. With the exchange and dissemination of new impulses in theory and practice INURA wants to open frontiers of isolation between people and sciences. It is the aim of this nework to make our cities and regions better places to live in. INURA welcomes individuals, informal groups and institutions as members and active co-operants.

« INURA est un réseau d'individus impliqués dans le développement urbain. INURA souhaite stimuler et encourager les chercheurs critiques et les militants dans leur travail, en promouvant un débat international. A travers l'échange et la diffusion de nouvelles impulsions théoriques comme de nouvelles pratiques, INURA veut faire tomber les frontières de l'isolement entre les individus et les disciplines. C'est l'objectif de ce réseau de faire de nos villes et de nos régions de meilleurs endroits où vivre. INURA accueille en son sein les individus, les groupes informels et les institutions en tant que membres ou coopérants actifs .

Figure n° 8 : Extrait du premier bulletin d'INURA (juin 1991, éditorial, p.3)

Ce sont les mêmes dix principes fondateurs que l'on lira sur les notes manuscrites de 1991 et la page d'accueil du site Internet en 2014.

FOUNDING PRINCIPLES

1. INURA is a new network of people involved in action and research in localities and cities. We are committed to sharing our experiences and information in order to further the understanding of the problems affecting our areas.
2. We are committed to the empowerment of people in their neighbourhoods, communities, cities and regions.
3. In our work we recognize the importance of ethnic and cultural diversity, and the need to oppose racism, class and gender discrimination.
4. Changes in forms of work and of community and domestic life must be understood and planned in relation to each other.
5. We must resist and reverse the process of polarization of income and quality of environment, both in the social fragmentation of our cities and the divergence of core and periphery regions.
6. Our network particularly wants to broaden its links with housing, employment and environmental campaigns.
7. We aim to further the process of environmentally sustainable urban development.
8. We seek to resist centralization and the damaging effects of globalization.
9. We are working to create strong and diverse visions of future urban life.
10. INURA will work with a variety of methods of research, communication, interaction and dissemination of information, including scholarly work, media productions, activist documents, debates and stories of urban experience. INURA invites future contributions from academics, the arts, political activists and social movements.

Principes fondateurs

1. *INURA est un nouveau réseau de personnes impliquées, à travers l'action et la recherche, dans les localités et les villes. Nous sommes engagés dans le partage de nos expériences et connaissance pour avancer dans la compréhension des problèmes qui affectent nos régions.*
2. *Nous sommes engagés dans l'en-capacitation (empowerment) des populations au sein de leurs quartiers, communautés, villes et régions.*
3. *Dans notre travail, nous reconnaissons l'importance de la diversité ethnique et culturelle, et la nécessité de s'opposer au racisme, aux discriminations de classe et de genre.*
4. *Les changements profonds du monde du travail ou de la vie communautaire et domestique doivent être comprises et conçues dans la relation à l'autre*
5. *Nous devons combattre et inverser le processus de polarisation croissante du revenu et du confort de vie, tant dans le cadre de la fragmentation sociale de nos villes que dans le cadre de la différenciation entre régions centrales et périphériques.*
6. *Notre réseau souhaite particulièrement renforcer les liens tissés entre les mobilisations sur le logement, l'emploi et l'environnement.*
7. *Nous avons pour objectif d'avancer dans le processus d'un développement urbain durable sur le plan environnemental.*
8. *Nous entendons résister à la centralisation et aux effets dommageables induits par la globalisation.*
9. *Nous travaillons à forger des visions fortes et variées de la future vie urbaine.*
10. *INURA travaillera avec une variété de méthodes de recherche, de communication, d'interactions, de diffusion des informations, parmi lesquels le travail universitaire, la production médiatique, les documents militants, les débats, les récits de l'expérience urbaine. INURA fait appel aux futures contributions des universitaires, des artistes, des militants politiques et des mouvements sociaux.*

Figure n° 9 : Extrait du premier bulletin d'INURA (juin 1991, p.10)

Dès 1991, la décision est également prise de tenir une conférence chaque année dans un lieu différent, européen dans un premier temps. Cette conférence devra toujours être suivie d'une « retraite » (*retreat*), c'est-à-dire d'une réunion de plusieurs jours, consacrée à la réflexion collective sur un réseau, dont les membres sont géographiquement dispersés. Cette résolution initiale est tenue depuis 1991, ainsi que le montre le tableau suivant.

ANNEE	Etape dans la constitution du réseau	LIEU DE LA CONFERENCE	Intitulé de la conférence	LIEU DE LA RETRAITE
1991	Phase 1 : phase de formation	Zürich (Suisse)		Salecina
1992		Rostock (Allemagne)	Cities in transformation in transforming societies	Prerow
1993		Newcastle (Grande-Bretagne)	De-industrialisation	Beamish Hall
1994		Florence (Italie)	City territory Environment : research and Action for a socio-ecological transformation	Villa Cennina
1995		Amsterdam (Pays-Bas)	Growth / No-Growth Policies in the regional state : Scope for local Action	Beneden Leeuwen
1996		Luton (Grande-Bretagne)	Making Urban Environment : Sefl-help and Utopias	Letchworth
1997		Zurich (Suisse)	Possible Urban World	Amden
1998	Phase 2 : le « nouvel INURA »	Toronto (Canada)	DiverseCity - Sustaining and Governing the Multicultural City	Huntsville
1999		Glasgow (Grande-Bretagne)	Regeneration and Renewal	Durham
2000		Bruxelles (Belgique)	Urban Contrasts	Durbuy
2001		Florence (Italie)	Rights and Fights	La Chiara di Prumiano
2002		Paris / Caen	Solidaricité	Clinchamps sur Orne
2003	Phase 3 : phase d'expansion	Berlin (Allemagne)	Divided City	Trebnitz
2004		Amsterdam (Pays-Bas)	Creative City	Egmond
2005		Rome (Italie)	Contested/ing Rights. Planning Rights and the Right to the City	Collevecchio
2006		Bochum (Allemagne)	Global City Regions – Towards a Shareholder	Région Rhin/ Ruhr

			City	
2007		Londres (Grande-Bretagne)	Transformation, survival and emancipation in a world city: regeneration or business as usual?	Brighton
2008		Athènes (grèce)	Non-/De-/Re-Regulation: Limits, Exclusions, Claim	Marathon
2009		Istanbul (Turquie)	Urban Transformation. Capital - State - Civil Society	Agva
2010		Zürich (Suisse)	New Metropolitan Mainstream	Richterswil
2011		Mexico (Mexique)	Urban Growth: Legality Limits	Tepoztlán
2012		Tallinn (Estonie)	Active Urbanism	Kloogaranna
2013		Lisbonne (Portugal)	Urban (Ir)Rationalities	Coimbra / Curia
2014		Belgrade (Serbie)	Between Big Ideas and Life's Realities	Tara

Tableau n°3 : Les conférences et les retraites d'INURA de 1991 à 2014
La régularité annuelle a été respectée depuis la création du groupe. Les thèmes ont évolué au gré des circonstances (« désindustrialisation », « crise ») et des nouvelles notions de la recherche urbaine (« ville créative, machine de croissance »). En revanche, e souci de l'action apparaît de manière récurrence (« action », « transformation », « utopie », « émancipation »)

La continuité et la régularité de ces conférences n'ont pas empêché de profondes évolutions. Dans un chapitre du livre *Contesting Neoliberalism : Urban Frontiers*, Ute Lehrer et Roger Keil, actuellement chercheurs à l'université de York de Toronto et tous les deux membres depuis 1991, ont retracé l'histoire du mouvement en distinguant trois moments de son développement:

- une phase de formation, de 1991 à 1997, qui consolide l'idée initiale de lier la recherche et l'action urbaines dans un lieu précis, notamment grâce à la conférence annuelle ;
- une phase qualifiée de « nouvel INURA », de 1998 à 2003, pendant laquelle le réseau s'est ouvert aux thématiques de la différence et des luttes urbaines, débordant largement les questions de restructuration économique, qui avaient dominé durant les premières années ;

- une phase d'expansion pendant laquelle le réseau INURA s'est déployé « au Nord et au Sud » (Lehrer et Keil, p.301), ce qu'illustre notamment sa participation au Forum social de Porto Alegre en 2005. C'est aussi après 2003 que se multiplient les projets collectifs, tant éditoriaux que cartographiques.

L'article daté de 2007 interrompt logiquement sa chronologie en 2005, laissant ouverte la question de l'évolution du réseau depuis cette date. En revanche, nul doute n'est possible quant à la croissance des adhésions pendant la période considérée. Des vingt et un membres fondateurs, INURA est passé à un réseau de plus de cent membres, payant une cotisation (*fees*) dont le montant varie selon les statuts professionnels (25 euros pour les étudiants, 50 euros pour les professionnels, 250 euros pour les institutions).

2002	*2003*	*2004*	*2005*	*2006*	*2007*	*2008*	*2009*	*2010*	*2011*	*2012*
74	98	135	109	103	103	120	128	130	107	101

Tableau n° 4 : Evolution du nombre de membres entre 2002 et 2012 *(source : INURA)*

Le réseau est plus étendu encore si l'on considère la liste de diffusion évoquée plus haut et qui compte plus de 350 abonnés en juin 2014, groupes ou individus confondus. Entre deux conférences annuelles, l'animation du réseau dépend fortement de ces échanges électroniques.

	Nombre	Pourcentage
Allemagne	75	21,4
Suisse	44	12,6
Canada	27	7,7
UK	26	59,1
Italie	22	6,3
Etats-Unis	21	6
Belgique	12	3,4
Pays-Bas	12	3,4
Brésil	10	2,8
Grèce	10	2,8
Turquie	10	2,8
France	8	2,3
Espagne	8	2,3
Autriche	7	2
Australie	6	1,7
Portugal	6	1,7
Non identifié	6	1,7
Estonie	5	1,4
Serbie	4	1,1
Mexique	4	1,1
Hong-Kong	3	0,8
Israël	3	0,8
Inde	3	0,8
Japon	2	0,6
Lichtenstein	1	0,3
Argentine	1	0,3
Cuba	1	0,3
Singapour	1	0,3
Liban	1	0,3
Malaisie	1	0,3
Roumanie	1	0,3
Afrique du Sud	1	0,3
Corée du Sud	1	0,3
Pologne	1	0,3
Bangladesh	1	0,3
Nicaragua	1	0,3
Pakistan	1	0,3
Taiwan	1	3
Norvège	1	0,3
Russie	1	0,3
TOTAL	**350**	**100**

Tableau n°5 : Lieu d'exercice probable des inscrits à la liste mail d'INURA au 30 juin 2014
Ce classement a été réalisé à partir des mails des inscrits, en utilisant les mentions des domaines nationaux et complété par quelques recherches nominatives. Cette répartition géographique, qui comprend donc une marge d'erreur, se veut avant tout indicative. Dans six cas, il a été impossible d'identifier le lieu d'exercice des inscrits.

Entre 1991 et 2014, INURA a non seulement consolidé son existence, mais s'est largement étendu numériquement et géographiquement.

Les conférences et les retraites INURA : la colonne vertébrale d'INURA

Il apparaît clairement que ce sont avant tout les conférences qui ont assuré le maintien et l'extension du réseau. Du reste, le terme de conférence rend assez mal la manière dont se déroulent concrètement les réunions annuelles d'INURA. Ces réunions comprennent deux parties : la conférence elle-même, située dans une ville, souvent une métropole, et la retraite, à l'écart du monde urbain, pendant laquelle le groupe prend le temps de se retrouver et de décider collectivement de l'avenir du réseau, notamment du lieu de la prochaine conférence. En 2013, au Portugal, Lisbonne accueillait ainsi la

conférence tandis que la retraite se déroulait dans un hôtel de Curia, plus au nord du pays. En Serbie, la conférence se tenait à Belgrade et la retraite à Tara, au cœur du parc national de Serbie.

	Friday, June 28	**Saturday, June 29**	**Sunday, June 30**
MORNING 9.00-13.00	Discussions, insights, and reflections on key themes of the Lisbon conference (1 hour) **10 am. INURA AGM** (2 hours)	7 Presentations/discussions. Themes: Urban irrationalities; Micro-actions building the city (including 20 minutes of break) (all discussions in the end)	Discussions re NMM project (2) Discussions re next steps
LUNCH 13.00-14.30	At hotel	At hotel	At hotel
AFTERNOON 14.30-18.00	7 Presentations/discussions. Themes: City cultures in a post-colonial context; Research; and Links between research and action (including 20 minutes of break) (all discussions in the end)	Discussions re New Metropolitan Mainstream (NMM) project (1)	Departure for beach (Praia da Barra) – *Bring your bathing suits!*
DINNER 18.00	At hotel	At hotel	Dinner in Aveiro (own cost) – *O Mercantel* Restaurant (great fish and seafood – about 15€/meal)
EVENING	Films (from participants)	*Optional activities* *	Bus brings all back to Curia

Tableau n°6 : Programme de la retraite de Curia (Portugal, 2013).
De larges plages horaires sont consacrées à la discussion notamment dans le de l'assemblée générale de l'association. Le reste de l'emploi du temps se partagent entre les repas et les loisirs. Quand des films sont projetés le soir, ce sont ceux des participants.

La conférence elle-même se veut non conventionnelle. Les membres d'INURA sont particulièrement attachés à cette spécificité, comme le montrent Ute Lehrer et Roger Keil dans leur article. Ces derniers rapportent ainsi comment la conférence de Zurich, en 1997, a débouché sur de vifs débats sur la forme donnée à cette septième réunion annuelle. Des voix s'étaient élevées pour contester l'académisme grandissant de la conférence, avec ses invités prestigieux, et l'institutionnalisation qui, à leurs yeux,

menaçait INURA. Ce fut là l'occasion pour le groupe de réaffirmer son refus des formats classiques d'échange du savoir.

Ouverte à tous, la conférence est organisée et conçue par une équipe de membres volontaires pour faire de leur ville le lieu de rencontre annuelle du réseau. A Belgrade, ce travail est ainsi revenu à quatre membres d'un collectif belgradois *Ministarstvo Prostora* (Ministère de l'espace) jusque là plutôt habitué à organiser des campagnes publiques sur, et plutôt contre, le développement urbain. Réunissant des architectes, des chercheurs, des designers, des artistes, ce groupe se donne pour objectif, selon ses propres termes, de « soulever l'attention publique », « contribuer à trouver des solutions » et « mobiliser les citoyens à s'impliquer dans la construction d'une ville juste » (Brochure de la conférence). En cela, les préoccupations locales de ce groupe serbe rejoignent tout à fait les objectifs et les principes d'INURA.

La conférence doit permettre aux membres du réseau international de découvrir la ville d'accueil et les principaux enjeux urbains, passés ou actuels. La majorité des intervenants sont donc des universitaires ou activistes locaux. A Belgrade, au premier jour de la conférence, l'urbaniste Marija Maruna proposait ainsi de comprendre, en anglais, les failles du système de planification urbaine en Serbie (« *What is wrong with planning system in Serbia ?* »), le professeur émérite d'urbanisme Milan Prodanovic se penchait sur la question du droit à la ville dans le contexte post-socialiste (« *Right to the City within the Post-socialist context. Trails of transition within the City of Belgrade* »), tandis que l'historien Vladimir Dulovic retraçait les grandes étapes de l'histoire de l'ancienne capitale de la Yougoslavie.

inura 2014 . beograde

Between Big Ideas and Life's Realities

conference 22 to 25 june retreat 26 to 30 june

sunday 22/6/2014

17:00 General Belgrade tour (optional)
- Open-top Bus Sightseeing Tour
- Sightseeing by Foot
- Bike Tour

19:00 Gathering and Registration

Venue: Cultural Center Grad

monday 23/6/2014

9:30 Registration
Venue: Municipal House of New Belgrade

9:30 Official opening / Welcome note
Ministry of Space / INURA Common Office

10:00 General introduction to Belgrade development
Marija Maruna, Vladimir Dulović, Milan Prodanović, Milica Vasilijić, moderation: Mia David

13:00 Energoprojekt - Tour and Lunch

15:00 Tours - New Belgrade
- New Belgrade: from plan to reality - Miodrag Ninić
- Block 70 - Dušan Čavić
- In the Shadow of Skyscrapers - Andrija Raković / Borka Vasić
- The Commune as the Foundation of the Self-management Society in socialist Yugoslavia - Milan Rakita

19:00 New Metropolitan Mainstream Exhibition

Venue: Street Gallery

21:00 Cocktail and food

Venue: Trade Union Building -Roof Top Sinnerman Cafe
Nikola Pašić Square

tuesday 24/6/2014

10:00 Housing as Right and Commodity
Smarter Building, Miodrag Ninić, Arie van Wijngaarden, Andreas Wirz, moderation: Michael Edwards

Venue: Cultural Center Rex

13:00 Tours and Lunch
- A View to History of Belgrade
- Suburbanization *part 1* - Nebojša Milikić
- Expedition Inex Film / Karaburma
- Inex Film crew / Dubravka Sekulić
- Savamala House - Vladimir Dulović
- Workers' hotel, its residents and their fight - Vladimir Novaković

19:00 Major Waterfront Developments and Their Consequences in the Context of the project ***Belgrade on Water*** - **public event**

Ute Lehrer, Kate Shaw, Goran Milićević, Rastko Novaković, moderation: Vladimir Vuksanović

Venue: The Cultural Centre of Belgrade
Movie Theatre

wednesday 25/6/2014

9:30 Urban Development and Civic Struggles
New Media Center_kuda.org/Group for Conceptual Politics (SRB), Tatjana Rajić (MNE), Ivana Dragšić (MK), Tomislav Tomašević (CRO), Darjan Bilić (BiH), moderation: Marko Aksentijević

Venue: Cultural Center Rex

11:30 Coffee break

12:00 Art and Culture Strategies in City Development
Katarina Živanović, Maja Lalić, Ana Vilenica, Philipp Klaus, Radomir Lazović, moderation: Milica Pekić

Venue: Cultural Center Rex

15:00 Tours and Lunch
- A View to History of Belgrade
- Suburbanization *part 2* - Nebojša Milikić
- Savamala Reborn - Vladimir Dulović
- Supernatural / Baštalište - Srđan Stanković / Sabina Kerić
- Love tour - Miloš Tomić

20:00 Boat party and Dinner

Venue: The Sava Harbour, Karađorđeva Street
*Gathering 19:30

inura

HEINRICH BÖLL STIFTUNG JUGOISTOČNA EVROPA

Figure n°10 : Programme de la conférence de Belgrade (2014)

Les matins sont généralement consacrés aux communications et tables-rondes tandis que les visites occupent l'après-midi. Les soirées sont des moments de convivialité privilégiés (cocktail sur les toits, croisière fluviale).

Les membres d'INURA peuvent être invités à présenter des communications ponctuelles, conçues comme des contrepoints à la situation de la ville d'accueil. A titre d'exemple, on retiendra ces deux sessions sur les luttes urbaines, où les exposés sur les

modes d'habitat alternatifs en Suisse ou aux Pays-Bas, entraient en résonance avec les présentations sur les mouvements actuels en Croatie, au Monténégro, en Bosnie-Herzégovine et en Serbie. Dans le cas de Belgrade, la géographie même des conférences, - dispersées dans de nombreux lieux, tantôt au sein de bâtiments universitaires ou municipaux, tantôt de centres culturels, voire de lieux militants, - renforce l'impression de ne pas assister à une conférence classique où les panels se succèderaient dans un même lieu.

Figure n°11 : Localisation des lieux de la conférence de Belgrade, 2014.
Sept lieux différents ont accueilli les activités de la conférence INURA (centres culturels, cinéma, galerie de rue, bâtiments municipaux,...)

Cet éclatement géographique permet de découvrir les lieux de recherche ainsi que les centres culturels et militants de la ville.

La liberté de parole et de critique est, elle aussi, remarquable. A Lisbonne, en 2013, la présentation d'un journaliste anglais installé dans la capitale portugaise et qui reprenait un certain nombre de clichés culturalistes sur le pays, n'avait pas laissé indifférent l'auditoire. Les critiques furent formulées sans détour lors de la séance de questions clôturant le panel.

Surtout, l'originalité de la conférence tient aux larges plages de visite de la ville et de ses périphéries, souvent programmées l'après-midi. Ces excursions donnent à voir non seulement une diversité de quartiers, mais aussi la variété des processus urbains à l'œuvre et des mouvements civiques ou militants. Pour ma part, j'ai participé à Belgrade, en 2014, à deux de ces « tours ». L'un a permis à notre groupe de rencontrer une communauté rom menacée d'expulsion par le développement de nouveaux quartiers résidentiels à la périphérie de Belgrade. L'autre visite, dans une perspective plus proche de la géographie historique, permettait de découvrir, par l'examen de l'architecture et l'évocation des étapes du développement d'une ancienne banlieue de la capitale serbe, un peu de la sociologie passée et actuelle d'une périphérie aujourd'hui en continuité avec le tissu urbain.

A Lisbonne, la visite de Vale da Amoreira, un quartier périphérique marginalisé, fut particulièrement marquante. La population, majoritairement issue d'une immigration postcoloniale (de nationalité ou d'origine cap-verdienne, angolaise, mozambicaine…), y vit en dépit de l'absence criante de services, de transports et d'emplois. Nous y avons visité le centre culturel, un des seuls lieux de fierté populaire et d'initiative locale. Il a fermé depuis lors, tant en raison de pressions politiques que des conséquences de l'austérité budgétaire en cours au Portugal.

Photographie n°5 : Rencontre avec les associations d'habitants de Vale da Amoreira le 19 juin 2013.
Le chercheur et militant António Guterres traduisait au fur et à mesure les propos des habitants. Les membres d'INURA écoutent puis posent des questions avant de visiter le quartier.

Ces excursions, souvent organisées par des universitaires locaux sur leurs propres terrains d'étude, permettent ainsi de rencontrer dans un relatif climat de confiance les communautés avec lesquelles ils travaillent régulièrement. Ces visites sont donc des moments d'échanges privilégiés pour les membres d'INURA, qui ont l'opportunité de découvrir, en quelques jours seulement, toute une variété d'espaces urbains et d'entrer en contact avec des populations vivant souvent à la périphérie géographique et sociale.

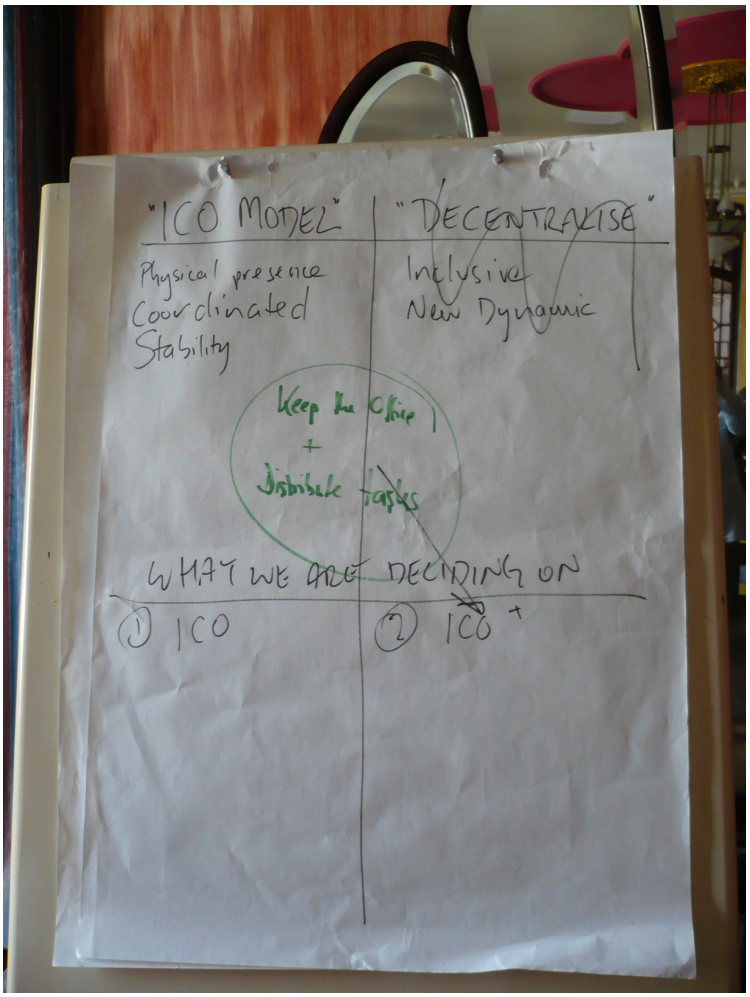
Un point d'attache zurichois

Si le réseau INURA est donc largement itinérant, il s'est pourtant progressivement institutionnalisé en se dotant d'une structure stable et organisée, matérialisée par l'*INURA Common Office*. Basé à Zurich, ce bureau, créé par Richard Wolff et Philippe Klaus en 1999, permet de faire fonctionner l'association, à travers des tâches quotidiennes.

> Le réseau s'est étendu et a traversé des crises sévères. Nous devions trouver une sorte de structure sans renoncer au travail, à l'esprit non-hiérarchique et à l'auto-organisation du réseau. C'est pourquoi, nous avons mis en place le *Inura common office*. A l'époque, en 1999, ce nom était plutôt inhabituel. Le rôle de ce bureau est de répondre à toutes les

> questions des membres et d'administrer le réseau. Le *common office* reçoit un financement modeste à partir de la cotisation des membres (Klaus, 2014)

C'est le géographe Philipp Klaus qui assure encore aujourd'hui ce travail comprenant le soutien aux organisateurs des réunions annuelles d'INURA, l'administration du site inura.org, la diffusion des travaux du réseau, la recherche des futurs lieux des conférences ainsi que celle des potentiels nouveaux membres. Ces tâches, qui correspondaient précisément à 151 heures de travail en 2013, sont rémunérées grâce aux cotisations. Cette année-là, selon le rapport annuel de l'association, les frais de fonctionnement du bureau se sont élevés à environ 3 400 euros. L'idée même que ce travail soit rémunéré est loin d'être anecdotique, si l'on considère comme légitime, avec les membres d'INURA, que cet investissement ne soit pas totalement bénévole. Néanmoins ce bureau n'a pas un pouvoir décisionnel, la principale institution d'INURA demeurant la retraite, « où sont prises les décisions communes » (Klaus, 2014). A Curia, en 2013, la question du maintien de ce bureau y a justement fait l'objet d'un débat, auquel j'ai assisté.



Photographie n° 6 : Notes prises au cours du débat sur le *Common Office* (28 juin 2013).
Un membre a pris l'initiative de synthétiser les différentes options offertes pour penser le futur du réseau, photographie : Cécile Gintrac

Face à l'option alternative d'une gestion plus décentralisée, le maintien du bureau zurichois a fait l'unanimité. Pour les membres qui en discutaient, ce 28 juin 2013, il ne faisait pas de doute que l'INURA Common Office garantissait la stabilité et la coordination du réseau et devait, pour ces raisons, être maintenu en dépit des coûts que induits.

Au delà de son contenu même, cette prise de décision collective témoigne de l'horizontalité qui caractérise le réseau.

Un réseau horizontal

Un réseau basé sur des affinités et de fortes amitiés

Photographie n° 7 : Réunion de bienvenue « informelle », le 23 juin 2013, au Espaço RDA, un lieu militant de Lisbonne (Cécile Gintrac)

Photographie n° 8 : Soirée de bienvenue à Belgrade, le 22 juin 2014, au centre culturel Grad (cf. localisation, fig. n°11).
Philipp Klaus accueille les membres du réseau en musique (photographie :Cécile Gintrac)

Les deux photographies ci-dessus donnent à voir, à un an d'écart, les retrouvailles des membres d'INURA à la veille des conférences de Lisbonne et de Belgrade. Ces soirées sont l'occasion pour tous les membres, dont les plus fidèles se connaissent parfois depuis plus de vingt ans, de se retrouver. Ce moment de convivialité, emprunt d'une joie et d'un plaisir palpables, permet de prendre la mesure des liens et des amitiés tissées au fil des années.

A la question « pour quelles raisons participez-vous aux conférences d'INURA, et à celle de Lisbonne en particulier ? » (questionnaire, Lisbonne 2013), certains évoquent sans détour « l'amitié », les « relations qui revivifient (*refreshing*) et qui inspirent (*inspiring*) », les « rencontres » notamment avec « des gens brillants », le « *fun* », ou encore le fait que ces conférences « donnent de l'énergie pour le reste de l'année ». A cours des réunions annuelles, il n'est pas tout à fait anodin que les termes de « village » ou de « tribu » émargent régulièrement dans les conversations. Ce village est-il ouvert dans les faits ?

Si l'on en croit les informations recueillies par les questionnaires ou lors des entretiens individuels, la plupart des nouveaux membres le deviennent après qu'un de leurs amis, un de leurs collègues, ou leur directeur de recherche leur a signalé l'existence

et l'intérêt de ce réseau. Les étudiants dirigés dans leur recherche par les membres d'INURA viennent souvent grossir les rangs du réseau, renforçant par là même les liens interpersonnels et la cohérence du réseau.

Ces affinités contribuent à rendre le réseau plus horizontal au sens où il est moins question, lors des réunions annuelles, de participer à la productivité et au prestige universitaire, comme c'est le cas de la plupart des conférences internationales, que d'échanger sans que la hiérarchie ne conduise la prise de parole. Cela n'empêche pas que participent à ces rencontres des figures des études urbaines critiques (Jennifer Robinson, Christian Schmid, Roger Keil, Michael Edwards, Ute Lehrer…) pour lesquels INURA est conçu comme un espace à part du monde universitaire.

Un réseau non-hiérarchique

Au-delà de l'agréable impression de convivialité, c'est surtout l'horizontalité des relations au sein du groupe qui est mise en avant. Le groupe se définit lui-même comme « une organisation non-gouvernementale à but non lucratif avec une structure auto-organisée, non hiérarchique et décentralisée » (« a non-governmental and non-profit organization with a self-organizing, non-hierarchical, decentralized structure », source : site Internet, *What is INURA ?)*

L'horizontalité se traduit d'abord par l'absence de barrières professionnelles. INURA n'est pas un réseau universitaire, il est ouvert aux artistes, aux militants politiques, aux mouvements sociaux, autant qu'aux chercheurs (« INURA invites future contributions from academics, the arts, political activists and social movements. », principe 10). Par principe, le réseau ne saurait donc reproduire les discriminations. Le troisième principe reconnaît ainsi « l'importance de la diversité ethnique et culturelle et la nécessité de s'opposer aux discriminations de race, de classe et de genre ».

Cet engagement éthique se traduit dans les faits par un questionnement réflexif sur les pratiques du réseau. Est-il assez proche des mouvements ? Faut-il s'engager davantage ? La parole est-elle répartie équitablement ? Autant de questions qui émergent régulièrement, en particulier lors des discussions de la retraite. Roger Keil et Ute Lehrer, membres fondateurs du groupe, n'hésitent pas soulever, dans leur article, les difficultés internes auxquels le groupe est confronté et qu'il tente de surmonter.

> Alors que les différences de pouvoir liées au genre ont été posées (mais jamais résolues) dès la première réunion, la classe, les conflits de classe, ethniques, racialisés et religieux, matériellement et idéologiquement, ont commencé à se manifester plus concrètement que dans les premières années, quand le réseau s'est révélé essentiellement constitué de membres blancs, occidentaux, de classe moyenne, et qu'il a pris pied progressivement dans le monde universitaire conventionnel [*mainstream*] (Lehrer et Keil, p.302)

Dans le compte-rendu de la conférence qui se tenait à Zürich en 1997, Barbara Loevinger Rahder soulignait que les analyses de genre - ou même un dialogue sur ces questions- étaient restées relativement absentes des communications et des débats (Rahder, p.156). Il serait pour autant inexact de considérer que les différences de classe, de genre, de race au sein du groupe sont ignorées. Elles sont souvent davantage évoquées lors de la retraite que pendant la conférence elle-même. La remise en cause des frais d'inscription, parfois trop élevés pour certains militants, en témoigne. Concrètement, Ute Lehrer et Roger Keil rapportent comment la retraite de 2005 a été organisée délibérément par un groupe de femmes, tâche longtemps monopolisée dans les faits par les hommes (p.302). Marvi Maggio, une des fondatrices du groupe, dont la présentation à Curia en 2013 s'intitulait : « Women ! Gender spatial perspectives are needed », revient sur ce point :

> J'ai toujours été très sensible aux questions de genre, des femmes, de telle sorte que je n'aurais jamais travaillé au sein d'un groupe dans lequel j'aurais senti une gêne […] Quand nous avons écrit les principes ensembles, à Salecina, mes propositions concernant le genre ont été facilement acceptées. Cela concerne trois ou quatre principes, celui qui reconnaît l'importance de la différence et rejette les discriminations de genre et celui qui reconnaît que la production et la reproduction doivent être comprises et envisagées dans la relation à l'autre. Nous l'avons clairement écrit dans nos principes et c'est une spécificité d'INURA. J'ai participé à INURA, écrit sur INURA, parce que je pense que c'est n'est pas si courant. […] Bien sûr, il peut y avoir des individus moins sensibilisés à cela, mais l'atmosphère générale est bonne. Je me sens tout à fait bien dans ce groupe […] Il y a eu des périodes où nous étions moins nombreuses, voire peu nombreuses, mais le nombre de femmes a augmenté […] Nous devons lutter contre les discriminations, pas seulement en ce qui concerne la présence des femmes (il y a des femmes à INURA et nous sommes représentatives) […] mais, à mes yeux, la question du genre n'est sans doute pas

> assez présente dans nos recherches, par exemple le *New Metropolitan Mainstream* même si nous essayons de l'intégrer. Il faut rendre visible ce qui est invisible, c'est le défi. C'est une question protéiforme qui nécessite un combat personnel et collectif. » (Maggio, 2014).

Un autre objet de préoccupation au sein d'INURA concerne la langue. Si la plupart des membres n'ont pas l'anglais pour langue maternelle, beaucoup d'entre eux le parlent aisément, l'ayant appris dans le but de conserver des liens de proximité avec le milieu de la recherche anglophone. Cependant, certains membres éprouvent des difficultés à s'exprimer et à suivre l'intégralité des débats dans cet idiome. La géographe grecque Christy Petropoulou, qui parle couramment l'espagnol et le français, insiste sur l'omniprésence de l'anglais dans les études urbaines critiques.

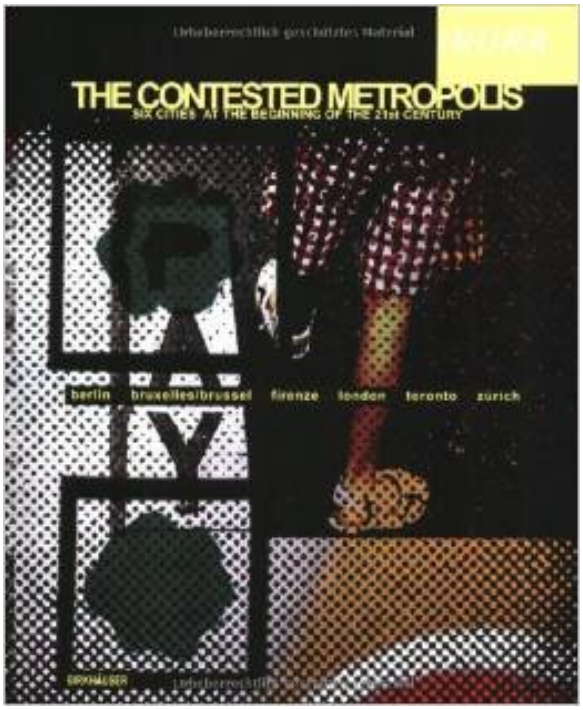
> En 2008, j'avais préparé ma présentation en grec. C'est grâce à INURA que j'ai commencé à parler anglais. En fait, une part importante de la géographie critique est en anglais. » (Petropoulou, 2014)

INURA comme n'importe quel groupe est confronté à certaines contradictions et rapports de pouvoir internes, mais le groupe semble ne pas chercher à les masquer. Le principe d'horizontalité, combiné à une grande liberté de parole, permet au moins de les mettre à jour, d'en discuter ouvertement et de tenter de les résoudre, avec plus ou moins de succès.

Des travaux collectifs

Ces principes d'auto-organisation, d'horizontalité se matérialisent concrètement par des travaux du groupe, sous la forme de publications ou de projets de recherche communs. La publication est collective et les chapitres signés individuellement.

C'est le cas des ouvrages suivants : *Possible Urban World Urban : Strategies at the End of the 20th Century* et *The Contested Metropolis Six Cities at the Beginning of the 21st Century*, publiés respectivement en 1999 et 2004.



202 5 Toronto: Outside the Glamour Zones
203 5.1 "Substitute City"
Roger Keil
209 5.2 Toward a New Suburban Dream
Karen Wirsig
215 5.3 Image-Making by the Water: Global City Dreams and the Ecology of Exclusion
Susannah Bunce and Douglas Young
221 5.4 Poverty of planning: Tent City and the New Official Plan
Adrian Blackwell and Kanishka Goonewardena
225 5.5 Creole City: Culture, Capital and Class in Toronto
Kanishka Goonewardena and Stefan Kipfer
231 5.6 In Lieu of a Conclusion: Beyond the Competitive City?
Stefan Kipfer and Roger Keil

Figure n° 12 : Couverture de l'ouvrage collectif *The Contested Metropolis* et extrait du sommaire (chapitre sur Toronto).

La structure de ce dernier est exemplaire de fonctionnement du réseau. Ce sont 44 auteurs qui y ont contribué. La démarche l'est aussi en ce qu'elle vise à constituer un savoir sur la ville, par addition et croisement de savoirs locaux. Cette approche vise à dégager les trajectoires communes aux espaces urbaine, les différences ainsi que les potentialités de résistances ou d'alternatives. En l'occurrence, les six villes (Berlin, Bruxelles, Florence, Londres, Toronto et Zürich) dessinent une vision des espaces et des politiques métropolitains au début du XXIème siècle, qu'il n'est pas inutile de décrire succinctement, pour chacune de ces six villes.

Berlin, ville réunifiée mais éclatée, illustre la tension entre solidarité et ségrégation dans les espaces publics. Les auteurs interrogent le rôle de contre-culture berlinoise dans l'émergence d'une véritable émancipation. Ils n'éludent pas l'hypothèse d'une subculture fonctionnant comme le cheval de Troie de la ville capitaliste.

Cinq articles présentent Bruxelles à la fois comme capitale européenne, multiculturelle mais aussi fragmentée, où les habitants ont su pourtant (ré)inventer leur quotidien, y compris à travers des initiatives dépassant le seul cadre bruxellois comme l'Ambassade Universelle, sorte d'alternative associative à la diplomatie européenne.

Florence apparaît, dans le chapitre qui la présente, comme une ville « insurgée », marquée par son histoire de lutte et par une géographie de la transgression qui façonnent en profondeur les pratiques sociales.

Les auteurs s'attachent à montrer comment Toronto, « ville créole, » est devenu le cadre d'un nouveau rêve suburbain, susceptible de produire une « écologie de l'exclusion ». Finalement, dans cette métropole, dont les autorités se plient aux exigences de compétitivité, « la seule minorité reste la bourgeoisie ».

Londres, ville mondiale, est décrite comme une formidable machine de création simultanée de richesse et de pauvreté. La multiplication et l'intelligente des formes de mobilisation invite à envisager les manières potentielles d'enrayer cette machine.

Enfin l'analyse des réaménagements post-industriels de Zürich conduit à isoler un *New Metropolitan Mainstream* (nouveau sens commun métropolitain) que la contre-culture de la jeunesse zurichoise, issue du mouvement des années 1980, n'est pas tout à fait parvenue à éviter.

Ces six études de cas urbains ébauchent un New Metropolitan Mainstream, caractérisé par l'obsession de la compétitivité, le renforcement de la ségrégation socio-spatiale et de l'exclusion voire l'émergence d'une fragmentation urbaine. Les chapitres envisagent aussi les « nouveaux possibles urbains » (*Possible Urban Worlds*): mouvements contestataires, lieux de contre-culture et d'opposition politiques mais aussi pratiques quotidiennes de convivialité.

Dans la continuité de ces travaux, INURA s'est lancé depuis 2008 dans un vaste projet commun de recherche autour de ce « New Metropolitan Mainstream » (NMM), qu'il s'agit cette fois non plus de caractériser mais de cartographier.

> Depuis 2008, des membres d'INURA ont développé une série d'indicateurs et de catégories pour comparer les villes. Quels sont les traits communs du développement urbain global ? Quels points communs et quelles différences peut-on détecter ? Quelles sont les conséquences des différences stratégies urbaines sur les populations locales et la vie quotidienne ? (site d'INURA, *Activities*)

Après avoir arrêté des catégories communes, chaque membre et/ou groupe de membres a conçu une carte, révélant ces nouveaux traits communs métropolitains. Les

formes de résistance sont elles aussi cartographiées dans chaque ville. Les cartes ont été réalisées avec un logiciel libre. A l'origine, le projet, très ambitieux, devait couvrir pas moins de 37 métropoles à travers le monde.

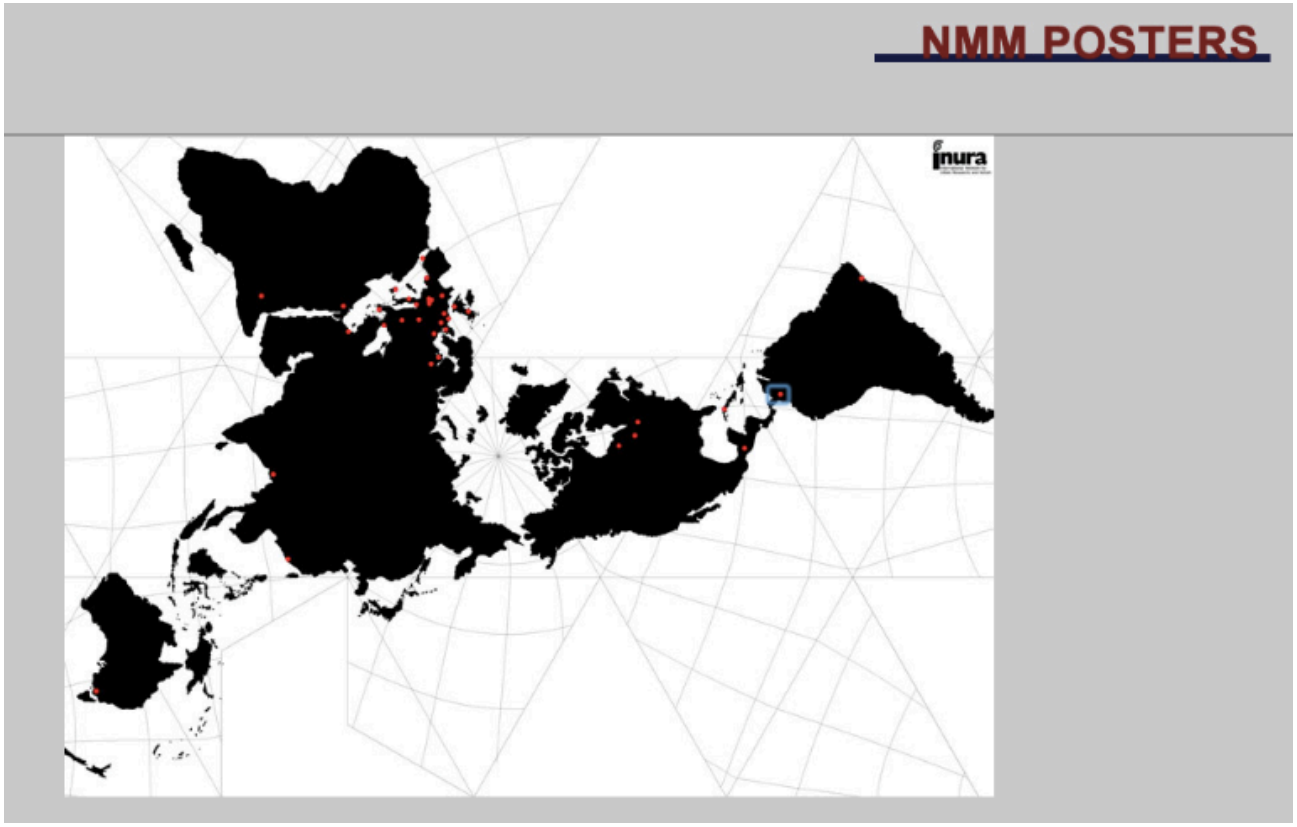


Figure n°13 : Présentation du projet *New Metropolitan Mainstream* sur le site
La projection polaire place au centre l'Arctique plutôt que l'Europe et les Etats-Unis. Tous les continents sont concernés par le projet cartographique même si les métropoles européennes sont bien plus nombreuses, ce qui reflète la composition géographique du réseau

En 2014, dix cartes et portraits de villes avaient été finalisés : Amsterdam, Athènes, Berlin, Florence, Hong Kong, Medellin, Melbourne, Rome, Toronto, Vienne et Zürich. Ces cartes ont été exposées dans le centre de Belgrade, en extérieur, lors de la conférence.

Photographie n°9 : L'exposition NMM à Belgrade, Galerie de rue, le 23 juin 2014, Photographie : Cécile Gintrac

Les organisateurs de la conférence ont organisé cette exposition dans une galerie de rue au centre de Belgrade. L'objectif est de rendre ce travail accessible au grand public.

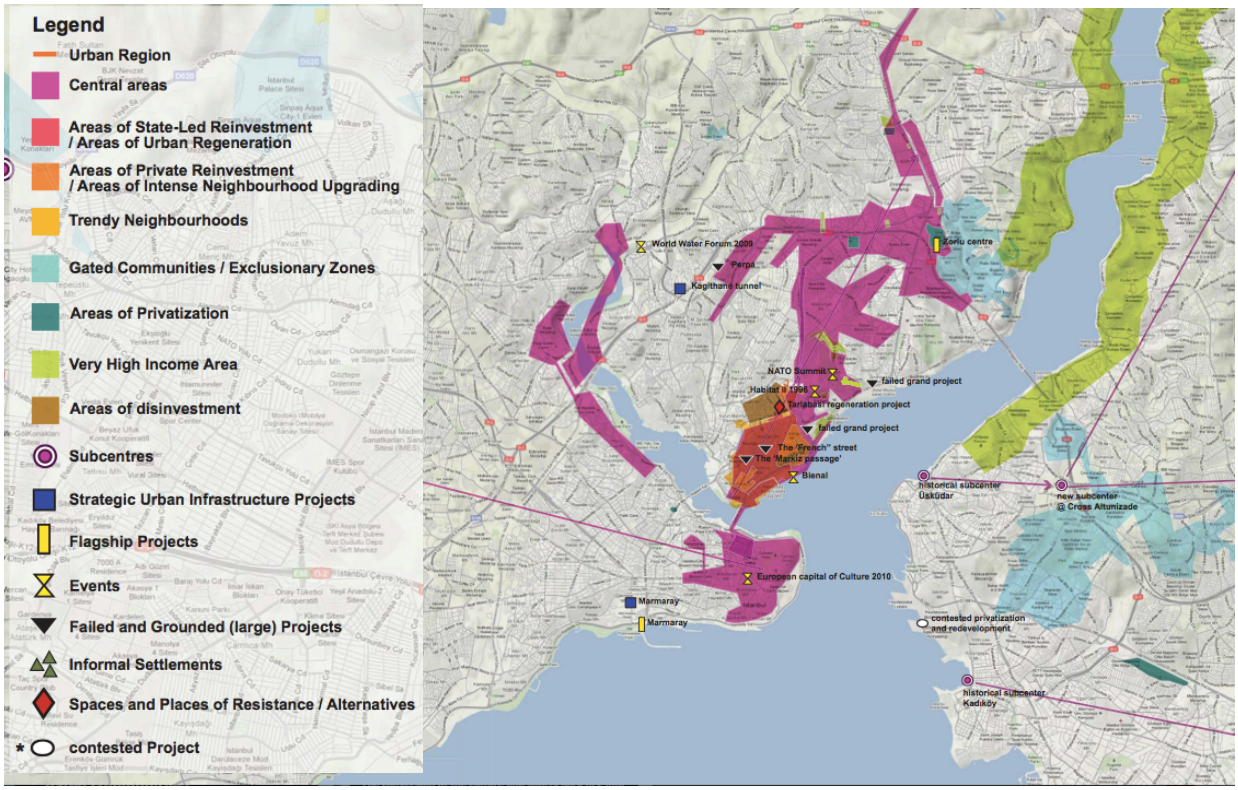


Figure n° 14 : Exemple de cartographie du *New Metropolitan Mainstream*.

La légende a été pensée collectivement.

Ces travaux de recherche et de cartographie seront regroupés et publiés prochainement dans un ouvrage commun. Ce projet collaboratif permet de lier les travaux des membres sur chacune des villes étudiées, reprenant finalement la trame avancée dans *The Contested Metropolis*.

Le travail collectif est donc un mode de fonctionnement et la condition même du projet de recherche d'INURA, ce qui n'est pas sans lien, bien sûr, avec la question du militantisme.

Allers et retours entre l'action et la recherche

Des membres souvent militants eux-mêmes

Nombreux sont les membres d'INURA qui ont milité dans leur jeunesse ou militent encore. Les trajectoires personnelles soulignent l'interpénétration de la vie militante et de la vie académique et professionnelle. Ainsi, sur 31 questionnaires recueillis à Lisbonne en 2013, six participants, à l'endroit de l'activité (professionnelle ou non), répondent « activistes ». Le parcours de Marvi Maggio illustre précisément cette double appartenance :

> J'ai commencé à m'engager dans des mouvements au lycée à Turin en 1974 : je faisais partie d'un mouvement féministe, un groupe de femmes, lié à l'extrême gauche. J'ai participé dans le même temps au mouvement étudiant. En 1977, j'ai fait partie du Circoli del proletariato giovanile (Cercle du Jeune Prolétariat) et nous avons squatté le Circolo Cangaceiros. Il était connu, parmi les autres cercles, pour la place et le pouvoir qu'il accordait aux femmes en son sein. C'était une expérience formidable, même si la répression fut très dure à la fin des années 1970. Plus tard, dans les années 1980, la répression étatique et le conformisme politique s'attaquant à toutes les expressions de l'extrême gauche, les mouvements que j'avais connus dans les 1970 ont disparu. A cette période, je préparais ma thèse d'architecture sur l'habitat collectif (comment l'espace change quand les habitants veulent dépasser les rôles assignés par le genre) et j'ai commencé à travaillé avec la maison des femmes à Turin, avec de nombreux groupes :

> celui qui publiait un magazine, celui qui voulait créer un lieu de vie collectif (*non famiglia*, pas de famille) et un autre sur l'auto-examen (*autovisita*)(Maggio, 2014)

La trajectoire de Michael Edwards, un autre membre fondateur, longtemps professeur d'urbanisme (University College London, Bartlett School of Planning), se situe également à la croisée du monde militant et du monde de la recherche.

> Depuis mes études, les problèmes urbains ont généré des conflits locaux. J'ai toujours habité à Londres, et Londres est plein de conflits liés au foncier, au logement. Je me suis retrouvé à participer à tout cela très tôt. La campagne de Covent Garden fut très importante. C'est l'une des nombreuses campagnes qui se sont déroulées dans les années 1970, à une période de développement immobilier […] Je ne vois aucune contradiction dans le fait de militer, d'enseigner et de faire de la recherche : cela donne des ressources, des informations, des arguments et cela influence aussi attitude des étudiants – parce que les étudiants en aménagement viennent avec des attentes professionnelles très claires, différentes de la géographie, et c'est un véritable défi d'essayer d'influencer chaque génération étudiante, d'essayer de les aider à penser dans la perspective des sciences sociales. (Edwards, 2012)

Aujourd'hui, Michael Edwards, récemment retraité, continue à s'impliquer dans le mouvement londonien *Just Space* ou le réseau européen sur le logement *Reclaiming Spaces*. Alors qu'il estimait, lors cet entretien, que le titre de professeur lui avait probablement échappé pour avoir privilégié le militantisme urbain à la rédaction d'articles, il vient finalement, non sans une certaine ironie, de recevoir une récompense de son université pour cet engagement : le « *Career Achievement Award* ». Au sein d'INURA, son enthousiasme ne se dément pas. Chaque année, il propose aux membres qui le souhaitent de prendre le temps de discuter des autres réseaux auxquels il participe.

Enfin, le parcours de Richard Wolff mérite également que l'on s'y attarde. Il a lui aussi mêlé très vite géographie et militantisme, puis carrière politique.

> J'ai commencé la géographie et l'anthropologie à l'université de Zürich. C'est alors que le mouvement de 1980 a commencé. C'était un mouvement social qui réclamait de l'espace : de l'espace culturel, des espaces de liberté, de l'espace personnel. Je faisais partie de ce mouvement. C'est ce qui m'a sensibilisé aux *questions urbaines* (*en français*

> *dans l'entretien*), c'est quelque chose de très intéressant. Du coup, j'ai changé de spécialisation et j'en suis venu à la géographie urbaine. J'ai rencontré un groupe de jeunes étudiants intéressés par ces questions (économie, sociologie de la ville) […] Le mouvement de 1980 ne suivait volontairement pas de parti politique. C'était un mouvement de jeunes gens, un mouvement d'individus auto-organisés, autonomes. (Wolff, 2011)

Ce mouvement avait débuté le 30 mai 1980, marquant le début d'une série d'affrontements qui ont duré tout le long de l'été et se sont étendus jusqu'à Berne et Bâle. C'est la votation d'un crédit de plus de 60 millions de francs suisse pour la rénovation de l'Opéra de Zurich qui avait le feu aux poudres. Les jeunes zurichois, parmi lesquels plusieurs membres d'INURA, s'opposaient alors au budget culturel de la ville, exclusivement réservé, selon eux, à la culture dite bourgeoise. En tête du mouvement, le Groupe d'Action *Rote Fabrik* réclamait l'ouverture d'espaces libres pour la culture jeune et plus spécifiquement l'ouverture de centres autonomes, ce qui fut acquis le 25 octobre 1980.

Les trajectoires personnelles des membres d'INURA sont souvent faites d'allers retours entre militantisme et recherche, les deux se nourrissant. Néanmoins, de l'aveu même de certains des membres devenus des professeurs d'université, l'institutionnalisation tend à limiter l'implication militante. INURA fournit alors la possibilité de maintenir, ponctuellement, un lien avec les résistances urbaines.

Se nourrir des expériences militantes dans chacune des villes

Les conférences d'INURA offrent à ses membres l'opportunité de découvrir, dans chaque ville où elles se tiennent, les mouvements urbains qui s'y sont développés. Les organisateurs de la conférence, souvent très impliqués eux-mêmes, sont encouragés à proposer des sessions où sont invités des militants, ce que j'ai pu constater lors les deux conférences auxquelles j'ai assisté. A Lisbonne comme à Belgrade, certaines tables rondes donnaient la parole à des associations, des ONG et permettaient de prendre la mesure des mouvements de lutte. A titre d'exemple, la session « Urban Development and Civic Struggles » présentait différentes luttes urbaines dans la région des Balkans. Tomislav Tomašević, militant croate, a ainsi proposé un résumé particulièrement

captivant du mouvement de lutte qu'il a contribué à animer à Zagreb, contre la privatisation des espaces publics et la destruction du patrimoine de la ville. L'intelligence des stratégies mises en œuvre par ce groupe, l'ampleur de la mobilisation croate et les succès remportés galvanisèrent une salle admirative.

Par ailleurs, INURA entend s'insérer dans les débats des villes qui l'accueillent et peser, dans la mesure du possible, dans les décisions d'aménagement en cours. A Lisbonne, il s'agissait de s'opposer à l'expulsion d'habitants ainsi qu'à la destruction des jardins du quartier Santa Filomena, qu'une partie des participants avaient découverts lors d'une visite organisée. A l'unanimité, les participants décidèrent, pendant la retraite qui suivait, de rédiger une lettre à la municipalité pour dénoncer cette expulsion.

inura
International Network for Urban Research and Action

INURA Common Office
c/o Dr. Ph. Klaus
Hardturmstr. 261
CH-8005 Zürich
Switzerland
Tel: ++41 44 563'86'90
E-mail: contact@inura.org

www.inura.org

To His Excellency Dr. Joaquim Moreira Raposo
Mayor of the Municipality of Amadora
Av. Movimento das Forças Armadas – Mina
2700-595 Amadora
By email: gab.presidencia@cm-amadora.pt

Cc: Dr.a Carla Maria Nunes Tavares, Councillor of Amadora in charge of Housing (geral@cm-amadora.pt)

Dr. Antonio Costa, Mayor of the Municipality of Lisboa (gab.presidente@cm-lisboa.pt)

Dr. Vitor Manuel Roque Martins dos Reis, President of the Board of Directors of Instituto da Habitação e da Reabilitação Urbana (ihru@ihru.pt)

Alfredo José de Sousa, Provedor de Justiça de Portugal (provedor@provedor-jus.pt)

Dra. Rosário Farmhouse, High Commissioner for Immigration and Intercultural dialogue (acidi@acidi.gov.pt)

Prof. Dr. Boaventura De Sousa Santos. Director of CES, University of Coimbra (bsantos@ces.uc.pt)

Press

Curia, 30 June 2013

Dear Dr. Joaquim Moreira Raposo, Mayor of Amadora

PUBLIC LETTER REGARDING THE DEVELOPMENT OF SANTA FILOMENA, MUNICIPALITY OF AMADORA, PORTUGAL

We write to you as those members of the International Network of Urban Research and Action (INURA) who recently participated in an international conference hosted in the Lisbon Metropolitan area by the Centro de Estudos Sociais, Laboratório Associado da Universidade de Coimbra, between 23 and 30 June 2013. INURA is a network of people involved in action and research in localities and cities, including professionals, activists and researchers from community and environmental groups, universities and local administrations, who wish to share experiences and to participate in common research. INURA is a member of the Habitat International Coalition, a global network for the right to habitat and social justice, and has published several books relating to urban transformation.

Figure n° 15 : Extrait de la lettre d'INURA adressée au maire d'Amadora

Nous vous écrivons à propos d'un des quartiers [que nous avons visités], Santa Filomena. Nous avons été choqués et bouleversés de découvrir la destruction évidente des maisons et des moyens de subsistance des habitants, particulièrement dans le contexte de sévère crise économique qui touche actuellement le Portugal. Nous avons été informés par les habitants de Santa Filomena du processus d'expulsion violente en cours, qui risque de rendre vulnérables et de marginaliser des populations sans toit, dans un contexte où il n'existe pas d'options alternatives pour accéder à un logement abordable et où les opportunités d'emploi sont très limitées [...] La raison de ce courrier n'est pas seulement de souligner ces problèmes, mais aussi d'indiquer que d'autres projets que nous avons découverts dans la région métropolitaine de Lisbonne ou Coimbra démontrent que les transformations urbaines peuvent (et doivent) être conduites de façon différente.

A Belgrade, l'équipe organisatrice, impliquée dans la lutte contre le projet pharaonique de reconquête du front d'eau (Belgrade on Water), avait pris le soin de programmer un événement public dans un cinéma de la capitale serbe. Dans une salle comble (entre 200 et 300 personnes), il s'agissait de réunir des personnalités plus ou moins opposées aux projets, et des membres d'INURA (Ute Lehre et Kate Shaw) afin de témoigner des échecs relatifs et surtout des coûts démesurés de ces grands aménagements, de ces mégaprojets standardisés. Bien sûr, cette réunion, très politique, ne fut pas exempte de tensions, certains auditeurs rejetant, dès le début et avec virulence, le principe d'une conférence en anglais. Dans le même temps, la participation de chercheurs reconnus donnait plus de poids à cette intervention publique. La conférence d'INURA offrait une tribune à tous ceux qui, à Belgrade, critiquent ouvertement l'uniformisation des paysages, le manque d'informations disponibles et la privatisation du foncier. Pour les intervenants serbes, cette prise de position publique, dans un contexte peu propice aux luttes d'opposition, comportait un part de risque non négligeable et, en ce sens, la participation d'INURA garantissait un peu la liberté de parole. La séance de questions et de débats a donné l'occasion aux membres d'INURA de témoigner de leurs expériences de lutte, Michael Edwards rappelant que celles-ci, à l'image du mouvement autour de Covent Garden évoqué plus haut, peuvent être couronnées de succès. Mais la plupart des questions et remarques émanaient bel et bien des Belgradois.

Photographie n° 10 : Conférence publique contre l'aménagement du projet *Beograd na Vodi* (Belgrade sur l'eau), le 24 juin 2014.

On peut légitimement se demander si le passage et l'intervention ponctuelle d'INURA dans une ville est réellement à même de changer la donne et faire plier les autorités. Le point de vue d'Antonio Guterres, un des organisateurs de la précédente conférence à Lisbonne, est, à ce propos, assez nuancé :

> Dans les faits, le passage d'INURA à Lisbonne n'a pas vraiment changé la donne. La lettre n'a pas modifié la situation des jardins. Peut-être aussi parce que le groupe local d'INURA n'est pas assez fort (deux personnes). A Val da Amoreira, le centre social a fermé. Pour autant, quand il y a une négociation auprès des autorités, on peut rappeler que la décision aura un écho sur le plan international. (Gutteres, 2014)

A Belgrade, à partir d'un mouvement bien structuré, la réunion publique et la lettre rédigée par le groupe a servi de point de départ à une campagne très efficace contre le projet de reconquête du front d'eau et, plus largement, contre le Nouveau plan général

de la ville. Dans ce contexte, la lettre d'INURA a été publiée, en anglais et en serbe, sur le site militant Peščanik. Au 8 août 2014, la page avait été consultée 70 210 fois et citée par des journaux quotidiens comme *Politika*, *Today* ou des magazines hebdomadaires comme *Vreme* ou *NIN*.

Cela n'empêche pas de profondes divergences, au sein du groupe, quant à la manière d'intervenir politiquement. La lettre d'INURA contre « Belgrade on Water » a suscité un débat interne au sujet des termes à employer et de la radicalité du propos. S'est ainsi posée la question de la pertinence stratégique qu'il y a dénoncer frontalement les profits immobiliers et le rôle de l'Etat dans le développement du projet. Les dissensions émergent parfois d'une forme d'incompréhension entre universitaires et militants, comme le souligne compte-rendu de la conférence Loevinger Rahder :

> Rétrospectivement, je pense que les débats les plus intéressants tournaient autour de nos rôles respectifs dans l'élaboration d'alternatives progressistes au projet capitaliste actuel. Les groupes de squatters ont demandé aux universitaires ce qu'apportaient vraiment les théories de la mondialisation à la compréhension de l'action locale et au développement de stratégies pour le changement social. Les militants de terrain (*grassroots*) ont exprimé des doutes quant à la pertinence des théorisations abstraites, notamment quand elles sont présentés dans des termes inaccessibles à la majorité des participants. (Radher, 1998, p.158).

De même, les points de vues s'affrontent régulièrement quand il s'agit d'envisager des alternatives à la production capitaliste de la ville. A Belgrade, lors de la session « Housing as Right and Commodity », Andreas Wirz, architecte de formation et membre d'INURA, présentait plusieurs projets récents d'habitat collaboratif. Les remarques de certains membres invitaient à critiquer ouvertement cette réponse - à leurs yeux « réformiste », voire « social-démocrate » - à la crise urbaine. Pour certains, l'habitat collaboratif est le plus souvent inefficace pour lutter contre la gentrification et susceptible, au contraire, d'accentuer ce processus.

D'autres critiques du « militantisme d'INURA » concernent les visites. Malgré l'intérêt indéniable qu'il y a à découvrir la ville de cette manière, en un temps aussi court, ces pratiques peuvent parfois ressembler à une forme de tourisme de la pauvreté

et ne vont pas sans susciter quelques interrogations, notamment chez certains de ses membres les plus récents.

INURA permet sans doute à ses membres de découvrir de nouveaux mouvements de résistance urbaine. La présence d'INURA dans une ville n'a, logiquement, que des effets limités sur ceux-ci mais peut, dans certaines conditions, permettre de les mettre en avant.

Une stratégie globale : le saut d'échelle (jumping scale) ?

Le saut d'échelle, en référence au terme anglais « *jumping scale* » proposé par Neil Smith (1992), fait office de stratégie globale pour INURA. Dans cette perspective, l'itinérance et l'extension progressive du réseau seraient susceptibles de déboucher sur la constitution d'un réseau mondial assez puissant pour contrer la diffusion du néolibéralisme urbain, encore désigné sous le terme de *New Metropolitan Mainstream*.

Dans leur article, Ute Lehrer et Roger Keil insistent à plusieurs reprises sur l'idée qu'INURA ne cherche pas à faire de ses membres des représentants ou mêmes des délégués des villes au sein d'un réseau mondial. « Ils représentent néanmoins des pratiques et expériences militantes, ainsi que des travaux de recherche, aussi divers que les lieux dont ils sont issus » (p. 293). Pour eux, INURA relève ainsi d'une politique d'échelle (*politics of scale*) : « ses membres ont porté les griefs locaux issus des milieux de leur ville d'origine à une autre échelle d'activité – pas à celle qui leur est immédiatement supérieure, les échelles nationale ou européenne, mais à une échelle transnationale. » (p.304)

A ce titre, INURA s'insère au sein du vaste mouvement altermondialiste. Le slogan « un autre monde urbain est possible » (*An Alternative urban world is possible*) ne laisse guère planer de doutes sur cette proximité intellectuelle. Dans une certaine mesure, INURA aurait même précédé l'altermondialisme :

> En 1991, ce n'était pas la période où la contestation du discours néolibéral était la plus facile ou la plus courante. L'appel zapatiste de 1994, comme les manifestations de Seattle ou le Forum social, n'avait pas encore eu lieu. J'ai trouvé particulièrement original et enthousiasmant d'avoir un groupe international qui partageait ces principes (Maggio, 2014)

Ansi, « INURA peut être considéré comme l'un de ce type de mouvements anticapitalistes qui se sont répandus à travers le monde depuis la fin des années 1990 et qui se sont imposés sur la scène internationale lors de la réunion de l'OMS (WTO) en 1999 » (Lehrer, Keil, 2006, p. 303). L'examen des revendications du groupe justifie, dans une large mesure, ce rapprochement.

Demand 1 : Disempower global players	Revendication 1 : Désarmer les acteurs internationaux
Demand 2 : Make profits unsustainable	Revendication 2 : Rendre insoutenables les profits
Demand 3 : No borders for peoples	Revendication 3 : Pas de frontières pour les peuples
Demand 4 : Autonomy and social justice in everyday life	Revendication 4 : Autonomie et justice sociale dans la vie quotidienne
Demand 5 : Liberate the Urban imagination	Revendication 5 : libérer l'imagination urbaine

Figure n° 16 : Les cinq revendications d'INURA

Dans quelle mesure peut-on considérer qu'INURA est parvenu à réaliser le saut d'échelle qu'il entendait opérer ? La géographie du réseau permet de nuancer quelque peu l'assimilation d'INURA à un réseau anticapitaliste d'échelle mondiale. Si l'on en croit l'origine géographique des membres inscrits sur la liste mail (cf. tableau n°5), INURA demeure un réseau essentiellement européen, avec une extension ponctuelle en l'Amérique du Nord. En dehors du continent européen, on compte seulement 90 personnes environ disséminées dans le monde entier, hors de l'Afrique, tout à fait absente.

Se dessine aussi, autour du projet NMM, une géographie des groupes les plus actifs du réseau : Athènes, Berlin, Amsterdam, Londres, Hong-Kong, Toronto, Florence et Zürich. Ces villes sont également celles qui comptent les membres les plus impliqués. En effet, elles abritent des groupes locaux d'INURA, qui se réunissent régulièrement entre les réunions annuelles. Le maintien et l'élargissement du réseau se fait de deux

manières. D'abord, le réseau s'élargit aussi lors de chacune des conférences annuelles, ce que confirme la géographie des membres inscrits à ces événements.

Pays de résidence et/ ou rattachement institutionnel des participants à la conférence	Belgrade 2104	Lisbonne 2013
Suisse	21 (25,3%)	12 (14,4%)
Allemagne	16	8
Italie	6	6
Royaume-Uni	6	5
Grèce	6	2
Turquie	6	1
Autriche	3	3
Canada	3	6
France	2 (y compris moi-même)	2 (y compris moi-même)
Pays-Bas	2	2
Mexique	2	/
Suède	2	2
Portugal	2	26
Roumanie	1	/
Japon	1	/
Belgique	1	/
Australie	1	1
Cuba	1	1
Singapour	1	1
Pays des Balkans	42	2 (Serbie)
Hong-Kong	/	1
Brésil	/	1
Luxembourg	/	1
Total *Dont extérieurs*	125 *83 (66,4%)*	83 *57 (68,6%)*

Tableau n° 7 : Origine géographique des participants aux conférences
En rose, les pays qui n'ont pas accueilli de conférence INURA. L'organisation régulière de conférence permet de continuer à élargir le cercle des membres.

Une partie du public est recrutée à l'échelle urbaine, nationale ou régionale (42 participants venaient des pays des Balkans à Belgrade, 26 au Portugal). Si la plupart des

participants ne deviennent pas nécessairement des membres du réseau, l'intérêt suscité lors des conférences peut conduire certains d'entre eux à pérenniser leur engagement en participant aux conférences suivantes. Dans l'ensemble, les pays les mieux représentés sont aussi ceux où se sont tenues des conférences. Mais on notera quelques contre-exemples : en France, par exemple, la conférence qui s'est tenue à Caen, en 2002, n'a pas conduit à la constitution d'un groupe local solide

Ensuite, INURA parvient à se faire connaître lors dans les grands événements scientifiques internationaux. Ainsi, le groupe avait animé une session lors de la conférence internationale de géographie critique (ICCG) à Francfort, le mercredi 17 août 2011. Richard Wolff, Christian Schmid et Philipp Klaus y présentaient le projet *New Metropolitan Mainstream* en cours. C'est du reste à cette occasion que j'avais découvert le réseau.INURA a également participé au Forum social de Porto Alegre en 2005.

En somme, on peut saluer l'engagement local d'INURA et souligner l'intérêt d'un réseau capable de lier, dans la durée et au-delà des frontières, des militants et des chercheurs de différentes villes. Par contre, l'effectivité du saut d'échelle reste plus incertaine.

Un réseau de savoirs ?

La place privilégiée de la géographie au sein des urban studies d'INURA

Si la création d'INURA revient essentiellement à des géographes, ceux-ci, dès l'origine, tenaient à ne pas limiter le réseau aux simples frontières disciplinaires. En ce sens INURA est véritablement un réseau d'*urban studies*, dont le point de départ est moins l'approche disciplinaire que l'objet urbain.

Toutefois, les travaux collectifs d'INURA demeurent profondément géographiques dans leur approche méthodologique. Le comparatisme urbain en est une des constantes. L'ouvrage *Contested Metropolis*, qui présente six monographies, annonçait déjà le *New Metropolitan Mainstream*. A travers la cartographie d'une dizaine de villes, ce sont des processus globaux d'uniformisation et de résistance que l'on vise à mettre au jour. Les catégories de la légende en témoignent : « stratégies/ projets », « espaces de l'injustice »,

« géographies de la crise », « Possibles urbains » (*Possible urban world*). Du reste, c'est ce qu'apprécient certains des membres :

> En tant que géographe, les conférences m'apportent beaucoup de connaissances sur différentes villes, sur les nouveaux processus à l'œuvre, les grandes métropoles, le processus de métropolisation. Je suis attachée, depuis ma thèse (qui faisait une comparaison entre Athènes et Mexico) à l'idée de comparaison. Cela m'intéresse depuis longtemps. (Petropoulou, 2014)

Aucune approche ou méthodologie spécifique n'est pour autant privilégiée, comme en témoigne Christian Schmid :

> A l'origine même, il y avait différentes approches : à Zurich, on formait la tradition la plus importante de Lefebvriens. Les Italiens, à l'époque, s'intéressaient beaucoup au territoire, sous l'influence de Claude Raffestin, qui mobilisait Lefebvre comme Foucault. En Angleterre, la vision était plus pragmatique. Michael Edwards avait une approche plus économique. Nous ne voulions pas baser un réseau sur une seule base théorique […] INURA est trop vaste, trop diverse (architectes, professionnels, sociologues, géographiques, militants). En fait, il faut laisser une interprétation possible pour tous. Avec les théories bien définies, ce n'est pas vraiment possible. Cela créé aussi une inégalité entre ceux qui connaissent et ceux qui connaissent moins. INURA ne pouvait pas devenir un séminaire sur Lefebvre. (Schmid, 2014)

Parmi les types d'approches spatiales de la ville, on retrouve donc des approches marxistes (au cours des conférences, les références à David Harvey et Henri Lefebvre sont nombreuses), régulationnistes, postcoloniales, féministes, etc.

A partir de l'ouvrage *Contested Metropolis*, il est possible de faire la recension des auteurs les plus cités. Rappelons que l'ouvrage ne présente pas de bibliographie commune en fin d'ouvrage mais des bibliographies à la fin de certains articles. J'ai retenu les auteurs cités au moins deux fois par des contributeurs différents. Certaines références sont en effet nationales (Eric Corjin pour la Belgique, Alberto Magnaghi pour l'Italie) et ne se trouvent que dans une seule étude de cas.

Trois auteurs sortent nettement du lot : David Harvey, qui fut invité en 1997 à inaugurer la conférence de Zürich, est cité cinq fois, Henri Lefebvre également et Sharon

Zukin quatre fois. Ensuite, on retrouve régulièrement des références aux auteurs incontournables des études urbaines critiques (Allen Scott, John Friedman, Edward Soja, Neil Smith, Neil Brenner, Doreen Massey, Margit Mayer, Christian Schmid). Bourdieu est mentionné à trois reprises. La géographie féministe, la géographie radicale, les références postcoloniales (A. Bhabha) sont représentées, confirmant la diversité des approches.

Enfin, les travaux de quelques membres d'INURA sont eux-mêmes des références théoriques et sont cités au cours de l'ouvrage : c'est le cas de Christian Schmid, Leonie Sandercock, Michael Edwards, Stefan Kipfer ou Roger Keil. En ce sens, la diversité des références n'empêche pas la formation d'un socle théorique commun que les membres d'INURA ont participé à forger.

Ce socle commun est indéniablement marqué par l'approche critique, INURA regroupant « des théoriciens et praticiens qui partage une attitude critique commune envers le développement urbain contemporain. Le réseau souhaite maintenir une approche informelle et engagée de ce travail » (*What is INURA*). Au sein de ce socle, Lefebvre occupe une place à part, d'abord parce que le réseau compte parmi ses rangs des spécialistes reconnus de l'œuvre du sociologue urbain (Christian Schmid, Stefan Kipfer, Kanishka Gonewardeena), et aussi parce que cette référence se rapproche de la conception du groupe :

> En réalité, il y a peu de théoriciens de l'urbain, et, chez Lefebvre, dès le début, il y a une interrogation sur l'action. Lefebvre combine théorie, action et souci de changer de la société : c'est une théorie qui a une dimension beaucoup plus pratique. (Schmid, 2014).

INURA se pense précisément à la croisée de la recherche et de l'action.

Action, géographie appliquée et urbanisme

Les savoirs constitués ou regroupés au sein d'INURA se sauraient demeurer au sein du seul monde universitaire.

« Le réseau est constitué de militants et de chercheurs issus de groupes locaux (*community*), environnementaux, d'universités, d'administrations locales qui souhaitent partager leurs expériences et participer à des recherches communes » (*What is INURA*,

site Internet). Les professionnels de l'aménagement, urbanistes, architectes, ingénieurs urbains constituent en effet une part non négligeable des membres. Le dépouillement des 31 questionnaires distribués lors de la conférence de Lisbonne a confirmé la diversité des profils des participants : quinze sont des chercheurs et/ou enseignants affiliés à des institutions universitaires, huit sont étudiants, à divers niveaux. On compte quatre architectes et trois urbanistes ou chef de projets urbains. Un participant déclare travailler au sein du monde associatif.

Cette porosité entre monde universitaire et monde professionnel est également bien visible à Zürich : deux des géographes, Richard Wolff et Philipp Klaus, de Zürich, ont finalement fondé une entreprise de consulting, le INURA Zurich Institute.

> L'institut INURA a été pensé à l'origine comme un des nombreux instituts d'INURA qui auraient pu fonctionner localement, dans l'esprit d'INURA. Pour nous protéger et vivre de cela (ou essayer de le faire tout du moins), nous lui avons donné la forme légale d'une entreprise (private limited company). Cette structure nous a permis de maintenir l'activité du INURA Common Office depuis maintenant presque 20 ans, entre autres tâches. (Wolff, 2014)

L'imbrication entre le réseau et l'institut INURA est si forte que, concrètement, « le INURA Common Office et le INURA Zurich Institute partagent physiquement le même immeuble au sein du projet socio-écologique et utopiste kraftwerk1.ch – on utilise les mêmes ordinateurs, tables et chaises ! » (Klaus, 2014). Il aurait donc pu y avoir des dizaines d'instituts INURA dans le monde, proposant une vision alternative de la ville, tout en rémunérant des salariés, en dehors de l'université.

Figure n° 17 : Capture du site internet du INURA Zürich Institute (rapports, organisation d'événements, formation, consultation participative…)

Urbane : recherches urbaines, recherches empiriques sociales et sociétales dans les domaines du développement social, des transformations de sociétés, de la culture, de l'économie de la culture, du logement, des échanges.

De manière générale, les ponts sont jetés entre urbanisme et études urbaines universitaires, les professionnels cherchant au sein d'INURA une approche plus critique, les universitaires y prenant la mesure des réalités de l'aménagement et de l'urbanisme en tant que pratique professionnelle. Les questionnaires recueillis pointent précisément l'intérêt de cet échange qui valorise autant « un accès alternatif au savoir » que « des explications par des experts locaux ». Un professionnel du développement local (*community development*) déclare ainsi vouloir « partager (s)on expérience professionnelle et, surtout, découvrir d'autres expériences et d'autres dispositions d'esprit (*mind sets*) » ; tandis qu'un militant associatif explique comment INURA lui a permis, au fil des années, d'« améliorer ses connaissances techniques, architecturales, politique, [de] partager l'expertise avec des géographes engagés […] [et d'] évaluer les

outils de l'urbanisme grâce aux professionnels rencontrés dans chacune des villes, notamment les démarches participatives ».

Dès lors, on ne s'étonnera pas que les travaux d'INURA soient susceptibles d'influencer localement les politiques publiques. Dans son tableau de géographie suisse, Ola Söderström explique comment les travaux de Wolff et Schmid ont contribué à changer la perception du territoire helvète. « Les décideurs » ont ainsi réalisé « que la Suisse est profondément urbanisée, au sens où les modes de vie sont urbains sur tout le territoire » (Söderström, 2007, p.644).

Transdisciplinaire, horizontal, itinérant, ouvert, le réseau INURA trouve sa raison d'être dans la volonté de faire tomber les barrières, disciplinaires, hiérarchiques ou géographiques. En ce sens, l'approche critique est moins liée à un positionnement théorique (marxiste par exemple) qu'à la conception de la structure même du réseau. De ce fait, INURA interroge aussi la place de la géographie urbaine au sein des *urban studies*, où l'approche strictement disciplinaire semble de moins en moins pertinente. La vision urbaine, alternative et internationaliste se rapproche aussi par de nombreux aspects des mouvements altermondialistes, tant sur le fond que sur la forme. L'échec relatif de cette contestation mondiale, qu'on observe depuis la crise de 2008, tient peut-être à l'échelle de l'action elle-même, le saut d'échelle ne semblant pas vouloir se produire.

Chapitre 6 : Kritische Geographie Berlin, un groupe ordinaire ?

Une géographie hors les murs de l'université

Babylonia, contre-université ?

« Alternatif », « authentique», « branché » : les mêmes qualificatifs reviennent d'un guide touristique à l'autre pour décrire le quartier de Kreuzberg. Dans cet ancien Berlin-Ouest, l'immigration majoritairement turque côtoie tout ce qui a fait de Berlin une capitale de la création, de la contestation urbaine, de la contre-culture, des squats. Les immeubles laissés vacants à la suite de la division de la ville ont été, dès les années 1970, réinvestis par les plus pauvres et les plus marginaux. « Trois types de personnes habitent Kreuzberg dans les années 1970 », rappelle Lucie Lechevalier-Hurard, « les « vieux », qui sont nés et ont grandi là ; les travailleurs immigrés, qui y trouvent les loyers les plus accessibles de la ville ; et les jeunes gens qui croient avoir trouvé à Kreuzberg une niche d'expérimentation sociale des formes alternatives du vivre ensemble » (Lechevalier-Hurard, 2008). Dans les années 1980, le quartier devint ainsi le cœur des luttes politiques contre la rénovation urbaine et le principal foyer de résistance face à l'expulsion des squats. Le géographie critique allemande –on le verra – a suivi de près les transformations de ce quartier.

C'est précisément au cœur de Kreuzberg, le long du très populaire Görlitzer Park, que l'on découvre, au numéro 23 de la Cuvrystrasse, l'immeuble Babylonia. Ce centre culturel est un lieu d'apprentissage des langues. En plus des cours dispensés, cet ancien squat, qui accueille les réunions mensuelles de Kritische Geographie Berlin, est devenu l'adresse officielle de l'association du même nom, créée en 2012 par un groupe de géographes. Le choix de ce lieu est loin d'être anodin. Le groupe a ainsi décidé de s'implanter administrativement dans un lieu indépendant, en cohérence avec ses principes : « Kritische Geographie Berlin est un collectif (*zusammenhang*) indépendant

de gauche, qui n'est lié à aucun parti, université ou institution publique. » (*Über uns*, site internet)

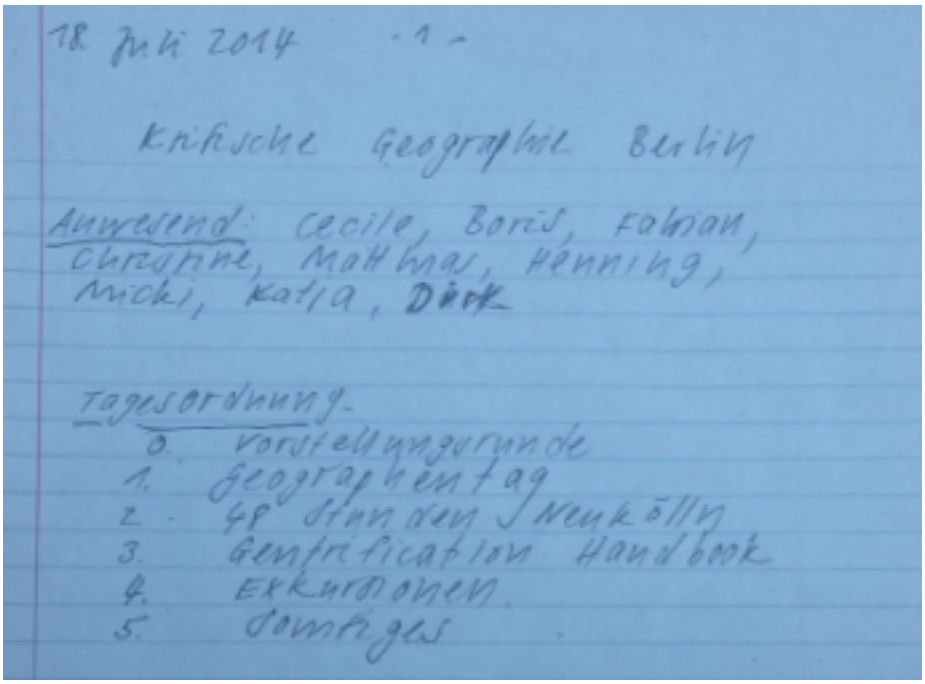
Ce vendredi 18 juillet 2014 est une journée ensoleillée. Il est donc tout naturel de tenir la réunion dans la cour intérieure de Babylonia, autour d'une table en bois, plutôt qu'à l'intérieur du le bâtiment.

Photographie n° 11 : L'entrée de Babylonia, vendredi 18 juillet 2014, avant la réunion de Kritische Geographie Berlin. (C. Gintrac)
On aperçoit deux membres dans la première cour.

Photographie n°12 : Réunion mensuelle du groupe, 18 juillet 2014. (C. Gintrac)

Neuf membres du groupe s'installent sur les bancs. Comme chaque mois, ils se retrouvent pour s'informer et faire le bilan des projets en cours. La plupart sont des chercheurs, même si, ce jour-là, un urbaniste et cartographe, intéressé par les activités du groupe, assistent pour la première fois à la réunion mensuelle. Tous sont géographes, certains enseignent, d'autres sont en doctorat ou attendent d'être recrutés dans une université.

Matthias Naumann s'est proposé pour prendre les notes. Né en 1976, cet ancien étudiant de la Humboldt Universität, est un membre fondateur du groupe. Aujourd'hui, il travaille sur les questions énergétiques au sein du Leibniz Institut für Regional Entwicklung und Strukturplanung. Il établit un bref ordre du jour, à partir des suggestions des uns et des autres.


18. Juli 2014 -1-

Kritische Geographie Berlin

Anwesend: Cecile, Boris, Fabian, Christine, Matthias, Henning, Micki, Katja, Dirk

Tagesordnung:
0. Vorstellungsrunde
1. Geographentag
2. 48 Stunden Neukölln
3. Gentrification Handbook
4. Exkursionen
5. Sonstiges

Figure n° 18 : Extrait du compte-rendu scanné de la réunion mensuelle du 18 juillet 2014.
On y trouve la liste des présents et ordre du jour. Un compte-rendu (Protokoll) est envoyé à l'ensemble de la liste de diffusion après les réunions.

Les participants souhaitent ainsi aborder les six points suivants :

1) la participation du groupe au *Geographen Tag*, le colloque biannuel des géographes allemands ;
2) le projet « *48 Stunden Neükolln* », un festival de quartier étalé sur deux jours ,et la recherche participative menée par plusieurs membres du groupe dans ce cadre;
3) la publication d'un manuel militant londonien contre la gentrification, qui pourrait potentiellement servir de modèle à un futur projet berlinois ;
4) l'organisation des prochaines « excursions » ;
5) les suites éventuelles, point rituel pour ouvrir la discussion à toute nouvelle idée ou tout nouveau projet ;
6) enfin, la présentation de mon propre projet de recherche sur le groupe.

Le premier point abordé lors de cette réunion donne la teneur des échanges habituels. Le *Geographentag*, la grande réunion biannuelle des géographes, doit se dérouler à Berlin, à la Humboldt Universität, du 1er au 6 octobre 2015. La date est encore lointaine, les appels à proposition de panel (*Fachsitzungen*) seront ouverts dans les mois qui

viennent. Les membres du groupe sont donc informés de la possibilité de soumettre une proposition de communication, mais ce sont surtout certaines modalités de l'organisation de l'événement qui retiennent l'attention et nourrissent la discussion. En effet, les projets de visites et de manifestations alternatives seront également examinés par le comité d'organisation du *Geographentag* et potentiellement intégrés au programme de l'événement scientifique. Kritische Geographie Berlin, habitué à organiser des excursions et des ateliers ouverts, aurait toute légitimité pour répondre à cette demande spécifique.

Au sein de la petite assemblée de plein-air, la parole circule librement. Dans les faits, tous les membres, à l'exception du nouvel arrivant, s'exprimeront pendant l'heure et demi de réunion. Les membres les plus anciens, Thomas Bürk ou Matthias Naumann ne monopolisent pas la parole et ne semblent pas chercher à imposer leur avis en dernier ressort. Cette impression est partagée par Mélina Germes. Cette jeune chercheuse française, rattachée au CNRS, a participé régulièrement à ces réunions lorsqu'elle occupait un poste de recherche au centre Marc Bloch, entre octobre 2011 et septembre 2013. Son point de vue extérieur est précieux pour comprendre la spécificité des échanges au sein du groupe :

> Lors de ces réunions, tout le monde arrive à parler. Il n'y a pas même pas besoin de définir des tours de parole. Il y a ce savoir faire d'avoir une parole libre et indépendante du statut. Les « seniors » ont un rôle de modération douce. (Germes, 2014b)

L'objectif du groupe est donc moins de produire du savoir que de s'intéresser aux modalités de sa transmission et de sa diffusion. On retiendra ainsi que le groupe, en tant que collectif, n'a jamais publié qu'un seul article. Ainsi, en dehors de réunions mensuelles, le groupe organise aussi, à Babylonia, des ateliers ouverts à un plus large public. La « touristification » de Berlin, qui fera l'objet d'une analyse plus loin, a fait l'objet de plusieurs réunions (entre 2012 et 2014). Ces ateliers publics sont alors l'occasion d'inviter des militants des mouvements sociaux concernés par le processus en débat (gentrification, hausse des loyers, tourisme de masse). Des ateliers ponctuels peuvent être consacrés à l'actualité internationale. A la suite des manifestations de Gezi en Turquie, un week-end entier fut l'occasion de revenir sur les manifestions stambouliotes et ses conséquences à plus long terme (« *Was bleibt von Gezi? Zwischen*

Bürgerpolitik von unten und neoliberaler Repression »). Ces deux journées, organisées les 23 et 24 novembre 2013 en partenariat avec la fondation Heinrich Böll et l'Institut für Integrationsforschung Berlin-Magdeburg, au cœur d'un quartier – Kreuzberg- connu pour sa forte minorité turque, abordaient successivement les causes du mouvement, les dynamiques des manifestions, la réalité de la situation post-Gezi, la dernière demi-journée laissant place à une discussion libre.

L'organisation de ces ateliers ouverts n'implique pas pour autant la recherche du plus large auditoire. La plupart des nouveaux membres ou participants aux ateliers rejoignent en effet le groupe par contact interpersonnel. C'est le cas de Micki Blickhan, étudiant berlinois qui a rejoint Kritische Geographie Berlin après avoir rencontré, au cours de ses études, d'anciens membres du groupe à Francfort, puis des membres encore actifs à Berlin.

Géographes précarisés allemands, unissez-vous…à Berlin !

Ce 18 juillet 2014, dans la cour de Babylonia, aucun des géographes réunis autour de la table n'occupe de poste permanent à l'université. Loin de l'anomalie statistique, cette situation constitue en réalité la norme et le quotidien de l'écrasante majorité des chercheurs allemands.

En Allemagne, le statut de professeur représente l'unique poste permanent au sein de la hiérarchie universitaire. Pour le reste, c'est-à-dire 75 % à 85 % des chercheurs, la carrière est jalonnée de contrats temporaires, au mieux d'une durée de trois ans, pour effectuer des recherches dont le périmètre, les objets, le contenu et le financement sont généralement définis par l'université en étroite collaboration avec les professeurs. Le *Mittelbau*, ce « corps intermédiaire », désigne l'ensemble du personnel universitaire chargé des tâches d'enseignement, de recherche et, secondairement, d'administration, employé la plupart du temps avec des contrats à durée déterminée et généralement rattaché à un professeur. Le statut du *Mittelbau* a été très profondément transformé en 2007 par la loi WissZeitVG (*Das Wissenschaftszeitvertragsgesetz*), qui limite l'emploi à durée indéterminée dans la recherche, en fixant la durée maximale des contrats à six années, pour une durée totale qui ne doit pas excéder douze années, au terme desquelles plus aucun contrat à durée limitée ne peut être attribué par une université allemande.

Le système est donc hautement hiérarchique et, dans le même temps, socialement instable pour tous ceux qui n'occupent pas les postes les plus prisés. Par conséquent, la production universitaire fait inversement preuve d'une grande stabilité – voire d'une grande conformité - dans les objets étudiés et les méthodes utilisées, puisque l'essentiel des thèmes de recherche n'est défini que par un nombre assez restreint de professeurs. Ce système produit concrètement un même sentiment de précarité chez les membres de Kritische Geographie Berlin, au-delà de la grande diversité des situations professionnelles :

> Nos conditions de travail sont toutes très différentes, comme notre futur au sein de l'université. Certains d'entre nous ont un travail, d'autres n'en ont pas, d'autres postulent pour en avoir, d'autres ont arrêté de le faire. (Bürk, 2012)

Des statuts très variés coexistent donc au sein du groupe. Thomas Bürk, l'un des fondateurs et des principaux animateurs du groupe, occupait ainsi, en 2013/2014, un poste de *Vertretung Professur* au sein de la Humboldt Universität. Ce titre permet de remplacer un professeur sans pour autant créer un nouveau poste. Une partie des membres ont signé des contrats de *Wissenschaftliche*r *Mitarbeiter*, poste similaire à celui des maîtres de conférence français, à la différence notable qu'ils sont toujours à durée déterminée. Ces contrats de recherche sont très largement modulables - et, dans les faits, modulés - en fonction de la charge d'enseignement. C'est le cas de Boris Michel à l'université d'Erlangen-Nürnberg. Les doctorants sans bourse aussi sont nombreux. Cette précarité explique pourquoi Fabian Brettel, par exemple, tracte des *rikas* (pousse-pousse) pour gagner sa vie, tout en rédigeant une thèse consacrée aux petites villes allemandes. Enfin, certains étudiants sont encore à l'université, en master pour la plupart.

Pour l'ensemble des membres du groupe, la carrière est marquée par une grande incertitude, décrite par Thomas Bürk.

> Les conditions de travail de l'université ne sont plus institutionnalisées. Les chercheurs occupent des postes semi-précaires pendant deux ou trois ans, puis changent de villes en Allemagne, en Europe […] Cela recoupe la tendance néolibérale que l'on observe dans la plupart des pays occidentaux : « l'industrie université » est en plein bouleversement ces dix dernières années. Il y a cette contradiction : d'un côté, l'université est plus ouverte

> aux questions critiques, mais, en même temps, les conditions de travail, pour ceux qui pourraient être des chercheurs critiques, s'aggravent. Il n'y a plus vraiment de postes, il faut toujours gérer les recrutements. Dans l'université entrepreneuriale, il n'y a donc pas vraiment la place pour la pensée critique. L'essentiel de cette pensée a été développée en dehors de l'université (Bürk, 2012)

Ce que propose Kritische Geographie Berlin, grâce à ses réunions mensuelles, c'est donc de *faire* de la géographie sans que le statut, ni le rang social, ni même le niveau d'études n'interviennent dans cette pratique. Le mouvement de précarisation explique la nécessité de trouver un lieu hors université pour faire ou continuer à faire de la géographie critique, avec ou sans poste, avec ou sans contrat de recherche.

Prenant à bras le corps cette nouvelle donnée, le collectif Kritische Geographie Berlin a ouvertement pris position contre cette logique de précarisation de la recherche et la « commercialisation du savoir », dénoncée dans sa déclaration d'intention. Il a ainsi lancé, avec d'autres chercheurs et collectifs de chercheurs, un appel au boycott des candidatures à la suite de la publication d'une offre de recrutement, à l'été 2012. Les conditions de ce contrat, appelé LfbA-*Lehrkräften für besondere Aufgaben*, se révélaient particulièrement intenables : l'annonce proposait une charge d'enseignement de 14 heures par semaine, pendant une année non renouvelable, empêchant nécessairement de poursuivre les recherches indispensables à tout futur contrat de recherche ou recrutement. 147 chercheurs et étudiants avaient signé cet appel, à la date du 17 janvier 2014. Kritische Geographie Berlin entend donc peser dans les débats concernant les conditions de travail au sein du système universitaire, et particulièrement dans les départements de géographie chargés de publier les offres de contrats.

Appel au boycott des candidatures :
Contre les vacations non payées ou sous-payées et les postes (LfbA) intolérables !
Pour des embauches durables (en CDI) et des conditions de travail justes dans les universités allemandes !

En Allemagne, aujourd'hui à peu près 75% du personnel scientifique des instituts non-universitaires a un contrat de travail à durée déterminée, et souvent à temps partiel. Dans les établissements d'enseignement supérieur allemands, cela concerne même actuellement 85% du personnel scientifique et artistique.

Un exemple particulièrement révélateur de cette situation intenable, alors même que le nombre d'étudiants augmente : les tentatives pour combler le manque de personnel à l'université par des vacations non payées et par l'introduction d'un nouveau type d'enseignants : les "*Lehrkräften für besondere Aufgaben*".

La construction d'un tel profil de poste précaire, la plupart du temps à durée limitée, souvent en temps partiel (demi ou trois-quarts de postes) empêche les employés de contribuer au changement des conditions de l'enseignement universitaire, de concevoir de nouveaux cours et d'acquérir des compétences didactiques.

Ces postes sont aussi responsables de la mise à l'écart des scientifiques de la carrière académique.

(…) Dans ce contexte, la recherche devient progressivement un bien marchand et non plus un bien (social) commun. Elle ne porte pas une voix critique en faveur de la transformation des rapports sociaux, et perd, à cause de ces évolutions, sa relation étroite et nécessaire avec l'enseignement.

Collègues :
- Boycottez les emplois non payés et sous-payés et les postes LfbA intolérables ! (envoyez à la place d'une candidature un refus argumenté)

- Informez vos collègues de cet appel !

- Refusez votre force de travail et votre coopération productive à ces situations intenables dans les universités et établissements supérieurs d'enseignement !

- Soutenez les contestations étudiantes et les initiatives critiques sur la politique d'enseignement (ISM, Génération précaire, …) !

Institutions universitaires et de recherche
- Ne participez pas à la précarisation du personnel universitaire sous contrat à durée déterminée (*Mittelbau*)

- N'ouvrez pas de postes intolérables et soutenez les collègues et étudiant.e.s dans leur engagement contre les conditions académiques précarisées !

… Et surtout nous appelons à...
- la suppression de la loi sur les contrats de travail scientifique à durée limitée (*WissZeitVG*) ! C'est-à-dire : généralisation des contrats à durée indéterminée pour les tâches d'enseignement et de recherche !

- la remise en cause du financement de la recherche par projets et de ses effets systémiques comme la généralisation des emplois temporaires !

- la remise en cause de la séparation entre un personnel universitaire sous contrat à durée déterminée (*Mittelbau*), considéré comme immature, et des professeurs puissants, voire arbitraires !

- la transformation des établissements d'enseignement supérieur en des lieux indépendants de pensée critique, d'apprentissage coopératif et de solidarité – en lieu et place de la promotion d'une concurrence constante entre chercheurs, entre enseignants et entre apprenants !

Figure n°19 : Tract distribué en octobre 2012 (traduction : Mélina Germes et Cécile Gintrac)

Les excursions : Berlin comme terrain ouvert de géographie critique

En dehors des réunions, l'organisation d'excursions est l'une des principales activités du groupe, ouverte à tous les membres qui souhaitent faire découvrir un quartier ou une thématique spécifique. Ainsi, le 16 août 2014, Thomas Bürk proposait une excursion à Oberschöneweide, un quartier touché par les effets de la désindustrialisation, devenu progressivement un lieu de rencontre privilégié des groupes néonazis (*Kiezspaziergang « Oberschöneweide: Aufwertung, Neonazis und Stigmatisierung eines Stadtteils*[5]). Bürk connaît bien cette question délicate pour l'avoir étudiée dans le cadre de sa thèse, consacrée à la fabrique culturelle par les néonazis des petites villes allemandes

Le samedi 19 juillet 2014, c'est à Potsdam qu'avait lieu l'excursion intitulée « Un jour d'été à Postdam : contre-culture, l'esprit du passé et le droit à la ville ». La capitale du Land de Brandebourg, à 25 km environ au sud-ouest de Berlin, est connue pour la conférence qui régla les différends territoriaux à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, mais elle abrite aussi, avec le château de Sanssouci, l'ancienne résidence royale de Frédéric Guillaume Ier. Depuis une décennie, Potsdam, située jusqu'en 1989 dans la RDA, est soumise à un processus intense de « disneylandisation », à travers la réhabilitation très sélective du patrimoine bâti, que l'excursion entend dénoncer.

[5] Excursion : Valorisation, Néonazis et stigmatisation d'une partie de la ville

Figure n° 20 : Annonce de l'excursion à Postdam sur le site web du groupe (juillet 2014)
On y retrouve la description de l'excursion, la date, l'heure et lieu du rendez-vous, la durée ainsi que le nom des organisateurs.

Au point de rendez-vous, devant l'arrêt de tramway qui fait face à la gare, seize personnes ont répondu à l'appel des deux organisateurs, Sören Becker et Lukas Schliephake. Une majorité d'entre eux sont des étudiants qui connaissent personnellement les organisateurs, mais on compte également quelques militants locaux. Contrairement à l'année précédente, où les organisateurs avaient déjà proposé ce parcours, la plupart des participants habitent à Potsdam et connaissent bien les enjeux de la rénovation. L'un d'eux travaille même pour le programme "Mitteschön!", mis en cause par les concepteurs de la visite. Ces derniers ont activé leur réseau personnel, en faisant circuler l'information auprès de leurs amis. Ici encore, ce n'est pas la diffusion et la publicité maximales que l'on semble rechercher.

Pendant les trois heures et demi que dure l'excursion, l'ambiance est détendue, les participants posent des questions et semblent suffisamment intéressés pour aller au bout du parcours, malgré la chaleur de cette journée de juillet. Le parcours a été conçu

en cinq grandes étapes à la fois pour retracer le passé contestataire de la ville et exposer les principes qui ont présidé à la réhabilitation du patrimoine de Potsdam.

Etape 1 : Lustgarten. Introduction, présentation générale de la ville, point sur l'art dans les espaces publics, notamment l'art de la période de la RDA.

Etape 2 : Arrêt sur le site de la Garnisonkirche. Rencontre avec des militant qui s'opposent à la reconstruction de cette ancienne église militaire et qui tentent de lancer une sorte de référendum local sur le projet.

Etape 3 : au coin de la Gutenbergstraße/Hermann-Elflein-Straße, retour sur les origines de la culture alternative et de la scène politique à Potsdam, notamment au sein du mouvement des squatteurs au début des années 1990.

Etape 4 : Arrêt à la Nauener Tor, symbole du "Disneyland prussien". Discussion autour des changements du quartier hollandais : quand et pourquoi il a été construit, lien avec les squatteurs, la commercialisation et la touristification actuelles du quartier, retour sur les manifestations racistes.

Etape 5 : Les différentes approches de l'architecture de la RDA aujourd'hui à partir de photographies du lieu avant 1945 et pendant la période de la RDA. Parcours dans le « centre historique » : Vieux Marché (*Alter Markt*), Stadtschloss, Nikolaikirche, ancien Hôtel de Ville (*Altes Rathaus*), site de construction de l'hôtel Barberini, ancien bâtiment de l'université de la *Fachhochschul*e, l'ancien Interhotel – devenu l'hôtel Mercure –discussion autour du récit sur le « centre historique » sa construction et les problèmes qu'elle pose.

Les deux organisateurs ne sont pas des membres à part entière de Kritische Geographie Berlin et n'ont pas adhéré à l'association. Si Sören Schliephake a participé plus activement aux réunions entre 2010 et 2012, il manque aujourd'hui de temps pour y assister. Pour lui, l'organisation de l'excursion est une manière de continuer à s'impliquer dans la vie du groupe. Sören Becker et Lukas Schliephake l'ont organisée trois fois au total.

> En y repensant, le premier tour sur Potsdam s'est déroulé dans le contexte du "Alterntivuni" (une série de séminaires, lectures, activités auto-organisées par et pour les étudiants) en 2005. Depuis, la visite a été repensée et a intégré des éléments et des

> lieux nouveaux. […] L'idée, derrière tout ça, c'était de montrer aux gens du coin un cadre alternatif et de développer un récit des conflits dans la ville, ce qui m'avait occupé en tant qu'étudiant (et militant). De la même manière que Lukas, qui a consacré son mémoire à Potsdam, j'ai fait mon master sur les conflits dans cette ville (Becker, 2014)

Kritische Geographie Berlin a en quelque sorte contribué à institutionnaliser et à rendre plus visible cette initiative, d'abord individuelle. L'association a permis également de regrouper les volontaires et de créer des équipes.

> J'ai toujours voulu faire des visites urbaines critiques et subversives. Quand Kritische Geographie Berlin a rassemblé les idées d'excursions l'année dernière, Sören a proposé ce tour qu'il avait déjà organisé une ou deux fois, et je lui ai demandé si je pouvais me joindre à lui pour l'organiser. (Schliephake, 2014)

Ces excursions critiques, ouvertes à tous, sont pensées comme une pratique alternative de la géographie. Pour les organisateurs et les participants, c'est une manière de modifier son rapport au lieu habité et pratiqué. Faire de la géographie critique, cela peut donc consister à observer son quartier, son espace quotidien, et à prendre la mesure des conflits qui s'y déroulent. La déclaration d'intention du Kritische Geographie Berlin ne dit pas autre chose : « Berlin n'est pas seulement un lieu (temporaire) de résidence et le lieu de nos activités communes (*zusammenkünfte*), mais aussi l'objet de nos activités politiques et de recherches urbaines ». (*Über uns*, site internet)

Dans cette perspective, un de ces rendez-vous proposait, le 17 mai 2014, plus qu'une excursion, une *dérive*. Le terme est ici volontairement employé en français, en référence à la pratique initiée par Guy Debord et les situationnistes. Dans ce cas – et le site le précise- l'itinéraire ne saurait être déterminé à l'avance. Seule la durée, ici de trois ou quatre heures, est mentionnée.

> Ce format ouvert est pour nous aussi une expérimentation et, contrairement aux précédentes excursions, il ne nous conduit pas à un partage du savoir unilatéral, mais chaque participant se tient, près du lieu correspondant, au centre de l'action dans son ensemble. Nous voulons nous approprier ensemble l'espace de manière ludique (par groupes de 2 ou 5 personnes). Le but est de créer un espace pour permettre des associations libres, de manière à partager ses expériences subjectives et construire ainsi

un échange critique sur les formes dominantes de l'urbanité. » (site, traduction : Cécile Gintrac / Mélina Germes)

L'organisation régulière des excursions ou des ateliers par des membres plus ou moins actifs de Kritische Geographie Berlin offre donc, sur la forme et sur le fond, une manière originale de pratiquer la géographie. Les contours de ces pratiques se sont progressivement dessinés à partir de l'année 2000, date à laquelle remontent les toutes premières activités du groupe.

Le développement parallèle de Kritische Geographie Berlin et de la géographie critique allemande

Depuis 2000, la (brève) histoire du groupe témoigne des évolutions récentes de la géographie allemande. Je soumets ici l'hypothèse que le groupe lui-même a partiellement contribué à accélérer ces évolutions.

Chronologie résumée des principales activités de Krtiische Geographie Berlin

2000 : premiers groupes de lecture à la Humboldt Universität

2002 : participation aux week-ends Doreen Massey ; participation aux conférences internationales de géographie critique (ICCG)

2006 : cycle de conférence sur la géographie critique à Potsdam

2007 : lancement de la collection « Raumproduktionen: Theorie und gesellschaftliche Praxis » chez l'éditeur Verlag Westfälisches Dampfboot

2008 : numéro de la revue *ACME* (*An International E-Journal for Critical Geographies*), intitulé « German Critical Geographies »

16 au 20 août 2011 : organisation à Francfort de la 6e ICCG

mai 2012 : premières réunions pour la création de *sub\urban. zeitschrift für kritische stadtforschung*

septembre 2012 : création de l'association (*Verlag*) Kritische Geographie Berlin

2013 : premier numéro de *sub\urban*

Invitation (à participer) au groupe de travail

Géographie radicale*

La géographie radicale est une approche scientifique reconnue au sein de la géographie humaine anglo-américaine. Dans les universités américaines et britanniques, les références à l'analyse marxiste sont aussi fréquentes que la prise en compte des questions telles que le genre, la race ou la classe dans les études géographiques.

Cette approche ne joue malheureusement qu'un rôle mineur au sein de la géographie allemande. La théorie sociale critique n'est que rarement mobilisée dans l'enseignement et la recherche.

Nous voulons compenser ce déficit, en lisant et discutant ensemble des textes clés de la géographie radicale. Nous commencerons par des auteurs classiques tels que David Harvey, Neil Smith ou Richard Walker, puis nous aborderons également les nouvelles approches de la géographie postmoderne tels que les travaux de Doreen Massey, Linda McDowell et Edward Soja.

L'accent sera mis, premièrement, sur les fondements théoriques et, deuxièmement, sur des exemples concrets d'application de ces principes.

Nos discussions prendront appui sur des textes courts de langue anglaise. Nous allons explorer les revues *Antipode* et *Environment and Planning D: Society and Space* .

Nos réunions ne sont en aucun cas des enseignements supplémentaires, mais plutôt des discussions auto-organisées, guidées par les intérêts des participants.

Donc : pas de d'inscription, de feuille de présence, ni de notation.

Première rencontre:

Mercredi 29 Novembre 2000, 18 heures

A la « Glashaus », Institut de Géographie de la Humboldt Universität,

- ***86 Chauseestr.***

Contact/Info: Matthias 443 594 68 ou thomas.buerk@rz.hu-berlin.de

* Géographie radicale : perspective influencée par l'approche marxiste, qui conçoit, au sein de la géographie humaine, la production de l'espace comme le résultat des rapports de force politico-économiques.

Figure n°21 : Premier tract d'invitation au groupe de lecture, 2000 (traduction : Mélina Germes et Cécile Gintrac)

Ce document, daté de l'hiver 2000 et retrouvé par son auteur, Matthias Naumann, à l'été 2014, constitue sans doute le point de départ de ce qui, à l'époque, ne porte pas encore le nom de Kritische Geographie Berlin. L'idée d'un groupe de lecture, dédié à la géographie radicale, a germé à la Humboldt Universität de Berlin entre quelques étudiants qui souhaitent alors se retrouver pour discuter d'un courant, encore relativement ignoré au sein de la géographie allemande

Dans les années 1990, la géographie allemande apparaît comme une discipline particulièrement conservatrice. C'est du moins la perception de la plupart des géographes que j'ai interrogés, à l'image d'Ulrich Best. Ce chercheur, qui a participé au groupe de lecture berlinois et enseigne aujourd'hui à Toronto, se remémore la géographie qu'il a connue au début de ses études, dans les années 1990.

> J'ai étudié successivement à Heidelberg et Berlin. A Heidelberg, il m'est apparu évident que la géographie était la discipline la plus ennuyeuse. C'est en sociologie que se trouvaient les étudiants les plus intéressants. A Heidelberg, la géographie est une discipline traditionnelle, centrée sur les études régionales et, dans une certaine mesure, sur une géographie économique orthodoxe. C'est pour cette raison que j'ai quitté Heidelberg. A Berlin, c'était différent : il y avait plus d'étudiants que je qualifierais d'engagés. Certains des professeurs ou assistants avaient l'esprit plus ouvert. Mais à cette époque, je n'avais aucune idée de ce qu'était la géographie critique. Cela n'existait pas en Allemagne. Je ne pense même pas que le terme ait été employé à cette époque en Allemagne. Il était aussi évident que la littérature la plus intéressante était en anglais. J'ai fait mes études de 1994 à 1999 à la Frei Universität mais j'allais à la Humboldt écouter les cours de sociologie […] c'était un peu plus intéressant, engagé, ambitieux intellectuellement. Cette période a été marquée par des grèves étudiantes sur la question des droits et par un mouvement contre l'enseignement inacceptable d'un professeur particulièrement conservateur de la Frei Universität (Best, 2012).

Le souvenir de ce conservatisme est partagé par Thomas Bürk :

> Le département de géographie de la Humbold Universität était très conservateur, très consensuel (*mainstream)* […] Par exemple, la géographie économique était vraiment ennuyeuse, très influencée par l'économie capitaliste, centrée sur la théorie des

> localisations par exemple. Comme si tout le monde était un entrepreneur en concurrence pour fonder une compagnie en Asie ! J'ai pensé : « Nom de D., je ne veux pas ouvrir une entreprise en Chine ! ». Mais c'étaient les sujets de l'époque. (Bürk, 2012).

L'histoire de la géographie allemande recoupe en partie cette description. Il a fallu attendre 1969 et le *Geographentag* de Kiel pour voir apparaître une première remise en cause de la géographie traditionnelle allemande, encore presque exclusivement fondée sur les notion de paysage – *Landschaft* – et de géographie régionale – *Länderkunde* (Ginsburger, 2011). Dans les années 1990, au moment de la réunification, on assiste à un retour de cette géographie régionale, qualifiée par Nicolas Ginsburger de « renaissance régionaliste », alors que s'était imposée en parallèle une géographie centrée sur l'analyse spatiale et la modélisation. C'est dans ce contexte que les membres de Kritische Geographie Berlin commencent leurs études. Ce n'est d'ailleurs qu'après une recherche collective qu'ils découvriront en détail la révolte de 1969 et ses protagonistes -Dietrich Bartels, Gerhard Hard ou Ulrich Eisel – en partie influencés par la pensée marxiste (Belina, 2008, ; Belina, Best et Naumann, 2009). La « révolte de 1969 » n'a pour autant pas véritablement conduit à l'émergence d'une géographie critique en Allemagne, la critique restant plus disciplinaire que politique selon Belina, Best et Naumann (2009).

En 2000, alors qu'il n'est pas encore question de géographie critique en Allemagne, la découverte de ce courant se fait donc à travers les séjours dans les universités anglophones.

> J'ai décidé de partir étudier en Angleterre. Je suis parti à Londres. J'étais resté si longtemps à Berlin que cela m'a paru une bonne opportunité de quitter un peu la ville. C'était aussi l'occasion d'avoir une vision internationale. A cette époque, je me sentais un peu provincial. Je suis parti pour un an étudier à la School *of Oriental Studies*. Je passais du temps à la London School of Economics (LSE), que je savais être un endroit intéressant. Il y avait des gens vraiment passionnants comme Stuart Hall, qui m'a beaucoup influencé. Même Anthony Giddens y était à l'époque et était bon orateur. C'était une atmosphère intellectuelle tout à fait différente, une manière tout à fait différente d'aborder les problèmes. J'ai réalisé que David Harvey y tenait un séminaire sur son livre de l'époque (*Justice, Nature and the Geography of Difference*), auquel j'ai assisté en auditeur libre. J'ai été très impressionné par sa personne et par la manière dont la pensée géographique pouvait être intégrée aux sciences sociales, à la théorie

> critique. Et je suis rentré en Allemagne, à Berlin. Et d'autres amis revenaient aussi de l'étranger, mon ami Dirk (Gebhardt) revenait de France, je crois qu'il était à Montpellier. Matthias (Naumann) et Kim (Förster)revenaient des Etats-Unis. Avec quatre ou cinq de mes amis, nous nous retrouvés et on s'est demandé : pourquoi la géographie allemande est elle si ennuyeuse et si peu critique (*uncritical*) ? Créons un groupe de géographie critique…ou au moins faisons un groupe ! (Bürk, 2012).

Les réunions de ce groupe de travail naissant attirent rarement plus cinq ou six étudiants et tiennent alors davantage du groupe de lecture ou du séminaire informel, comme le montre l'invitation à la troisième réunion du groupe.

. **Géographie radicale : réunion le 6 décembre 2000**

Pour notre deuxième rencontre, nous avons abordé deux articles sur l'émergence de la géographie radicale, extraits des ouvrages *Approaching Human Geography* et *Modern Geographical Thought*.

Les deux textes décrivent les débuts de la géographie radicale, à la fin des années soixante, étroitement liés aux intenses conflits sociaux en Amérique du Nord.

Lors de la prochaine session, nous discuterons du texte de David Harvey "Die Entwicklung der städtischen baulichen Umwelt im Kapitalismus: theoretisches Rüstzeug für eine Analyse" [Le développement de l'environnement bâti urbain dans le capitalisme : équipement théorique pour une analyse], qui est joint à ce dossier.

Alors, rendez-vous le 13 décembre, à 19 heures, au Glashaus !

Figure n° 22 : Tract d'invitation à la troisième réunion du groupe de lecture, 2000 (traduction : Mélina Germes et Cécile Gintrac)

Jusqu'en 2005, comme Thomas Bürk le confirme, ces réunions « consistaient surtout à s'auto-organiser en tant que groupe, à auto-organiser notre construction du savoir et à trouver ce que nous voulions faire avec notre savoir ; un moyen d'organiser notre combat au sein de l'université ». Cette préoccupation est entrée en résonnance avec d'autres initiatives conduites à cette période, notamment la série des conférences organisées par un groupe de géographes féministes.

> Par coïncidence, nous avons reçu l'invitation d'un groupe de géographes féministes. On avait plus ou moins la même perception de l'état de la géographie en Allemagne. Nous avons été invités au deuxième week-end Doreen Massey. C'est là que j'ai rencontré

> Doreen Massey pour la première fois et c'est là que je me suis dit, « oui la géographie, c'est vraiment bien », qu'il était possible de traiter de sujets politiques. (Thomas Bürk)

Entre 1999 et 2004, un groupe de géographes féministes germanophones organise, chaque année dans une ville différente, des week-ends de lectures avec la géographe britannique Doreen Massey. A chaque fois, c'est une nouvelle question qui est abordée avec les étudiant-e-s germanophones (allemands, suisses, néerlandais, et autrichiens) présents. Les « Doreen Massey week-ends » ont indéniablement représenté un tournant dans le renouvellement de la géographie allemande. L'organisation de ces rencontres a fait l'objet, en 2006, d'un article du collectif « BASSDA » (acronyme des prénoms de Bettina Büchler, Anke Strüver, Sabine Malecek, Doreen Massey et Anne von Streit) : « Notre objectif était d'aborder des sujets qui ne pouvaient pas être débattus au sein de l'université allemande (à commencer par la théorie queer) et de les aborder de manière ouverte, coopérative, interrogative et dans une atmosphère amicale » (p.173). Certains étudiants du groupe berlinois commencent à y assister à partir de 2001.

1999, Hamburg (Allemagne) : Queer Geography
2000, Prèles (Suisse) Post-Structuralisms and Feminisms in Theory and Practice
2001, Wilhelmsaue (Allemagne) : Post-modern Border-Discourses: pluralism of categories
2002, Nijmegen (Pays-Bays) : Globalisation, Anti-Globalisation and Against-Globalisation
2003, Munich (Allemagne): Cities and Sexualities
2004, Frankfurt/Main (Allemagne) : Sensualities

Figure n° 23 : Chronologie des week-ends Doreen Massey, thème et localisation (BASSDA, p.175)

Cette série d'événements donne une légitimité nouvelle à la géographie féministe allemande et, indirectement, à la géographie critique. Autrement dit, ce sont les géographes féministes allemandes, comme Anke Strüver (aujourd'hui professeure à l'université de Hambourg) ou Sybille Bauriedl (Bayreuth) qui ont d'abord introduit la géographie critique en Allemagne.

Ce sont ensuite les conférences internationales de géographie « critique » auxquelles les jeunes géographes berlinois participent, qui contribuent à l'appropriation de cette nouvelle approche de la géographie et du terme lui-même.

> Une amie d'Hambourg, Anke [Strüver], menait le même type de recherches que moi sur les discours du ghetto. Je travaillais à Berlin, elle à Hambourg. Nous avons présenté un papier ensemble à l'ICCG en Corée du Sud, en 2000. C'était probablement l'une des premières fois qu'il y avait une association de chercheurs allemands sous le sigle de « critical geography » (Best, 2012)

> Nous avons assisté à la ICCG en Hongrie, à Beksescsaba, en 2002. Neil Smith était là, David Harvey aussi, et Salvatore Engel di Mauro…C'était vraiment sympa de rencontrer toutes ces personnes. L'idée de constituer un groupe et de rejoindre ce réseau s'est imposée. On s'est dit : oublions la géographie allemande ! Au niveau international, c'est si intéressant, si *inspirant*, regardons plutôt du côté des connexions internationales. (Bürk, 2012)

> Pour nous c'est une grande opportunité de rencontrer des gens, de découvrir leur travaux, de constater qu'il y avait un réseau au delà de l'Allemagne. (Naumann, 2014)

C'est à donc à cette période, entre 2000 et 2002, que le terme « géographie critique » émerge et s'impose parmi les étudiants berlinois, remplaçant, au sein du petit groupe en formation, celui de géographie radicale.

Dans le contexte allemand, l'émergence de la géographie critique est donc indéniablement liée au processus d'internationalisation et à l'influence anglophone, même si celui-ci dépasse largement le seul cadre de la géographie critique. C'est cette même dynamique qui a contribué à la naissance de la *Neue Kulturgeographie*, comme l'ont bien montré Mélina Germes, Georg Glasze et Florian Weber. Ce courant de géographie culturelle, qui se pense en rupture avec la *Kulturgeographie* classique de la première moitié du XXème siècle, s'est structuré à partir d'une « relecture de textes issus des *cultural studies*, des études littéraires anglophones contemporaines et de la *new cultural geography* » (Germes, Glasze et Weber, 2011). La géographie critique a donc emprunté les mêmes voies, celles de l'internationalisation.

L'article de Bernd Belina, Ulrich Best et Matthias Naumann, « Critical geography in Germany: from exclusion to inclusion via internationalisation », dresse ce même constat. Les trois auteurs y montrent comment les emprunts à la géographie critique anglophone ont évité que ce courant ne soit tout à fait rejeté dans le champ scientifique allemand. Ces références ont été plus faciles à mobiliser depuis les années 2000, « non pas parce qu'elles sont critiques, mais parce qu'elles sont internationales et internationalement reconnues » (« *not because they are critical, but because they are international and internationally successful* », Belina, Best et Naumann, 2009).

Ainsi, la géographie allemande de fin des années 1990 et du début des années 2000 a été marquée par une forte internationalisation et une introduction de nouveaux courants, y compris la géographie critique.

Entre intégration à l'échelle internationale et renouvellement et dispersion à l'échelle nationale.

Au milieu des années 2000, la composition du groupe, quoique toujours restreint, s'est partiellement renouvelée, au gré des rencontres, des arrivées et des départs.

En 2005, Bernd Belina rejoint Kritische Geographie Berlin et prend une part active aux réunions du groupe de lecture. Comme beaucoup d'autres membres, Belina a voyagé pendant ses études. Il s'est rendu sur un terrain étranger pour étudier, dans le cadre de son doctorat, la géographie de la police à Baltimore - ville où David Harvey et Neil Smith enseignaient à l'époque. Lui aussi a participé aux week-ends de géographie féministe et aux conférences internationales de géographie critique. En 2006, il décide d'organiser un cycle de conférence sur la géographie critique à l'Institut für Geographie de l'Université de Potsdam, où il vient de prendre un poste de *Wissenschaftlicher Mitarbeiter*. Ces conférences déboucheront en 2008 sur un numéro de la revue *ACME* (*An International E-Journal for Critical Geographies*), intitulé « German Critical Geographies » (Géographies critiques allemandes). Bernd Belina, qui a rédigé l'introduction de ce dossier, en rappelle la genèse.

> Les articles de ce numéro, regroupés sous le titre «la géographie critique», remontent au même cycle de conférences, qui s'est tenu à l'Institut für Geographie an der Universität de Potsdam, en 2006. L'idée de cette série d'événements a émergé dans notre groupe

> Kritische Geographie Berlin, au sein duquel nous avons régulièrement discuté de ces thèmes. (Belina, 2008, p.335)

C'est à cette période également que le géographe Henning Füller rejoint le groupe. Ses recherches actuelles questionnent les liens entre pouvoir et espace.

> Quelques mois après le début de mon doctorat à Francfort (début 2006), j'ai été invité à participer à une réunion de Kritische Geographie Berlin. C'est la première fois que j'ai rencontré Matthias Naumann, Ulrich Best, Dirk Gerhardt et Bernd Belina, dans l'appartement de Dirk Gebhardt à Kreuzberg. Curieusement ce fut aussi la première réunion de Boris (Michel) et la première fois que je le rencontrais. (Füller, 2014)

Boris Michel, qui avait commencé par étudier la sociologie avant de postuler en géographie, n'hésite pas à affirmer qu'il ne serait « jamais devenu géographe sans Kritische Geographie Berlin ». C'est dans la fréquentation informelle du groupe berlinois qu'il a découvert l'intérêt de l'approche spatiale.

Ces rencontres multiples marquent aussi le début d'un travail éditorial déterminant dans la constitution du courant de géographie critique en Allemagne. Boris Michel et Bernd Belina lancent, chez l'éditeur Verlag Westfälisches Dampfboot, un ouvrage qui inaugurera une collection spécifique de géographie critique : « Raumproduktionen: Theorie und gesellschaftliche Praxis » (« la production de l'espace : théorie et Praxis sociale »). Ce premier volume, *Beiträge der Radical Geography. Eine Zwischenbilanz* (Contribution à la géographie radicale. Bilan intermédiaire), paraît en 2007 et propose, sur le modèle des *readers* de l'édition universitaire américaine, une collection de textes traduits. Dans la logique d'internationalisation qui domine alors, le travail éditorial a débuté par la traduction et l'introduction les théories de la géographie radicale anglophone. L'ouvrage se structure autour de deux parties : une partie conceptuelle et une partie empirique. Tandis que la première partie regroupe des textes de David Harvey, Neil Smith, Edward Soja, Doreen Massey et Derek Gregory, la seconde propose des études empiriques réalisées par Cindi Katz, Andrew Herod, Andy Merrifield, Eugene J. McCann et Don Mitchell. L'internationalisation y est avant tout conçue comme l'importation des travaux de la géographie anglophone, ce que confirme l'article de Matthias Naumann, Ulrich Best et Bernd Belina paru en 2009.

> Notre discussion du cas allemand met en lumière les aspects positifs du rôle de la théorie internationale / anglo-américaine au sein des débats nationaux. Non seulement ces théories sont des sources d'inspiration pour les géographes critiques allemands, mais ils ont contribué à influencer le discours géographique allemand, en permettant aux perspectives critiques d'émerger au sein de la géographie traditionnelle (*mainstream*)

Ce premier volume a connu un tel succès qu'il a dû été réédité quatre fois ce qui, selon Boris Michel, « a surpris l'éditeur lui-même. »

Malgré ces nouvelles initiatives, les activités du groupe s'essoufflent à partir de 2008. La plupart des membres achèvent à cette période leur thèse ou leurs contrats de *Wissenschaftlicher Mitarbeiter* et quittent Berlin, à la recherche de contrats. Bernd Belina est ainsi recruté à Leipzig puis Francfort. Dirk Gebhardt part pour Bruxelles. Ulrich Best obtient un poste à Toronto. Pendant près d'un an, le groupe ne tient aucune réunion. Pour les membres qui restent à Berlin, il faut trouver un moyen de relancer le groupe, en l'élargissant.

> On a rencontré des gens intéressés. On a pensé que c'était bien de réunir toutes ces personnes qui ne se connaissaient pas forcément. Ulrich et Bernd étaient partis, Dirk aussi. Le groupe se contractait. (Naumann, 2014)

> Il fallait relancer le groupe car le besoin d'une analyse critique de l'urbanisme n'avait pas disparu. Le groupe est maintenant ouvert à tous. Bien sûr, nous sommes moins proches, c'est moins une question d'amitié et de soutien. C'est davantage un lieu où l'on peut discuter de ce qui se passe dans la ville et de géographie. (Bürk, 2012)

La véritable renaissance du groupe intervient donc en 2010. Le principe d'une réunion mensuelle ouverte est adopté. Cette mutation transforme le groupe de lecture, basé essentiellement sur des relations amicales, en un véritable collectif plus ouvert. Dans le même temps, les anciens membres dispersés ont néanmoins largement contribué à structurer le champ de la géographie critique en Allemagne. Le recrutement de Bernd Belina en tant que *Junior Professor*, en 2008, puis Professeur, en 2011, à la Goethe Universität de Francfort, constitue un événement marquant. Il s'agit finalement de la première chaire de géographie critique en Allemagne et du premier poste de professeur attribué à un géographe qui a, depuis plusieurs années, affiché sa volonté de

produire une géographie radicale, en opposition avec la discipline conventionnelle. Aujourd'hui, cette position au sein de l'université lui permet d'animer, comme n'importe quel professeur, un *Mittelbau*, une équipe de chercheurs et de doctorants orientée vers la géographie critique. La création de ce poste à Francfort et la constitution, en parallèle, d'un projet et d'une équipe de recherche « Neuordnungen des Städtischen im neoliberalen Zeitalter » (Réorganisation de l'urbain à l'ère néolibérale) font de Francfort un nouveau centre de gravité universitaire de la géographie critique allemande autour de la Goethe Universität. Et c'est précisément à l'université de Francfort que s'est tenue la sixième ICCG (*International conference of critical geography*) du 16 au 20 août 2011. Pendant quatre jours, environ trois cents participants, venus de nombreux pays, se sont réunis pour débattre autour des « crises » (« causes, dimensions, réaction ») : thématique incontournable au moment même où le problème des dettes souveraines européennes s'intensifiait.

Beaucoup des membres de Kritische Geographie Berlin, les anciens comme les nouveaux, ont participé à la conférence. Du reste, l'événement s'est en quelque sorte trouvé « étendu » à Berlin, à travers plusieurs jours d'étude de terrain dans la capitale allemande. Ce week-end optionnel, intitulé « Walking Berlin : exploring the fabric[ation] of a capital in crisis », proposait une série de visites, sur le principe des excursions décrites plus haut. C'est à cette occasion que, guidée par Thomas Bürk, j'ai, pour la première fois, découvert le quartier de Kreuzberg. Le parcours de l'excursion retraçait l'histoire du mouvement des squats, qu'il avait lui-même connu dans les années 1980, et insistait également sur le processus de touristification intense du quartier, en partie liée au développement rapide des locations temporaires. D'une certaine manière, cette extension de l'ICCG à la ville Berlin témoigne du caractère incontournable de la capitale allemande dans la constitution et le développement d'un réseau de géographie critique allemande. En d'autres termes, une conférence de géographie critique en Allemagne ne pouvait pas ne pas se dérouler, même partiellement, à Berlin.

Single excursions:

* **Kreuzberg 36:** From radical hotspots to touristified commodity spaces?
* **Where the moose and the dromedary kiss** – encounter with queer and migrant cultures
* **„Mediaspree versenken!“** – „Sink Mediaspree!“
* **Neukoelln:** "Ghetto"-discourses, Gentrification hotspot, and neofascists
* **"Runaway-Cycling on Tempelhofer Feld**: Exploring the Nothing ?
* **CCTV Tour** - Surveillance and the City
* **The Berlin wall:** The contested spaces of a border zone
* **A People's History of Prenzlauer Berg** – from ‘Dissident Hill’ to ‘Pregnancy Hill’
* **"Tour de Trade":** Migrant street vendors work the streets in the historical center of Berlin
* **Potsdam:** Creativity and counter-culture in Prussian Disney-Land

Figure n° 24 : Liste des excursions proposées lors du week-end de terrain à Berlin (20 et 21 août 2011)

Les thèmes proposés offrent un bon aperçu des thèmes de prédilection de la géographe critique allemande : touristification, cultures gay et migrantes, contestation des grands projets de réaménagements, discours sur le ghetto, surveillance urbaine, question frontalière. On retrouve l’excursion à Postdam, reprise en 2013 et en juillet 2014.

Entre 2005 et 2011, les réflexions de Kritische Geographie Berlin ont largement dépassé le simple cadre du groupe de lecture. Elles ont pénétré l’institution académique et ont essaimé au gré des migrations même des géographes qui y participaient, dans différentes universités. Berlin a indéniablement fonctionné comme une plaque tournante de la géographie critique. Entre 2002 et 2011, la plupart de ceux, qui, en Allemagne, s’intéressent à la géographie critique, y sont passés et y ont lancé des projets de recherche ou d’édition.

Dans l’intervalle, les groupes de géographie critique ont essaimé : Francfort s’est imposé comme un autre pôle de la géographie critique, les cercles de travail étudiants (*Arbeitskreise* –AK- *kritische geographie)* ont émergé à Francfort, Leipzig, Bonn, Hamburg, ainsi que des plateformes en ligne (http://rageo.twoday.net).

Après 2011, consolidation du groupe et de la géographie critique allemande

Après 2011, une nouvelle phase de la géographie critique allemande semble se dessiner, caractérisée par la consolidation locale du groupe Kritische Geographie Berlin, tandis qu'à l'échelle nationale, la géographie critique gagne encore en légitimité.

Pour Mélina Germes, « on arrive progressivement à quelque chose de plus structuré, avec l'association, le site, le journal » (Germes, 2014). La consolidation du groupe se concrétise en effet par la création officielle, en septembre 2012, d'une association (*Verein*) répondant au nom de Krititsche Geographie Berlin. Ce nouveau statut ne modifie pas en profondeur l'organisation du groupe, toujours marquée par une certaine informalité : l'adhésion n'est, par exemple, pas obligatoire pour assister aux réunions. Il offre néanmoins à Kritische Geographie Berlin de nouvelles perspectives, en autorisant la signature de contrats, notamment des contrats de recherche (*Auftrag*), et ainsi une forme de rémunération. Il s'agit d'un moyen de « fabriquer du revenu » pour des membres souvent privés d'une rémunération stable. Dans l'esprit de certains membres du groupe, l'association est peut-être une première étape dans la création d'une structure alternative, en dehors de l'université.

> Nous devons trouver d'autres moyens…peut-être en créant un institut indépendant ou une université libre. C'est une question qui est commune à beaucoup de chercheurs, y compris pour d'autres disciplines, notamment ceux qui ont dû quitter l'université à cause de leur âge. Cela représente un nombre important d'individus en Allemagne. Les penseurs critiques ne sont plus vraiment à l'université, ou alors si peu. On est nombreux à se poser la question du lieu où l'on pourrait faire des interventions critiques. Soit une université libre, très ouverte, ou même une université autonome, pour et avec les mouvements sociaux, de manière à promouvoir d'autres formes d'éducation […] Cela fait écho aux débats sur le capitalisme cognitif et le travail immatériel (tel qu'il est conçu par exemple en Italie), aux débats post-opéraïstes. Certains disent que l'université est morte, qu'elle est devenue une usine. Nous devons parler de nos conditions de travail dans cette usine et nous devons défendre et définir d'autres lieux. Une sorte de reterritorialisation des endroits où l'on peut agir et penser de manière critique. Et d'ouvrir l'enseignement à d'autres personnes et pas seulement le *usual suspect* blanc, de classe moyenne. (Bürk, 2012)

Un site Internet matérialise également la consolidation du groupe. Sur la page d'accueil, au titre principal « Kritische Geographie Berlin » est adossé un sous-titre « Just another Critical Geography Group » (juste un autre groupe de géographie critique ») qui défend une vision « ordinaire » du groupe. Il ne serait qu'un groupe parmi d'autres et ne prétendrait pas à constituer une école ou apparaître comme l'unique représentant de la géographie critique allemande.

C'est toutefois au sein de ce « groupe ordinaire » qu'est née l'idée de lancer un journal en ligne, gratuit et interdisciplinaire : *sub\urban. zeitschrift für kritische stadtforschung*. « Après une réunion, on s'est dit qu'il fallait lancer un journal », se souvient Boris Michel. Le processus de sa création, retracé ici par Mélina Germes, s'est d'abord fait en interne :

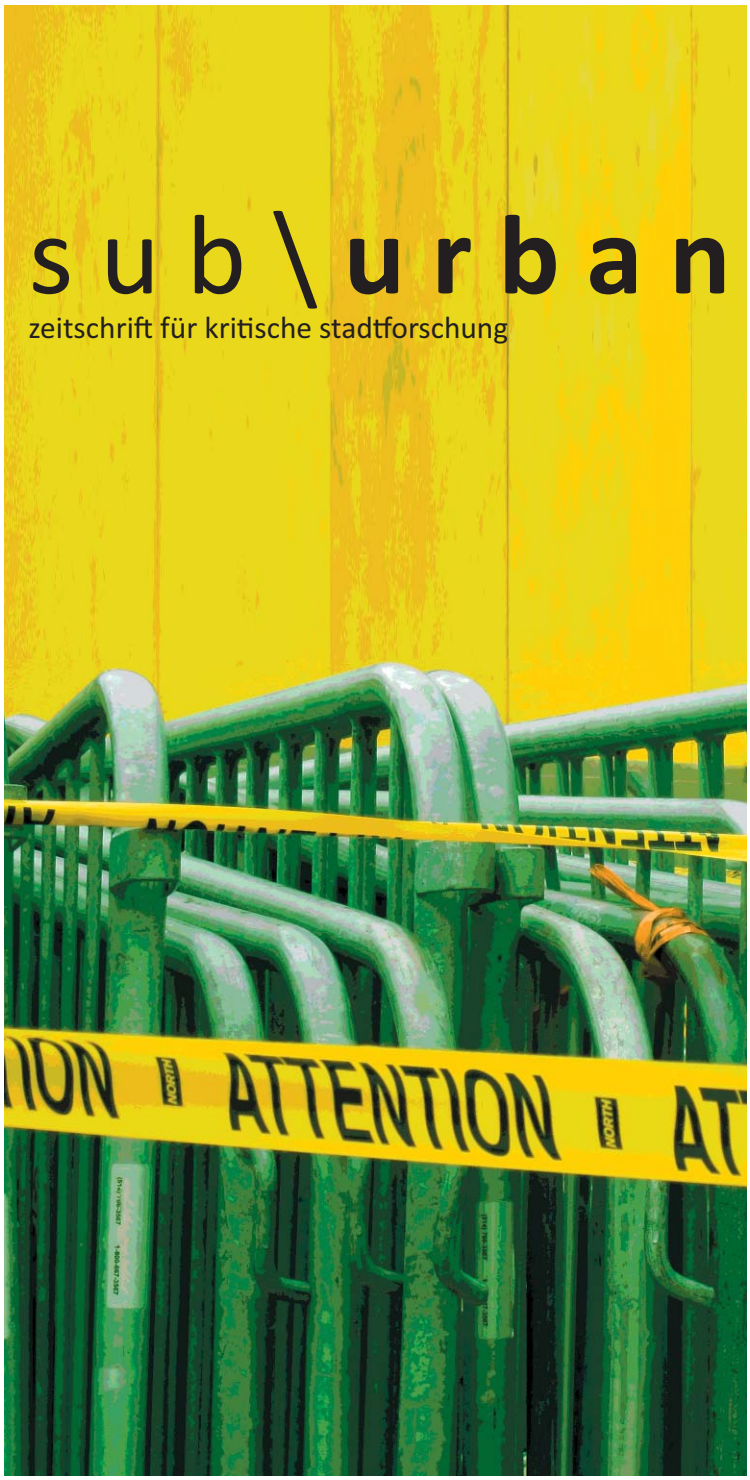
> C'est un projet dont j'avais déjà parlé avec Boris [Michel] à Erlangen, de temps en temps. Ce projet m'enthousiasmait déjà. Je me suis dit que c'était fantastique. Même si je ne me sentais pas du tout capable de le faire, je pensais qu'il y avait un réseau de personnes, soit déjà présentes soit mobilisables. Un petit noyau de personnes de Kritisiche Geographie Berlin s'est mobilisé autour du projet, avant que l'on invite d'autres personnes à participer à la rédaction, et que la machine se mette en route. Nous nous sommes réunis, avec Boris et Henning Schirmel, pour travailler sur un brouillon, pour essayer d'envisager la série de questions à se poser. Cela a donné lieu à un mini-workshop à Babylonia, où étaient présents Henning, Boris et moi. Jan et Fabian étaient intéressés. Nous avons commencé à mettre les différents problèmes sur la table. C'est lors de cet atelier qu'on a trouvé le nom. Nous avons présenté nos idées et nous sommes encore réunis une ou deux fois. Mais on s'est dit qu'il fallait que l'on soit plus nombreux pour créer un journal, surtout un journal interdisciplinaire. On a décidé d'une date, en mai 2012, pour un atelier public destiné à trouver des idées, des commentaires et des participants. Sont venus des gens que l'on ne connaissait pas vraiment. C'était une sorte de premier pas dans la sphère publique. (Germes, 2012)

La spécificité de ce journal est de proposer des textes exclusivement en allemand, à l'heure où les revues bilingues se multiplient. Cette publication est aussi interdisciplinaire et ainsi plus centrée sur l'objet urbain que sur la discipline géographique. Au sein du comité de rédaction, cinq des treize membres participent à Kritische Geographie Berlin (Mélina Germes, Nina Gribat, Jan Hutta, Boris Michel,

Kristine Müller). Bernd Belina et Thomas Bürk font également partie du comité scientifique.

Photographie n°13 : La conférence de lancement de la revue *sub\urban. zeitschrift für kritische stadtforschung* 19 octobre 2012 (Source : *sub\urban)*
Au Center for Metropolitan Studies, après une phase de conférence assez classique, discussion ouverte et commune sur l'avenir du journal.

A Berlin, les 18 et 19 octobre 2012, le colloque de lancement réunissait une grande partie des représentants de la géographie critique allemande, ainsi que des sociologues ou des anthropologues. Certains, au sein du groupe berlinois, regrettèrent que la conférence inaugurale, avec ses panels, ressemble davantage à une journée d'étude traditionnelle qu'aux pratiques de Kritische Geographie Berlin.



heft 1, 2013
www.zeitschrift-suburban.de

aufsätze

Zur Konzeption kritischer Stadtforschung
Jan Kemper, Anne Vogelpohl

Wohnungen als Finanzanlage
Susanne Heeg

Urbanität nach exklusivem Rezept
Henning Füller, Nadine Marquardt, Georg Glasze & Robert Pütz

Die Goethe-Universität zieht um
Bernd Belina, Tino Petzold, Jürgen Schardt & Sebastian Schipper

debatte

Thesen zur Soziologie der Stadt
Hartmut Häußermann & Walter Siebel, kommentiert von Sybille Bauriedl, Norbert Gestring, Johanna Hoerning, Carsten Keller & Jan Werheim

Urbane soziale Bewegungen in der neoliberalisierenden Stadt
Margit Mayer, kommentiert von Grischa Bertram, Peter Birke, Volker Eick, Samuel Mössner & Lisa Vollmer

magazin

Nützliche Illusionen
Stefanie Bürkle

rezensionen

Die Krise verstehen
Matthias Naumann

Figure n°25 : « Une » du premier numéro de sub\urban. zeitschrift für kritische stadtforschung

Les quatre premiers numéros du journal dessinent les contours de ce « forum des études urbaines critiques ».

Le premier numéro constitue logiquement une introduction aux études urbaines critiques. L'éditorial définit ainsi les principes de cette nouvelle publication : gratuité (*open-access*), interdisciplinarité, évaluation par les pairs (*peer-review*), publication en allemand, intervention politique. Les premiers articles posent les enjeux scientifiques du champ et analysent le contexte de production. Le texte de Bernd Belina, Tino Petzold, Jürgen Schardt, Sebastian Schipper dénonce ainsi précisément la néolibéralisation de l'université et ses effets, à travers l'exemple du déménagement des locaux de la très réputée Goethe Universität à Francfort (« Die Goethe-Universität zieht um. Staatliche Raumproduktion und die Neoliberalisierung der Universität »). La section « Débats » permet de discuter des articles de référence. Le premier, « Thesen zur Sociologie der Stadt », paru en 1978 et reproduit dans le numéro, est considéré comme un article précurseur de la sociologie urbaine et néanmoins toujours d'actualité. Le second, écrit par la politologue berlinoise Margit Mayer, donne lieu à un débat sur les mouvements sociaux urbaines dans la ville néolibérale. Le deuxième numéro développe le thème récent de la ville post-politique, à partir de la traduction d'un texte du géographe Erik Swyngedouw. Les articles sur les mouvements londoniens, barcelonais, berlinois font écho à l'article traduit. Le troisième numéro revient, par le thème des assemblages, sur la portée de la théorie de l'acteur-réseau. Ces numéros, centrés sur des concepts récents (ville post-politique et théorie de l'acteur-réseau), soulignent la volonté d'interroger des théories contemporaines et de les confronter, dans une certaine mesure, au contexte allemand. Le quatrième numéro, sous le titre « Illégalité, Ville, police », s'intéresse à la surveillance en ville, un thème qui s'est développé en Allemagne dans les années 2000.

Dans ces quatre numéros, les sections *Aufsätze* (« articles ») et *Magazin* proposent des thèmes (fêtes illégales, rap, esthétique de la crise à Athènes) et des formes (entretiens avec des militants, description de groupes de lectures,…) relativement variées. Un article paru dans le troisième numéro retiendra particulièrement notre attention : celui du collectif Kritische Geographie Berlin intitulé « Ein Bericht zur Workshop-Reihe des Vereins Kritische Geographie Berlin ». Il s'agit d'un compte-rendu de la série d'ateliers publics sur la touristification évoquée plus haut. Trois membres de l'association ont contribué à l'écrire (Micki Blickhan, Thomas Bürk et

Nils Grube) mais la signature est collective. Cela confirme les liens très forts qui unissent l'association des géographes berlinois à cette nouvelle publication, interdisciplinaire et gratuite.

La consolidation de la géographie critique allemande se traduit également dans les choix éditoriaux de la série dirigée par Bernd Belina et Boris Michel. Cette dernière passe progressivement d'une logique d'anthologie de la géographie anglophone à la publication d'ouvrages d'auteurs allemands. A titre d'exemple, *Gefahrenzonen, Angstraum, Feindesland* (Zones de dangers, espaces de la peur et territoires ennemis) de Thomas Bürk est publié en 2012. Reprenant son travail de thèse, il y analyse le développement des mouvements néonazis et les formes de racisme structurel, notamment envers les migrants, dans les petites villes de l'ex-Allemagne de l'Est. Quant à l'ouvrage dirigé par Henning Füller et Boris Michel, *Die Ordnung der Räume. Geographische. Forschung im Anschluss an Michel Foucault* (L'ordre des espaces. Recherche en correspondance avec Michel Foucaut), il témoigne du succès des concepts foucaldiens dans la géographie critique allemande. Pour Boris Michel, cet engouement s'explique par le fait que la géographie critique a pris de l'ampleur en Allemagne au même moment que la théorie foucaldienne a pris de l'ampleur […] Cela a permis de développer une approche politique et critique sur la gouvernementalité » (Michel, 2014).

Plus indirectement, cette publication souligne que la géographie critique allemande a développé ses propres partis pris théoriques, qui ne se limitent plus aujourd'hui à la simple importation de la géographie critique anglophone. En 2014, le premier véritable manuel de géographie critique a paru, toujours chez le même éditeur. L'ouvrage ne se présente plus comme une simple anthologie mais comme un manuel de géographie critique, rédigé par quarante-cinq géographes allemands contemporains, dont plusieurs membres anciens et actuels de Kritische Geographie Berlin. Ce livre a pour ambition d'offrir une vue d'ensemble des études urbaines critiques. Présenté sous la forme d'un manuel destiné aux étudiants, il traite successivement des théories élaborées par Karl Marx et Friedrich Engels, David Harvey, Henri Lefebvre ou encore Michel Foucault, des méthodes, des notions et des combats politiques de la géographie critique. Au-delà de cette présentation didactique, le livre permet de mieux appréhender les luttes urbaines

de l'Allemagne actuelle. On retiendra ainsi l'analyse exemplaire de l'outil cartographique dans la bataille autour de l'aéroport de Berlin-Tempelhof.

Entre 2000 et 2014, il semble que la géographie critique allemande se soit progressivement consolidée, voire même, dans une certaine mesure, institutionnalisée. Dans ce nouveau cadre, Kritische Geographie Berlin fonctionne davantage comme un réseau ou une plateforme que comme un véritable groupe de recherche établi et uni par un même objet ou une même option théorique.

Kritische Geographie Berlin et le rapport « berlinois » à la contestation

Des Berlinois et des militants autant que des géographes

Habiter à Berlin implique, pour la plupart des membres de Kritische Geographie Berlin, une vie sociale et militante intense. Pour les membres plus âgés, c'est le Berlin des années 1980, avec ses squats, ses mouvements de contestation, qui demeure la référence du militantisme.

> J'ai plus de 50 ans et j'ai commencé mes études assez tard, à 35 ans. Je suis arrivé à Berlin au début des années 1980. Je militais déjà avant au sein d'un mouvement anti-nucléaire et pacifiste et dans les mouvements en faveur des centres sociaux autonomes, en province, dans les petites villes. J'ai déménagé à Berlin, parce que c'était, à ce moment-là, l'endroit où il fallait être pour les militants d'extrême-gauche, parce qu'il y avait beaucoup de bâtiments squattés au début des années 1980 à Kreuzberg. Quand on était expulsés, on squattait d'autres lieux. Nous faisions beaucoup de « politique dans la rue ». […]
>
> A l'époque, je m'intéressais aux questions de logement : comment trouver des manières révolutionnaires de vivre, sans propriété privée par exemple, sans espace privé. C'était assez expérimental, mais beaucoup de gens étaient impliqués. Nos manifestations, comme les émeutes (car il y avait des confrontations avec la police) regroupaient souvent 50 à 100 personnes. Nous avions de solides réseaux. Je pense que cette histoire, du début des années 1980, est bien connue, même s'il n'y a pas de très bonne littérature sur le sujet […] A l'époque, j'étais un militant communiste, mais pas affilié à un parti. J'ai toujours été un communiste libertaire (libertarien), non orthodoxe. Pas un anarchiste, au

> sens où je pensais qu'il fallait une organisation solide. Nous pensions le communisme comme un projet de vie, pas un projet futur, un projet du présent. L'implication dans les mouvements sociaux était incontournable, de même que confrontation avec l'Etat et la police. Mais c'était vraiment épuisant. […] Ensuite, je me suis davantage intéressé à la question du travail […] On était un collectif de dix ou quinze et on a tous quitté l'université (moi je n'avais jamais étudié avant) et on travaillait à l'usine à mi-temps. On a essayé de développer un *Militantüberzuchung*, une sorte d'intervention dans le monde du travail. J'ai milité au sein de ces mouvements quelques années, puis j'ai rejoint un collectif de travail, dans un centre social, j'y ai travaillé pendant 6 ans. C'était plus ou moins une coopérative, très liée au mouvement autonome berlinois. En 1988, nous avons lancé une campagne contre le FMI, des choses comme cela. J'ai alors déménagé dans un autre squat, à Berlin Est, en 1989. C'était nos premiers contacts avec les militants des mouvements antifascistes de Berlin Est, où les premières attaques fascistes remontent à 1988. Le squat était situé à Prenzlauer Berg, Lothum Strasse, juste avant la réunification. Je suis resté dans ce collectif jusqu'en 1995, où nous avons eu une crise interne au sujet de la révolution, de la rébellion, du militantisme, à une période où la répression était très forte. Et à ce moment, je me suis dit : peut-être que je devrais aller à l'université ! J'ai commencé à étudier la géographie, la philosophie et l'histoire. Je ne connaissais rien de la géographie à cette époque mais je pensais que l'espace était une question intéressante. Une autre raison pour laquelle j'ai choisi la géographie, c'est que je m'intéresse à l'ornithologie, à l'écologie, que j'avais participé à des mouvements anti-nucléaires. Cela me plaisait de mieux connaître la géographie physique, la géomorphologie, la géologie… Cela impliquait beaucoup d'excursions, de visites en dehors de Berlin. (Bürk, 2012)

A travers ce récit personnel détaillé, c'est un peu de l'histoire du militantisme berlinois qui émerge : squats, jonction avec le monde ouvrier, début des mouvements altermondialistes… Si, à travers ce témoignage, un déclin du militantisme se dessine, celui-ci n'a pas pour autant disparu, loin s'en faut. Pour la nouvelle génération de chercheurs et d'étudiants, l'investissement local reste intense et varié, que ce soit à travers des initiatives de quartiers ou l'action des centres culturels. Les activités militantes de Christine Scherzinger, *wissenschaftliche Mitarbeiterin* et enseignante à la Frei Universität, illustre bien le dynamisme de la vie militante berlinoise, notamment à l'échelon local :

Je participe depuis quatre années au conseil de quartier de Schöneberger Norden (depuis 2013).Actuellement, je milite, entre autres, pour l'initiative citoyenne Kleistpark qui travaille à la mise en réseau des différents groupes de Schöneberg sur les questions des expulsions et du logement.On prévoit d'ouvrir bientôt un forum politique local pour avancer sur la question de l'avenir du quartier. Je participe également au cercle de discussion de la politique urbaine (*Gesprächskreis Stadtpolitik*) de fondation Rosa Luxemburg (*Stiftung*) et je suis chargée, au sein de l'association des Amis de la Nature (*Naturfreunden*), de suivre le concept des excursions, notamment les excursions photographiques. (Scherzinger, juillet 2014).

Kritische Geographie Berlin s'inscrit logiquement dans cet entre-deux de la recherche et du militantisme. Le site web relaie très régulièrement les principales manifestations et les initiatives locales des différents quartiers. Sur la liste de diffusion, Hanna Hermes, militante et étudiante en master de géographie, diffuse régulièrement les actions autour du logement à Berlin.

Figure n°26 : Deux initiatives contre les expulsions et la hausse des loyers, relayées toutes les deux sur le site de Kritische Geographie Berlin, en octobre 2014.

Berlin apparaît comme un lieu privilégié des mouvements locaux, indépendants, auto-organisés. La géographie critique de Kritische Geographie Berlin est en quelque sorte à l'image de la vie sociale berlinoise.

> Berlin est un bon endroit pour la géographie critique, parce qu'il y a beaucoup de sujets critiques et parce qu'il y a beaucoup de jeunes gens qui viennent vivre ici. C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques de notre groupe : des jeunes gens qui viennent vivre à Berlin et qui s'intéressent aux questions urbaines. Ca n'aurait pas marché dans une petite ville, où il n'y a pas les réseaux, les situations sociales, avec les conflits… Mais nous n'en sommes pas au stade d'avoir une influence sur les conflits, nous sommes encore aux limites, à la périphérie des débats. (Bürk, 2012)

Cette effervescence explique aussi qu'une partie des chercheurs et enseignants évitent autant que possible de quitter Berlin et préfèrent faire des navettes pour pouvoir continuer à habiter dans la capitale. C'est le cas des membres qui ont des contrats de des recherches et d'enseignement dans d'autres villes universitaires. Berlin est, de toute évidence, une ville difficile à quitter. C'est aussi une ville qui devient incontournable dans les recherches urbaines, comme l'ont montré Sandra Jasper et Samuel Merrill dans leur récent article, « What is so Berlin ? », pointant la multiplication des conférences et ouvrages sur la capitale allemande. A croire Jasper et Merrill, Berlin serait aussi devenue un terrain de recherche privilégié des chercheurs anglophones. Berlin serait ainsi devenue un laboratoire urbain d'intérêt mondial.

La volonté de lutter contre les mutations actuelles de Berlin

Berlin, la capitale de la République Fédérale d'Allemagne, compte 3,4 millions d'habitants, ce qui en fait la plus grande ville du pays.

Depuis le début des années 1990, Berlin a connu des mutations structurelles radicales, notamment un mouvement de désindustrialisation et une croissance régulière du secteur des services, y compris de la recherche. Dans le même temps, Berlin reste la seule capitale d'Europe dont le produit intérieur brut par habitant est inférieur à la moyenne nationale. En janvier 2014, 214 971 personnes étaient inscrites au chômage à Berlin, ce qui correspond à un taux de 11,9 %, contre 7,3 % au niveau national. « Berlin est pauvre mais sexy » (*Berlin ist arm, aber sexy*), avait déclaré son maire SPD Klaus

Wowereit, resté 13 ans en fonction et qui a démissionné en août 2014. Si Berlin fait figure de capitale des petits boulots et de la précarité, de capitale des "Hartz IV Empfänger" (allocataires du minimum social en Allemagne), de nouvelles dynamiques n'en sont pas moins venues modifier en profondeur la vie quotidienne berlinoise.

La première de ces mutations concerne l'intense processus de gentrification à l'œuvre dans la capitale, notamment dans les quartiers de l'est berlinois, Kreuzberg ou Prenzlauer Berg. Depuis 2005, à mesure que les loyers augmentaient, la question urbaine s'est imposée dans le débat public. Le terme de gentrification est devenu d'autant plus populaire que l'arrestation et la détention, en 2007, du sociologue urbain berlinois Andrej Holm, associé au mouvement *Wir bleiben alle !* et spécialiste de ce processus, a été largement médiatisée et contestée[6].

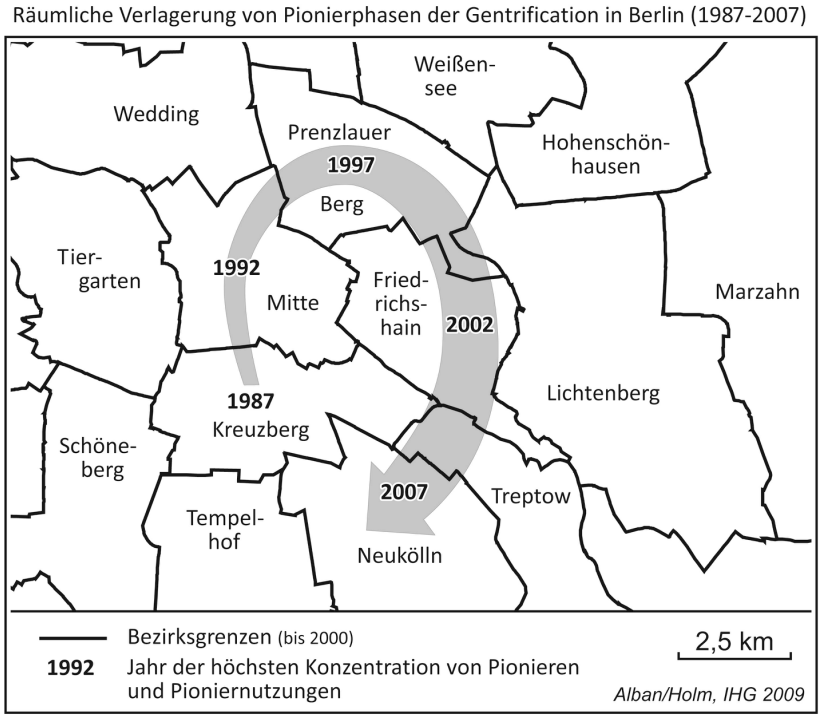


Figure n°27 : Les étapes du processus de gentrification à Berlin, entre entre 1987 et 2007
*Carte extraite du blog d'Andrej Holm (*http://gentrificationblog.wordpress.com*)*

[6] Après avoir engagé des recherches Internet sur des mots-clés tels que "gentrification" et "inégalité", utilisés par une organisation radicale identifiée comme terroriste, l'Office fédéral de police criminelle allemand (Bundeskriminalamt, BKA) décide que Holm était "hautement suspect" et entreprend de le surveiller. Le 31 juillet 2007, le BKA perquisitionne son bureau et son domicile, et place Holm en garde à vue. Il est détenu jusque fin août en isolement dans la prison de Moabit à Berlin, mis en liberté conditionnelle avant que la cour fédérale allemande n'annule le mandat d'arrêt en octobre 2007.

L'autre mutation majeure concerne le développement d'un tourisme urbain de masse. Le nombre de nuitées a plus que doublé entre 2002 et 2012, passant de 11 millions de nuitées à 25 millions, ce qui fait de Berlin la troisième ville touristique européenne après Londres et Paris. Kritische Geographie Berlin s'est emparé de cette question, à travers la série d'ateliers dont il a été question plus haut. L'article du collectif paru dans *sub\urban* détaille le contenu et les débats de ces rencontres. Le premier atelier, le 9 juin 2012, interrogeait tous les aspects économiques (offre, demande, circulation communication) de la touristification à Kreuzkölln (contraction des noms des quartiers de Kreuzberg et Neukölln). Les discussions cherchaient à éviter une vision binaire entre gagnants et perdants, en pointant qu'à l'échelle micro-économique, ce sont aussi des auberges, des petits commerces qui profitent de cette manne financière. Le deuxième atelier, le 6 octobre 2012, s'intéressait à la gouvernance et aux acteurs de la touristification, ainsi qu'aux conflits qui émergent. L'urbaniste Johannes Novy et le géographe Tillmann Versch étaient invités à évoquer la gestion du tourisme à l'échelle de la ville et des quartiers. Le troisième atelier, le 1er juin 2013, concernait les pratiques touristiques quotidiennes et a donné lieu à leur observation, sur le terrain, dans trois lieux différents de Kreuzberg : Schlesische Strasse, Schlesischen Tor et le Görlitzer Park. Cette expérience a permis aux participants de constater la difficulté à reconnaître les nouvelles formes de tourisme (et de touristes !). Ainsi, les résidents étrangers de longue durée ou les migrants sont souvent assimilés à des touristes. A travers l'article et le récit des ateliers, transparaît le souci de prendre la mesure de ce phénomène, sans pour autant tomber dans une vision simplificatrice.

Deux membres du groupe, Boris Michel et Henning Füller, ont également tiré, de cette réflexion commune, un article publié dans la revue *International Journal of Urban and Regional Research* , intitulé « 'Stop Being a Tourist!' New Dynamics of Urban Tourism in Berlin-Kreuzberg ». Cet article illustre aussi l'approche particulière de Kritische Geographie sur ces questions. Il s'intéresse également à l'émergence d'un « nouveau tourisme urbain » (*New Urban Tourism*) caractérisé par la recherche d'une expérience urbaine hors des sentiers battus des circuits touristiques. Ce sont donc les quartiers vivants et créatifs, à l'instar de Kreuzberg, qui constituent la cible privilégiée de ces « nouveaux touristes » en quête d'authenticité. L'argumentation s'attarde logiquement sur les manifestations de ce phénomène dans le marché immobilier du quartier : multiplication des locations de courte durée, diminution du nombre

d'appartements à louer, hausse des loyers, accélération de la gentrification… L'article développe surtout une analyse des discours anti-touristes, relayés par des slogans largement diffusés tels que « Help ! The Tourists are coming » ou des stickers « Berlin doesn't heart you », en opposition au fameux « I love NY ». Les deux auteurs n'hésitent pas à qualifier certaines de ces réactions de «xénophobes ». Dans l'article de *sub\urban*, Kritische Geographie Berlin fait le choix d'insister sur les initiatives où les touristes sont considérés comme des alliés potentiels, comme ce fut le cas quand les locataires de la Kottbusser Tor, menacés d'expulsion, distribuèrent des cartes à leur destination : « Nouveaux Berlinois et visiteurs de courte durée (touristes) : nous vous invitons à nous soutenir dans notre lutte contre les loyers qui explosent, ici à Berlin ». Une critique frontale du tourisme aurait sans doute été plus « radicale », mais l'on comprend que, pour les membres de Kritische Geographie Berlin, un tel raisonnement ne saurait s'appuyer, d'aucune manière, sur des attaques racistes ou des raccourcis simplificateurs. Pour eux, la critique ne peut se faire à n'importe quel prix, et surtout pas celui de la xénophobie.

Il est donc logique que les membres de Kritische Geographie Berlin s'intéressent aux dynamiques migratoires et, plus spécifiquement, à la vie quotidienne des migrants dans les quartiers où ils se concentrent. Dans le cadre du festival « 48 Stunden Neükölln » (les 48h de Neükölln), un quartier situé immédiatement au sud-est de Kreuzberg, certains membres du groupe ont organisé une enquête participative, ainsi qu'une exposition, sur les migrants qui viennent vivre temporairement dans ce quartier ; ainsi des migrants espagnols poussés par la crise et l'austérité que connaît leur pays depuis 2008. Cette exposition est une nouvelle forme de transmission et de diffusion du savoir au grand public, y compris vers ses franges les plus marginalisées. Les initiatives locales, notamment au sein des quartiers, constituent donc, pour les membres de Kritische Geographie Berlin, une échelle privilégiée de l'action, de la diffusion et de la transmission des savoirs critiques.

Photographie n° 14 : Photographie de l'exposition consacrée aux migrations lors du festival « 48 Stunden Neükölln » *(Katja Thiele)*
Une carte retrace, à l'aide de fils, l'origine des migrants qui habitent à Neukölln

En conclusion, Kritische Geographie Berlin n'est sans doute pas un groupe aussi ordinaire que son slogan le laisse entendre. Le groupe est certes à l'image de la vie sociale berlinoise : précaire, auto-organisé, ouvert. Pourtant, si l'on retrace l'histoire de la jeune géographie critique allemande, Kritische Geographie Berlin semble bel et bien avoir fonctionné depuis le début des années 2000 comme un « incubateur de projets », aussi informel et expérimental soit-il. Aujourd'hui, le groupe poursuit ses activités hors de l'université, sans pour autant rechercher à tout prix une plus grande visibilité. Il contribue néanmoins à repenser la production du savoir géographique, sur la forme et sur le fond, en cherchant à expérimenter de nouvelles formes de diffusion des savoirs critiques de la ville.

Conclusion de la deuxième partie

L'épistémologie peut se faire *in situ*. J'ai voulu montré ici que, comme tous les autres travaux de géographie, l'analyse épistémologique gagnait à s'envisager sur le terrain, auprès des acteurs. La science n'existe qu'en action, incarnée (par des individus et des collectifs) ; les idées n'existent que quand elles sont portées, mobilisées et diffusées.

Si l'on considère avec Bruno Latour qu'« un bon compte rendu est un compte rendu *qui trace un réseau* » (Latour, 2006, p.187), alors nos trois groupes ne doivent pas sembler figés mais vivants. Ils ne sont pas statiques, bien au contraire, toujours en mouvement. Pour se maintenir en tant que groupe, ils ne cessent de se réunir, d'écrire, de se définir, de s'allier, d'évoluer, et de négocier une identité commune. Comme les trois comptes rendus l'ont montré, les groupes supposent en réalité de perpétuels *regroupements*, matériels comme symboliques. C'est à ce prix que les idées émergent, se maintiennent et se déploient.

Le GESP, INURA et Kritische Geographie Berlin n'ont pas les mêmes ancrages. Les pratiques de leurs membres sont loin d'être identiques. Ils n'envisagent pas leurs activités aux mêmes échelles. Tous contribuent néanmoins à faire vivre et à donner forme à la géographie critique urbaine. A petite échelle, par leurs activités collectives, leurs déclarations et leurs travaux, ces groupes contribuent à tracer le réseau de la géographie critique qu'il convient maintenant de réassembler dans une dernière partie.

Troisième partie : La géographie critique urbaine réassemblée

Lorsqu'il est question de la critique en sciences sociales, une rare certitude concerne la difficulté qu'il y a à la définir. Comme le rappelle Razmig Keucheyan dans *Hemisphère gauche*, la notion de critique « court d'abord le risque d'être excessivement large, en ce sens que l'on ne voit pas à quoi pourrait ressembler une pensée "non critique", une pensée qui ne se situerait pas de manière critique par rapport à des savoirs existants, ou à des auteurs passés ou contemporains. Elle court aussi le risque d'être excessivement restreinte, de référer par exemple au criticisme kantien, ou à la *Théorie critique* de l'Ecole de Francfort. » (Keucheyan, 2013, p. 100)

C'est pourtant bien elle que l'on retrouve de Berlin à Sao Paulo en passant par Zürich, accolée, sous sa forme adjective, à la géographie urbaine, tissant le fil invisible entre les trois groupes étudiés dans la deuxième partie. Le GESP (*grupo de estudo de Sao Paulo*) se présente ainsi comme un groupe de géographie « critique radicale » (*grupo de geografia critica radical*), Kritische Geographie Berlin comme un « simple groupe de géographie critique » (*just another critical geography group*) et INURA affirme vouloir « regrouper des théoriciens et praticiens qui partagent la même attitude critique envers le développement urbain contemporain. »

Ces trois groupes ont développé leurs travaux de recherche dans des champs scientifiques singuliers et ne se sont pas influencés directement les uns les autres. Ou bien l'on considère la référence commune comme la simple coexistence simultanée de « constructions critiques frappées au coin de la diversité » (Granjon, 2013, p.9) ou bien l'on cherche à y déceler une démarche commune.

C'est ce que je me propose précisément de faire dans le premier chapitre de cette partie. Je définirai la géographie critique urbaine à partir de ce que les groupes et leurs membres en disent et à partir de leurs pratiques, en pointant ce qui les unit. Chercher à identifier le plus petit dénominateur commun entre ces trois groupes revient à définir le cœur de la démarche critique, sans proposer une définition *a priori*. En suivant cette perspective, et dans un deuxième chapitre, il conviendra d'interroger l'existence de la géographie critique comme courant de pensée international ; là encore, davantage en concevant le courant comme une série de liens, de références en circulation, d'événements, d'espaces d'échange qui le construisent sans préjuger de son unité et de sa cohérence.

Cette dernière partie est donc une manière de ré-assembler la géographie urbaine critique pas à pas, en confrontant les données et les propos recueillis sur le

terrain aux ouvrages théoriques qui traitent de la critique en sciences sociales. Au bout du chemin, il s'agira d'avoir quelques certitudes sur les contenus et la place de géographie critique, sans pour autant gommer les contradictions ou les difficultés de définition que soulève cette approche spécifique de la géographie urbaine.

Chapitre 7 : A la recherche de la critique dans la géographie urbaine

Les premiers pas de la critique : afficher ses valeurs – de gauche !

L'ancrage normatif des déclarations d'intention

Se constituer en groupe suppose la définition d'une identité collective. Ni le GESP, ni INURA, ni Kritische Geographie Berlin n'échappent à cette règle. Des logos et des slogans figurent parmi les outils de cette identification. La recherche de la plus grande diffusion nécessite d'être visible sur Internet et, pour ce faire, de donner à voir une identité visuelle.

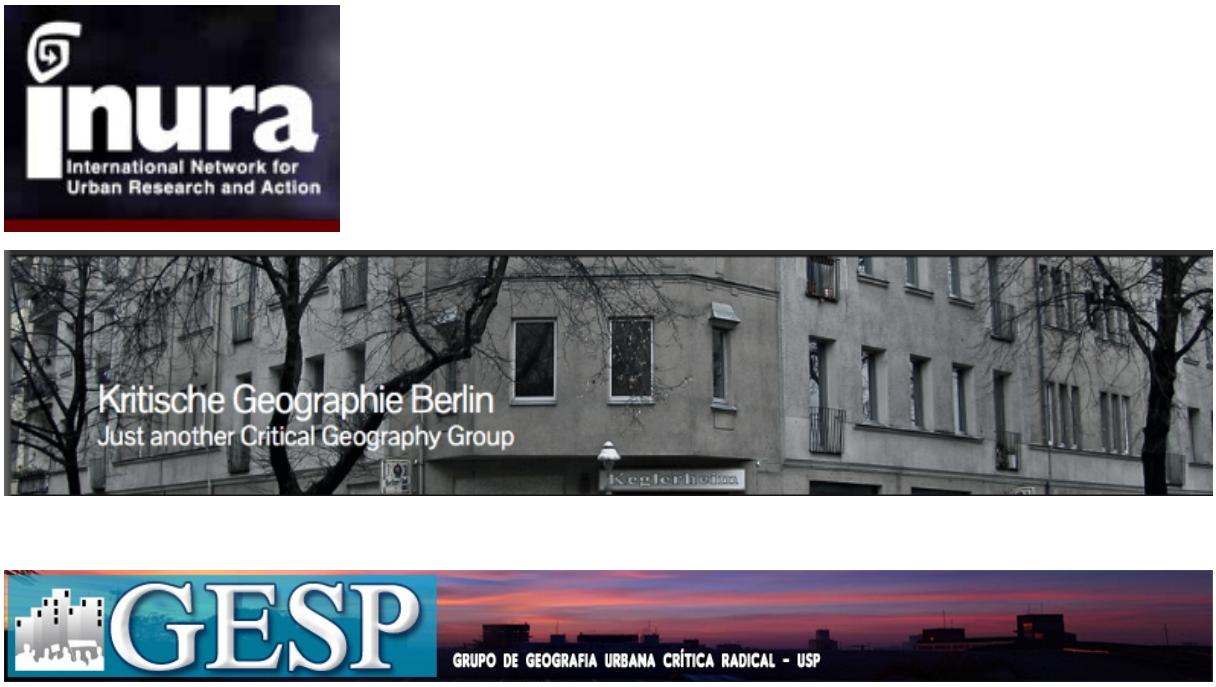


Figure n°28 : Logos disponibles sur les sites Internet
Pour deux des trois groupes, le paysage urbain s'est imposé comme un motif. Il donne à voir d'emblée leur objet de recherche. Si l'on y prête attention, le logo du GESP ne figure pas seulement une ville tout en verticalité. Aux pieds des immeubles, les manifestants s'organisent.

C'est aussi sur les sites Internet que l'on lira les déclarations d'intention de ces groupes. Ces textes méritent une attention particulière. Ils disent beaucoup de ce qu'est

la géographie critique pour les groupes qui s'en réclament. Il faut les concevoir comme les véritables « boîtes noires » de la géographie critique telle qu'elle se fait.

La déclaration d'intention n'est pas une simple présentation, telle qu'on peut la lire sur la page de certains départements ou laboratoires de recherche. Elle relève d'un style bien particulier en ce sens qu'elle définit plus qu'un objet ou même qu'une méthodologie : elle énonce des valeurs et des objectifs collectivement élaborés. Les groupes y formulent explicitement leurs motivations, leurs aspirations (« *empowerment* », « justice », « droit », « émancipation ») et ce contre quoi ils s'engagent (« racisme », « inégalités », « discriminations » de classe, de race, ou de genre). La déclaration d'intention relève du registre normatif au sens où elle émet des jugements de valeurs en même temps qu'elle présente le groupe. Le GESP décrit ainsi le processus de « production contemporaine de l'espace » comme « profondément inégal » et, dans une vision dialectique, cherche à participer à « la construction du projet d'une autre ville », de manière à « rendre possible le 'négatif' du processus [d'urbanisation contemporaine] ». Dans sa déclaration, rédigée en 2003, INURA se positionne sans détour contre la néolibéralisation de la ville et définit son ambition en ces termes :

> Nous défendons énergiquement les notions radicales et redistributives de justice environnementale et sociale, d'égalité des chances et droits à la diversité. Nous comprenons ces droits substantiels en symbiose avec la libération des processus de prise de décision, en soutenant particulièrement la participation de toutes les parties concernées dans la prise de décision ainsi que les modes d'(auto)organisation qui évitent les hiérarchies injustes et la discrimination. (INURA, 2003)

Ce même souci normatif transparaît aussi dans la déclaration d'intention de Kritische Geographie Berlin :

> Pour nous, la géographie critique signifie d'intervenir sur les formes spatiales de domination, de manière scientifique ou à travers d'autres types d'action, et de créer ou au moins de soutenir des lieux alternatifs et émancipateurs, et des possibilités d'action. (Kritische Geographie Berlin, 2012)

« Justice », « émancipation », « égalité », « droit », « engagement », « action » : le champ lexical de ces déclarations emprunte davantage au registre moral et normatif qu'au

registre scientifique. Et l'on s'en étonnera peu, si l'on convient, avec Razmig Keucheyan, qu'un des principaux critères « permettant de situer les pensées critiques dans l'espace conceptuel des sciences humaines est lié au *rapport entre le descriptif et le normatif*. Les pensées critiques tendent à problématiser, parfois mêmes à récuser, la distinction entre ces deux instances » (Keucheyan, 2013, p. 101).

De prime abord, ce positionnement semble en opposition franche avec la conception idéale – et, à dire vrai, surtout idéalisée - de la neutralité axiologique (*Wertfreiheit*, retraduit en 2005 par Isabelle Kalinowski par « non-imposition des valeurs »), telle qu'elle a été définie par Max Weber. Le terme a souvent été invoqué « pour justifier l'image d'un savant libre de passions partisanes » (Pinto, 2011, p.109). La neutralité axiologique représente « l'exigence extrêmement triviale qui impose au savant ou au professeur de faire absolument la distinction, puisque ce sont deux séries de problèmes tout simplement hétérogènes, entre la constatation des faits empiriques [...] et sa propre prise de position évaluative de savant qui porte un jugement sur des faits » (Weber, 1965b, pp. 416-417, cité par Corcuff, 2011). Si l'on s'en tient à cette première définition, la géographie critique urbaine telle qu'elle est conçue et défendue par ces trois groupes contreviendrait à la déontologie scientifique la plus élémentaire, puisqu'il n'est nullement question pour eux de suspendre leurs valeurs ou leur jugement pendant l'activité de recherche.

L'accusation n'est pas sans gravité et place d'une certaine manière la géographie critique à la limite des règles du monde scientifique. En travaillant sur la question de l'éthique en géographie, Marie Morelle et Fabrice Ripoll se sont heurtés à cette vision binaire : « le problème principal, en matière d'éthique comme de scientificité, c'est que la croyance en l'absence possible d'engagement semble fortement répandue voire dominante : il y aurait d'un côté des chercheurs engagés (militants) et de l'autre des chercheurs neutres (impartiaux) » (Morelle et Ripoll, 2009, p.165) Bien sûr, il n'y a plus grand monde pour défendre la parfaite impartialité de la recherche. Car, on le sait, les savoirs sont toujours situés. Mais les tenants d'une géographie critique vont au-delà de la reconnaissance de leur propre subjectivité. Ils accordent en réalité une place centrale et surtout préalable aux valeurs qu'ils défendent.

> Non, il n'y a pas de chercheur sans idéologie. Tout est idéologique même ce qui ne se pense pas comme tel. Il n'y a pas d'objectivité. Quand on choisit un parcours méthodologique, notre point de départ, c'est ce que l'on pense de la réalité. (Carlos, 2011)

En se penchant plus précisément sur ce que Weber entend par « la non-imposition des valeurs », les déclarations d'intention ne contredisent pas autant qu'il y paraît le principe wéberien. Weber n'interdit pas « d'exprimer sous forme de jugements de valeur les idéaux qui les [les chercheurs] animent » (Weber, 1965a, p. 133). Il ne défend pas une objectivité totale et reconnaît même qu'« une portion seulement de la réalité singulière prend de l'intérêt et de la signification à nos yeux, parce que seule cette portion est en rapport avec les idées de valeurs culturelles avec lesquelles nous abordons la réalité concrète » (Weber, 1965a, p. 163)

Si les valeurs peuvent être conçues comme un obstacle au bon déroulement de la recherche scientifique, elles pourraient aussi bien en être une condition, comme le suggère Philippe Corcuff. Il suffirait alors de définir le cadre au sein duquel le normatif ne fait pas obstacle au descriptif et se transforme en moteur de la recherche.

Pour dépasser cette apparente contradiction, on pourrait avancer l'idée que les sciences sociales critiques présentent la spécificité d'être particulièrement « attentives à leur propre fragilité » (Granjon, 2013, p.10). Une partie de leur énonciation scientifique consiste à « expliciter les points normatifs de ses propres critiques, c'est-à-dire leurs implicites positifs. » (Corcuff, 2012, p. 98). « Ce que défend la critique, c'est la nécessité de fonder rationnellement ses appuis normatifs, c'est-à-dire de les affirmer et de les expliciter pour qu'ils ne soient plus des implicites s'exerçant en contrebande. » (Granjon, 2015). Dans une certaine mesure, il y aurait dans la déclaration d'intention une certaine honnêteté intellectuelle à ne pas passer sous silence les valeurs qui animent les chercheurs. C'est aussi, formulé différemment, ce que proposait Bourdieu déjà dans sa défense d'une réflexivité réformiste, évoquée dans la première partie. Il s'agit d'une « *réflexivité réflexe*, capable d'agir non *ex post*, sur *l'opus operatum*, mais *a priori*, sur le *modus operandi* » (2001, p. 174), c'est-à-dire que l'exercice de réflexivité ne peut être conduit comme un simple retour (*ex post)* sur son expérience de recherche (*opus operatum)* mais doit contribuer à la guider dès le début (*a priori*) et tout au long de la recherche (*modus operandi)*. Selon Bourdieu, la réflexivité s'exerce d'autant mieux

qu'elle est collective, au sein de laboratoires ou de départements– ou de groupes de recherche justement. Cette auto-analyse serait un préalable indispensable à la constitution d'un savoir objectif puisque « le rapport subjectif à l'objet quand il n'est pas contrôlé, et qu'il oriente les choix d'objet, de méthode, etc. est un des facteurs d'erreur les plus puissants » (Bourdieu, 2001a, p. 183). En d'autres termes, le savoir sera d'autant plus objectif et valide que la subjectivité est assumée et analysée et « l'objectivation du sociologue fait partie des conditions de l'objectivité » (Mauger, 2013, p.145). Cette « vigilance épistémologique » est constitutive d'une géographie critique qui s'assume comme telle. C'est pourquoi, la démarche critique suppose un mouvement réflexif que je qualifierai de *réflexivité publique ou déclarative*, en ce que les valeurs sont ouvertement présentées dans les déclarations d'intention.

Aussi rassurante soit l'idée qu'une réflexivité publique garantisse l'honnêteté ou l'efficacité de la recherche, elle ne saurait suffire à fonder entièrement la démarche critique. Il faut donc poursuivre notre raisonnement plus avant.

Critique de gauche, critique de droite, il faut se positionner

> Comment je comprends les termes « critique » et « radical » ? L'attitude philosophique doit être critique et radicale. Elle est critique parce qu'elle dialogue avec les autres. Pour construire une compréhension du monde, il est nécessaire de dialoguer avec les autres et avec ce qui a été déjà écrit. Elle est radicale parce qu'il faut aller à la racine de la réalité. L'attitude critique et radicale, comme toute attitude philosophique, peut aller vers la droite ou vers la gauche. Il faut aller vers la gauche. (Carlos, 2011)

Ana Fani Alessandri Carlos soulève ici une évidence. S'il suffisait d'énoncer des valeurs pour être critique, il pourrait logiquement exister des géographies fondées sur des idéologies, quelles qu'elles soient, y compris raciste, machiste, impérialiste, etc.
La critique ne saurait donc se limiter à un simple énoncé des valeurs revendiquées. L'exercice d'une réflexivité publique est une condition de la critique mais elle n'est pas suffisante. Dans les faits, s'il n'existe pas vraiment de trace d'une géographie critique explicitement de droite, la confusion reste néanmoins possible. Du reste, le risque n'est pas ignoré par les membres des groupes étudiés. Dans le cas allemand par exemple, l'adoption, dans les années 2000, du sigle « Kritische Geographie » au détriment de celui

de « géographie radicale » se fait moins par rejet du marxisme que par rejet de l'adjectif « *radikal* », associé à l'extrémisme terroriste :

> Radical signifie militant, et militant en Allemagne implique une lutte violente. Dans la perception des années 1980, il est lié aux mouvements d'extrême gauche. Parler de géographie radicale, cela aurait peut-être pu fonctionner il y a vingt ans, mais, aujourd'hui, c'est trop lié à une signification négative, largement répandue, qui fait aussi référence à sa version radicale de droite, par exemple les mouvements nazis. Il est toujours lié à l'extrémisme. On ne peut pas employer ce terme tel quel en Allemagne (Bürk, 2012).

Il faut convenir que la critique en sciences sociales consiste certes à s'appuyer sur des valeurs, mais, disons-le sans détour, sur des valeurs de gauche. Ceux qui se réclament de l'approche critique en géographie ou plus largement au sein des études urbaines se situent explicitement à gauche. L'évidence est telle que Richard Wolff n'hésite pas à plaisanter quand on lui demande si l'on peut qualifier INURA, le réseau qu'il a contribué à fonder, de « critique » : « Très critique […] Je ne crois pas qu'il y ait de néolibéraux dans notre réseau….Pas ouvertement en tous cas ! » (Wolff, 2011).

Quand Ulrich Best, Matthias Naumann et Bernd Belina font le constat d'un développement de la géographie critique dans un de leurs articles, ils associent la géographie critique à une géographie de gauche : « quelque chose semble se passer dans la géographie humaine allemande : les perspectives explicitement de gauche gagnent en importance [7]». (Belina, Best et Naumann et, 2009, p. 47). Lawrence Berg ne dit pas autre chose dans une des encyclopédies de géographie humaine quand il affirme que si les géographes critiques ne se réclament pas tous du marxisme, « ils s'identifient tous volontiers comme progressistes de gauche » (Berg, 2010, p. 619).

Plus largement, le titre même de l'ouvrage de Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche, cartographie des nouvelles pensées critiques,* exprime aussi cette évidence : la critique de gauche est devenue un pléonasme. Autrement dit, les penseurs de gauche se sont appropriés la notion de critique. Elle est devenue leur outil, celui d'une approche de

---

7 « Something seems to be happening in German human geography: explicitly left-wing perspectives are gaining in importance »

gauche au sein des sciences sociales. Les pensées de gauche ont pour fondement la volonté de transformer l'ordre existant, tandis que les pensées de droite sont profondément réalistes, en ce sens qu'elles accordent un privilège aux faits acquis, à l'ordre établi, à « la force des choses » (Terray, 2012). Les pensées de gauche sont mues par l'espérance, l'imagination, voire l'utopie. Par conséquent, alors que les pensées de gauche prônent l'égalité, les pensées de droite dénoncent, au contraire, l'égalitarisme.
Par géographie critique urbaine, il faut donc entendre une géographie critique urbaine de gauche. En toute logique aussi, son corpus théorique puise chez des auteurs qui se rattachent à ce vaste champ politique.

Un corpus de penseurs critiques de gauche

Un ancrage théorique commun

Si l'on se penche sur les références mobilisées dans les travaux publiés par nos trois groupes de géographie urbaine critique, il est aisé de constater qu'une partie des ouvrages et auteurs cités, sont, pour la plupart, liés aux contextes linguistiques et / ou nationaux.

La comparaison des ouvrages *Handbuch Kritische Geographie,* paru en 2014, et *Crise Urbana,* publié en 2015 montre sans surprise que les références aux auteurs allemands dominent dans le premier, et les mentions aux auteurs brésiliens, dans le second. Les références nationales semblent presque tout à fait imperméables. Deux mentions seulement à des auteurs brésiliens - en l'occurrence à Milton Santos et à Marcelo Lopes de Souza - apparaissent dans l'ouvrage allemand, et aucun géographe allemand n'est cité dans l'ouvrage brésilien. En revanche, les références aux philosophes germanophones ne manquent pas dans le travail des géographes paulistes : Marx, Engels, Horkheimer…

	Kritische Geographie Berlin ***Handbuch Kritische Stadtgeographie*, 2014**	**INURA** ***The contested metropolis*, 2004**	**GESP** ***Crise Urbana*, 2015**
Henri Lefebvre	6	5	40
David Harvey	23	5	9
Neil Smith	11	2	3
Edward Soja	1	1	3
Michel Foucault	13		1
Max Horkheimer	1		2
Karl Marx	9		6
Friedrich Engels	2		2
Milton Santos	1		3
Marcelo Lopes de souza	1		1
Christian Schmid	1	2	
Doreen Massey	13	2	
Margit Mayer	9	4	
Neil Brenner	3	1	
Roger Keil	7	1	
Antonio Negri et Michael Hardt	2	1	
Bob Jessop	1	2	
Andrej Holm	5	2	
Jonathan Friedman	1	3	
Saskia Sassen	5	3	
Stephen Graham	5	1	
Pierre Bourdieu		3	1

Tableau n° 8 : Références partagées entre les ouvrages *Handbuch Kritische Geographie* (2014), *Crise Urbana* (2015) et *The Contested Metropolis* (2004), a minima dans deux d'entre eux.

Cette recension montre que les groupes étudiés partagent moins des références géographiques communes qu'un paysage intellectuel commun, autour de grands penseurs de gauche : Marx, Engels, Foucault, Horkheimer et les penseurs de la théorie

critique de l'Ecole de Francfort, Hardt et Negri, Lefebvre, Bourdieu, Foucault, sont des figures récurrentes de la géographie urbaine critique.

La majorité des références sont certes marxistes ou post-marxistes, mais elles ne s'y limitent (Bourdieu ou Foucault). En revanche, tous ces penseurs ont pour point commun d'avoir pensé la domination, sous des angles variés. Comme le souligne Lawrence Berg, « les tenants de la géographie humaine critique s'appuient sur approches théoriques telles que l'anarchisme, l'anticolonialisme, les théories critiques de la race (*critical race theory*), l'environnementalisme, le féminisme, le marxisme, la théorie non-représentationnelle, le post-marxisme, le postcolonialisme, le poststructuralisme, la psychanalyse, la théorie *queer*, le situationnisme, et le socialisme. » (Berg, p. 616)

Si les trois groupes ne mobilisent pas la totalité de cet éventail théorique, l'échantillonnage bibliométrique confirme qu'un large spectre de pensées de gauche est sollicité.

Préférences théoriques

L'appropriation des pensées de gauche varie d'un groupe à l'autre, laissant apparaître des singularités théoriques.

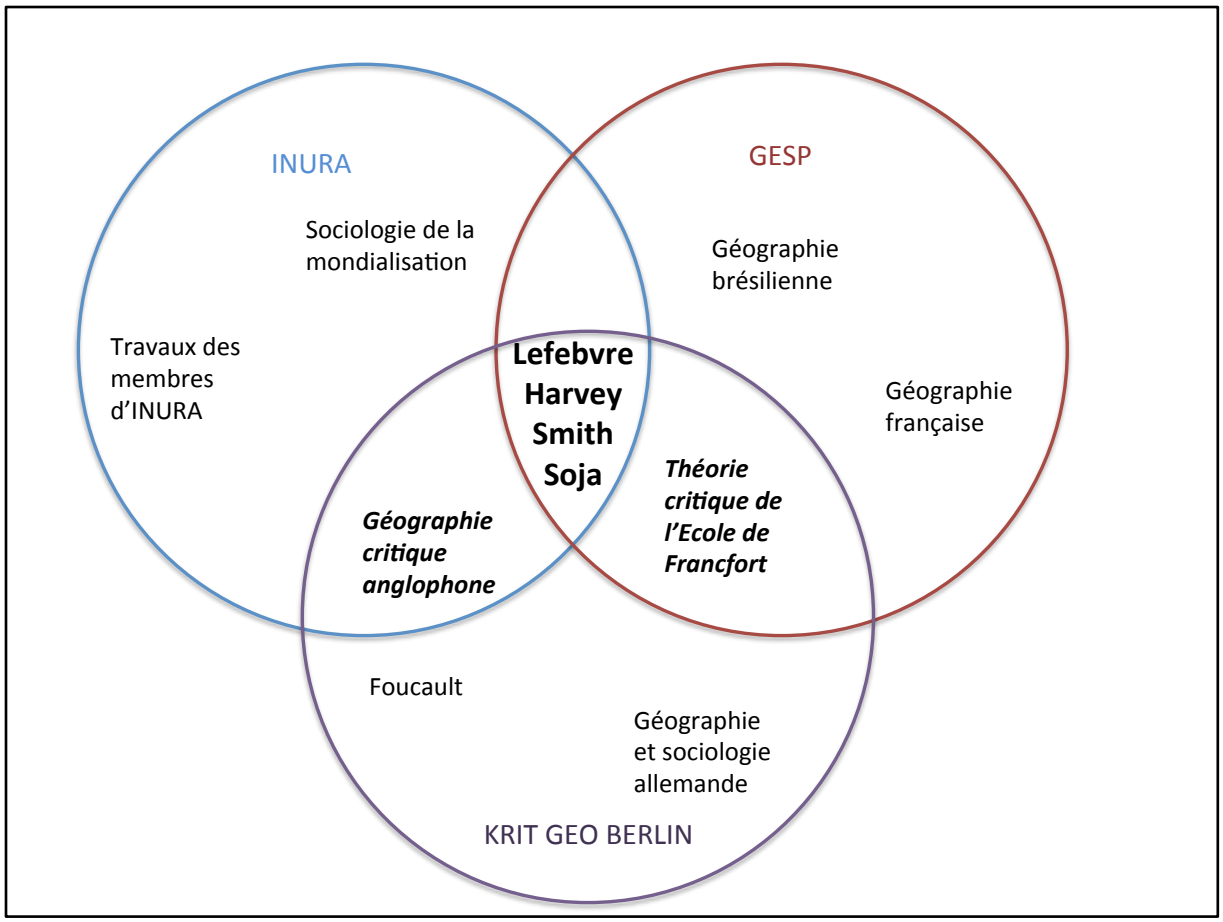


Figure n°29 : Références communes et références particulières

Le GESP est le groupe dont le travail est le plus explicitement ancré dans la tradition marxiste et lefebvrienne. Lefebvre, Marx et Harvey sont les auteurs les plus cités dans l'ouvrage collectif *Crise Urbana*, paru en 2015.

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, de ce qu'il se définisse comme un groupe de géographie radicale. L'adjectif fait explicitement référence à la célèbre citation de Marx, tirée de *Critique de la philosophie du droit de Hegel* : « être radical, c'est prendre les choses par la racine ». La métaphore de la racine (*radix* en latin) donne à voir une démarche intellectuelle spécifique. Aller à la racine, c'est bien aller chercher ce qui est à l'origine d'un phénomène mais qui demeure invisible. Une pensée radicale vise donc à dévoiler les causes profondes, par-delà les apparences. Revendiquée par le GESP, cette approche rattache d'emblée la géographie du groupe brésilien à une géographie marxiste, pour laquelle l'organisation capitaliste est à la racine, au fondement de la société. Elle y détermine l'ensemble des relations sociales, notamment à travers les rapports de classe.

Dans le cas allemand, Foucault occupe, bien plus qu'ailleurs, une place déterminante. Cela s'explique par la réception particulière de Foucault en Allemagne et le succès de son œuvre dans les sciences sociales. Dans un article intitulé « L'analyse du discours en Allemagne et en France. Croisements nationaux et limites disciplinaires », Johannes Angermüller a montré les impacts méthodologiques que l'influence foucaldienne a eus en Allemagne. « Tout en devenant une problématique pour une panoplie de disciplines, notamment en sciences sociales, le « discours » semble s'imposer comme une notion clé des sciences humaines » (2007, p. 6). L'analyse des discours, ou *Diskurzanalyse,* est devenue un outil privilégié. De manière significative, plusieurs des membres de Kritische Geographie Berlin ont travaillé sur les discours géographiques. Ulrich Best a ainsi analysé la manière dont certains quartiers berlinois sont assimilés à des « ghettos » (Best et Gebhardt, 2001), tandis que le travail de Bernd Belina consiste à montrer comment l'espace est utilisé dans les discours pour mieux justifier les politiques de sécurité (Belina, 2011). Comme le rappellent, Mélina Germes, Georg Glasze et Florian Weber, « la pensée de Michel Foucault est particulièrement sollicitée pour revendiquer une activité scientifique qui soit elle-même critique de son discours scientifique, pour fonder une manière de « penser autrement » (2011).

Dans le cas d'INURA, la bibliographie du livre collectif *the Contested Metropolis,* paru en 2004, témoigne à la fois d'un intérêt singulier pour l'analyse de la mondialisation urbaine (Saskia Sassen, Jonathan Friedmann) et pour ses contestations altermondialistes (Naomi Klein, Antonio Negri et Michael Hardt). Ces références sont logiques pour un réseau qui se veut international et, dans une certaine mesure, altermondialiste. La critique du néolibéralisme formulée dans leur déclaration de 2003 trouve son expression dans les références bibliographiques sur ce thème (Bob Jessop ou Neil Brenner). La bibliographie de l'ouvrage fonctionne également comme une plateforme d'échange des travaux de ses membres, qui constituent un part importante du corpus.

En quête de théories de l'espace : incontournables David Harvey et Henri Lefebvre

Pour autant, ces singularités propres aux identités respectives des groupes ne doivent pas masquer la cohérence théorique qui unit ces trois collectifs. Pour cela, il suffit de s'intéresser aux rares auteurs que les trois groupes mobilisent conjointement :

David Harvey, Neil Smith, Edward Soja et Henri Lefebvre. Tous traitent spécifiquement de la ville et de l'espace urbain. Parmi eux, trois sont des auteurs anglophones.

Si l'on rappelle que Smith est un ancien étudiant de Harvey, et Soja un spécialiste de Lefebvre, deux auteurs se détachent indiscutablement : David Harvey et Henri Lefebvre. Il n'est pas anodin qu'il s'agisse de deux marxistes, même si Lefebvre est souvent considéré comme un marxiste hétérodoxe.

Ces deux auteurs ont le mérite de proposer des théories de l'espace. Du reste, les membres des groupes les ont souvent découverts à un moment de leur parcours universitaire où ils se sont sentis confrontés à un manque théorique.

> J'ai fini ma licence (*Graduação*) en 1975, avec un problème non résolu. Après avoir étudié pendant quatre ans la géographie, une question restait en suspens : on entend parler de l'espace géographique, mais de quoi s'agit-il ? Il n'y avait pas à cette époque de définition très convaincante de l'espace géographique. J'avais l'impression de ne rien savoir. J'ai eu mon diplôme au mois de juillet, immédiatement après, au mois d'août je me suis inscrite en maîtrise avec cette question : qu'est-ce que l'espace géographique ? J'ai pensé qu'il fallait chercher les fondements de l'espace en dehors de l'espace. J'ai passé quatre ans dans la bibliothèque de la faculté de philosophie à étudier ce que les sociologues et les philosophes disaient de l'espace. Bien que je sois géographe, j'avais le sentiment que, pour faire de la géographie, je devais sortir de la géographie. Je pensais qu'il y avait beaucoup de limites à cette discipline. La géographie est une discipline qui n'a pas de grands fondements théoriques, de grands penseurs comme Durkheim ou Weber pour la sociologie. C'est ce que je pensais à ce moment-là : il n'y avait pas un grand penseur géographe. (Carlos, 2011)

C'est à partir de cette insatisfaction qu'Ana Fani Alessandri Carlos a rejoint le groupe de lecture du sociologue José de Souza Martins, et s'est plongée dans la lecture de l'œuvre de Marx puis de Lefebvre. Pour Bernd Belina, c'est l'œuvre de Harvey qui est venue combler ce manque.

> Quand nous étions étudiants, en Allemagne il n'y avait pas de géographie critique, pas de discussions théoriques dans les départements. Tous mes professeurs auraient volontiers reconnu David Harvey comme une figure importante de géographie, mais personne ne l'enseignait ou ne l'utilisait, ni même en parlait. Il a fallu partir à l'étranger, et avoir de la

> chance d'une certaine manière pour découvrir qu'il y avait un « autre univers » de la géographie […] Quand je faisais mes études, j'ai commencé à m'intéresser à Marx, à le lire, mais en dehors de l'université et dans le même temps, je me suis intéressé aux aspects plus théoriques de la géographie. Et, par hasard, en 1996 pendant des vacances en Irlande, j'ai acheté un livre de David Harvey. J'ai compris que les questions théoriques que je me posais pouvaient même être mieux expliquées en connaissant bien Marx. Mais j'ai dû le faire par moi-même. (Belina, 2012)

Le constat dressé par Christian Schmid, membre d'INURA, est assez similaire. Il raconte comment, à Zürich, le groupe d'étudiants qu'il formait avec Richard Wolff et d'autres, s'est tourné vers des références théoriques en dehors du champ strict de la géographie. Ce travail, qui s'est étalé entre 1982 et 1986, a débouché sur la publication de *Theorien zur Stadtentwicklung* chez *Geographische Hochschulmanuskripte* en 1986. Ces théories provenaient presque toutes d'autres disciplines que la géographie (notamment de la sociologie). Au sein de ce corpus, Harvey et Lefebvre avaient déjà retenu leur attention. Dans tous les cas, c'est bien l'insatisfaction théorique qui semble avoir conduit ces géographes à chercher des théories de l'espace en dehors de la tradition géographique nationale, et souvent même en dehors de la discipline géographique.

Dans les entretiens que j'ai menés, les noms de Harvey et Lefebvre reviennent régulièrement. Mon hypothèse est que ces deux penseurs dépassent largement, l'un comme l'autre, le simple cadre de la géographie urbaine. Tous deux ont développé des théories de l'espace et du capitalisme articulées à des théories urbaines.

A bien des égards, David Harvey est plus qu'un géographe. De manière assez révélatrice, il est le seul géographe parmi les penseurs recensés dans *Hémisphère Gauche*. Justice, nature, ville, impérialisme : autant de thèmes qu'Harvey a abordés au fil de ses ouvrages, de ses travaux. Pour reprendre l'expression de Lefebvre, qui se décrivait comme un « méta-philosophe », Harvey pourrait sans doute être qualifié de « méta-géographe ». Dans son œuvre, Harvey parvient en effet à combiner les échelles en analysant conjointement l'expansion du capital dans la ville et à l'échelle mondiale. Il cherche à fonder un matérialisme historico-géographique, souvent cité en exemple.

> Si je devais décrire mon travail, je le qualifierais de matérialiste historico-géographique. En géographie, ce terme a une signification précise. Il ne relève pas de l'idéalisme, ni d'un pur matérialisme. David Harvey a tant apporté, ces quarante dernières années, en

> ajoutant la dimension géographique à la dimension historique. Il a montré que ce n'est pas seulement dans le temps, mais aussi dans l'espace, qu'adviennent les luttes et le changement social (Belina, 2012).

Sa contribution à la réflexion sur la justice est aussi régulièrement citée, notamment l'ouvrage paru en 1973, *Social Justice and the City :*

> La justice sociale est pour moi le thème directeur. Cela me vient de David Harvey et de son livre So*cial Justice and the City*. (Wollf, 2011)

Le consensus est peut-être plus large encore quand il s'agit de l'influence de Lefebvre.

Paysages théoriques lefebvriens

Henri Lefebvre constitue l'autre référence incontournable de la géographie critique. Au sein des groupes étudiés, plusieurs membres sont considérés comme les meilleurs spécialistes de l'œuvre de Lefebvre : comme Ana Fani Alessandri Carlos au Brésil, ou Christian Schmid en Suisse. Depuis des années, dans leur champ scientifique respectif, ils animent des séminaires, écrivent des ouvrages, organisent des conférences autour de l'œuvre du philosophe et sociologue français. On peut même avancer l'idée qu'INURA a fonctionné comme une plateforme d'échange de la théorie lefebvrienne, comme le confirme Christian Schmid :

> 1991, c'est l'année où j'ai commencé ma thèse sur les théories de l'urbain. Après deux ou trois ans, elle s'est transformée en thèse sur Lefebvre. Au sein d'INURA, avec Stefan Kipfer, Kanishka Goonewardena et Roger Keil, on a quasiment fondé une école lefevrienne. (Schmid, 2014)

C'est en partie au sein d'INURA que sont nés des projets d'ouvrage comme *Space, Difference, Everyday life : Reading Henri Lefebvre,* paru en 2008.

Certains ouvrages reviennent dans les bibliographies et fonctionnent comme des références incontournables de la géographie critique : *Le Droit à la ville* (même s'il n'est traduit ni en anglais, ni en allemand. La référence est donc citée en français) ; *La Révolution urbaine* ; *La production de l'espace* ; *La Critique de la Vie quotidienne* (même si

elle reste citée dans une moindre mesure). Ces quatre ouvrages posent indéniablement les bases d'une pensée critique urbaine et spatiale. Je me propose ici de montrer comment Lefebvre est mobilisé de manière différenciée et singulière par chacun des trois groupes en fonction du rythme des traductions et des intérêts locaux, dessinant une géographie théorique de l'œuvre de Lefebvre.

Pour le GESP, Lefebvre constitue le principal fondement théorique. Le groupe s'est même constitué autour de la lecture collective quasi exhaustive des œuvres de Lefebvre. Dans l'introduction de *Crise Urbana*, premier ouvrage de la collection *Metageografia* (une référence non dissimulée à la métaphilosophie de Lefebvre) ; ce ne sont pas moins de 14 œuvres qui sont citées, en portugais (3) mais surtout en français (11). L'absence de traduction n'est pas conçue comme un obstacle et, à ce titre, la maîtrise de la langue française ferait presque office de critère de recrutement du GESP. Le cœur théorique du GESP est une réflexion sur la production de l'espace. Mais le GESP tente aussi d'enrichir la théorie lefebvrienne en insistant sur une notion conjointe, celle de reproduction de l'espace. Le GESP analyse « le rôle de l'espace comme le lieu et moment crucial de la reproduction de la société capitaliste. Cela s'explique par le fait que la développement productif et la réalisation du capitalisme rencontre aujourd'hui ses limites […] et exige de nouvelles stratégies d'accumulation. » (Carlos, 2015, p.10)

Finalement, à la manière dont Harvey a tenté d'élaborer un matérialisme historico-géographique sur la base du *Capital* de Marx, le GESP tente d'élaborer une métagéographie lefebvrienne.

Chez INURA, Lefebvre ne constitue pas une référence exclusive. La structure même du réseau implique une multiplicité d'approches. Dans un entretien, Christian Schmid rappelle que, dès 1991, INURA a davantage fonctionné comme une plateforme que comme un groupe unifié théoriquement :

> Si l'on revient aux écrits de notre première réunion à Salecina, Lefevbre est déjà présent, mais, autant que les travaux de l'école de la Régulation ou d'autres pensées de la ville. A l'origine d'INURA, il y avait différentes approches. Avec le groupe de Zürich et les Allemands de Francfort (Roger Keil), on formait le groupe des Lefebvriens. Les Italiens, à l'époque s'intéressaient beaucoup à la notion de territoire, sous l'influence de Claude Raffestin, qui mobilisait autant Lefebvre que Foucault. En Angleterre, la vision était plus pragmatique. Michael Edwards avait une approche plus économique. Il ne s'agissait donc

> pas de fonder un réseau sur une seule base théorique […] Il n'était pas possible de transformer la conférence d'INURA en séminaire sur Lefebvre. En 2004, à Toronto, il y eut même un conflit important : nous cherchions à définir un projet commun. Les Lefebvriens souhaitaient un projet sur le droit à la ville. Mais nous n'avons pas réussi à nous mettre d'accord sur cette base théorique. INURA est trop vaste et diverse, avec parmi nous des architectes, des urbanistes, des sociologues, des géographes… De mon point de vue, ce fut un échec. Quelques années plus tard, je suis revenu avec le projet de *New Metropolitan Mainstream*, qui s'est révélé plus consensuel. En fait, il faut un sujet avec une interprétation possible pour tous. Avec les théories bien définies, ce n'est pas vraiment possible. Cela crée aussi une inégalité entre ceux qui connaissent bien l'œuvre et ceux qui la connaissent moins. (Schmid, 2014)

Pour autant, la pensée lefebvrienne occupe une place privilégiée au sein d'INURA, en partie parce qu'elle correspond assez bien aux valeurs et au principe d'auto-organisation défendus par le groupe dès 1991.

> Pour comprendre notre intérêt pour Lefebvre, il faut remonter au groupe initial à Zürich. Etudiants, nous avions préparé un livre sur les théories du développement urbain : Chicago, Engels, Lefebvre, Castells, Harvey, etc. Nous n'étions pas satisfaits de la plupart de ces approches. Castells nous semblait trop proche du PC, Harvey avait un côté trop mécanique, classique. Lefebvre nous a paru beaucoup plus intéressant, mais aussi beaucoup plus difficile à comprendre. En réalité, il y a peu de théoriciens de l'urbain, et avec Lefebvre, dès le début, il y a une interrogation sur l'action. En fait, Lefebvre combine théorie, action et changement de la société : c'est une théorie beaucoup plus « pratique » que les autres. (Schmid, 2014)

Kritische Geographie Berlin entretient une relation moins directe à l'œuvre de Lefebvre. Dans le manuel de géographie critique urbaine récemment paru et dans lequel les membres de Kritische Geographie Berlin ont rédigé de nombreux articles, il est tout de même présenté comme l'un des cinq auteurs qui constituent la base théorique de la géographie critique.

Mais la découverte de Lefebvre par les géographes allemands est relativement récente. Si l'on en croit l'article de Klaus Ronneberger sur réception de Lefebvre en Allemagne, ce sont d'abord les sociologues et les politologues qui ont mobilisé Lefebvre dans les années 1980 et 1990, après une première vague de traduction dans les années

1970. *La révolution urbaine* parue en 1970 en France avait été traduite dès 1972 en Allemagne. Les arguments de l'ouvrage avaient surtout attiré l'attention des mouvements militants d'extrême-gauche, davantage que les chercheurs. Cette chronologie explique que les références citées par Anne Vogelpohl dans *Handbuch Kritische Geographie* soient majoritairement anglophones (Vogelpohl, 2014). A l'exception de Christian Schmid, qui écrit en allemand, l'article cite essentiellement des relectures anglophones de l'œuvre de Lefebvre par Robert Shields, Lukas Stanek, Stefan Kipfer, Andy Merrifield ou Stuart Elden, davantage même que l'œuvre de Lefebvre, qui n'est pas entièrement traduite.

Ce « paysage bibliographique » confirme l'internationalisation de la géographie critique allemande, en parallèle d'une certaine globalisation de la pensée lefebvrienne. Dans ce cadre nouveau, Lefebvre est très présent, même indirectement : la collection dirigée par Bernd Belina chez Westfälisches Dampfboot, s'intitule précisément *Raumproduktionen*, « les productions de l'espace », au pluriel. L'inspiration lefebvrienne est indéniable. En Allemagne, le succès de Lefebvre s'exprime davantage au sein des mouvements sociaux urbains, puisqu'une association *Recht auf Stadt* (le droit à la ville) s'est constituée en 2009 à Hambourg. Elle annonce vouloir lutter contre la gentrification. Aujourd'hui présent dans cinq villes (Berlin, Brême, Francfort, Freiburg et Hambourg), le mouvement s'est inspiré du réseau *Right to the City Alliance* créé aux Etats-Unis.

Figure n° 30 : Première affiche du réseau *Recht auf Stadt* créé en 2009

En Allemagne, la pensée lefebvrienne est donc essentiellement réapparue à travers des références anglophones.

La circulation de la pensée lefebvrienne tient à son extraordinaire souplesse et adaptabilité (Cingolani, 2012 ; Revol, 2012). Malgré la relative opacité de la prose lefebvrienne, les concepts (production de l'espace, vie quotidienne, droit à la ville) ne relèvent pas seulement de la pure abstraction. Le marxisme hétérodoxe permet de combiner les analyses du capitalisme avec une forme de libertarisme. C'est aussi une théorie du possible qui unit l'analyse de la ville à la question de l'action. Empruntant aussi bien à la sociologie, à l'histoire, la philosophie, Lefebvre contribue à briser cloisonnement disciplinaire, ce qui explique que la pensée lefebvrienne soit mobilisée aussi largement.

La mobilisation du corpus théorique et les thèmes de recherche vont dans le sens d'un savoir interdisciplinaire qui ne saurait se limiter aux seules références géographiques. Ce constat doit conduire à interroger le rapport des groupes à la discipline géographique.

Pour un savoir géographique non spécialisé

La multiplication des initiatives interdisciplinaires et transdisciplinaires.

Les trois groupes affirment tous la nécessité de dépasser les frontières des disciplines. L'interdisciplinarité, voire la transdisciplinarité, pourrait même apparaître comme une condition de possibilité de la critique. Rappelons d'emblée que l'interdisciplinarité relève d'un décloisonnement des disciplines et suppose un échange entre plusieurs savoirs spécifiques tandis que la transdisciplinarité remet en cause plus fortement les cadres disciplinaires et en mobilisant, dans un effort commun, des compétences transversales. Dans le *Droit à la ville*, Lefebvre oppose les « sciences parcellaires » à la « philosophie de la ville », qui envisage l'objet urbain dans sa totalité et « s'efforce de saisir le global » (p.35). Puisque le savoir spécialisé ne permet pas de proposer une véritable critique propre à transformer la réalité, il n'est pas surprenant que la géographie critique urbaine ait largement recours à la philosophie (Marx, Foucault, De Certeau….) ou à la sociologie, ce que l'étude du corpus bibliographique a confirmé.

Dans les faits, cette ambition est de plus en plus affichée par ceux qui se réclament de la géographie urbaine. En 2013, la création, à l'initiative de membres de Kritische Geographie Berlin, de la revue germanophone *Su b \ u r b a n*, relève de ce souci de sortir des carcans disciplinaires. Son sous–titre, *Zeitschrift für Kritsche Stadforschung,* signifie précisément « revue de recherche urbaine critique » :

> *Su b \ u r b a n* est une revue scientifique, qui crée un lieu pour un débat germanophone et interdisciplinaire au sein de la recherche urbaine critique. *S u b \ u r b a n* poursuit deux objectifs : promouvoir l'échange entre différentes approches disciplinaires de la recherche urbaine et encourager les réflexions sur ce que peut être, dans ce contexte, son étendue. (*SU B \ U R B AN*, 2013)

Cette évolution est aussi institutionnelle. Au Brésil, où la recherche est de plus en plus financée sur la base de vastes projets interdisciplinaires, le GESP a rejoint en 2012 un groupe plus large, le *NAPUrb* (*Núcleo de Apoiod e Pesquisa)*, constitué d'architectes et de juristes qui travaillent sur l'urbain.

Parmi les groupes étudiés, INURA est sans doute celui qui, dès sa création, en 1991, a inscrit le plus nettement ses activités dans cette logique transdisciplinaire. Même si plusieurs de ses fondateurs sont géographes, INURA se définit à l'origine comme un simple réseau de « personnes impliquées dans l'action et la recherche dans les villes », sans qu'il soit fait mention de la discipline de formation et / ou d'exercice des chercheurs.

> INURA travaillera avec une variété de méthode de recherche, de communication, d'interaction et de diffusion de l'information, dont le travail académique, la production médiatique, les documents militants, les débats et les récits de l'expérience urbaine. INURA encourage les futures contributions des universitaires, des artistes, des militants politiques et des mouvements sociaux. (INURA, 2014)

Le brouillage des frontières se traduit donc par la reconnaissance des savoirs non universitaires. Les groupes de géographie critique entendent dépasser les découpages de l'organisation traditionnelle de la production des connaissances, entre savoirs savants, savoirs pratiques (détenus par les urbanistes par exemple) et savoirs militants.

> Le journal se conçoit comme un projet de publication scientifique inter- et trandisciplinaire, mais il est aussi ouvert aux auteur.e.s non universitaires (*SU B \ U R B AN*, 2013)

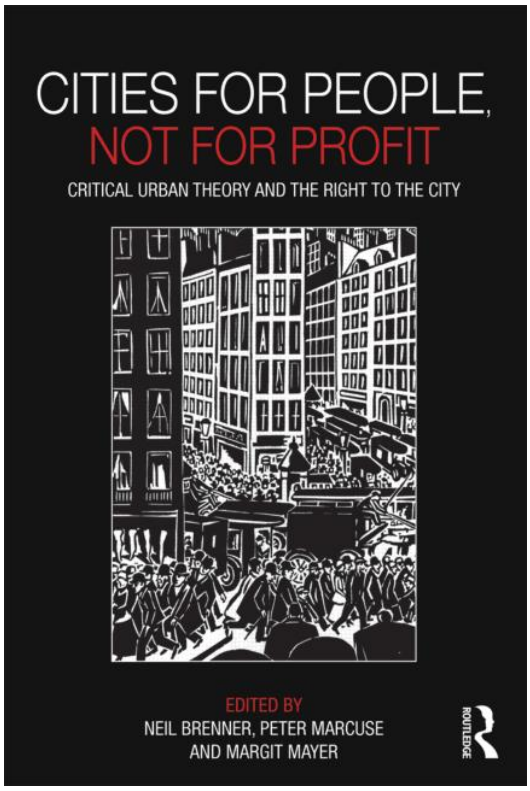
Ainsi, il s'agit finalement de fédérer et d'articuler savoirs techniques, militants et universitaires. Les communautés épistémiques peuvent souvent être qualifiées de communautés de « transépistémiques », « puisqu'elles impliquent des scientifiques et des non-scientifiques ; elles sont concernées par le politique et l'épistémique, par le social et le technique. En d'autres termes, les frontières des communautés épistémiques ne sont jamais stables, mais mouvantes, dynamiques et poreuses. » (Meyer et Moligneux-Hogdson, p. 149)

Cette nouvelle conception conduit à allonger la liste des néologismes. Pour Laurent Loty, elle se rattache à une forme d' « indiscipline ». Pour ce spécialiste de littérature et d'histoire des idées, l' « indisciplinarité » « permet de rejeter l'apprentissage de la soumission qui va souvent de pair avec le respect des disciplines. C'est aussi qu'il permet de souligner l'insuffisance de la pluri-, de l'inter-, ou même de la

transdisciplinarité » (Loty, 2005, p.245). Pour Loty, il revient « au chercheur singulier de définir son corpus et ses méthodes, et surtout le sens de sa recherche, avec les disciplines, contre les disciplines, ou hors discipline. » (*ibid*. p.258). La remarque vaut aussi, et peut-être plus encore, pour les groupes de recherche et, plus largement, pour le courant des *critical urban studies*.

L'émergence d'un vaste courant transdisciplinaire ?

Cette tendance à dépasser les frontières traditionnelles correspond aussi à une évolution plus globale. En effet, depuis la moitié des années 2000, le sigle *critical urban studies* a connu une large diffusion, en parallèle à celui de géographie critique urbaine. La parution, à une année d'intervalle, de *Critical urban studies,* dirigé par Jonathan S. Davies et David L. Imbroscio (2010), et de *Cities for People not for Profit*. *Critical Urban Theory and the Right to the City*, dirigé par Neil Brenner, Peter Marcuse et Margit Mayer (2011), a confirmé la place nouvelle de ce courant de pensée interdisciplinaire et transdisciplinaire.



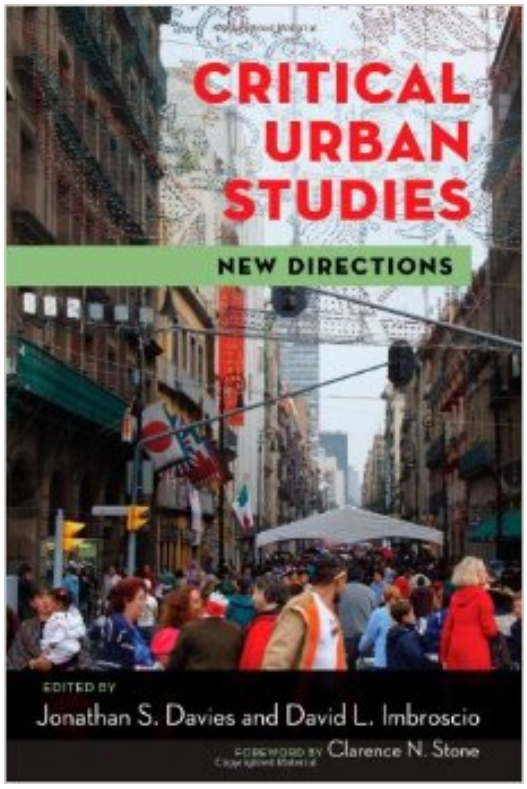


Figure n° 31: Couverture des ouvrages Cities for People not for Profit (2011) et Critical Urban studies. New Directions (2010)

Dans un dossier spécial de la revue en ligne *Métropolitiques*, lui aussi daté de 2011, Julie-Anne Boudreau et Luca Pattaroni présentaient ainsi les *critical urban studies* :

> Courant fort dans le monde anglo-saxon, il est également influent dans plusieurs autres cercles. Il ne s'agit pas vraiment d'une école de pensée associée à un ou deux fondateurs, mais plutôt d'une posture épistémologique et politique. On retrouve sous cette appellation différents travaux, souvent de tradition néo-marxiste, de plus en plus également postcoloniale, voire quelquefois à saveur plus anarchiste, qui cherchent à comprendre la ville actuelle tout en y intervenant politiquement. Courant interdisciplinaire, les *critical urban studies* posent comme point de départ de l'analyse les principes de justice (spatiale), d'interdépendance mondiale et de lutte contre les dominations de tous genres.

Cette définition présente bien sûr beaucoup de traits communs avec celle de la géographie critique urbaine, ce que confirme également l'introduction de l'ouvrage *Cities for People not for Profit*.

> Ces quatre dernières décennies, sur fond de vibrants débats, de recherches, de théories et de désaccords quant aux questions de l'urbanisme sous le capitalisme, nous pensons qu'il est possible de parler d'une branche "critique" des études urbaines. Cette branche critique, largement cohérente, peut servir de contrepoint aux approches "traditionnelles" (*mainstream*) des questions urbaines [...] Dans des termes généraux, les approches critiques des études urbaines se préoccupent : (a) d'analyser les intersections systémiques et pourtant historiquement spécifiques entre le capitalisme et les processus d'urbanisation; (b) d'examiner l'équilibre changeant des forces sociales, des relations de pouvoir, des inégalités socio-spatiales et des arrangements politico-institutionnels qui transforment l'évolution de l'urbanisation capitaliste et que cette évolution transforme en retour; (c) de dévoiler la marginalisation, l'exclusion, la discrimination (qu'elle soit basée sur le genre, l'ethnie, la race, la classe, l'orientation sexuelle, la nationalité, ou autre) qui s'inscrivent naturellement dans ces configurations urbaines; (d) de déchiffrer les contradictions, les crises tendancielles et les lignes, potentielles ou réalisées, de conflit au sein des villes contemporaines; et sur cette base, (e) de rendre visibles au plan politique les possibilités stratégiques essentielles de justice sociale, d'émancipation et de développement durable des formes de vie urbaine. (Brenner, Marcuse et Mayer, p. 5, traduction : Cécile Gintrac / Sébastien Banse)

Les *critical urban studies* constitueraient donc un vaste ensemble interdisciplinaire au sein duquel l'objet – ici, la ville - prévaut sur l'approche disciplinaire.

La tendance interdisciplinaire ou transdisciplinaire tient partiellement à la diffusion de l'organisation institutionnelle de l'université américaine. Aux Etats-Unis, les programmes universitaires se définissent par leur objet. Le mouvement est à la prolifération des études : *cultural studies, post-colonial studies, queer studies, subaltern studies, disability studies, Afro-American studies, Latino/a studies, Jewish studies*, ou encore les *film* and *media studies.* Ces regroupements tiennent en grande partie de la structure universitaire américaine, comme l'a montré Paula Schwartz dans la revue *Vingtième Siècle*. « À la différence de l'étudiant européen, l'étudiant américain ne s'inscrit pas directement au département où il compte préparer son diplôme mais à l'université (lettres et sciences confondues) au sens large. Faute d'un système centralisé sur le plan national, les étudiants américains arrivent en première année avec des formations très inégales. Ils sont donc encouragés (voire obligés) à diversifier leurs programmes afin d'acquérir une culture générale que leurs homologues européens sont

censés avoir acquise au niveau secondaire. Le choix définitif d'une spécialisation ne vient en général qu'à la fin de la deuxième année, ce qui permet à l'étudiant d'expérimenter . un éventail large des cours proposés dans toute l'université « (Paula Schwartz, 2002)C'est à partir de ce modèle qu'émergent actuellement, en Europe ou en Asie, de nouveaux masters d'études urbaines critiques. A Vilnius, au sein de l'European Humanities University, le programme *Critical urban studies* est présenté comme un projet « de sciences sociales, multidisciplinaire, dont l'approche consiste à étudier les formes urbaines de l'Europe centrale et de l'Est. » Quelle part prend, dans le succès de cette diffusion, l'effet de mode et d'imitation ? François Cusset ne voit là que de « simples taxinomies en vogue dans l'université anglo-américaine, pour rendre plus désirables les vieilles humanités ou plus attirants les rayons 'subversifs' des librairies spécialisées ». (Cusset et Keucheyan, 2010).

En réalité, la diffusion du sigle par-delà les universités américaines relève peut-être moins de l'effet de mode que du retour sur le devant de la scène universitaire d'un courant qui a émergé il y a plusieurs décennies en Europe. Dans leur ouvrage, Brenner, Marcuse et Meyer entendent moins fonder un nouveau courant que s'inscrire dans un mouvement de pensée plus ancien :

> Ce courant intellectuel s'est consolidé à la fin des années 1960 et au début des années 1970 à travers les interventions pionnières d'universitaires radicaux tels que Henri Lefebvre, Manuel Castells et David Harvey. Malgré leur différences théoriques, méthodologiques et politiques, ces auteurs partagent le même souci de comprendre la manière dont, sous le régime capitaliste, les villes opèrent comme des sites stratégiques dans les processus de marchandisation. » (p.3)

On retrouve ici les principales références recensées plus haut. Dans une certaine mesure, la géographie critique participerait à redonner vie à un courant qui a pris une large place à la fin des années 1960 et tout au long des années 1970. En effet, c'est en 1969 que la revue *Espaces et sociétés* est créée par Henri Lefebvre et Anatole Kopp. Son sous-titre, « revue critique de l'aménagement d'architecture et de l'urbanisation », atteste de l'émergence d'une analyse critique de l'urbain. Un peu plus tard, en 1977, la création de la revue *International Journal for Urban and Regional Research* (*IJURR*) par les membres du RC21 (Research Committee 21 de l'Association internationale de Sociologie), parmi lesquels Manuel Castells, renforce un champ alors davantage marqué

par la sociologie que par la géographie

Figures n°32 : Occurrences de l'expression « critical urban studies » depuis 1950, à travers les citations Google book.

Après une période de recul dans les années 1980, il faut attendre le travail d'Edward Soja dans les années 1990 pour que cette approche interdisciplinaire et critique soit à nouveau mise en avant. Dans *Thirdspace, Journeys to Los Angeles anf Other Real-and-Imagined Places* (1996*),* Soja fait entrer le sigle *critical urban studies* dans son index qu'il qualifie de « nouveaux terrains émergents » (Soja, p.236). Soja se réapproprie l'appellation et la « tire » en quelque sorte du côté de la géographie.

> Aujourd'hui, avec la réaffirmation de la spatialité dans les pensées et la théorie critiques, la spécificité de l'urbain fait l'objet de davantage d'attention que pendant le dernier siècle et demi. Un nouveau champ d'études urbaines critiques (*critical urban studies*) prend forme (*ibid*., p.236)

L'outil Ngram de Google, qui mesure les occurrences d'un terme dans les publications numérisées par Google, confirme bien la « renaissance » des *critical urban studies* dans les années 1990. La chronologie s'arrête après 2005 : les publications des années 2010 et 2011 dessineraient sans doute un nouveau pic.

La géographie critique urbaine se limite de moins en moins à une logique strictement disciplinaire, c'est-à-dire fragmentaire et enfermée dans l'enclos universitaire. Il convient néanmoins de se pencher sur ce que l'étude des dynamiques spatiales peut apporter spécifiquement à la compréhension de l'urbain.

La place de la géographie et de l'approche spatiale dans ce renouveau transdisciplinaire.

Si les initiatives interdisciplinaires ou transdisplinaires se multiplient, on est loin d'assister pour autant à une dissolution de la géographie au sein des *urban studies*. Les activités et projets des groupes se font certes sur des bases de plus en plus interdisciplinaires ou transdisplinaires mais les groupes eux-mêmes restent attachés à l'identité que constitue la discipline, surtout dans les pays où elle correspond à une réalité institutionnelle.

Dans la plupart des pays, en effet, le découpage entre disciplines demeure au sein de l'université, et « l'habitus disciplinaire » décrit par Bourdieu dans *Homo academicus* oriente bien souvent la trajectoire intellectuelle et scientifique des chercheurs. A ce titre, le modèle américain est loin de s'être imposé dans tous les pays. Recrutement, supervision des recherches, financement, programmes scolaires, recrutement des enseignants… Autant de cadres de recherche et d'enseignement qui tendent à pérenniser les disciplines. C'est du moins ce que l'on observe, au Brésil ou en Allemagne, en s'intéressant aux conditions professionnelles des membres de Kritische Geographie Berlin comme du GESP. Pour eux, les départements de géographie restent le lieu d'exercice de la recherche. Les universités allemandes ont conservé leurs instituts de géographie (*Institut für Geographie* de l'université d'Erlangen, *Institut für Humangeographie* de la Goethe Universität, *Geographisches Institut* de la Humboldt Universität de Berlin). Au Brésil, à l'université de Sao Paulo et ailleurs, c'est toujours le département de géographie qui accueille les laboratoires de géographie urbaine.

Le maintien de la discipline ne répond pas uniquement à une logique institutionnelle. Il est aussi le produit d'un attachement à la réflexion géographique et à la réflexion sur l'espace.

Depuis les années 1990, la géographie a profité d'un sensible regain d'intérêt

dans le monde intellectuel. L'approche spatiale, et indirectement la géographie, a retrouvé une centralité au sein des sciences sociales, dans un renversement souvent qualifié de tournant spatial (*spatial turn*). Si la prise en compte croissante de la dimension spatiale des phénomènes s'est faite paradoxalement « du dehors de la géographie », notamment à travers le travail de l'École des Annales et de Fernand Braudel en particulier, la géographie a profité d'un nouveau statut au sein des sciences sociales. Dès 1967, Michel Foucault avait signalé ce renversement de perspective lors d'une conférence au Cercle d'études architecturales :

> En tout cas, je crois que l'inquiétude d'aujourd'hui concerne fondamentalement l'espace, sans doute beaucoup plus que le temps; le temps n'apparaît probablement que comme l'un des jeux de distribution possibles entre les éléments qui se répartissent dans l'espace. » (Foucault, 1984, p. 754)

Du reste, le tournant spatial a été formulé pour la première fois comme tel par Edward Soja dans *Postmodern Geographies, the Reassertation of Space in Critical Social Theory* (1989). Pour lui, les relations sociales restent le plus souvent appréhendées sous le prisme historique, tandis que leur dimension spatiale reste impensée. Le *spatial turn* a redonné une légitimité à une discipline qui, dans de nombreux contextes, demeure relativement marginale.

En d'autres termes, ce qui ferait l'originalité de la géographie critique urbaine ne serait pas tant l'objet « ville » que l'approche spatiale des espaces urbains. Si l'approche spatiale et « l'espace n'appartiennent pas aux géographes » (Milhaud, 2000), dans les faits, ces derniers sont souvent à l'origine des projets transdisciplinaires autour de la ville : dans le cas de nos groupes, la revue *Su b \ u r b an* et le réseau INURA ont été initiés par des géographes. Pour le GESP, l'approche globale et théorique de la ville peut se faire *depuis* la géographie :

> Quel est notre défi ? Comment la géographie, en tant que science parcellaire, peut-elle rendre compte de la totalité du phénomène urbain ? On essaie, à partir de la notion de production de l'espace et grâce à une méthode dialectique, de l'embrasser dans sa totalité. […] À travers des fragments, on essaie de le comprendre dans la totalité de la ville. (GESP, 2014a)

Reprenant ici la distinction établie par Lefebvre entre « sciences parcellaires » et « philosophie de la ville », la métagéographie (*metageografia*) développée par le GESP consiste finalement à créer une philosophie de la ville en partant de la discipline « géographie », même si le dialogue avec les autres disciplines reste nécessaire.

Quels sont les atouts de l'approche géographique au sein des études urbaines critiques ? La géographie offre des outils particulièrement efficaces pour la compréhension de l'urbain, et plus généralement du social, qui justifie dans une certaine mesure qu'elle ne disparaisse pas complètement au profit du vaste courant des études urbaines. D'abord, la pratique cartographique n'est pas seulement une autre manière de produire des faits. Son efficacité est telle -on le sait depuis les expéditions géographiques de William Bunge et la cartographie des bombardements de Lacoste –, qu'elle est souvent une des armes plus prisée dans les luttes urbaines. La carte fait souvent office de preuve de l'inégalité, voire de l'injustice. L'autre spécificité de la géographie tient au maniement des échelles. Dans un contexte de mondialisation du capitalisme et de mise en concurrence des espaces, l'articulation des échelles permet de mieux comprendre les évolutions du capitalisme. Le GESP relie ainsi la financiarisation de l'économie mondiale et brésilienne aux mutations des quartiers dont le foncier et l'immobilier deviennent de plus en plus des placements, dans un monde où les liquidités sont en excédent. Les bulles ne se conçoivent bien qu'en articulant les échelles, et l'on comprend assez bien que la pure théorie, comme la totale empirie serait bien impuissante à rendre compte de ces phénomènes.

On mesure ce que la géographie peut apporter aux théories critiques et l'on ne s 'étonnera pas du relatif succès d'un David Harvey. A l'inverse, c'est aussi devenu une nécessité pour de nombreux penseurs de gauche que d'arrimer leur théorie à la matérialité géographique. Dans *Scales of Justice Reimagining Political Space in a Globalizing World,* paru en 2009, Nancy Fraser cherche à envisager sa conception de la justice à différentes échelles.

En dernier lieu, l'approche géographique serait la plus à même d'éviter certains écueils méthodologiques du tournant spatial, parfois confondu avec une essentialisation, voire avec la fétichisation de l'espace. De la même manière qu'une des exigences de la pensée critique est de ne pas essentialiser les « races » ou l'identité de genre, on ne saurait

considérer que l'espace existe en soi, indépendamment des sociétés qui le produisent. Cela suppose une conception fondamentalement non-essentialiste de l'espace. Pour reprendre les termes employés par Mélina Germes à propos de la géographie critique allemande, « le rôle de la géographie n'est [...] pas de penser via l'espace [...] mais plutôt de penser contre l'espace, de dévoiler ses mécanismes de production en tant que mécanismes de pouvoir » (Germes, 2014, p. 203), notamment lorsque l'espace est mobilisé pour contribuer au contrôle des populations. Les géographes sont habitués à déjouer les pièges du déterminisme. Au sein de la géographie allemande, le souci de la géographie critique réside précisément dans la précaution prise vis-à-vis des formes d'analyses spatiales. La manière dont l'espace peut être mobilisé pour gouverner les corps et les individus, notamment à travers le droit ou la police, est l'une des approches privilégiées de la jeune géographie allemande. On comprend dès lors que les travaux de Michel Foucault y occupent une place privilégiée. Au sein des études urbaines critiques, la contestation postcoloniale des modèles urbains est logiquement venue d'une géographe comme Jennifer Robinson, également membre d'INURA. Dans *Ordinary Cities,* paru en 2006, Robinson milite pour une « postcolonisation » ou une « désoccidentalisation » des études urbaines en général et de l'approche critique en particulier. L'ouvrage propose ainsi une critique ferme des catégorisations relevant par exemple de l'opposition entre villes « modernes » des pays riches et villes en développement des pays dits pauvres, ou plus récemment, celle entre « villes globales » et métropoles des Suds.

Les tenants de la géographie critique revendiquent de plus en plus une approche inter, trans- voire *indisciplinaire*. La géographie, qui a indéniablement profité du tournant spatial des sciences sociales, conserve une place privilégiée et singulière : elle permet non seulement de décrire la production de l'espace urbain, mais aussi d'éviter de tomber dans le piège des raisonnements exclusivement déterministes. Dans ce contexte, c'est le rôle de l'université, en tant qu'institution, qui se trouve largement repensé par la géographie urbaine critique.

La défense de conditions de production du savoir autonome

Une critique de l'université néolibérale

En septembre 2012, dans la revue de géographie radicale *Antipode*, un collectif de géographes baptisé SIGJ2 dénonçait, dans un article intitulé « What can we do? The challenge of being new academics in neoliberal universities », les nouvelles modalités d'évaluation des chercheurs et la mise en concurrence croissante des chercheurs.

Le constat de la néolibéralisation de l'université est largement partagé, dans les universités anglophones bien sûr, mais aussi dans les différents pays où exercent les géographes de nos groupes. Par néolibéralisation il faut entendre le processus de diffusion, notamment dans les politiques publiques, du néolibéralisme, « idéologie fondée sur la généralisation des principes de concurrence et de marché à toutes les sphères de la vie publique et privée » (Morange et Fol, 2014). Appliquée à l'université, la néolibéralisation consiste essentiellement en la recherche croissante de la compétitivité entre universités et entre les chercheurs eux-mêmes. Comme le soulignent Erwan Lamy et Terry Shinn, « les institutions scientifiques évolueraient vers des modèles plus proches de l'industrie » (2006, p.23), en substituant à la logique d'offre scientifique « une logique d'offre économique » (*ibid*.). Les modes de production du savoir dans un monde universitaire de plus en plus concurrentiel ont été dénoncés à plusieurs reprises par les géographes critiques. En 2000, Neil Smith avait ainsi décrit l'université comme une « usine à saucisses » (*sausage factory*) et constaté que « la privatisation de l'université est un problème global et ses effets sont déjà présents parmi nous. » (p.331). Douze années plus tard, lors de la conférence consacrée aux « Espaces et rapports sociaux de domination », il soulevait pourtant un paradoxe sur la néolibéralisation en cours de l'enseignement supérieur :

> L'ironie de la situation est tout à fait incroyable. Si les pays européens les mieux lotis (du moins en Europe occidentale) ont construit des systèmes publics d'enseignement supérieur dans l'après-guerre, au moins pour les sciences sociales, cette force est devenue une faiblesse. Le tournant néolibéral a réussi à tirer parti de cette force pour la mettre au service du pouvoir de l'Etat. En revanche, le système éducatif américain est composé de cinquante systèmes publics relativement indépendants, de centaines

> d'universités privées indépendantes et d'encore plus de facultés. L'université où j'enseigne compte 22 facultés distinctes […] et même au sein de ce système, chaque faculté dispose d'une indépendance considérable. L'une d'elles, par exemple, est une école de commerce ; une autre est un refuge pour radicaux ; et tout ce qu'il y a entre les deux. […] Je reconnais qu'en tant que marxiste, il est paradoxal de prendre la défense du libéralisme américain, mais il rend tout simplement impossible la transformation étatique de l'université en entreprise qui a eu lieu dans une bonne partie de l'Europe sous l'égide du néolibéralisme. (Smith, 2015, p.36)

La néolibéralisation de l'université serait d'autant plus affirmée dans les pays où l'enseignement supérieur est géré par les Etats. Ce constat rejoint celui que dressent INURA, le GESP et Kritische Geographie Berlin, comme la deuxième partie a tenté de le montrer. Leurs membres dénoncent régulièrement la manière dont le savoir est actuellement produit. Au Brésil comme en Allemagne, ils sont des observateurs attentifs de l'évolution de la recherche. Pour Kritische Geographie Berlin, la dégradation des conditions de la recherche est évidente : elle « devient progressivement un bien marchand et non plus un bien (social) commun » (fig.19, 2012). Au Brésil, Rita de Cássia Cruz, chercheuse brésilienne et membre du GESP, qualifie la prestigieuse USP au sein de laquelle elle travaille d' « université néolibérale et néocoloniale » (CRUZ, 2012b).

Dans les faits, la néolibéralisation de la production du savoir se traduit par plusieurs dérives qui s'observent au-delà des frontières : la recherche toujours plus grande de la productivité scientifique notamment grâce à de nouvelles formes d'évaluation du travail scientifique, la précarisation croissante des travailleurs intellectuels, et le maintien dans le même temps d'une puissante hiérarchie interne à l'université.

Le premier constat est celui d'une compétition accrue entre universités et entre chercheurs eux-mêmes. Cette compétition est d'abord internationale. C'est ainsi que Rita de Cássia Cruz dénonce les effets indirects du classement de Shanghai, désormais bien connu de tous. « La vie quotidienne à l'université se transforme en production de masse et devient de plus en plus inflexible. » (Cruz, 2012b,p.8). Pour elle, les classements sont largement faussés. « Le budget d'Harvard est vingt fois supérieur à celui de l'USP pour un effectif étudiant de 60% inférieur. » Tandis qu'USP investit moins de 40 000 *reais* en moyenne pour chacun de ses 76 000 étudiants, Harvard fait monter ce chiffre à plus de 3

millions de *reais*. Comment comparer les établissements d'enseignement et de recherche dans ces conditions?

La compétition est aussi interpersonnelle, entre chercheurs. Pour le collectif SIGJ2, il ne fait pas de doutes que « nous nous trouvons opposés les uns aux autres dans une compétition sans fin » (2012, p.1056). Cela passe par l'évaluation systématique des travaux des chercheurs. Au Brésil, la CAPES (Coordination pour l'Amélioration de l'Enseignement Supérieur) est chargée de mettre en ligne tous les *Curriculum Vitae* des chercheurs (*Curriculo Lattes*). Cela conduit à une course effrénée à la publication d'articles et à la participation aux colloques, quitte à signer avec ou à la place des étudiants (Carlos, 2012a). En Allemagne, la compétition se fait indirectement, par manque de postes fixes et la généralisation des contrats de recherche à durée déterminée pour la majorité des chercheurs.

Dans ce contexte de concurrence accrue entre les chercheurs, la *précarisation* est l'une des conséquences régulièrement pointée par les groupes de géographie critique. C'est le cas particulièrement en Allemagne, où la structure même de l'université, décrite plus haut, a tendance à fragiliser les carrières professionnelles des chercheurs. La géographie critique envisage l'université comme un site de production au même titre que les autres, si ce n'est que l'université produit du savoir et non des marchandises concrètes. Dans une certaine mesure, cette démarche de défense des conditions d'exercice des enseignants et chercheurs se rapproche d'une forme de syndicalisme universitaire, pourtant peu évoqué par les membres des groupes de géographie critique. Ces évolutions rapides n'empêchent pas le maintien, voire le renforcement de la hiérarchie universitaire parallèlement aux évolutions en cours. En réalité, la hiérarchie universitaire est aussi ancienne que le système universitaire lui-même, mais elle a tendance à être renforcée par la multiplication des postes précaires et la réduction du nombre de postes fixes. En Allemagne, les projets de recherche sont ainsi définis par des professeurs. Ce système contribue par conséquent à une grande uniformisation de la recherche sur des thèmes définis par un nombre limité de professeurs.

Le rejet de cette situation est une des motivations à l'origine de la création des groupes. Quelles formes de productions du savoir alternatives proposent-ils ?

La géographie critique à l'assaut de l'université

La première réaction à ces évolutions est celle de l'opposition frontale. Elle consiste à s'opposer aux dérives décrites en dénonçant explicitement les pratiques qui mettent en péril les conditions de recherche. Concrètement, cela prend la forme de pétitions ou de prises de position sur les blogs. Kritische Geographie Berlin a initié une pétition pour mettre en cause un type de contrat de recherche particulièrement précaire (LfbA-*Lehrkräften für besondere Aufgaben*).

De manière plus radicale et plus individuelle aussi, cela conduit à des formes de rupture avec certaines institutions de la recherche. C'est ainsi qu'Ana Fani Alessandri Carlos a démissionné des comités des revues pour dénoncer la tendance croissante des enseignants-chercheurs à co-signer les articles de leurs étudiants pour accroître artificiellement le nombre de leurs publications. Dans cette logique, il s'agit aussi de soutenir les mouvements étudiants et les grèves. A l'USP, par exemple, les géographes prennent souvent position ouvertement pour les revendications estudiantines contre l'administration de l'université.

Une autre stratégie consiste à investir les institutions l'université pour faire barrage autant que possible aux évolutions redoutées. Selon les générations de chercheurs, il s'agit parfois d'y rester, envers et contre les mutations du système, ou, pour les plus jeunes, d'y entrer. Il y a là une logique d'occupation du terrain universitaire. Faire partie des institutions, c'est s'assurer d'avoir accès aux financements et aux places reconnues, et faire ainsi en sorte que la géographie critique ne se marginalise pas davantage dans le champ scientifique, conçu, à la manière de Bourdieu, comme un champ de forces.

Cette « longue marche dans les institutions », décrite par Gramsci dans le cas de l'Etat bourgeois, peut tout à fait s'appliquer à l'université. Elle consiste à intégrer les instances universitaires pour les subvertir, ou au moins éviter, les transformations perçues comme les plus néfastes pour l'enseignement supérieur. En Allemagne, le parcours de Bernd Belina est assez révélateur de cette préoccupation. L'accès au poste de professeur est stratégique en Allemagne. Belina a conçu son parcours personnel comme une manière de faire reconnaître la géographie critique. Grâce à ce statut, il peut désormais animer une équipe de recherche et orienter ainsi une partie des financements

pour la géographie critique. Les membres du GESP n'ont pas renoncé à faire partie des institutions universitaires de l'USP, la plus puissante d'Amérique latine. Ils intègrent les instances décisionnelles, du laboratoire aux instances paritaires.

Dans cette même logique, le terrain de la publication ne doit pas être abandonné non plus.

> Tant qu'elle est basée à l'université, elle doit être de bonne qualité et respecter certaines règles. Je ne pousse pas mes étudiants à publier. Mais je les y aide. C'est aussi le fruit de mon expérience et ce n'est pas seulement une question de carrière. J'ai commencé à publier assez tôt et cela m'a aidé à diffuser mon message et aussi à gagner en légitimité. C'est aussi utile pour être « reconnu », auprès des mouvements sociaux, comme une ressource en cas de besoin. Publier, c'est un truc néolibéral indispensable aux carrières, mais, dans le même temps, c'est aussi une manière efficace de diffuser un message. (Belina, 2012)

Il y a bien sûr une contradiction apparente à participer à des institutions dont on dénonce la néolibéralisation. La critique en est bien connue. Elle consiste à rattacher ces initiatives à une sorte de « radicalisme de campus » parfois appelé ironiquement le « radicalisme de la chaire » selon l'expression du publiciste Roger Kimball. Dans les faits, ces deux stratégies ne s'opposent pas nécessairement. La critique pourrait être en partie fondée si l'on ne considérait que les trajectoires universitaires, sans prendre en compte les initiatives qui se jouent à leurs marges.

Hétérotopies : la création d'espaces autonomes de la production et de l'échange des savoirs

A bien des égards, il est utile de localiser « l'espace » que les groupes de géographie critiques occupent par rapport à l'université. Le GESP est un groupe qui prend place au sein du département de géographie de l'USP, mais il est autonome et s'est développé d'abord sans financement, sans la contrainte de la production universitaire. Kritische Geographie Berlin et INURA ont fait un choix différent, celui de conduire leurs activités hors de l'université alors même que la majorité de leurs membres restent des universitaires. Ce faisant, ils multiplient les aller-retours entre les espaces intra-universitaire et extra-universitaire.

Les collectifs s'emploient donc à créer de nouveaux espaces de production du savoir. Pour reprendre les mots de Foucault, il serait possible de les qualifier d' « hétérotopies » de la recherche, « des lieux réels, des lieux effectifs, des lieux qui sont dessinés dans l'institution même de la société, et qui sont des sortes de contre-emplacements. […] Ces lieux, parce qu'ils sont absolument autres que tous les emplacements qu'ils reflètent et dont ils parlent, je les appellerai, par opposition aux utopies, les hétérotopies » (1994, pp. 755-756). Dans quelle mesure ce terme convient-il aux espaces, de production et d'échange du savoir, créés par nos trois groupes?

D'abord, en leur sein, il n'est ni question de productivité, ni de hiérarchie. Ils donnent ainsi l'image de ce que l'université pourrait être, libérée de certaines contraintes et des pressions croissantes. Une université alternative en quelque sorte, même si le nombre des membres est restreint. « Les hétérotopies supposent toujours un système d'ouverture et de fermeture qui, à la fois, les isole et les rend pénétrables. En général, on n'accède pas à un emplacement hétérotopique comme dans un moulin. » (, , *ibid*., p. 760). Le savoir y est essentiellement collectif puisqu'il s'agit de produire des ouvrages communs. Les groupes sont structurés par des pratiques collectives : la lecture, le débat, la réunion.

L'autre versant « hétérotopique » est l'absence de hiérarchie. C'est un des fondements d'INURA, de Kritische Geographie Berlin et, dans une moindre mesure, du GESP. Les groupes fonctionnent donc sur le modèle de l'université mais sans ses contraintes et ses excès. INURA se définit comme une « structure auto-organisée, non hiérarchique et décentralisée » (INURA, 2014b) Les publications du réseau sont collectives, même si les chapitres sont signés individuellement.

Au sein de ces groupes, la prise de parole et sa distribution ne se font pas en fonction des statuts. L'observation d'une réunion de Kritische Geographie Berlin permet de rendre compte de cette production alternative du savoir. L'ambiance reste détendue tout au long de la réunion. Du reste, pour ceux qui le peuvent et le souhaitent, elle se prolonge dans un bar à quelques rues de Babylonia. La convivialité fait partie des raisons de la fidélité des membres à ce groupe. C'est du moins celle qu'avance Katja Thiele, une étudiante berlinoise qui participe aux réunions depuis quelques années :

> J'apprécie vraiment l'atmosphère ouverte de communication au sein du groupe. Il n'y a pas de structure hiérarchique pendant les discussions. Il y a aussi une grande ouverture sur les différents sujets de recherche urbaine critique. Nous tenons une réunion tous les mois et, souvent, des projets émergent, différents de ceux que les individus ont déjà en tête ou dans lesquels ils sont déjà impliqués. » (Thiele, 2014)

Cette atmosphère se distingue volontairement de celle du monde universitaire allemand, souvent décrit comme un système contraignant, hiérarchique et froid. Fabian Brettel, doctorant sans contrat de recherche, apprécie particulièrement le fonctionnement du groupe, beaucoup plus familier que celui des cercles académiques (Brettel, 2014). Le rythme des projets menés n'a rien à voir non plus avec celui imposé par l'université, qu'il s'agisse de l'Allemagne ou même de la France.

> Les projets du groupe se caractérisent par leur grande lenteur. Il n'y a pas d'objectifs prioritaires, pas de *deadline*. Ce n'est pas productif du tout ! Cela garantit le fait que les gens s'engagent de manière tout à fait libre. Tu peux tout aussi bien ne rien faire pour le groupe. Il n'y aucune obligation…ce groupe n'a strictement rien à voir ce que j'ai vu en France (Germes, 2012)

L'opposition à la néolibéralisation est aussi une réaffirmation de l'accessibilité du savoir. C'est pourquoi la diffusion des savoirs occupe une place importante dans les activités des groupes, qu'il s'agisse de revues en ligne comme (*Sub/urban*) mais aussi de blogs.

Quand des ouvrages sont publiés, ils le sont généralement grâce à maisons d'éditions indépendantes qui laissent une marge de manœuvre éditoriale importante : Westfälisches Dampfboot pour Kritische Geographie Berlin, une petite maison d'édition suisse Birkhäuser Architecture pour deux ouvrages collectifs d'INURA ou encore les éditions Contexto au Brésil. Ces ouvrages restent toutefois payants. En revanche, Internet fournit un espace de publication gratuit des articles, sur l'anti-modèle anglophone des grandes maisons d'édition. Ce système a fréquemment été pointé du doigt par les géographes. Une partie a soutenu le boycott d'Elsevier, un grand groupe néerlando-britannique d'édition scientifique, lui reprochant le coût d'accès exorbitant à son catalogue, alors que les chercheurs sont financés par des investissements publics.

L'idée est de réaffirmer le statut de bien commun (« *commons* » en anglais) du savoir. Dans son article, le collectif de chercheurs SIGJ2 insiste sur le fait que « tout

savoir relève d'une entreprise collective, qui appartient au « commun » et devrait être accessible gratuitement » (2012, p. 1056). Le paradoxe tient à ce que le contenu de la revue *Antipode*, publiée par le groupe Wiley, ne le soit pas (même si cet article en particulier l'est). En revanche, les articles de la revue créée par les membres de Kritische Geographie Berlin, *Sub/urban*, sont entièrement accessibles en ligne et gratuits.

Pour certains, ces quelques espaces hétérotopiques et ouverts ne sont pas suffisants. L'insatisfaction produite par le système universitaire peut conduire à la rupture, plus ou moins consommée. Dans *Logique de la création*, le sociologue Geoffroy de Lagasnerie va même jusqu'à opposer « les forces de l'institution et les forces de la création » (p. 165), en signalant que les grands intellectuels (Bourdieu, Foucault notamment) ont souvent eu un parcours faits de coupures et de ruptures avec l'institution universitaire.

Il existe quelques cas emblématiques et bien connus au sein de la géographie critique. William Bunge a mené ses fameuses *Expéditions géographiques* en dehors du cadre de la recherche universitaire (Popelard, Elie et Vannier, 2009). Encore aujourd'hui, certains font ce choix, comme Richard Wolff. Ce géographe suisse qui a participé à fonder INURA a décidé de quitter l'université pour devenir consultant-géographe indépendant au sein d'une entreprise baptisée INURA Zurich Institute. Dans l'entretien qu'il m'a accordé, il a bien précisé ne rédiger des rapports que dans la mesure où ils ne remettent pas en cause ses principes. A l'origine, sa décision de ne pas faire de carrière universitaire relevait davantage d'un choix personnel, de manière à concilier sa vie familiale, professionnel et militante. Pour vivre de la géographie, il a choisi de se tourner vers l'expertise.

> Il n'y avait pas de postes dans la recherche universitaire pour un homme souhaitant être présent pour ses enfants. Il n'y a avait pas de temps partiel et très peu d'opportunités professionnelles. (Wolff, 2015)

Certains y verront un paradoxe. Mais il serait aussi possible de considérer cette forme d'auto-organisation en continuité avec les principes du réseau INURA, dont l'entreprise a du reste gardé le nom.

En créant des espaces alternatifs de productions et de diffusion, les tenants de la géographie critique cherchent à éviter le repli sur l'université et la logique d'évaluation

productiviste, quitte à sortir tout à fait de l'institution universitaire. Les savoirs de la géographie critique sont-ils pour autant différents des autres savoirs géographiques sur la ville ?

Les savoirs critiques de la ville : une grille de lecture singulière ?

Une approche théorique de l'urbain

La géographie urbaine critique, telle qu'elle est conçue par le GESP, Kritische Geographie Berlin ou INURA, possède une forte dimension théorique. Le plus souvent adossée à - au moins - une théorie critique, comme l'analyse du corpus bibliographique l'a montré, elle vise une forme de « *totalisation* ». Elle « assume une certaine montée en généralité, elle ne se limite pas à un objet empirique circonscrit. » (Keucheyan, 2013, p. 100). Ce trait caractéristique conduit nécessairement à envisager le rapport de ces groupes au terrain. Les études empiriques ne sont pas absentes de leurs travaux, mais la théorie prédomine toujours, d'une manière ou d'une autre.

C'est ainsi que le GESP a conçu sa recherche commune sur la base d'une sélection de divers terrains paulistes, de manière à dégager une vision d'ensemble de la production de l'espace urbain dans la principale métropole brésilienne. Sur cet immense territoire urbanisé, les terrains d'étude ont été répartis en fonction de leur localisation. Ils doivent donner une image de la diversité des territoires et des dynamiques qui les traversent : périphéries en cours d'urbanisation (Volochko, 2015 ; Padua, 2015), centre-ville gentrifié ou en voie de l'être (Santos, 2015 ; Sampaio, 2015), nouveaux centres d'affaires et espaces commerciaux (Miele, 2008), *favelas* (Valdoski, 2015 ; Salles de Faria, 2015), etc. Cette sélection géographique a pour but de dégager une totalisation de la métropole pauliste, elle-même conçue comme emblématique de l'évolution des métropoles dans le monde capitaliste.

Pour autant, et contrairement à la structure de la majorité des articles de géographie française, la mise en forme des articles du GESP laisse une plus grande place à la théorie qu'au terrain empirique lui-même. Rares sont les cartes, les statistiques, et surtout les extraits d'entretiens dans les travaux écrits du GESP : la visée finale est avant tout théorique. En Allemagne, le terrain occupe une place tout aussi limitée. Ainsi que le

souligne Mélina Germes dans sa présentation du travail de Bernd Belina, on atteint souvent un haut degré d'abstraction. « Trait typique des approches critiques germanophones, son propos est particulièrement abstrait […] L'héritage philosophique de l'École de Francfort et de sa critique sociale conduit l'auteur à privilégier la démarche déductive et à mettre l'accent sur l'appareillage théorique qui sous-tend ces discours. » (Germes, 2014, p.203). Comme on l'a vu plus haut, la géographie critique allemande, dans une démarche foucaldienne, décrit autant les espaces eux-mêmes que la manière dont les discours sont susceptibles de les configurer. C'est à la déconstruction des discours sur l'espace, plutôt qu'à la description, que la priorité est donnée.

Chez INURA, l'analyse des différents terrains doit mettre à jour un nouveau sens commun métropolitain (*New Metropolitan Mainstream*). C'est pourquoi les ouvrages collectifs partent souvent d'études de cas dont il s'agit d'analyser les convergences. L'organisation de conférences dans un lieu différent chaque année a également pour but d'observer les manières variées dont s'expriment des phénomènes globaux : gentrification, développement des périphéries, privatisation, conflits urbains, etc. Il s'agit là encore de viser une forme de totalisation, grâce à un vaste travail de comparaison.

Dans les trois cas, « les pratiques d'observation sont en effet largement tributaires de catégories théoriques préalablement acquises » (Calbérac, 2010, pp.49-50). Finalement, la géographie critique offre une mise en espace des théories critiques. Elle s'appuie sur elles pour rendre intelligibles les dynamiques urbaines et, dans le même temps, les met à l'épreuve de la réalité concrète de l'espace. Cela suppose la constitution d'une grille de lecture de la réalité urbaine. « Qu'il s'agisse de décrire un paysage, de mesurer des formes, ou d'utiliser des concepts pour comprendre le monde, il faut donc intercaler une grille entre soi et le monde, soit technique (dans le cas du dispositif d'observation), soit conceptuelle ou théorique » (Calbérac, 2010, p. 50)

Sur la base d'une dialectique commune

La géographie produite par les trois groupes n'est pas uniforme. Certains thèmes singuliers reflètent certaines dynamiques locales. A ce titre, le processus de « touristification » à Berlin ne peut faire sens à Sao Paulo et, inversement, la question de

l'accès au foncier urbain pour les habitants des favelas ne permet pas de comprendre les transformations de la capitale allemande, ou les politiques d'austérité à Lisbonne sur lesquelles était centrée la conférence d'INURA en 2013. Néanmoins, en isolant les points communs et les récurrences, on voit apparaître une grille d'analyse propre à la géographie critique qu'il est possible, en une première approximation, de résumer par ces quelques mots : l'urbanisation capitaliste et les processus associés, parmi lesquels la financiarisation de l'urbain et la gentrification des espaces centraux, produisent et renforcent les inégalités, les injustices, et les formes de dominations, - en même temps qu'ils conduisent à l'émergence de résistances et de mouvements sociaux de contestation.

C'est donc une géographie qui fait, dans un mouvement dialectique, du rapport de contradictions un principe d'évolution du monde. Le triptyque (urbanisation capitaliste - inégalités - résistance) se retrouve d'un article à l'autre, ou d'un tome à l'autre quand la recherche se déploie au sein d'une collection d'ouvrages. La récente collection *Metageografia* propose une analyse en trois tomes de la crise urbaine (*Crise Urbana,* 2015), de la privatisation de la ville (*A Cidade Come Negocio*, à paraître) et des résistances (*A privação a justiça espacial e o direito á cidade*, à paraître) à Sao Paulo.

La même logique anime le projet cartographique, conduit par INURA, du *New Metropolitain Mainstream*. La légende, élaborée collectivement par les membres du groupe, laisse transparaître des thématiques similaires : politiques de régénération urbaine et grands projets, inégalités produites ou accentuées, résistances et formes alternatives de vie urbaine.

Thématiques
Réhabilitation / Régénération - investissements publics - investissements privés
Privatisation et gentrification - quartiers à la mode - quartiers privés (*gated communities*) - zones de privatisation
Inégalités - quartiers riches - quartiers délaissées
Grands projets et événements - pôles secondaires - infrastructures stratégiques - projets emblématiques - événements - grands projets abandonnés
Résistances et détournements - quartiers informels - espaces alternatifs - contestation des grands projets

Figure n°33 : Légende commune du *New Metropolitan Mainstream*

Cette légende reprend à peu de choses près la description que Lefebvre donne, dans *la Production de l'espace*, du fonctionnement « à la fois éclatant et dissimulé » du capitalisme : « L'espace dominant, celui des centres de richesse et de pouvoir, s'efforce de façonner les espaces dominés, ceux des périphéries. Il y réduit par une action souvent violente les obstacles et les résistances. » (2000 [1974], p.61)

Il est nécessaire de revenir plus en détail sur chacun de ces « moments » de

l'analyse, de manière à mettre au jour les thèmes privilégiés et récurrents de la géographie critique urbaine.

La production de l'espace urbain capitaliste

Le concept lefebvrien de production de l'espace est repris unanimement par les trois groupes. Avec cette notion, il s'agit avant tout de comprendre les mécanismes à l'œuvre et les processus par lesquels le capital est produit et reproduit dans et par l'espace. Cette interprétation est directement tirée de *La Production de l'espace* : « chaque société (donc chaque mode de production avec les diversités qu'il englobe […]) produit un espace, le sien » (2000 [1974], p.40) ou, en d'autres termes, « le mode de production organise –produit – en même temps que certains rapports sociaux, son espace (et son temps). » (*ibid*., p. XXV).

Pour Lefebvre, « le capitalisme et le néo-capitalisme ont produit l'espace abstrait qui contient le "monde de la marchandise", sa "logique'" et ses stratégies à l'échelle mondiale, en même temps que la puissance de l'argent et celle de l'Etat politique ». (2000 [1974], p.65).

Ce dernier avatar exige de s'intéresser dans le détail aux dynamiques foncières et immobilières sans lesquelles l'accumulation du capital ne serait pas possible. David Harvey a noté que le capital ne se reproduit que par le mouvement. « Quand on observe l'histoire du capitalisme, il apparaît qu'il a toujours répondu à l'exigence de son accroissement par l'expansion spatiale, c'est-à-dire l'investissement de nouveaux territoires ». (Harvey, 2012). Il s'agit donc de s'intéresser à l'expansion spatiale du capital, et aux espaces dits « d'opportunité ». En toute logique, cette expansion se fait principalement à la périphérie des villes, dans les espaces en cours d'urbanisation. On ne s'étonne donc pas que les espaces périphériques fassent l'objet de nombreux travaux du GESP, de Kritische Geographie Berlin et d'INURA. L'expansion du capital se déroule aussi au cœur même des villes, par le phénomène bien connu de gentrification. Elle est souvent rendue possible par la reconversion des espaces industriels en espaces résidentiels ou tertiaires (Santos, 2015 ; Padua, 2015). La gentrification est sans doute l'un des phénomènes les plus étudiés par la géographie critique. Théorisé par Neil Smith, notamment grâce au concept de différentiel de rente foncière (1979 ; 1982 ; 1996), ce

processus de réinvestissement des centres anciens est désormais un phénomène que l'on retrouve dans des métropoles du monde entier.

Enfin, la reproduction du capital se poursuit également par une privatisation des espaces publics ou de ce qu'il est possible de considérer comme biens communs, d'où un intérêt important pour le développement des espaces commerciaux privatisés (Miele, 2006) et de la financiarisation de l'environnement et des espaces protégés (Scifoni, 2011).

La compréhension de ces mécanismes passe conjointement par une analyse des acteurs qui rendent possible cette (re)production de l'espace urbain. La géographie critique urbaine pointe très souvent le rôle de l'Etat et des institutions métropolitaines. En effet, le néolibéralisme, dénoncé par chacun de ces trois groupes, se manifeste moins pas un retrait de l'Etat que par sa reconfiguration, notamment à l'échelle métropolitaine. Le néolibéralisme et la néolibéralisation a fait l'objet de nombreuses études dans les années 2000 (Morange et Fol, 2014). On assisterait à une « urbanisation du néolibéralisme » (Brenner et Theodore, 2002), c'est-à-dire que les villes sont les espaces privilégiés de la reconfiguration économique et spatiale en cours. Lefebvre puis Harvey avaient déjà montré que les acteurs publics, et les politiques qu'ils conduisent, permettent l'accumulation du capital. Pour David Harvey : « quand on observe l'histoire du capitalisme, il apparaît qu'il a toujours répondu à l'exigence de son accroissement par l'expansion spatiale, c'est-à-dire l'investissement de nouveaux territoires. L'une des solutions (l'un des *fix*) de la crise des années 1970 fut la mondialisation (…) Mais concrètement, il apparaît aussi que le capital se « fixe » dans l'espace, s'y inscrit et le reconfigure. (Harvey, 2012). Cette « fixation » ne peut se faire que grâce à des infrastructures », le plus souvent fournies par les pouvoirs publics : autoroutes, aéroports, ports, voies ferrées, réseaux de communication, etc. Ce *spatial fix* est de plus en plus urbain.

Il n'est donc pas étonnant que la géographie critique s'intéresse particulièrement aux modalités de financement du logement, notamment au passage d'une logique de logement social à une logique d'accession massive à la propriété privée. Au Brésil, le programme *Minha Casa, Minha vida,* pourtant lancé sous le mandat de Lula, puis reconduit sous celui de Dilma Roussef, a accompagné l'expansion du capital en périphérie. En drainant les nombreuses subventions à la construction, les promoteurs

ont entraîné la multiplication des projets immobiliers aux marges de Sao Paulo. Si elles ont été facilitées, les conditions d'accession à la propriété ne garantissent bien souvent pas l'accès aux services et aménités indispensables. En 2011, Danilo Volochko m'a fait découvrir son terrain d'étude, à l'extrême limite occidentale de Sao Paulo. Dans ce quartier fermé, bien que les maisons standardisées présentassent un confort relatif, l'absence des services et des infrastructures nécessaires (commerces, écoles, terrains de jeux pour enfants) de même la distance au pôle d'emploi, donnait à Barrio Novo l'aspect d'un quartier fantôme. Aux yeux des nouveaux propriétaires comme des observateurs extérieurs, la vie de quartier de la favela à côté de laquelle s'était implanté ce nouveau lotissement, en semblait d'autant plus vibrante.

L'intérêt pour les politiques urbaines conduit à mener des recherches sur les grands projets urbains. A Berlin, « Mediaspree », le projet de réaménagement des rives de la Spree, a fait l'objet d'un vaste mouvement de contestation – notamment au sein du collectif *Mediaspree Versenken* (« Couler Mediaspree ») - et a contribué à réunir les géographes critiques berlinois. Kritische Geographie Berlin a organisé plusieurs excursions le long des 3,7 km de berges converties pour l'essentiel en immobilier de bureaux dans ce nouveau quartier de la « communication et des médias ». La problématique s'est posée dans les mêmes termes pour INURA quand il s'est agi, à Belgrade, de soutenir, les opposants au projet de *waterfront* décrit plus haut. Depuis de nombreuses années, INURA cherche à dénoncer l'uniformisation des pratiques d'aménagement urbain. Il n'est donc pas étonnant que le projet de cartographie lancé par le réseau ait pour objectif de localiser, dans les différentes villes, les grands projets et les zones d'opportunité et de réhabilitation en cours (fig.33).

Parce que les discours politiques peuvent avoir un effet performatif sur le réel, il est nécessaire d'analyser la manière dont les acteurs publics se représentent l'espace et participent, en stigmatisant ou en valorisant des parts entières de la ville, à le modeler par leurs discours. C'est particulièrement le cas quand il est question de mettre en tourisme l'espace urbain (Kritische Geographie Berlin, 2014 ; Füller et Michel, 2014), de rendre la ville « désirable » ou, au contraire, d'appliquer des dispositifs répressifs (Belina; 2010 ; 2011)

On voit donc que la géographie critique urbaine laisse une large place dans ses travaux à la question de savoir comment la production de l'espace répond aux nécessités

d'accumulation du capital. Cette accumulation n'est rendue possible que par l'action des politiques publiques et leur convergence plus ou moins tacite avec les intérêts privés.

Les inégalités produites et accentuées par la crise

Les géographes du GESP, de KGB et d'INURA rejoignent largement le constat dressé par Thomas Piketty dans le *Capital au XXIe siècle* (2013). Pour eux comme pour l'économiste français, la tendance de l'époque est indéniablement au creusement des inégalités. Si Piketty tire ses conclusions d'une analyse statistique de grande ampleur, les groupes de géographie critique décrivent les inégalités dans leurs manifestations spatiales les plus injustes et les plus visibles au cœur des villes. Ce sont donc les expulsions, directes ou indirectes (via l'augmentation des loyers) qui interpellent. Elles sont perçues comme des formes d'accumulation par dépossession, au sens où David Harvey a défini ce concept à partir de Marx : une forme contemporaine, organisée mais déguisée, de vol ou d'extorsion. Naturellement, le degré d'intensité du phénomène de dépossession varie beaucoup d'un lieu à l'autre. A Berlin, grâce à un arsenal législatif plutôt favorable aux locataires, on a réussi à ralentir le phénomène. Il s'exprime néanmoins par l'augmentation progressive des loyers et le développement rapide des locations touristiques (Kritische Geographie Berlin, 2014). A Sao Paulo, la dépossession est bien plus spectaculaire.

Photographie n°15 : « La favela est à nous » : la favela Jardim Panorama recule sous la pression d'un nouveau projet immobilier (Cécile Gintrac, juillet 2011)

Le travail de master de Savio Mieli a montré par exemple comment la favela Jardim Panorama cède peu à peu la place aux immeubles et aux centres commerciaux de grand luxe. Parcelle après parcelle, les terrains sont rachetés par les promoteurs. Face à eux, la réaction collective des habitants peine à se structurer (Miele, 2008).

Les géographes urbains constatent aussi que l'accumulation par dépossession s'accélère en contexte de crise économique. Les politiques d'austérité font partie des objets d'étude les plus actuels de la géographie critique. La conférence d'INURA, à Lisbonne, leur était largement consacrée, tandis que, en Allemagne, Kritische Geographie Berlin s'emploie à dénoncer la précarisation d'une partie de la population berlinoise.

Les trois groupes s'intéressent donc à la vie quotidienne, au sens où elle a été conceptualisée par Henri Lefebvre (1947 ; 1961 ; 1981). A l'instar du philosophe français, ils postulent que les formes de vie collective sont progressivement remplacées par une quotidienneté où se conjugue la répétitivité des gestes et une place croissante accordée à la marchandise. De plus, le quotidien est marqué par des formes variées de

discriminations, qu'elles soient racistes, misogynes, sexuelles ou bien qu'elles s'articulent entre elles. La géographie critique consacre une part importante de ses travaux à l'étude spatiale des minorités en ville. A Belgrade, les participants sont allés à la rencontre d'une communauté Rom qui vivait entre les piliers d'une voie rapide en construction à proximité d'un nouveau quartier résidentiel. A Lisbonne, une des visites a permis aux membres du réseau de prendre la mesure de l'enclavement de Vale da Amoreira, où la population, majoritairement issue de l'immigration postcoloniale (de nationalité ou d'origine cap-verdienne, angolaise, mozambicaine), est reléguée socialement et spatialement. (planche n°5). En Allemagne, les études sur les conditions de vie des travailleurs migrants ou des réfugiés politiques mêlent la recherche en sciences sociales à la défense de leurs droits, comme dans le cadre du festival « les 48h de Neukölln ».

Enfin, au sein de GESP, Camille Salles de Faria s'intéresse aux communautés indigènes d'une favela. Son article « O conflito entre a propriedade privada capitalista e o uso indígena na metrópole » retrace le processus d'expropriation de la communauté Guarani aux XXe et XXIe siècles (Faria, 2015).

A mesure que la logique de dépossession s'intensifie, la géographie critique urbaine se penche sur la production des inégalités dans la ville et sur les formes de résistance qu'elle engendre.

Résistances et droit à la ville

La géographie critique a pour ambition de soutenir les luttes urbaines, d'abord en les documentant, mais aussi en donnant la parole à ceux qui y participent.

L'étude des luttes elles-mêmes est une manière de faire connaître des mouvements parfois isolés. Au Brésil, du fait même de la structure de la métropole, largement éclatée par les distances et le système de transports, les mobilisations contre les expulsions des favelas sont souvent atomisées. En Allemagne, Kritische Geographie Berlin soutient des mouvements contre la gentrification, comme *Wir bleiben alles* (« Nous restons tous »), contre le projet Mediaspree, ou bien contre la privatisation des terrains de l'ancien aéroport Tempelhof. Dans un chapitre du *Handbuch Kritische Stadtgeographie*, paru en 2014, Boris Michel raconte comment, dans ce dernier cas, les

opposants à ce projet immobilier contesté se sont saisi de la cartographie radicale pour entretenir leur mouvement jusqu'à la victoire. Leur mobilisation a forcé la municipalité berlinoise (Michel, 2014) à organiser un référendum, qui a condamné le projet.

Nos groupes donnent directement la parole aux représentants de ces mouvements. Les conférences d'INURA apportent sans doute le meilleur exemple de cette ouverture. Les visites de terrain et l'invitation de militants dans les conférences elles-mêmes sont autant d'occasions de laisser la parole aux habitants et aux militants.

Par leurs contacts, leurs échanges répétés avec les mouvements sociaux et les membres de la société civile, les groupes de géographie critique s'assurent de ce que « l'urbain est ainsi, plus ou moins, l'œuvre des citadins au lieu de s'imposer à eux comme un système : comme un livre déjà terminé » (Lefebvre, 1968 [2009], p. 64). Ainsi ils contribuent, au-delà d'un simple énoncé théorique, à réinvestir le concept de « droit à la ville », forgé par Lefebvre en 1968, qui sous-tend tous leurs travaux.

Une grille de lecture uniformisée ?

Bien que la grille de lecture décrite plus haut ne soit pas systématique, son omniprésence dénote une relative uniformisation du discours de la géographie critique. Cette pensée, lorsqu'elle tend à devenir une analyse mécanique, fait l'objet de critiques au sein même des groupes. Christian Schmid, membre d'INURA, l'évoquait indirectement en avouant préférer la pensée lefebvrienne au matérialisme historico-géographique de David Harvey. Lors d'un entretien, en 2012, Jennifer Robinson, également membre du réseau international, disait aussi son insatisfaction relative quant à la trame marxiste de la géographie critique urbaine, incapable selon elle de penser tout à fait le rôle de l'Etat dans les processus de ségrégation.

> L'Etat est devenu l'objet privilégié de mon travail de doctorat, notamment le rôle de l'Etat dans la ségrégation. A l'époque, beaucoup d'études inspirées par Harvey ou d'autres approches marxistes s'intéressaient aux bénéfices que le capitalisme peut tirer du processus de ségrégation. Et je me disais : où est l'intérêt de l'Etat à cette ségrégation ? […] Harvey n'était pas d'une grande aide pour répondre à cette question. Sa théorisation part du principe que l'Etat se contente de faire ce que le capitalisme veut. Cela n'aide pas à expliquer ce que l'Etat fait. […] Il s'agit de penser les politiques

> publiques de manière critique, et pas seulement réduites à leur dimension économique. (Robinson, 2012)

Un des défauts de cette grille d'analyse est de postuler le capitalisme comme causalité centrale (voire unique) des politiques urbaines et de considérer qu'il préside, directement ou indirectement, à l'ensemble des projets urbains et aux choix politiques. Cette grille économique tend donc à orienter la géographie critique urbaine vers une causalité principale, celle du mode de production capitaliste.

De même, le soutien inconditionnel aux luttes urbaines n'est pas sans contradictions. Comme l'a montré Kritische Geographie Berlin dans son article sur les mouvements anti-touristiques à Kreuzberg, les manifestations de mécontentement peuvent aisément dériver vers des formes de xénophobie (Kritische Geographie Berlin, 2014). Les dilemmes sont d'autant plus grands que plusieurs mouvements coexistent et s'opposent. Ainsi que me le confiait Livia Maschio Fioravanti, il faut donc être bien conscients des jeux politiques et des oppositions internes qui existent entre les mouvements eux-mêmes. (Fioravanti, 2013).

Certains membres des groupes regrettent enfin l'hyperfocalisation sur quelques mobilisations urbaines au détriment d'une analyse plus globale. L'idée selon laquelle la transformation de la société viendrait des luttes urbaines est loin d'être partagée par tous, y compris au sein de la géographie critique. Pour Thomas Bürk, cet effet de loupe tend à faire oublier le désinvestissement plus global de l'Etat, notamment dans les services publics. Dans un certaine mesure, on assisterait à l'émergence d'un « biais urbain » dans l'étude des mouvements sociaux. Cela rejoint certaines critiques formulées à l'encontre des derniers ouvrages de David Harvey, qui propose une vision très « urbanocentrique » de la transformation de la société (Garnier, 2014). Il y a peut-être aussi un « biais des mouvements sociaux », car toutes les dominations ne débouchent pas toujours sur des formes de résistances. Quand elles existent, elles ne sont pas nécessairement représentatives des rapports de force.

Au delà des différences, la géographie critique urbaine semble reposer sur un cadre d'analyse commun, qui, quoique débattu, reste dominant. Il est le fruit d'un point de vue initial qui postule que le réel urbain est inacceptable et qu'il peut exister une « autre ville ». Les savoirs produits par les trois groupes visent à comprendre par quels

mécanismes les inégalités et les formes de domination se reproduisent dans l'espace et dans quelle mesure les résistances peuvent renverser l'ordre établi. Se pose alors inévitablement la question de l'engagement des chercheurs sur le terrain, auprès des enquêtés et plus généralement auprès des mouvements sociaux qui luttent dans les villes.

Un engagement multiforme dans les villes

Photographie n° 16 : Photographie retouchée sur la page d'accueil d'INURA

Ce détournement photographique, resté plusieurs mois en page d'accueil du site internet du réseau INURA, reprend en portugais l'un des objectifs du réseau international : contribuer à créer d' « autres mondes urbains ». L'alternative n'est pas seulement souhaitable, elle est possible (« *We make it possible* »). La géographie critique urbaine cherche en effet à transformer la réalité sociale des villes ou des espaces urbains qu'elle étudie. On interrogera ici le rapport des trois groupes à l'engagement, c'est-à-dire à la participation active, conformément à ses convictions profondes, à la vie sociale et politique de son temps – et ici particulièrement, de son espace.

Se poser la question de l'engagement : une nécessité

Pour les géographes qui se réclament de la géographie critique, la question de l'engagement comporte au moins deux facettes : la conception éthique de la recherche et la question de l'effectivité des savoirs. Autrement dit, comment le chercheur doit-il se positionner face au monde social qu'il étudie, et dans quelle mesure la géographie critique urbaine est-elle capable de transformer le réel urbain ?

Il y a là deux manières d'interroger les relations entre la théorie et la pratique. Penser cette articulation fait partie des fondements de la démarche critique en sciences sociales.

> De manière là encore très diverse, les pensées critiques se posent la question de leur rapport avec la pratique politique. Elles tendent à se placer sous l'autorité ou sous condition de la pratique, à faire de la pratique un critère important (certes pas le seul) pour juger de l'intérêt ou de la validité d'une théorie (Keucheyan, 2013, p.101).

La question se pose avec d'autant plus de pertinence que l'on assisterait depuis plusieurs années à une dissociation croissante entre recherche intellectuelle et action militante et partisane. La figure de l'intellectuel engagé aurait disparu à la faveur d'une professionnalisation des chercheurs critiques dans l'« enclos universitaire ». Cet isolement a été constaté dans différents contextes, en France (Rimbert, 2011), aux Etats-Unis (Cusset, 2003), au Brésil (Miceli, 1978 ; Pécaut, 1989). Il s'accompagnerait aussi d'une évolution de la forme des travaux publiés : « l'éloignement de ces fonctions politiques s'accompagne d'une tendance toujours plus marquée à l'abstraction. » (Keuchyan, 2013, p.108). Isolement, « théoricisme », professionnalisation : autant de symptômes apparents de la rupture entre le monde universitaire et le monde social, qui tient aussi à la position structurelle mais singulière de l'universitaire dans la société : « au sein des professions intellectuelles, c'est le seul qui soit dans l'obligation d'affronter le problème de la légitimité de son intervention dans l'espace public. » (Noiriel, p. 9). En effet, les journalistes, les écrivains, les artistes, les militants s'adressent toujours à un public, le plus vaste possible. Ce n'est pas le cas des universitaires, dont les travaux, ne sont pas nécessairement conçu pour être largement diffusé.

Les sociologues ont sans doute davantage travaillé que les géographes cette difficulté à définir le positionnement des universitaires. Dans une conférence de 2007 qui a exercé une influence considérable sur la sociologie outre-Atlantique, Michael Burawoy, alors président de l'American Sociological Association, a proposé d'envisager ce positionnement en fonction du public visé (universitaire ou extra-universitaire) par le savoir produit, ce qui débouche sur quatre grands types de sociologie.

	Public universitaire	Public extra-universitaire
Savoir instrumental	*Professional sociology* / sociologie académique	*Policy sociology* / sociologie experte
Savoir réflexif	*Critical sociology* / sociologie critique	*Public sociology* / sociologie publique

Tableau n° 9 : Types de savoirs en fonction des publics (Burawoy, 2007)

Pour Burawoy, ces catégories ne sont pas excluantes : toutes ces sociologies seraient nécessaires à la vitalité de la discipline et à sa reconnaissance, même s'il plaide pour une sociologie publique plus proche, au final, de la figure l'intellectuel français, dont Jean-Paul Sartre est le représentant le plus connu. Si l'on transpose cette grille à la géographie, on pourrait s'étonner néanmoins de ce que, dans ce découpage, l'approche critique soit exclusivement destinée à un public universitaire. Dans les faits, les groupes de géographie critique ont souvent pour ambition de viser un public plus large que celui de ses propres pairs et des étudiants. Ils se conçoivent ainsi comme « des groupes de géographie publique », au sens de Burawoy.

En tant que groupes, ils forment en quelque sorte des « intellectuels collectifs » pour reprendre une autre catégorie, définie par Pierre Bourdieu. Pour celui-ci, un intellectuel collectif correspond à un groupe qui doit :

> remplir d'abord des fonctions négatives, critiques, en travaillant à produire et à disséminer des instruments de défense contre la domination symbolique qui s'arme aujourd'hui, le plus souvent, de l'autorité de la science ; fort de la compétence et de l'autorité du collectif réuni, il peut soumettre le discours dominant à une critique logique qui s'en prend notamment au lexique (« mondialisation », « flexibilité », etc.), mais aussi

> à l'argumentation (...) ; il peut aussi le soumettre à une critique sociologique, qui prolonge la première, en mettant à jour les déterminants qui pèsent sur les producteurs du discours dominant (à commencer par les journalistes, économiques notamment) et sur leurs produits ; il peut enfin opposer une critique proprement scientifique à l'autorité à prétention scientifique des experts, surtout économiques. Mais il peut aussi remplir une fonction positive, en contribuant à un travail collectif d'invention politique. (Bourdieu, 2001b)

Cette définition correspond finalement assez bien aux pratiques des groupes étudiés, qui visent essentiellement à déconstruire les discours urbains dominants et à proposer des alternatives.

A mon sens, ces tentatives de classement ne sont que partiellement satisfaisantes pour comprendre la question de l'engagement, car elles participent à occulter la variété des trajectoires individuelles au sein des groupes, ainsi que les traditions nationales d'engagement.

Les déterminants individuels et collectifs de l'engagement

Il semble bien que les formes d'engagement des membres tiennent davantage aux trajectoires individuelles qu'au positionnement des groupes eux-mêmes. Aucun groupe n'impose à ses membres de s'engager - et encore moins la manière de le faire.

Le poids des trajectoires individuelles est déterminant. Pour le sociologue Gérard Mauger, il est toujours utile de comprendre « ce que les conceptions et les pratiques du métier doivent aux trajectoires biographiques, aux itinéraires familiaux, scolaires, religieux, politiques qui s'y nouent » (Mauger, Poliak et Pudal, 2010 [1999], p.154). Du reste, cette conception rejoint celle des géographes de la « *Time-geography* » qui ont cherché à décrire la manière dont les trajectoires de vie individuelles (life paths) s'articulent aux mécanismes globaux caractérisés par des temporalités plus longues (Pred, 1977).

Le premier déterminant de l'engagement est d'ordre familial. Ainsi, de son propre aveu, l'intérêt de Fabiana Valdoski, jeune chercheuse du GESP, pour les luttes des favelas, s'explique partiellement par le militantisme politique de sa famille, opposée à la junte militaire qui a dirigé le Brésil jusqu'en 1985. Au cours des entretiens menés,

plusieurs géographes ont également souligné spontanément leur origine sociale. Au Brésil, nombreux sont les professeurs de géographie issus de famille ouvrière, en lien avec la massification universitaire amorcée dans les années 1970. Dans ce contexte, l'ascension sociale peut s'accompagner d'une forme de solidarité avec la classe d'origine.

> Je suis d'une famille ouvrière, j'ai été moi-même ouvrière, quand j'étais jeune, jusqu'à 18 ans et je n'ai pas étudié dans une école normale. Ensuite j'ai suivi un cours spécial pour passer les examens, un « condensé » de 4 ans de collège en 1 an et demi et de 3 ans de lycée en 1 an. (Rodrigues, 2011)

Les transfuges sociaux, parfois qualifiés par les sociologues de « transclasses » (Jaquet, 2014), que sont parfois les universitaires, affirment, au moins dans leur discours, leur empathie pour la classe ouvrière et populaire. Le parcours d'Arlete Moyses Rodrigues en témoigne.

> Je suis d'une famille ouvrière, j'ai été moi-même ouvrière, quand j'étais jeune, jusqu'à 18 ans et je n'ai pas étudié dans une école normale. Ensuite j'ai suivi un cours spécial pour passer les examens, un « condensé » de 4 ans de collège en 1 an et demi et de 3 ans de lycée en 1 an. (Rodrigues, 2011)

Inversement, en Allemagne, le déclassement social, produit par la précarisation croissante des chercheurs, tend à créer de nouvelles solidarités de classe entre diplômés et populations plus marginalisées.

Mais ces trajectoires familiales et sociales ne sauraient expliquer à elles seules les formes d'engagement. Pour Fabiana Valdoski, le militantisme peut tout aussi bien servir de repoussoir s'il nuit trop à la vie familiale. Tous ne viennent pas d'un « milieu progressiste » :

> Je viens de la classe moyenne, probablement même de la classe moyenne supérieure. Mon père était médecin. Je ne connaissais pas de fils d'ouvriers. Ma classe sociale n'est pas la raison pour laquelle je me suis intéressé au marxisme. Le fait que mes parents viennent de Tchécoslovaquie a probablement eu davantage d'effet. Mon père n'a jamais appris l'allemand tout à fait parfaitement. C'est peut-être l'effet de ne pas appartenir aux structures sociales « normales », d'en être un peu à l'écart. C'est peut-être la raison « biographique ». (Belina, 2012)

Davantage que dans le cercle familial, la politisation semble souvent se produire dans les milieux scolaires et surtout étudiants, au cours des grandes mobilisations et grèves qui rythment l'histoire de la jeunesse. C'est le cas des « garçons de Zurich » – Richard Wolff, Christian Schmid, Hanruedi Hitz–, qui ont milité lors des mouvements étudiants de 1980, événement fondateur selon eux. C'est le cas aussi en Allemagne où les mobilisations étudiantes reviennent aussi dans les entretiens.

> A l'école, j'étais plutôt conservateur politiquement jusqu'à ce que j'entre à l'université et que je découvre que toutes les personnes intéressantes que j'appréciais étaient de gauche. Alors j'ai participé à de nombreuses actions politiques, ce qui m'a conduit à étudier Marx. (Belina, 2012)

Pour Doug McAdam, qui a travaillé dans un tout autre contexte, celui des étudiants volontaires pour soutenir le mouvement des droits civiques, plus un individu est déjà au contact de personnes engagées dans l'expérience militante, plus sa situation personnelle minimise les contraintes professionnelles et familiales, plus ses projets d'engagements reçoivent l'aval de ceux dont il est affectivement proche, plus la probabilité de la voir militer s'accroît. (McAdams, 2012).

Les traditions militantes propres à chaque pays sont aussi susceptibles d'influencer le rapport à l'engagement. La figure de l'intellectuel varie fortement d'un pays à l'autre. En Allemagne, les intellectuels sont restés plutôt discrets après la Seconde Guerre mondiale, ce qui se conçoit aisément. En revanche, le militantisme local y est très développé, notamment à Berlin. Il s'agit donc moins de prendre la parole dans l'espace public, à la manière d'un Sartre ou du Bourdieu de 1995, que de s'associer localement à des luttes en y participant activement. L'effervescence locale se déploie rarement à l'échelle nationale. Le philosophe Jürgen Habermas semble être la seule véritable figure intellectuelle publique des dernières décennies. (Leclerc, 2012).Au Brésil, l'engagement s'explique par l'histoire du pays. Les universités ont été des lieux de contestations de la dictature militaire et de l'émergence d'un marxisme universitaire. Pour autant, et malgré le célèbre exil du géographe Milton Santos, la contestation est restée avant tout intellectuelle et politique, et moins liée aux mobilisations locales (Pécaut, 1989). On est ici plus proche de la figure de l'intellectuel à la française, et on ne s'étonnera pas de ce que l'admiration pour les intellectuels français y est grande.

A partir de ces déterminants individuels, collectifs et nationaux, il semble plus pertinent de retranscrire les interrogations, voire les dilemmes récurrents des géographes qui se réclament de la géographie critique, davantage que de dresser une nouvelle typologie des figures intellectuelles et militantes. En réalité, les positionnements ne sont jamais figés, et, dans les pratiques, les formes d'engagement s'articulent, se contredisent parfois, évoluent dans le temps le plus souvent.

Le géographe critique au cœur ou à côté des mouvements urbains ?

L'articulation entre les pensées universitaires et les mouvements sociaux urbains est constitutive de la géographie critique urbaine.

Si les chercheurs qui militent directement au sein de mouvements urbains sont nombreux, plus rares sont ceux qui articulent vraiment leurs travaux à leurs pratiques militantes. A Lisbonne, Antonio Gutterez, un des organisateurs de la conférence d'INURA, a fait découvrir ses terrains de recherche qui sont, dans le même temps, les lieux où il milite. Les communautés sur lesquelles il travaille sont aussi des communautés de luttes partagées. Cette participation observante est une manière de participer aux mouvements en conciliant la recherche.Ce positionnement pourrait être rapproché de la figure, définie par Gramsci, de l'intellectuel organique, qui nourrit sa recherche de son action et apporte son aide directe au mouvement. Le terme est d'ailleurs revendiqué par certains, comme la géographe Arlete Moysés Rodrigues.

Un autre exemple est fourni par Michael Edwards, membre londonien d'INURA, dont l'analyse de la bibliographie retrace ses engagements successifs contre le réaménagement de King's Cross dans les années 1990 ou plus récemment au sein du réseau « Just Space », qui critique les plans d'aménagements du Grand Londres.

A ce titre, INURA est sans doute le groupe où les formes d'engagement sont les plus innovantes, dans la mesure où ses membres ne sont pas nécessairement des universitaires. En 2014, les organisateurs de la conférence de Belgrade n'étaient pas des chercheurs, et leur participation se faisait au titre de leur engagement au sein du « Ministère de l'Espace », collectif qu'ils ont créé. Dans le cas d'INURA, la structure même du réseau, hors de l'université, permet d'abolir partiellement les frontières entre l'espace universitaire et l'espace militant. Cependant, les groupes étudiés posent

rarement la question de la méthodologie, par exemple celle de la recherche participative. Dans leurs travaux, le traitement des questions urbaines et des mouvements sociaux reste assez classique. L'idée d'une co-construction du savoir avec les militants est rarement défendue.

Pour la majorité des géographes impliqués dans ces groupes, il s'agit donc plutôt de trouver des moyens de mettre leurs savoirs à la disposition des mouvements sociaux, sur le modèle de l'intellectuel spécifique décrit par Foucault. Cette figure s'oppose à « l'intellectuel universel » qui s'autorisait à prendre position sur tous les sujets et à incarner « la conscience de tous ». L'intellectuel spécifique travaille des « secteurs déterminés », en l'occurrence ici, la ville. « Ils y ont gagné à coup sûr une conscience beaucoup plus concrète et immédiate des luttes. » (2001b, p.47). Pour Arlete Moysés Rodrigues, pourtant très engagée depuis les années 1970 dans les mouvements des quartiers d'habitat populaire à Sao Paulo, « la fonction du géographe critique n'est pas d'intervenir directement dans les mouvements mais de leur proposer des éclaircissements » (Rodrigues, 2011). C'est une conception proche de celle développé par Bourdieu : « il faut, pour être un vrai savant engagé, légitimement engagé, engager un savoir. Et ce savoir ne s'acquiert que dans le travail savant, soumis aux règles de la « communauté savante ». (Bourdieu, 2002b). Cette conception de l'articulation entre engagement et théorie est partagée par plusieurs géographes.

> L'université a un rôle, une responsabilité sociale. La transformation du monde, la révolution passe par la construction d'une pensée sur ce monde. Les chercheurs doivent se situer aux côtés des mouvements. La recherche légitime ces mouvements. (Carlos, 2011)

> Une chose que je n'aime pas avec certains géographes critiques, c'est quand ils disent ce que les gens doivent faire et voudraient que chacun fasse la même chose. Ce que je trouve intéressant c'est faire de la très bonne recherche. Nous devons connaître nos données, nos faits, nos théories. Nous ne devons pas nous contenter de réclamer quelque chose ou de dire que telle ou telle chose est injuste. Nous proposons de bons arguments. C'est une chose importante. […] J'aime l'article de Don Mitchell, *Confessions of a Desk-bound radical*. Je ne suis pas si engagé que ça dans les mouvements, même si je suis toujours en contact avec eux. Ca fait peut-être blasé. Mais c'est comme ça que je travaille. Je le fais quand on me le demande. Je lis, j'écris, j'enseigne, je donne des conférences.

> Mais c'est aussi une bonne division du travail. Par exemple, cette année, nous avons organisé une conférence sur le droit à la ville à Francfort. Je donne mon nom, je m'assure qu'il y ait des financements, je fais en sorte que l'université l'accepte. (Belina, 2012)

La référence donnée par Bernd Belina renvoie à la manière dont le géographe américain Don Mitchell décrit son propre travail, sous l'appellation de « radical de bureau » (« *deskbound radical* »). Il considère que son rôle reste avant tout de produire un savoir, susceptible ensuite d'être mobilisé dans des luttes, plutôt que d'y participer activement (Mitchell, 2008). Cela permet également de mettre à disposition les ressources de l'université, notamment financières, pour lancer des projets collectifs au service des mouvements sociaux.

On notera à ce titre que ce positionnement des universitaires s'explique en partie par leur statut. Les professeurs d'université, accaparés par les travaux administratifs et d'encadrement, y trouvent une manière indirecte de prolonger leur engagement. Il s'agit donc d'exploiter au mieux les complémentarités d'une division du travail que d'aucuns considèrent comme insatisfaisante. Du reste, il faut noter que les universités ne s'opposent pas aux interventions des chercheurs dans la société civile. Elles peuvent les encourager, au titre de la « responsabilité sociale des universités » (Granget, 2005). Camille Vergnaud a montré comment, à Syracuse, aux Etats-Unis l'université finance des programmes d'aide aux *communities* (Vergnaud, 2012). Il s'agit alors de développer des formes de recherche participative où les chercheurs ont le rôle de facilitateur (McClintock, Ison, et Armson, 2003). Ces nouvelles dispositions relèvent parfois de stratégies marketing, à l'image de ce que l'on observe pour les entreprises (Granget, 2005).

L'engagement, au sein des structures politiques établies telles que les partis politiques ou les autorités municipales, semble plus problématique encore.

Le géographe critique et l'engagement auprès ou dans les partis politiques : les géographes au pouvoir.

Pour transformer le monde que l'on décrit, n'est-il pas plus efficace d'assumer une part de responsabilité politique, en mettant ses compétences au service des politiques urbaines ? Ne faudrait-il pas tout simplement s'engager auprès des partis

politiques ou répondre à leurs sollicitations pour concevoir les politiques publiques de la ville ? Collectivement, la position des groupes est claire : ils revendiquent tous, dans leur déclaration d'intention, une autonomie totale face aux partis politiques. Cette forme de militantisme est considérée comme suspecte, dans la mesure où la géographie propose souvent une critique des politiques publiques. Pourtant, à la faveur des évolutions et des opportunités politiques, les lignes entre politique et recherche sont susceptibles de se brouiller, mais il s'agit alors de choix strictement individuels.

Sur le long terme, certains envisagent une carrière politique ou une participation ponctuelle aux institutions métropolitaines, avec l'espoir de réformer les politiques publiques urbaines. Le réformisme, qui fait parfois office d'insulte dans les mouvements les plus à gauche, recouvre pourtant une réalité de l'engagement des membres de la géographie critique. Il est en effet des moments politiques où l'engagement se fait pressant et où la tentation est grande de se mettre au service des citoyens et de lutter contre les inégalités plus directement. Ces moments sont souvent ceux où un parti de gauche prend le pouvoir. Arlete Moyses Rodrigues n'a pas hésité à participer au Conseil des Villes (*Conselho das Cidades*) de 2005 à 2010, où elle fut représentante de l'Association des Géographes Brésiliens (Associação dos Geógrafos Brasileiros). Ce travail d'expertise et de conseil au sein d'institutions mêlant chercheurs, représentants des mouvements sociaux et autorités, offre apparemment les conditions de partage du savoir, et de la concertation politique. Lors de l'entretien qu'elle m'a accordé, la chercheuse n'a finalement pas caché sa déception face aux résultats d'une politique dont la mise en œuvre par le Parti des Travailleurs s'est éloignée des recommandations formulées. Pour autant, elle ne regrette pas d'avoir « apporté les arguments des géographes dans les débats concernant la ville. » (Rodrigues, 2011).

On comprend aisément que des individus passionnés par la ville en général, et leur ville en particulier, aient fait le choix d'un engagement politique local. L'engagement militant de Richard Wolff s'est mué en engagement politique, marqué par son élection en tant qu'adjoint à l'assemblée municipale de Zürich.

> Depuis un an, j'appartiens au « Alternative Left Party » et je suis membre du Parlement de la ville de Zürich (mon parti n'a que 5 sièges sur 125, c'est un petit parti). J'ai été élu il y a un an. (Wolff, 2011)

Interrogé sur la manière dont INURA influence son action politique, Richard Wolff, actuellement en charge des questions de police et de sécurité pour la municipalité, précise :

> Cela m'influence indirectement. Toutes les expériences accumulées, les savoir-faire découverts sont précieux. Cela donne des exemples au quotidien. Mais par exemple, nous n'avons jamais vraiment parlé de sécurité au sein d'INURA ! (Wolff, 2014)

Les responsabilités politiques peuvent néanmoins conduire à des situations délicates, en contradiction avec certains engagements. Richard Wolff a sans doute eu quelques doutes quand, en décembre 2014, un groupe anarchiste, réuni sous la banderole « Reclaim the City ! », s'est rendu dans le centre-ville de Zürich, a brisé des vitrines et attaqué des agents de police. L'ordre d'interpeller les manifestants a été donné par Wolff, et les commentateurs n'ont pas manqué de souligner le paradoxe d'un ancien militant autonome à la tête de la police.

Ces parcours restent minoritaires. La plupart des membres des groupes étudiés tiennent beaucoup au savoir et à son utilité et pensent être plus efficaces en poursuivant leurs travaux de recherche.

Le géographe critique et la diffusion des savoirs critiques auprès du grand public

Ce dernier point fait consensus au sein des groupes. Tous s'accordent sur l'idée que la géographie critique doit être diffusée largement, et insistent sur l'importance de la transmission des savoirs produits. La dimension très théorique de la géographie critique implique nécessairement des formes de vulgarisation, voire même de « traduction », car « c'est la particularité des savants, en effet, de se définir par le fait qu'ils parlent un langage que seuls les spécialistes du même domaine peuvent comprendre. Le chercheur qui veut se faire entendre dans le champ politique doit donc « traduire » son langage. » (Noiriel, p 9)

La plupart des chercheurs rencontrés s'accordent sur le constat d'un isolement, mais, dans le même temps, tiennent à la production de savoirs complexes. Il s'agit donc moins de renoncer à la théorie que de penser conjointement les formes de diffusion de ces savoirs.

Dans ce contexte, l'enseignement, qui est une manière très directe de diffuser les savoirs de la géographie critique, joue un rôle essentiel.

> Parmi les professeurs de la génération précédente, beaucoup (ils étaient vraisemblablement davantage sous pression) évitaient que l'on sache qu'ils étaient des radicaux. Pourquoi ? Tous mes étudiants savent que je suis marxiste. Donc ils savent à quoi s'attendre, mais ils savent aussi, du moins je l'espère, qu'ils n'ont pas besoin d'utiliser Marx pour réussir leurs travaux. C'est ouvert. Enseigner c'est très important. Il y a des gens qui viennent faire leur master à Francfort pour une variété de raisons, mais certains viennent spécifiquement pour suivre ce type d'enseignement. (Belina, 2012)

Une grande place est souvent donnée à la lecture et aux débats sur les textes théoriques de référence. De plus, la tendance au productivisme universitaire semble reléguer les activités d'enseignement à un second plan.

> Le piège est de croire que le travail universitaire se limite à écrire. Bien sûr, cela fait partie du travail, mais il s'agit aussi d'enseigner. L'enseignement est un champ très peu débattu dans la géographie critique. Pour beaucoup, elle se limite toujours à la recherche. Je pense que la pédagogie critique est une chose très importante pour le futur. La question est de savoir comment enseigner de manière non conventionnelle dans des institutions stupides, dont les étudiants sont les premières victimes. Très peu soulèvent cette question. Il y a tant de travaux de recherches et ils ne sont pas si essentiels. Ecrire, écrire et lire, c'est très bien mais ce n'est pas suffisant. (Bürk, 2012)

La formation des enseignants est un relais essentiel trop sans doute sous-estimé. Pourtant, il se pourrait bien que l'école soit l'un des meilleurs vecteurs de diffusion de la géographie critique. L'institution scolaire est une institution de masse, qui assure sans doute la diffusion maximale des savoirs. A ce titre, les manuels scolaires sont des outils prodigieux de diffusion du savoir. Le manuel *A Cidade* d'Ana Fani Alessandri Carlos est ainsi devenu ouvrage de références pour l'enseignement du fait urbain dans les lycées brésiliens (CARLOS, 2003). Ce sont donc des générations de lycéens qui ont accès par là à la géographie critique, à la pensée lefebvrienne. La constitution des programmes est elle aussi stratégique, et justifie dans une certaine mesure la « longue marche » au sein des institutions. Les délaisser, ce serait exclure tout à fait la possibilité d'accéder à ce canal d'instruction de masse qu'est l'école. Les *curricula* brésiliens se font au niveau des

Etats fédérés par la consultation d'universitaires, un peu à l'image de ce qui se fait en France. La participation des géographes critiques y est stratégique.

D'autres canaux, moins conventionnels, se développent aussi pour toucher la population des adultes. Réunions publiques, excursions, vidéos sur Internet, formation syndicale, publications d'essais polémiques…En Angleterre, des universitaires, parmi lesquels Loretta Lees, ont contribué, aux côtés des militants, à l'élaboration d'un manuel anti-gentrification, intitulé *Staying Put: An Anti-Gentrification Handbook for Council Estates in London* (COLLECTIF, 2014). S'y mêlent savoirs militants, techniques, juridiques et scientifiques pour lutter contre la dynamique d'éviction des plus pauvres hors des centres villes.

Dans cette logique, certains envisagent de créer des lieux ouverts de savoirs critiques : universités libres ou ateliers de formation. Pour Thomas Bürk, l'idéal serait de faire de Kritische Geographie Berlin une université véritablement libre8, une sorte d'université des mouvements sociaux où les échanges ne se feraient pas uniquement de manière verticale, des chercheurs vers leur public. Il manque sans doute à la typologie de Michael Burawoy la possibilité d'abolir, au moins partiellement, la distinction entre le chercheur et son public.

Si les groupes de géographie critique ont l'ambition de jouer le rôle « d'intellectuels collectifs », l'engagement ressort de choix individuels. La variété des positionnements ne doit pas empêcher de dégager les questions qui se posent de manière récurrente. Quelle interaction entretenir avec les mouvements sociaux ? Faut-il participer aux politiques publiques ? Quelles sont les formes les plus efficaces de diffusion du savoir ? Comme l'a bien montré Isabelle Lefort dans le cas de la géographie française, les différents registres de la géographie (savant, scolaire, professionnel et médiatique), loin de s'exclure, « fonctionnent en système » (2010, p. 210). On serait tenté de dire que, pour la géographie urbaine critique aussi, « il existe donc des géographies, des demandes sociales et des publics. La pluralité fait exploser la référence univoque à une géographie qui se déclinerait simplement selon des niveaux de complexité et des instrumentalisations différentes. » (Lefort, ibid.,p. 213). A ces registres, on serait tenté d'ajouter, dans le cas de la géographie critique urbaine, celui du monde militant. Dans ce cas, la demande sociale est bien souvent locale. Rares sont les

[8] Une « Freie Universität existe déjà Berlin ».

membres qui acquièrent une notoriété nationale. En d'autres termes, les géographes interviennent pour l'essentiel dans leur cadre quotidien. Malgré les insatisfactions et les déceptions, ils savent que la géographie peut être une arme dans les rapports de force au sein de la ville. Ils ont contribué à rédiger des manuels militants, à mettre en rapport des groupes militants de différents pays, à fournir une expertise aux des gouvernements progressistes, locaux ou nationaux.

L'objectif de ce chapitre était de dessiner les contours de la géographie critique urbaine, malgré les différences locales et individuelles. Ouvertement de gauche, tant dans les valeurs qui l'animent que les théories qu'elle mobilise, la géographie critique propose une analyse de la production de l'espace. Elle cherche à en comprendre les ressorts et les manifestations mais insiste sur les formes de résistance aux processus de dépossession et de négation de la vie quotidienne. Elle cherche à dépasser la spécialisation des savoirs et la rupture entre le monde universitaire, le monde militant et le monde social. Puisqu'il s'agit de transformer le monde, il est évident que les savoirs produits doivent être autant que possible disponibles, gratuits et diffusés largement. De ce point de vue, la géographie critique urbaine se pense aux frontières de différents univers : disciplinaires, sociaux, théoriques. C'est dans cette position de seuil qui autorise les allers et retours (entre normatif et descriptif, entre théorie et pratique, entre géographie et philosophie, entre recherche et action politique) que la géographie critique semble le mieux s'épanouir. Cela ne doit pas masquer les critiques, formulées parfois par les géographes qui s'en réclament : isolement dans l'enclos universitaire, relative uniformisation du discours, apparent « théoricisme ». Mais elle a sans doute le mérite de s'y confronter, en cherchant toujours à se positionner et à se définir. La réflexivité publique qui la caractérise permet de mesurer le décalage qui existe parfois entre les ambitions affichées et la réalité de leurs actions.

Chapitre 8 : un courant unifié, mondial et puissant ? Une géopolitique de la géographie critique urbaine

Le premier chapitre de cette partie se proposait de dégager un « logiciel » commun aux groupes de géographie critique urbaine. Il reste à expliquer comment un tel logiciel peut être partagé malgré l'éloignement géographique entre les groupes. Si des références sont mobilisées à distance de leur lieu de production et si des termes sont repris en différents lieux, c'est bien que les idées circulent au-delà des frontières.
Un des textes de référence en la matière, intitulé « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », est la retranscription d'une conférence de Pierre Bourdieu, prononcée le 30 octobre 1989 pour l'inauguration du Frankreich-Zentrum de l'université de Friboug. Le sociologue y rappelle que « le transfert d'un champ national à un autre se fait à travers une série d'opérations sociales » (2002, p. 4).

Dans un registre similaire, François Cusset a montré comment un groupe hétérogène de penseurs pouvait passer, dans un autre contexte, pour un courant homogène, en l'occurrence la *French Theory,* à distance du lieu d'origine. Pour comprendre ce phénomène, Cusset propose une sorte de typologie des médiations (supports, événements, passeurs, « bras armé institutionnel ») qui permettent d'envisager les conditions de possibilité de cette circulation transatlantique des idées. L'analyse des médiations ramène aussi, plus indirectement, à la théorie latourienne, qui a précisément pour objectif de montrer la série d'opérations – ou « traductions » –, qu'elles soient le fait d'acteurs humains ou d'actants non-humains, nécessaires à l'établissement d'un fait de science ou d'une idée.

Ce sont ces opérations et ces médiations qui vont nous intéresser ici. C'est une question d'autant plus incontournable que la circulation des idées fait l'objet d'intenses débats entre les géographes critiques eux-mêmes. Une des hypothèses qui permet d'expliquer la coexistence des mêmes types de savoirs en différents lieux est celle d'une diffusion entre un ou plusieurs centres de production et des périphéries qui recevraient

les théories et les méthodologies. C'est, du reste, la logique qui sous-tend indirectement la métaphore du courant de pensée, qui déferlerait telle une vague sur des nouveaux territoires. Les débats actuels sur la géographie du savoir en général, et la géographie des idées critiques en particulier, envisagent désormais une circulation globale. « On assiste depuis le dernier tiers du XXe siècle à une très nette accélération et intensification de la mondialisation des pensées critiques. Alors que ces pensées étaient pour beaucoup élaborées jusqu'à présent en Europe (orientale et occidentale), on constate aujourd'hui une dissémination des pensées critiques aux quatre coins de la planète [….] Un mouvement de fond s'est amorcé au cours des trente dernières années, qui tend à délocaliser la production des théories critiques vers de nouveaux pays ». (Keucheyan, 2013, p.103)

En partant – encore une fois – de l'histoire et de la géographie du GESP, de Kritische Geographie Berlin et d'INURA, je montrerai, à la suite des analyses d'Ulrich Best (2009b), de Myriam Houssay-Holzschuch et Olivier Milhaud (2013), comment l'hypothèse de la diffusion unilatérale n'est pas à même de rendre compte seule des échanges (ou même de l'absence d'échanges) entre ces trois groupes.

L'apparente hégémonie anglophone

Le choix des termes : l'incontournable référence anglophone

Les références communes aux trois groupes (cf. tableau 8 et figure n°29) laissent apparemment peu de doutes sur la répartition actuelle de la production de la géographie critique urbaine. Parmi les quatre auteurs les plus cités par le GESP, INURA et Kritische Geographie Berlin, les britanniques David Harvey et Neil Smith et l'américain Edward Soja, ont écrit leurs principaux ouvrages alors qu'ils étaient en poste dans des universités américaines.

Ce rapide constat bibliométrique laisse supposer qu'il existerait un centre de production anglo-américain des théories urbaines critiques, et des périphéries qui les adaptent au contexte local. Cette hypothèse est *a priori* renforcée par le fait que nos trois groupes entretiennent relativement peu de relations entre eux, voire s'ignorent dans une certaine mesure. A ce titre, même pour les spécialistes européens et nord-

américains de Lefebvre, au sein du réseau INURA, les travaux du groupe pauliste restent largement méconnus, alors même que les travaux d'Edward Soja sur Lefebvre sont cités, par chacun des trois groupes dans la bibliographie de leurs ouvrages.

« L'hégémonie » anglophone se traduit de manière plus manifeste encore par l'appropriation des termes même de géographie critique et radicale. Ces dénominations disent beaucoup de la circulation internationale des idées. La géographie anglophone[9] servirait de référence aux géographes du monde entier et influencerait la manière dont ils qualifient leur propre travail. Pour la « géographie radicale » au moins, la filiation terminologique est indéniable.

La première occurrence du terme peut être clairement située dans le temps et l'espace. L'émergence de la géographie radicale remonte précisément à la fin des années 1960. Dans un entretien donné en 2012 à la revue *Vacarme*, David Harvey décrit la naissance de ce mouvement spontané :

> L'expression « géographie radicale » est apparue à la fin des années 1960. La géographie traditionnelle était encore étroitement liée aux pratiques militaires et impérialistes. De jeunes géographes – Doreen Massey en Grande-Bretagne, la revue *Antipode* aux États-Unis, etc. – cherchaient à fonder un courant de gauche à l'intérieur de la discipline. Nous étions fortement marqués par le discours anticolonial, les guerres anti-impérialistes et les luttes anticapitalistes, mais nos cultures politiques respectives étaient trop différentes pour pouvoir être englobées sous le qualificatif de « marxiste » ou d'« anarchiste ». L'expression « géographie radicale » était plus accueillante à la diversité de nos engagements. (Harvey, 2012)

C'est la revue *Antipode*, publiée à l'université Clark de Worcester, dans le Massachusetts, qui a matérialisé l'émergence de ce nouveau courant alors en gestation (comme l'atteste son sous-titre, *A Radical Journal of Geography*), et c'est aussi dans les colonnes de cette revue que le tournant plus explicitement marxiste de la géographie radicale s'est effectué à partir de 1962.

[9] Il faut souligner d'emblée que, dans la plupart des débats sur cette hégémonie, la géographie anglophone est le plus souvent assimilée à la géographie anglo-américaine. Cela dit, les autres pays anglophones (Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Irlande) tire d'une certaine manière profit de leur « capital linguistique ».

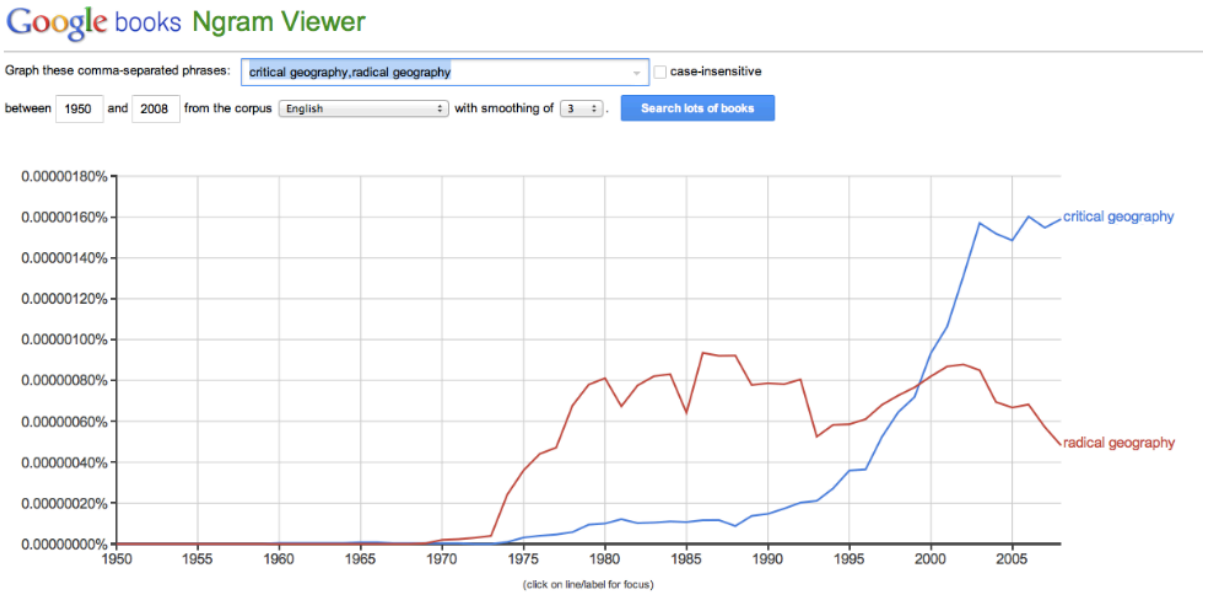


Figure n° 34 : Occurrences des termes « critical geography » et « radical geography » dans Google Livres.

Dans le monde anglophone, le sigle « géographie critique » renvoie à un ensemble de travaux postérieurs. Dans les deux articles qu'ils lui consacrent, Lawrence Berg et Ulrich Best affirment l'un et l'autre qu'elle est née dans le monde anglophone (Berg, 2010; Best, 2009). Ils divergent en revanche sur la période à laquelle le terme est effectivement apparu. Ulrich Best la situe à la fin des années 1970 tandis que Lawrence Berg voit la géographie critique émerger dans la première moitié des années 1990. Ce qui est certain, c'est que les années 1980 ont été marquées par une marginalisation progressive de la géographie radicale, dans le monde anglophone, et par l'émergence d'une géographie qui, quoique toujours proche de l'économie politique inspirée par les travaux marxistes, ne se réduisait plus à une analyse centrée sur les rapports de classes. Dans le monde anglophone, la géographie critique a donc en quelque sorte pris le relais de la géographie radicale, en élargissant les approches et les objets étudiés.

Hormis ce léger flou chronologique, les définitions et les temporalités des deux termes semblent clairement établies par les articles des encyclopédies de géographie. Ceci explique que, dans le contexte français, on associe le plus souvent la « géographie critique » et la « géographie radicale » au monde anglophone, identifié comme son contexte de production de référence. C'est du moins ce qui transparaît à la lecture des introductions de dossiers et d'ouvrages (Calbérac et Morange, 2012 ; Clerval, Fleury,

Rebotier, Weber, 2015). Si ces travaux récents font le constat qu'il existe, depuis longtemps, des approches similaires en France, ils n'en reprennent pas moins les termes anglophones. Mon propre travail, d'abord guidé par la lecture de certains auteurs anglophones, reflète également cette apparente « hégémonie » puisque j'ai lancé mes investigations à partir de l'existence d'un terme que j'associais, au moins au début de mes recherches, au contexte anglophone.

Tout se passe comme si la géographie anglophone avait le pouvoir de nommer certains courants de la géographie et d'imposer certaines catégories. L'apparence – on le verra – est globalement trompeuse, mais elle repose néanmoins sur une géopolitique nouvelle du savoir, qu'il s'agit maintenant de mieux caractériser.

Les relais de la géographie anglophone

Il n'est pas inutile de revenir précisément sur les processus concrets par lesquels une définition ou un sigle viennent à s'imposer au-delà du lieu où il est produit.
On l'a vu, certains ouvrages canoniques, comme les encyclopédies de la géographie humaine (telle que l'*Encyclopedia of Human Geography*, dirigée par Barney Warf et publiée en 2010 chez Sage ou *The International Encyclopedia of Human Geography*, dirigée par Kitchin et Thrift et publiée en 2009 chez Elsevier) contribuent à fixer les définitions et la chronologie des courants de pensée. En France, le chapitre « géographie critique » de l'ouvrage *Les concepts de la géographie humaine*, rédigé par Rodolphe de Koninck en 2004, a longtemps été le seul sur le sujet. Ces textes constituent des descriptions de références, reprises largement dans les aires linguistiques concernées et à travers le monde.

Plus directe et efficace encore est l'influence des revues, précisément conçues comme des outils de diffusion du savoir. Depuis 1969, *Antipode* a fonctionné à la fois comme un moteur de développement de la géographie radicale et comme l'outil de sa diffusion et de sa reconnaissance à travers le monde. Quelques membres de nos trois groupes y ont publié (ou co-publié) des articles, à l'image de Bernd Belina (Belina, best et Strüver, 2002 ; Belina, 2005, Belina, 2013 ; Belina *et al*., 2013). Dans le cas de la géographie critique urbaine, les revues *International Journal of Urban and Regional Research* (*IJURR)* ou *City* (Grande-Bretagne) tiennent un rôle essentiel dans la diffusion des pensées critiques de la ville. Certes ces deux revues ne sont pas explicitement des

revues de géographie, elles font partie de ces publications interdisciplinaires qui promeuvent les *critical urban studies*. Rappelons qu'*IJURR* a été créée en 1977 par le comité 21 (*Research Committee 21* ou RC21) de l'Association internationale de sociologie, auquel appartenait, entre autres, Manuel Castells.

Les membres de nos groupes y publient occasionnellement. Au moins deux membres d'INURA, Ute Lehrer et Roger Keil, font partie des comités de rédaction ou scientifiques. Deux articles concernant le réseau y ont été publiés. En 1997, un compte-rendu de la conférence de Zürich avait été publié dans la revue internationale et, en décembre 2003, la déclaration d'INURA avait figuré dans la rubrique « débats » d'*IJURR*. En 2014, deux membres de Kritische Geographie Berlin, Henning Füller et Boris Michel, y ont publié un article sur la touristification à Berlin (Füller et Michel, 2014).

Ces revues accompagnent dans une certaine mesure l'internationalisation du savoir. Non seulement les chercheurs du monde entier lisent ces revues anglophones, mais ils souhaitent aussi y contribuer. Bien classées, réputées, elles assurent une reconnaissance aux auteurs qui publient dans leurs colonnes. Pour autant, tous n'y ont pas accès : aucun membre du GESP, malgré leur position centrale dans le champ de géographie urbaine brésilienne, n'a écrit dans les colonnes de ces revues.

Ce n'est donc pas tout à fait un hasard si, depuis le début des années 2000, un vaste débat a vu le jour à propos des relations de pouvoir que suppose l'internationalisation des savoirs. Ce débat vise à comprendre « comment certaines traditions intellectuelles en viennent à devenir "internationales" ou "universelles" tandis que d'autres sont catégorisées comme "locales", "traditionnelles" » (Braun, 2003). La plupart des géographes engagés dans ce débat ont clairement identifié le rôle des revues dites internationales dans cette dissymétrie. Une étude bibliométrique menée en 2001 par Javier Guttiérez et Pedro Lopez-Nieva concluait que ce sont des chercheurs anglo-américains qui publient dans les revues dites internationales, les plus reconnues. La géographie des publications révèleraient ainsi une géographie hiérarchisée de la recherche, entre un centre anglo-américain et des périphéries multiples.

Ce nouveau rapport de force est lié au fait que l'anglais est devenue la *lingua franca* de la recherche et donc de la géographie critique urbaine. « Les autres langues et ceux qui les parlent semblent exclues, opprimées et contraintes à se soumettre à l'hégémonie anglophone » (Best, 2009b, p.83). Dans les faits, ce constat est partagé par les membres de nos trois groupes. D'ailleurs, le dernier ouvrage du GESP, *Crise Urbana*, a

été traduit en anglais. C'est la première fois que les géographes brésiliens s'y sentent contraints en quelque sorte. Conscients de leur marginalisation relative au niveau international, ils ont conçu cet effort de traduction comme le prix d' « une stratégie de reconnaissance ». (Carlos, 2013). Alors même que la plupart des géographes du GESP parlent et écrivent le français et qu'il s'inspirent des travaux de Lefebvre et de la tradition française, ils ont décidé qu'il était plus utile de traduire la synthèse de leurs travaux en anglais plutôt qu'en français. Il est vrai que les travaux des membres d'INURA, spécialistes de Lefebvre, ont acquis une certaine visibilité grâce à leur publication en anglais, qu'il s'agisse d'articles pour les revues ou d'ouvrages publiés aux Etats-Unis, à l'instar de l'ouvrage *Space, Difference, Everyday Life: Reading Henri Lefebvre*, dirigé par Kanishka Goonewardena, Stefan Kipfer, Richard Milgrom et Christian Schmid paru en 2008 chez Routledge.

Dans d'autres contextes, l'apparition récente de revues bilingues (*Justice spatiale/Spatial Justice, JSSJ*, en France) ou de revues qui font l'effort de traduire massivement les travaux des anglophones (*URBAN* en Espagne) semble indiquer que les échanges se font essentiellement vers le monde anglophone dans la double dynamique d'une recherche de visibilité internationale et de l'importation des travaux anglophones.

Pour Keucheyan, « la mondialisation des pensées critiques est indissociable de leur américanisation. » (2013, p. 104). Cela correspondrait au « le *moment américain* des pensées critiques », non pas tant parce que les penseurs critiques seraient tous américains, mais plutôt parce que les universités américaines parviennent à intégrer de nombreux chercheurs, y compris les plus originaux, grâce à une fantastique capacité de financement et de recrutement. Pour s'en convaincre, il suffit de s'intéresser aux trajectoires des chercheurs allemands de Kritische Geographie Berlin. La plupart sont passés, à un moment ou un autre, par une université américaine ou anglaise. Bernd Belina a réalisé une partie de son doctorat à Baltimore, Matthias Naumann à l'université de l'Illinois (Urbana-Champagne), Thomas Bürk et Ulrich Best à Londres. Ce dernier a dispose d'un contrat de professeur invité à la York University de Toronto. C'est souvent dans le cadre de l'expatriation, plus ou moins longue, qu'ils ont découvert ou pris le temps de découvrir plus avant la géographie critique.

> Je ne connaissais pas très bien la géographie radicale avant mon départ. Ce séjour m'a donné l'opportunité d'avoir accès à cette littérature et d'aller plus loin dans ma connaissance de la géographie radicale. (Naumann, 2014)

La précarité des contrats de recherche en Allemagne a souvent conduit les jeunes chercheurs allemands vers les universités anglophones. L'« extraversion » (Keucheyan, p.105) structurelle de l'université américaine, son ouverture, est aussi une manière d'attirer des équipes de jeunes chercheurs. A titre d'exemple, le *Urban Theory Lab*, créé en 2013 au sein l'université de Harvard et dirigé par Neil Brenner propose chaque année une dizaine de contrats à des jeunes chercheurs spécialisés dans les *critical urban studies*, qui viennent du monde entier.

Pour autant, il serait trompeur de ne voir dans cette hiérarchisation qu'une pure expression de l'hégémonie anglophone, car cette nouvelle géopolitique du savoir offre des contreparties, dont la géographie critique urbaine tire parti, dans une certaine mesure.

Les « profits » de l'internationalisation

Si une forme d'hégémonie existe, elle est rendue possible par de nouvelles dispositions d'évaluation de la recherche. Le classement des revues qui servent par la suite de base à l'évaluation des chercheurs n'est pas tant le fruit des revues elles-mêmes que des institutions qui entérinent à la fois le classement et le principe d'une telle évaluation. C'est le cas en Allemagne, comme le notent Belina, Best et Naumann, où la puissante association des géographes VGHD a procédé à un classement équivalent à la liste établie en France par l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur). Pour Belina, Best et Naumann, cela correspond à la « face sinistre de l'internationalisation de la géographie allemande, un processus *top-down* qui ne favorise pas la géographie critique. » (p. 54)

La prétendue hégémonie n'est pas seulement un processus de domination, elle se fonde sur une sorte d'accord tacite. Elle contribue également à reconfigurer le champ scientifique. Dans une certaine mesure, cette modification des rapports de force, représente – pour reprendre le vocabulaire bourdieusien – une opportunité de renversement des positions établies dans le champ scientifique. C'est du moins ce qui

ressort du cas allemand, décrit par Belina, Best et Naumann. On y apprend que le sigle « Kritische Geographie » est, dans une large mesure, le fruit de l'importation de la « *critical geography* » anglophone. Revendiqué par la jeune génération, le sigle a permis de réunir dans une même dynamique les géographes féministes, marxistes ou écologistes tout en légitimant cette approche dans le champ de la géographie allemande, par le biais de son internationalisation, ce dont témoignent Belina, Best et Naumann :

> Le cas allemand illustre les aspects positifs du rôle de la théorie anglo-américaine dans les débats nationaux. Non seulement ces théories sont des sources d'inspiration pour les géographes critiques allemands, mais elles ont largement influencé les discours géographiques et permis l'introduction des perspectives critiques au sein de la géographie conventionnelle (*mainstream geography*) » (2009, p.54)

Ils considèrent ainsi que le « tournant critique de la géographie allemande » (p. 47) n'a été possible qu'à travers l'internationalisation de la géographie allemande. A en croire Belina, Best et Naumann, alors que la géographie critique serait périphérique au champ d'une géographie allemande « dominée par diverses formes de recherche appliquée imprégnées d'une dose non négligeable de conservatisme politique et académique » (p.47), les références aux pensées radicales ont progressivement été mieux acceptées « non pas parce qu'elles sont *critiques*, mais parce qu'elles sont *internationales* et *mondialement reconnues* » (p. 54). C'est ce que la chronologie du groupe Kritische Geographie Berlin, développée dans la deuxième partie, met au jour.

En effet, les pensées critiques jouissent aujourd'hui d'une certaine aura dans l'université américaine, ce qui explique, comme le disait Ulrich Best lors d'un entretien « qu'au Canada, tout le monde ou presque se considère critique. ». Dans le monde anglophone, la géographie critique est moins marginale dans le champ de la géographie humaine. Les auteurs qui s'en réclament sont reconnus. Cela est en partie lié au fait que les universités anglo-américaines font « office d'instance de consécration des penseurs critiques contemporains ». (2013, p.104).

Or, comme l'a bien montré Pierre Bourdieu, « il y a évidemment les profits d'appropriation. Les importations hérétiques sont souvent le fait de marginaux dans le champ, qui importent un message, une position qui a de la force dans un autre champ, avec pour effet de renforcer leur position de dominés dans le champ. » (Bourdieu, 2002,

p.5) L'internationalisation offre ainsi, paradoxalement, une plus grande légitimité aux pensées critiques dans des champs nationaux où elle est *a priori* marginale.

Un étendard international ?

Il serait assez cynique de ne voir dans le processus d'internationalisation à l'œuvre que pure stratégie ou pure soumission. A dire vrai, les géographes se réclamant de la géographie critique ont cherché à mettre en place les conditions d'une véritable internationalisation. Ils ont imaginé et créé des institutions susceptibles de déjouer le piège de l'hégémonie.

Cette politique volontariste est d'abord le fait du groupe international de géographie critique (ICGG). Ce groupe s'est structuré à la suite de l'exécution par le régime militaire de Lagos, en 1995, de neuf activistes Ogoni parmi lesquels l'écrivain Ken Saro-Wiwa. Cet événement avait déclenché une vague de contestation chez les géographes anglophones, en particulier britanniques, dont la réunion annuelle est sponsorisée par la firme Shell, qui soutenait le régime nigérian suspecté d'être impliqué dans ces crimes (Berg, 2009). Les universitaires britanniques (membre du Institute of British Geographers –IBG) avaient mené alors une campagne en faveur de l'interruption du mécénat de Shell pour le financement de leur conférence annuelle. La motion avait été unanimement acceptée par les universitaires du IBG et massivement rejetée par les membres de la Royal Geographical Society (RGS). C'est dans ce contexte que les géographes britanniques fédérés autour du *Critical Geography Forum Online* (modéré par Joe Painter) ont imaginé une conférence alternative à la réunion annuelle de la RGS-IBG. La première Conférence Internationale de Géographie Critique a eu lieu à Vancouver en 1997. (Drozdz, Gintrac, Mekdjian, 2012).

1995	- Neuf membres du groupe des Ogonis sont exécutés par le gouvernement Nigérian. L'implication de la compagnie Shell, très présente dans le delta du Niger, dans cette exécution est évoquée. - Création du forum de géographie critique, conçu et revendiqué comme une alternative à la RGS-IBG. - Motion anti-Shell rejetée au moment e la tenue de l'annuelle conférence de la RGS-IBG.
1997	- Inauguration de la première conférence internationale de géographie critique à Vancouver (Canada). - Création du comité d'organisation des conférences internationales de géographie critique, sur la base exclusive du volontariat.
2000	Deuxième conférence internationale de géographie critique à Taegu (Corée du Sud).
2002	Troisième conférence internationale de géographie critique à Békéscaba (Hongrie).
2005	Quatrième conférence internationale de géographie critique à Mexico (Mexique).
2007	Cinquième conférence internationale de géographie critique à Mumbai (Inde).
2011	Sixième conférence internationale de géographie critique, Francfort (Allemagne).

Source : D'après Berg, 2009

Tableau n°10 : Chronologie du groupe international de géographie critique (Drozdz, Gintrac et Mekdjian, 2012)

Lors des 3e et 4e éditions de cette conférence à Békéscaba (Hongrie) et à Mexico, une partie des débats a précisément porté sur la question linguistique et sur l'existence d'une hégémonie anglophone. C'est donc bien la création de cette structure internationale qui a contribué à faire émerger un débat, dont on imagine bien qu'il est plus difficile à animer dans le cadre d'une conférence traditionnelle. A Mexico en 2005, un effort considérable de traduction a été réalisé de manière à ce qu'un maximum de chercheurs puissent s'exprimer dans leur langue maternelle. Les contributions ont été ensuite publiées dans *Geoforum* et dans une série d'éditoriaux parus dans *Society and Space*. Si on prend le temps de les relire, on constate qu'il n'était déjà pas question d'envisager le monde de la recherche selon des découpages simplistes mais qu'il s'agissait surtout de chercher des solutions concrètes au sentiment d'injustice ressenti par certains géographes.

> Il serait tentant de lire ces éditoriaux comme des porte-paroles de perspective « non-Anglo ». Mais cela serait une analyse grossière. Les contributeurs refusent fermement les oppositions simplistes Ouest / Est, Nord / Sud, Anglo/ non-Anglo, et préfèrent

> s'intéresser aux négociations qui ne manquent pas de survenir dans la traduction des concepts et des théories dans les différents contextes intellectuels, institutionnels et politiques. Pour résumer, poser la question de la domination `anglo-américaine' au sein de la géographie critique n'est pas pour eux une manière de revendiquer les prémisses d'un point de vue critique sur l'identité, comme si le débat portait sur l'incorporation de la 'différence' […] Il s'agit plutôt pour eux d'une opportunité d'interroger quels types de géographies critiques sont possibles au sein des « géométries de pouvoir » constitués par les forums internationaux et quelles nouvelles pratiques et institutions sont nécessaires pour poursuivre les objectifs de groupes tels que l'ICGG. (Braun, 2003)

Parmi les propositions formulées lors de ces conférences, la plus remarquable est sans doute la création d'une revue plurilingue de géographie critique baptisée *ACME. An International E-Journal for Critical Geographies*. Fondée en 2002, elle propose des dossiers dans différentes langues. Le comité éditorial offre une large représentation linguistique et son accès est entièrement gratuit : « ACME est destiné à être de portée internationale. Ses éditeurs encouragent les soumissions académiques et non-académiques de provenance non-anglophone ou anglo-américaine. Les articles peuvent être soumis en français, espagnol, italien, allemand ou anglais. » (ACME, 2015) Un dossier spécial sur les géographies allemandes y a été publié en 2008, où les membres de Kritische Geographie Berlin étaient bien représentés. Cette initiative a contribué à ce que les revues anglophones critiques soient désormais conscientes de ces enjeux linguistiques et affichent leur volonté de s'ouvrir aux auteurs non anglophones, notamment des pays dits du Sud. L'éditorial *d'Antipode* est révélateur de ce souci d'internationalisation : « alors *Antipode* compte de plus en plus de lecteurs dans le Sud […], l'échange est toujours essentiellement unilatéral. Cette préoccupation nous guidera quand nous solliciterons des articles ou en rendrons compte. Nous avons une conscience aiguë du besoin de rééquilibrer la prise de parole dans ce journal, parce que c'est de la géographie radicale (et de la géographie plus globalement) à l'œuvre [*at work*] » (2011, Chatterton *et al.*, p.185).

A y regarder de plus près, ces initiatives ne sont pas tout à fait nouvelles. INURA, dès 1991, a souhaité fonctionner à la manière du groupe international critique. Le réseau est majoritairement constitué de membres européens, mais il affiche bel et bien une ambition internationale. Plusieurs conférences ont d'ailleurs été organisées sur d'autres continents (Toronto en 1998 et Mexico en 2011). Cependant, en interne,

l'anglais s'est imposé comme la langue de communication même si cela pose quelques difficultés à certains membres.

Il n'est sans doute pas tout à fait anodin qu'INURA et *ACME* se soient établies respectivement en Suisse et au Canada, deux pays marqués par le plurilinguisme et par des politiques d'extraversion universitaire, sur le modèle américain. Mon hypothèse est que ces pays sont des espaces privilégiés de l'internationalisation et fonctionnent comme des plateformes de la géographie critique. Dans le cas suisse, Ola Söderström souligne que la « fragmentation linguistique, qui peut être perçue comme un handicap, est aussi un atout important et une ressource pour la géographie suisse. Les bibliothèques suisses ne sont pas 'mono-traditionnelles' : elles contiennent une collection remarquable de monographies et de journaux en allemand, français, anglais, italien et d'autres langues encore. Par conséquent, il y a une véritable culture intellectuelle et une tradition cosmopolites en Suisse, qui se traduit dans la géographie sociale et culturelle. » (Söderström, 2007, p. 636). Les chercheurs qui y travaillent sont souvent à l'interface de plusieurs aires linguistiques, ce qui facilite l'animation de réseaux internationaux, tels qu'INURA ou l'ICGG.

Depuis plus d'une décennie, l'internationalisation de la géographie en général et de la géographie critique urbaine en particulier, a débouché sur des initiatives concrètes qui ont contribué à en modifier la structure. A l'aune de ces initiatives, il est sans doute nécessaire de repenser la diffusion du terme géographie critique. Son adoption ne peut être expliquée que par l'idée d'une hégémonie car elle a indéniablement une dimension stratégique. En développant le concept d'« essentialisme stratégique », la philosophe et critique littéraire Gayatri Spivak avait déjà pointé le rôle potentiellement performatif et stratégique des catégories. L'« étendard » permet de s'identifier, de se regrouper et parfois de s'imposer dans le débat (ou dans le champ dirait Bourdieu). L'efficacité du sigle tient alors peut-être à sa relative imprécision, que l'on pourrait aussi bien envisager comme une forme d'ouverture stratégique.

> Personnellement, je trouve que le terme « géographie critique » est le plus ouvert. J'ai parfois l'impression que, quand les gens utilisent différents termes, comme « géographie radicale », c'est pour tracer une ligne plus nette entre ceux qui sont radicaux et ceux qui ne le seraient pas. Je trouve, d'une manière générale, que c'est une bonne idée de le garder aussi ouvert que possible, même si ça signifie, comme au Canada, que tout le monde ou presque se considère comme géographe critique. Cela veut au moins dire que

> les chercheurs se remettent parfois en question. Je suis plutôt favorable à une signification large du terme […] L'année dernière, à Francfort, était très ouvert. Tout le monde pouvait venir. Peut-être certains ne se considéraient même pas comme géographes critiques. Certains avaient peut-être envie de le devenir. Qui sait ? (Best, 2012)

Adopter le sigle géographie critique, c'est alors moins se référer à la géographie critique anglophone qu'à ce mouvement international récent mais qui commence à jouir d'une certaine reconnaissance, grâce aux conférences (ICCG) et aux publications d'*ACME*. Choisir ce terme c'est donc se rattacher à cette dynamique en cours et pas seulement adopter, par pure stratégie ou pur esprit de soumission, les sigles à la mode. Et cela ne signifie donc pas de renoncer à toutes les autres formes d'échanges, ni aux traditions nationales.

La complexité des circulations du savoir

La géométrie très variable des slogans

Quand ils retracent l'histoire de la géographie critique, Ulrich Best et Lawrence Berg prennent soin d'en préciser les généalogies française ou allemande et à désigner quelques précurseurs (Reclus, Kropotkin, Engels, Wittfogel), rattachés *a posteriori* à la géographie critique. Pour autant, ils ne mentionnent pas que d'autres géographes, en dehors du monde anglophone et plus récemment, se sont prévalus de ces approches et surtout des mêmes termes.

Il n'est pas inutile de rappeler que le terme de « géographie critique » a été employé avant les années 1980 dans d'autres contextes que celui des campus américains ou britanniques. Il avait déjà été utilisé dans les années 1970 en France et en Espagne. Le sous-titre de la revue *Espaces-Temps* « revue française de géographie critique » correspond sans doute à la première occurrence du terme « géographie critique » en français. À peu près au même moment, en 1975, des géographes catalans créaient la revue *Geocritica*. Néanmoins, dans les deux cas, il faut comprendre la critique, plutôt qu'un véritable appel à l'engagement, comme une forme de rupture face

aux théories géographiques alors dominantes et comme un appel au renouvellement de la discipline géographique.

Dans un tout autre contexte, au Brésil, la géographie a d'abord été critique avant de se dire radicale. Le développement de la géographie urbaine radicale – marxiste - se consolide essentiellement, ce qu' a montré le chapitre précédent, à l'université de Sao Paulo (USP) à partir des années 1980. Le terme géographie critique lui est antérieur. Il correspond à un tournant épistémologique que l'on pourrait rapprocher dans une certaine mesure de celui qu'a connu la France avec l'émergence de la « nouvelle géographie », à la différence notable qu'il y était, en Amérique latine, autant question d'engagement que de choix méthodologiques. En 1978, la réunion de l'Association des géographes brésiliens (AGB), à Fortaleza, marque un tournant dans l'histoire de la géographie brésilienne. Une jeune génération y a pris la main, en revendiquant un nouveau mode d'élection du bureau, plus ouvert et plus démocratique, en même temps que de nouvelles approches géographiques, regroupées sous le sigle de « géographie critique ». Deux ans plus tard, Milton Santos met l'accent, dans son ouvrage *Pour une géographie nouvelle. De la critique de la géographie à la géographie critique*, sur la dimension sociale de la géographie et la nécessité d'un tournant épistémologique.
Aujourd'hui, lorsque le GESP se réclame d'une géographie critique et radicale, il le fait à la fois en référence à ce tournant de l'histoire de la géographie brésilienne, mais aussi en s'en démarquant par la revendication d'une démarche théorique plus affirmée, marxiste-lefebvrienne, que l'adjectif radical doit rendre.

Au delà de ces décalages chronologiques, il faut comprendre comment le contenu d'un terme varie considérablement d'un contexte culturel et scientifique à l'autre. Les mots sont chargés de sens et d'histoire et ont des résonnances particulières dans chaque pays. C'est pourquoi, pour Belina, Best et Naumann, « contrairement à la langue anglaise, la distinction entre géographie radicale et géographie critique ne fait pas sens dans le contexte allemand, en particulier parce que le terme "géographie radicale" ne peut et n'est jamais traduit tel quel en allemand. Quand il est utilisé, il l'est en anglais (*radical*) et pas "radikal" » (2009, p. 48). L'adoption, dans les années 2000, du sigle « Kritische Geographie » au détriment de celui de « géographie radicale » se fait moins par rejet du marxisme que par rejet culturel de l'adjectif « *radikal* », facilement assimilé à l'extrémisme terroriste :

> Radical signifie militant, et militant en Allemagne implique une lutte violente. Dans la perception des années 1980, on le relie aux mouvements d'extrême gauche. Parler de géographie radicale, cela aurait peut-être pu fonctionner il y a vingt ans, mais, aujourd'hui, c'est trop lié à une signification négative, largement répandue, qui fait aussi référence à sa version radicale de droite, par exemple les mouvements nazis. C'est toujours lié à l'extrémisme. On ne peut pas employer ce terme en Allemagne (Bürk, 2012).

En 1972, le décret "*Radikalenerlass*" excluait de la fonction publique, y compris des universités et des établissements d'enseignement, toute personne considérée comme extrémiste. L'adjectif « *radikal* » a donc une connotation très négative en Allemagne.
Privilégier l'appellation *Kritische Geographie* présente aussi l'avantage de faire écho à la tradition philosophique de l'Ecole de Francfort. Pour ces philosophes, comme pour la jeune génération de géographes, la connaissance ne peut être conçue comme une activité autonome, politiquement neutre et soustraite aux processus historiques.

> En Allemagne, il y a cette tradition de la théorie critique de l'Ecole de Francfort. J'aime beaucoup cet article d'Horkheimer sur la théorie critique. La manière dont il distingue la théorie critique de la théorie traditionnelle m'a toujours semblé très convaincante. C'est la raison pour laquelle je pense que « Kritische » a une résonnance spécifique en Allemagne, au sein de l'université allemande. (Belina, 2012)

> Ma meilleure définition de la géographie critique, je la tire de Herbert Marcuse. Elle s'oppose à cette partie des sciences sociales qui ne cherchent pas à améliorer la situation de la société. C'est davantage un idéal. (Best, 2012)

La circulation des concepts et des appellations ne relève donc pas d'un mouvement intégral d'importation ou d'exportation. Preuve en est que, d'un contexte à l'autre, les chercheurs sont donc souvent amenés à jongler avec ces appellations.

> J'ai travaillé dans trois contextes différents, et la signification de la géographie critique varie beaucoup d'un contexte à l'autre. En Allemagne, à l'origine, ils s'agissait juste des quelques personnes qui se sont regroupées, en formant des groupes de lecture, et qui ne se pensaient pas nécessairement comme des géographes critiques (par exemple les

> géographes féministes). Ce n'est pas quelque chose qui est lié aux individus. Je ne suis pas un géographe critique, je dirais que personne ne l'est. (Best, 2012)

Les exemples brésiliens et allemands illustrent bien la manière dont la langue, socialement et historiquement construite, colore le contenu des concepts. Il convient sans doute de parler de géographies critiques et radicales au pluriel plutôt que d'un courant unifié.

Effets de langues : sous-systèmes linguistiques de la géographie critique urbaine

La production du savoir ne répond pas uniquement à une unique relation centre-périphérie unilatérale. Cette affirmation se trouve largement confirmée si l'on examine dans le détail les relations établies par nos trois groupes à l'échelle mondiale.

Géographiquement et culturellement, INURA et Kritische Geographie Berlin jouissent d'une certaine proximité. Sur le site du groupe berlinois, INURA figure dans la liste des sites « amis ». Rares pourtant sont les membres communs. Il existe bien un comité local d'INURA à Berlin, animé par Britta Grells, mais il ne compte qu'un membre de Kritische Geographie Berlin (Henning Füller). Si les deux entités n'ont pas réellement développé d'initiatives en commun, il peut arriver que les deux groupes se croisent à la faveur d'un événement berlinois, comme lors du « festival 48 Stunden Neukölln ». Contre toute attente, c'est finalement à Toronto que les deux groupes sont le plus connectés. Roger Keil et Ute Lehrer, deux membres d'INURA germanophones, y enseignent depuis plusieurs années. Le programme d'études allemandes (*German studies*) de la York University en fait une plateforme d'échange en Allemagne et le monde anglophone. Le géographe Ulrich Best y a occupé un poste pendant plusieurs années.

Entre Berlin, Toronto et Zürich se dessine donc un réseau linguistique et scientifique. L'originalité de ce sous-système tient sans doute au fait qu'il est très fortement intégré aux réseaux internationaux et anglophones. En effet, les chercheurs allemands et suisses n'ont, dans leur majorité, pas de difficulté à écrire et à s'exprimer en anglais. Il passe donc relativement inaperçu aux yeux de l'observateur français qui connaîtra sans doute davantage les travaux de ces chercheurs par leurs articles écrits en anglais que par leurs publications en allemand.

De ce point de vue et contrairement au cas français exposé par Myriam Houssay-Holzschuch et Olivier Milhaud, il est difficile de parler d'un « provincialisme », au sens où ce réseau n'est pas replié sur lui-même ou il ne l'est plus (Belina, Best et Naumann, 2009). L'internationalisation de la géographie allemande s'appuie sur un réseau international germanophone. L'existence d'un système mondial coexiste et est parfois renforcé par des sous-systèmes linguistiques. Ces relations renouvellent la longue tradition des échanges germano-anglophones. Ainsi, les philosophes allemands émigrés aux Etats-Unis dans les années 1940 y ont importé les théories critiques (notamment les apports de l'Ecole de Francfort). Il n'est pas tout à fait fortuit de retrouver, parmi les références des études urbaines critiques (*critical urban studies*) le nom de Peter Marcuse, fils du philosophe Herbert Marcuse, qui fut l'une des figures de l'Ecole de Francfort. Les chercheurs germanophones sont souvent bien intégrés à la sphère internationale qu'ils contribuent à animer à partir d'un sous-système linguistique.

Le cas du GESP est apparemment plus tranché et illustre les profondes inégalités de la géopolitique actuelle du savoir. En réalité, et si l'on part des réseaux du GESP, il est tout aussi subtil. De prime abord, le groupe brésilien semble à la périphérie de la géographie critique urbaine. Dans une conception postcoloniale, on pourrait affirmer que ce groupe dit du « Sud » est marginalisé au sein d'un système d'échanges globalisé. Pour la géographe sud-africaine Jennifer Robinson, les relations de pouvoir dans la production du savoir à l'échelle mondiale s'expriment, en réalité, moins par une fracture entre les « Anglos » et les autres nations européennes non anglophones, qu'entre « une zone hégémonique de production du savoir Etats-Unis / Europe » et le reste du monde (Robinson, 2003, p.648-650). Sur les huit liens listés sur le site du GESP, trois sont situées hors des frontières brésiliennes : deux liens sont des revues (*La Somme et le Reste*, *Geocrítica*) et le troisième renvoie vers l'université Eduardo Mondlane au Mozambique. On notera d'emblée qu'aucune mention n'est faite de la recherche anglophone dans cette rubrique. Avec la géographie critique anglophone, le GESP a noué peu de contacts. Edward Soja a bien été invité à Sao Paulo mais la langue de l'USP reste bel et bien le français. L'analyse des CV des membres du GESP laisse peu de doutes : aucun d'entre eux n'a publié en anglais. Aujourd'hui, le souci de la visibilité international se fait un peu plus pressant, c'est pourquoi l'ouvrage *Crise Urbana* a été traduit en anglais.

Le GESP a surtout tissé des liens avec l'Espagne et les autres pays d'Amérique latine. Ana Fani Alessandri Carlos a même reçu en 2012 le prix Geocritica « pour son apport à la géographie urbaine ainsi qu'à la théorie et l'histoire de la géographie, et pour ses contributions à une géographie critique latino-américaine » (GEOCRITICA, 2012). Cette proximité avec la Catalogne, via Horacio Capel, connu pour avoir fondé en 1976 la revue *Geocritica*, s'affiche non seulement à travers la composition du comité scientifique de la revue *Cidades*, où figure précisément Horacio Capel et Carles Carreras, tous deux enseignants à l'université de Barcelone, mais aussi par le travail de post-doctorat qui y est mené par Fabiana Valdoski Ribeiro. Cette jeune chercheuse du groupe travaille sur les résistances dans la capitale catalane et participe également à la revue en ligne *Geocritiq*, qui se veut une « plateforme digitale iberico-americaine pour la diffusion du travail scientifique » (*Plataforma digital ibero-americana para la difusión del trabajo científico*). Ce lien avec l'Espagne a été renforcé, institutionnellement, par la création du NAPUrb (*Urbanização e Mundialização*) qui associe trois professeurs de Séville et deux de Barcelone, la nouvelle structure finançant les échanges internationaux avec les institutions partenaires.

J'ai également pu constater, « sur le terrain », c'est-à-dire à l'USP même, l'intensité des réseaux sud-américains avec le Mexique, le Chili ou encore l'Argentine. Des étudiants ou professeurs originaires d'autres pays d'Amérique latine viennent régulièrement y compléter leur formation. Deux professeures colombiennes d'architecture assistaient au cours sur Lefebvre, précédemment décrit. Pour l'une, il s'agissait de réaliser son doctorat d'architecture alors que ce diplôme ne pouvait être délivré dans son pays. La réputation de l'USP et de la FFLCH contribue ainsi à attirer des étudiants de toute l'Amérique latine : tous les pays ne proposent pas de formation avancée en géographie humaine ou en architecture et les universités brésiliennes, où il est relativement aisé de s'inscrire, sont des destinations privilégiée sur le continent.

La relation France / Brésil est aussi ancienne que la création des universités brésiliennes elle-même. Il est peu de dire que la France occupe une place particulière dans le réseau international du GESP. La plupart des membres du GESP ont passé plusieurs mois en France, grâce au dispositif CAPES-COFECUB qui permet des échanges entre les institutions universitaires françaises et brésiliennes. Dans la même perspective, il existe une revue franco-brésilienne, *Confins*, animée par Hervé Théry, professeur à l'USP, qui a publié quelques uns des textes des membres du GESP. Cette

relation s'est renouvelée entre Nanterre et l'USP, à la faveur de l'intérêt commun pour Lefebvre et les questions de justice spatiale.
Néanmoins, les liens universitaires ne sont peut-être pas à la hauteur de l'empreinte laissée par la langue française à l'USP.

> Toute ma vie, j'ai étudié la géographie française et, actuellement nous lions des contacts avec des Anglais, des Espagnols, des Allemands et pas les Français. Pour moi, c'est une tragédie. Ce sont nos racines ! (Carlos, 2011)

Depuis 2011, les liens se sont renforcés avec l'université Paris Ouest Nanterre la Défense mais les travaux du GESP restent peu connus en France. Pendant longtemps, les travaux du GESP n'ont été réellement relayés en France que par la confidentielle revue lefebvrienne *la Somme et le Reste*.
Il y aurait donc une durée longue des circulations, et les routes déjà empruntées ont toutes les chances de l'être à nouveau, à condition toutefois qu'elles soient entretenues.

Finalement, la géographie des échanges entre ces groupes révèle bien l'existence de plusieurs sous-systèmes, où la reconnaissance des travaux entre les chercheurs tient avant tout à la proximité linguistique ainsi qu'à la permanence et au renouvellement des relations institutionnelles et des échanges intellectuels. Dans ces conditions, la plateforme que constituent les revues anglophones et les universités anglaises et américaines est loin d'être la seule. Le terme d'hégémonie rend mal la complexité des réseaux qui se nouent dans le monde, masquée en grande partie par l'effet de loupe induit par la langue anglaise.

Effets de lieux et circonstances d'émergence

Pour expliquer la circulation des idées, il est possible d'envisager un dernier aspect, celui des conditions d'appropriation locale de certains savoirs. Les géographes le savent bien, certains lieux sont devenus les archétypes de théories ou de conceptions de la ville. Tantôt les villes sont associées à des écoles de pensée (Ecole de Chicago ou de Los Angeles), tantôt elles sont associées à des phénomènes singuliers et en deviennent des symboles voire des archétypes urbains : Detroit et la crise, Johannesburg et l'apartheid, Moscou et la privatisation…Cette tendance épistémologique tend à souligner

les liens étroits qui existent entre un savoir et son lieu de production. Pourtant, ce sont surtout les liens entre l'émergence d'une théorie et les événements historiques qui ont été le plus souvent interrogés (Anderson, 1977, 2004 ; Keucheyan, 2013). Ici il sera davantage question de comprendre comment une idée se développe à un endroit précis, et pas un autre.

Certains espaces seraient ainsi de terreaux favorables à l'émergence ou la réception de certaines théories. Cette idée a été souvent mobilisée pour comprendre la naissance des innovations technologiques, voire artistiques, plus rarement pour rendre compte de l'émergence des idées critiques ou radicales. A ce titre, dans l'article « Epistemic communities, localization and dynamic of knowledge creation », Patrick Cohendet et ses co-auteurs rappellent que « les nouveaux savoirs produits par les communautés épistémiques est façonné par les structures du milieu local au sein duquel les idées radicales émergent » (2014, p.947). Le rôle des lieux dans la diffusion des idées est de plus en plus étudié, y compris par les géographes. Dans son ouvrage *Putting science in its place*, David Livingstone, rappelle en effet que si les savoirs sont ubiquistes, c'est-à-dire qu'ils sont susceptibles de circuler partout, les idées sont produites dans des lieux précis. Le lieu de production n'est pas étranger au savoir produit. Pour Jean-Marc Besse, « il faut aller plus loin, surtout, que l'idée selon laquelle l'espace constitue un simple cadre ou un contexte de l'analyse. Il faut considérer l'espace comme une dimension déterminante dans la fabrication du savoir scientifique, et, surtout, comme une clé pour la compréhension des mécanismes de cette fabrication. » (Besse, p.5)

Si l'on observe l'émergence de la géographie critique urbaine, notamment en lien avec la création des deux groupes qui disposent d'un ancrage local, à savoir le GESP et Kritische Geographie Berlin, il semble que plusieurs facteurs entrent en ligne de compte. Trois facteurs semblent favoriser l'émergence des pensées critiques de la ville.

D'abord, la géographie critique se développe dans des métropoles en transformation rapide, voire brutale. Les changements y sont si massifs que le recours à une nouvelle théorie semble nécessaire pour les appréhender dans leur globalité. C'est le cas à Berlin, qui est passée, depuis la chute du Mur, du statut symbolique de ville-frontière à celle de capitale de la nouvelle Allemagne. Dans le même temps, elle est devenue un haut-lieu du tourisme culturel et festif. La reconfiguration rapide des quartiers de l'Est berlinois, marqués par la gentrification et la mise en tourisme, explique en partie le besoin de renouvellement des savoirs. Cela a été souligné, la

géographie du paysage (*Landschaft*), la géographie régionale (*Länderkunde*) et la géographie quantitativiste qui dominaient encore, dans les années 1990, la géographie allemande, ne pouvaient rendre tout à fait compte de ces transformations spectaculaires. A Sao Paulo, l'émergence économique brésilienne et le développement d'une spéculation immobilière sans précédent dans l'histoire du pays, a contribué, là aussi, à rendre partiellement obsolètes les savoirs la géographie classique. Les théories marxistes et lefebvrienne permettent d'expliquer aussi bien l'intense valorisation du foncier urbain que le rôle de l'Etat dans cette dynamique. Les excès de l'urbanisation pauliste en font quasiment un symbole de la ville capitaliste, où coexistent de flagrantes inégalités.

Les villes où ont émergé ces groupes sont également des espaces marqués par une indéniable effervescence sociale. Les mouvements politiques, syndicaux, étudiants, y sont nombreux et se reconfigurent rapidement. A Berlin, ce sont bien sûr les squats et la myriade d'associations qui contribuent à faire de la capitale allemande un lieu où la géographie critique peut s'épanouir. A Sao Paulo, les mobilisations contre les expulsions des *favelas*, les mouvements d'occupation ou de contestation– comme le *Movimento Passe Livre* qui a contribué à lancer les grandes manifestations de juin 2013 à Sao Paulo– viennent perturber un peu l'incessant développement urbain et immobilier. Dans ces deux lieux, l'agitation sociale y est régulière. Les moyens de diffusion autonomes – petits éditeurs, centres culturels et sociaux, librairies alternatives – sont nombreux et constituent autant de relais pour des mouvements associatifs ou politiques. Cohendet et ses coauteurs, qui appuient leur démonstration sur l'histoire du cubisme, qualifient ce tissu social de « *middleground* ». Ils le décrivent comme un espace de riches interactions, indispensable à l'émergence et la légitimation de « *l'underground »* que représentent les communautés épistémiques marginales, dont les idées sont décrites comme « radicales ». Sans cet espace social intermédiaire, les groupes radicaux et marginaux ne pourraient se constituer et surtout se maintenir dans la durée.

L 'exemple de Berlin illustre parfaitement cette hypothèse. La vie militante fait partie de la vie quotidienne comme de la vie universitaire de la capitale allemande. Les espaces de débats intellectuels et de diffusion des savoirs sont nombreux. Le regard de la géographe française, Mélina Germes, permet de prendre la mesure de l'intensité des échanges et de l'interpénétration, à Berlin, des mondes militant et universitaire :

> La dimension critique des sciences sociales, c'est vraiment une pierre angulaire, constitutive de la vie des sciences sociales à Berlin, du monde social à Berlin. Avec toutes les manifestations, présentations de livre, conférences, réunions de quartiers, il y a une grande présence des intellectuels et des universitaires, en particulier dans l'espace public, de gens qui sont très à gauche, extrêmement à gauche. Beaucoup de thèses sont par exemple financées par la Rosa Luxemburg Stiftung (fondation Rosa Luxembourg liée au parti *Die Linke*). (Germes, 2012)

Cet espace intermédiaire (*middleground*) fournit indéniablement un substrat favorable à l'émergence de la géographie critique urbaine.

Enfin, le dernier facteur est lié à l'université. Ce sont des villes reconnues pour leur enseignement supérieur. Dans ces universités s'est développée progressivement une pensée critique : elle y est enseignée, que ce soit en philosophie, en sociologie ou en géographie. Les échanges interdisciplinaires au sein de l'université elle-même sont possibles. C'est le cas de la Humboldt Universität à Berlin et de la FFLCH de l'université de Sao Paulo. Non seulement la faculté pauliste est incontestablement le centre intellectuel du Brésil, mais elle laisse une grande autonomie aux chercheurs, comme le souligne Ana Fani Alessandri Carlos :

> L'USP est un lieu très important. Nous avons la liberté de faire les choses auxquelles on croit. Au département de géographie, c'est la même chose : nous avons beaucoup de liberté. L'espace du LABUR, c'est l'endroit où cette liberté peut s'exercer. Le département de géographie, nous donne tout le soutien nécessaire, la faculté nous donne tout le soutien (Carlos, 2011).

Dans un autre cadre, on peut penser à l'université de Francfort, dont l' « école » critique est mondialement reconnue. D'une certaine manière, les autorités universitaires *capitalisent* sur ces héritages critiques. Elles contribuent à la réputation de l'université et attirent des étudiants qui souhaitent inscrire leurs recherches dans ces cadres théoriques. A l'USP, comme je l'ai observé, certains étudiants viennent spécialement pour suivre un enseignement critique. La configuration universitaire est donc loin d'être neutre. L'émergence des approches critiques ne se fait pas systématiquement dans une forme de rupture universitaire. Elle peut aussi s'inscrire dans une certaine continuité intellectuelle. Evidemment, on remarquera que ces trois facteurs dessinent en filigrane

le profil des grandes métropoles. Alors qu'elles deviennent les espaces privilégiés d'accumulation du capital, elles offrent indéniablement un substrat favorable au développement des pensées critiques. Le paradoxe n'est qu'apparent : les métropoles tendent à produire un sentiment d'indignation chez ceux qui l'observent, en même temps qu'elles offrent les moyens intellectuels, financiers et sociaux de leur contestation.

Cette interprétation soulève pourtant une dernière interrogation : n'y aurait t-il, dans ces conditions, de savoirs critiques qu'à partir d'un investissement local, en l'occurrence métropolitain ? N'y a t-il de géographie urbaine critique que de sa propre ville et son lieu de résidence, conçu à la fois comme terrain de recherche, lieu d'engagement et d'enseignement ? Dans les faits, ce « localisme » apparaît déterminant dans les expériences des chercheurs des trois groupes. Pour le GESP, Kritische Geographie Berlin mais aussi INURA, à travers les cartes et monographies locales que ses membres réalisent, l'ancrage local est toujours mis en avant. Il permet d'ajouter à la dimension théorique un engagement pratique. Puisque la géographie urbaine critique a pour objectif de participer à transformer les villes, la recherche critique semble pouvoir se faire difficilement à distance.

Face à ce constat, la structure en réseau se révèle être un outil pertinent. Car, le localisme est aussi contraignant car il tend à isoler les groupes de recherche. Le travail en réseau, à différentes échelles, peut permettre de réunir et d'assembler ces critiques urbaines. A l'échelle métropolitaine, il s'agit de coordonner les actions qui se déroulent dans divers quartiers métropolitains que la distance contribue à isoler. A Sao Paulo, le GESP fonctionne sur ce modèle, en donnant, par addition des terrains, une image globale des dynamiques en cours dans cette immense mégapole. A Londres, le réseau *Just Space* réunit militants et chercheurs pour faire contrepoids à la politique métropolitaine de la *Great London Authority*. A l'échelle mondiale, on l'a vu, INURA cherche à montrer comment un *nouveau sens commun métropolitain* se met en place, tout en tissant des liens militants entre les villes où se tiennent les conférences. A mon sens, ce peut-être précisément un des rôles des géographes critiques que de contribuer à animer des réseaux, de coordonner les différentes échelles et de faciliter les interactions quand l'espace joue comme un obstacle à la transformation des villes. Mettre en place les infrastructures d'un réseau efficace, voilà une tâche que les géographes en quête d'engagement pourraient envisager sérieusement. Dans ce cadre, le savoir spécifique du

géographe urbain peut résider dans la connaissance de ces réseaux complexes, face auxquels il convient de s'organiser au moins aussi efficacement.

En conclusion, le modèle de la diffusion entre un centre anglophone et des périphéries sous influence est loin d'épuiser toute la question de la circulation des idées de la géographie critique. Le « courant » de la géographie urbaine critique n'est pas aussi fluide que la métaphore ne veut bien le laisser penser. Si les universités et les revues anglophones drainent et redistribuent une partie des travaux de la géographie critique urbaine, il existe aussi des sous-systèmes linguistiques que les barrières de la langue rendent moins visibles. Ils n'en assurent pas moins une grande part de la circulation des idées. A cela s'ajoute le fait que certains lieux sont peut-être plus propices aux développements des théories critiques de l'urbain. Il y a donc une certaine rugosité de l'espace, qui contredit en partie l'idée d'une diffusion des idées, mondiale et généralisée. Cet ensemble de relations internationales, régionales et d'effets de lieux offre sans doute une retranscription plus fidèle de la complexité de la circulation des idées.

Conclusion

Qu'entend-on par géographie urbaine critique ? Correspond-elle à un courant mondial et structuré ? Pour y répondre, j'ai suivi les groupes étudiés sur les lieux qu'ils pratiquent : sur les campus bien sûr, mais aussi dans les favelas, les centres culturels, les centres commerciaux, les anciens squats, les nouveaux quartiers périphériques, les bretelles d'autoroutes en construction et, bien souvent, dans les cafés berlinois, paulistes, lisboètes, belgradois, francfortois. Sur le terrain plus abstrait de l'espace scientifique, il s'agissait de suivre les traces du GESP, de Kritische Geographie Berlin et d'INURA dans les revues, les conférences, les librairies, et les sites Internet. J'ai souhaité que ce travail se rapproche de l'enquête, de ce que Bruno Latour qualifie de comptes rendus, car il faut bien rendre des comptes à ceux que l'on a étudiés. En évitant de présupposer l'unité de la géographie urbaine et de postuler qu'il s'agit d'un courant unifié, compact et précisément défini, en s'intéressant aux motivations et aux pratiques des géographes, on en vient aisément à constater que les caractéristiques qui lui sont communément associées méritent d'être partiellement révisées : la géographie critique n'est pas seulement anglophone ; logiquement, elle n'est donc pas le produit d'une pure hégémonie de l'anglais ni d'une simple américanisation de la pensée ; la distinction entre géographie radicale et géographie critique n'est pas toujours valable ; certes, la géographie critique est une géographie engagée, mais cela ne signifie pas pour autant que tous les géographes qui s'en réclament militent dans des mouvements urbains radicaux.

Pour autant, sa complexité et ses variations géographiques ne sont pas des raisons pour renoncer à caractériser la géographie critique urbaine. J'ai essayé de dessiner ses contours, pas à pas, par recoupements. Après le long détour de la description de nos groupes, je crois qu'il est possible de s'autoriser à parler de la « géographie critique urbaine » au singulier : guidée par des valeurs de gauche, qu'elle n'hésite pas à exposer, elle s'appuie sur le corpus théorique des penseurs de la domination. Ces références multiples et souvent philosophiques l'empêchent de se limiter au strict cadre de la discipline géographique. Les savoirs qu'elle produit, s'ils se

distinguent en chacun des divers lieux considérés, dessinent une grille d'analyse commune qui place le capitalisme et les formes de domination au centre de leur réflexion géographique. Créant des espaces « hétérotopiques » de production et d'échange du savoir, la géographie critique pose nécessairement la question de l'engagement sans imposer de normes à ceux qui s'en réclament.

Au bout de ce cheminement, je crois pouvoir affirmer que l'originalité de la géographie urbaine critique tient à son « positionnement liminal ». Je reprends cette idée, cette expression à l'anthropologue et sociologue Didier Fassin. Dans un article paru en 2009 dans la revue *Tracés*, il pose sans détours la question de savoir si « une science sociale peut être utile ». Pour dépasser l'opposition entre la « sociologie critique » – l'école bourdieusienne – et « la sociologie de la critique », élaborée par Boltanski, Didier Fassin propose de penser « une troisième voie, qui n'est pas moyenne, mais liminale » (Fassin, 2009, p.2001), suivant ainsi la préconisation de Michel Foucault selon laquelle « on doit échapper à l'alternative du dehors et du dedans ; il faut être aux frontières. La critique, c'est bien l'analyse des limites et la réflexion sur elles. » (Foucault, 2001a, p.1393). La géographie urbaine critique se tient souvent aux limites de plusieurs univers : de l'empirique et du normatif ; de la théorie et de la pratique; à la frontière de l'université, en créant des espaces jamais tout à fait institutionnels, ni jamais tout à fait déconnectés de l'institution ; à la limite de l'engagement direct et de la distanciation critique ; à la frontière du champ national, en n'hésitant pas à importer des savoirs critiques d'autres pays ; à la frontière de la discipline, entre le savoir spécialisé et la connaissance interdisciplinaire, transdisciplinaire voire « indisciplinaire » ; enfin, ses objets d'étude se situent souvent aux frontières, à la périphérie, sur les fronts d'avancée ou de recul des phénomènes urbains (front de gentrification, front de désindustrialisation, front de touristification) ou à la marge, au sens sociologique du terme, c'est-à-dire auprès des populations pauvres, dominées, marginales. Entre ces lignes, les géographes multiplient les allers et les retours.

Cette position liminale et cet incessant jeu de bascule sont parfois bien inconfortables et peuvent donner le tournis. Le travail réflexif des géographes est souvent empreint de doutes et de remises en cause, comme si nos chercheurs semblaient parfois quelque peu déboussolés d'être sans cesse entre plusieurs mondes. Bien sûr, cette impression est renforcée par l'effet de loupe que constituent les

entretiens, mais, plus objectivement, cet inconfort se lit assez explicitement dans les colonnes des revues de géographie critique ou radicale, qui regorgent d'articles sur le rôle des géographes, sur les modalités de leur implication, sur l'efficacité de leur recherche, etc.

Qu'ils se rassurent. Il se pourrait bien que les idées de Bruno Latour, qui est pourtant loin d'être leur défenseur, soient en mesure de soulager partiellement la gêne occasionnée par ce vertige. Pour le théoricien de l'acteur-réseau, plus une science est connectée, plus elle est pertinente. « Plus il y a d'attachements, mieux on se porte » (2006, p.342). En d'autres termes, il se pourrait bien que ces allers et retours, ces liens tissés dans différents milieux, soient davantage gages de pertinence et de reconnaissance que le rêve de la mise à distance positiviste. Force est de constater que la géographie critique urbaine, ces dernières décennies, a multiplié les initiatives et les liens tous azimuts. En s'associant aux mouvements militants, en créant de nouvelles institutions et de nouvelles revues, en publiant pour le grand public, elle a gagné en crédibilité et s'est imposée dans les débats et dans le champ scientifique dont elle semblait parfois exclue.

Les circonstances sans doute l'y ont aidée. La crise de 2008, les effets des bulles immobilières, ont donné largement raison à ceux qui, David Harvey le premier, soulignaient l'interpénétration des logiques de l'accumulation du capital et de la production de l'espace urbain. Les travaux de la géographie critique urbaine ont contribué à redonner un sens à la crise que traversent les villes et le monde, ce qui explique largement le récent succès, décrit dans les premières pages de cette thèse, des ouvrages de David Harvey. Pour « réassembler » ce monde en crise, la géographie critique utilise à plein la performativité des catégories. Bruno Latour reconnaît, un peu à la manière de Gayatri Spivak et de son essentialisme stratégique, que les catégories peuvent mobiliser, qu'elles sont performatives. Le succès du « droit à la ville », autant dans les travaux universitaires que dans les mobilisations, le montre bien, tout autant que la diffusion de l'étendard de « la géographie critique » internationale depuis les années 1990.

Il serait agréable de conclure sur cette note d'optimisme. Pourtant, il faut peut-être faire une dernière fois l'épreuve de l'inconfort et soulever un paradoxe méthodologique – voire même ontologique – que l'on ne peut tout à fait ignorer et qui

sous-tend tout le travail mené. Ma méthode, en partie inspirée des travaux de Latour, prend pour objet un mouvement intellectuel que l'anthropologue des sciences n'a cessé d'attaquer pour ses limites épistémologiques, méthodologiques et politiques. Peut-on vriament pas tenir compte de cette opposition de fond entre la méthodologie des *science studies* et mon objet ?

Pour Bruno Latour, expliquer les injustices par des forces cachées – en l'occurrence, expliquer les inégalités urbaines par le capitalisme ou la domination – ne produit pas une analyse scientifiquement pertinente, ni la possibilité de renverser l'ordre établi. Selon lui, il est essentiel de comprendre par quels mécanismes précis l'injustice est produite, de suivre *tous* les acteurs qui entrent en jeu, et d'« énoncer les procédures » (2006, p.377) par lesquelles se maintiennent les inégalités. Plutôt que de s'en remettre à de grandes catégories et des théories générales, il faudrait, selon lui, débusquer les points faibles de la création et du maintien – certains des nos géographies diraient : de la reproduction – des inégalités, en traquant tous les canaux et les acteurs mobilisés. Plus sérieuse encore est l'accusation selon laquelle les pensées critiques partent du principe que les acteurs étudiés sont naïfs, qu'ils ne sont pas capables de comprendre eux-mêmes par quelles forces ils sont mus ; que seul un chercheur est capable de débusquer ce qu'ils ne peuvent appréhender. L'argument ne peut être balayé d'un revers de main. Latour pointe là une réelle faiblesse des pensées critiques, que le sociologue Luc Boltanski a également soulignée dans son ouvrage *De la critique*, paru en 2009. La géographie urbaine critique repose sur un cadre d'analyse commun, dialectique et – disons-le sans détours – parfois quelque peu répétitif. Cette grille, si elle donne un sens au réel, le réduit aussi à quelques entités causales (le capitalisme, la domination, le néolibéralisme). Pour Latour, cela conduit à la « clôture prématurée de la sphère sociale ». (*ibid*. p. 375). Ce qui peut gêner, dans la géographie critique urbaine – et je crois qu'il faut le prendre au sérieux – ce n'est pas tant l'indignation et la volonté d'engagement que l'impression de retomber toujours sur les mêmes facteurs explicatifs.

Arrivée au bout de ce travail, je dois prendre en compte ces contradictions que le choix de ma méthode a révélé. Elles posent de nouvelles questions : le social est-il une deuxième plan distinct d'une réalité qu'il conviendrait d'expliquer par des forces cachées ? Faut-il plutôt l'envisager comme une « association » (Latour, 2006 ; 2007), une « chaîne » ou une « trame » (Rochefort, 1963, p. 20), un « tissage » (Séchet, Veschambre,

2006, p. 8) ? Quelle est la place du pouvoir dans cette nouvelle manière d'envisager la société ? La géographie critique urbaine est-elle plus efficace quand elle lève des doutes en fournissant des explications, autrement dit quand elle dévoile, ou quand elle contribue à ajouter de la complexité et des acteurs au réel étudié ? Récemment deux revues d'études urbaines critiques (*City* et *Sub/urban* en Allemagne) ont publié des controverses – un terme cher à la théorie de l'acteur-réseau – qui rejoignent ces préoccupations, en introduisant la notion d'assemblage dans les études urbaines critiques. Ces géographes anglophones et germanophones se sont emparés de ce gallicisme pour forger un concept qui s'inspire autant aux travaux de Deleuze que de théorie de l'acteur-réseau ou des théories non-représentationnelles. Il s'agit d'envisager le social comme des associations, des combinaisons, capables de se faire et donc aussi de se défaire et de se départir d'une série de catégories (sujet/objet ; humain / non-humain). On comprend ce que ce terme doit aux *science studies*. Pour Colin Mc Farlane, penser la ville à travers le concept d'assemblage présente beaucoup d'avantages : c'est d'abord une nouvelle ethnographie des processus urbains, c'est aussi une manière d'articuler les humains et non-humains (notamment les infrastructures) dans une géographie hybridée, enfin cela permet de proposer un nouvel imaginaire critique, un nouveau « cosmopolitisme urbain ». Mc Farlane met aussi en avant la dimension potentiellement émancipatrice de cette approche, en opposition avec ce que propose l'économie politique classique, et qui reprend finalement cet argument de Latour : « s'il n'y a aucun moyen d'inspecter et de défragmenter le contenu des forces sociales, si elles restent inexpliquées ou écrasantes, on reste dans l'impuissance » (2011, p.364). Dans leur réponse, Neil Brenner, David J. Madden et David Wachsmuth reconnaissent bien volontiers les apports de cette notion. Pour eux, il est intéressant de considérer l'assemblage à la fois comme un objet et comme une méthode d'enquête, en revanche ils n'admettent pas la profonde remise en cause de l'économie politique. Le capitalisme doit rester au centre de la géographie critique urbaine : « pour que la théorie urbaine continue à demeurer pertinente intellectuellement et politiquement, elle doit continuer à explorer les voies d'une critique du capitalisme qui sont immanentes aux relations socio-spatiales contemporaines à travers les lieux, les territoires et les échelles. » (2011, p.237).

C'est un débat méthodologique et théorique qui s'ouvre au sein de la géographie critique urbaine, où la question du terrain, de l'empirisme, des acteurs, de la

transformation du monde est à nouveau posée. Les *science studies* n'ont sans doute pas fini de changer la manière d'étudier la ville et la géographie critique urbaine.

Bibliographie

Cette bibliographie fait apparaître les travaux des trois groupes suivis sans les distinguer des autres références. Ils seront signalés en gras lorsqu'au moins un des auteurs est membre d'un des trois groupes (le GESP, INURA ou Kritische Geographie Berlin), au moment de la rédaction de cette thèse, en 2015.

ACME, An International E-Journal for Critical Geographies, « Focus and scopes », 2015, [en ligne], http://acme-journal.org/index.php/acme/about/editorialPolicies#focusAndScope

Perry ANDERSON, *Sur le marxisme occidental*, Paris, Maspero, 1977.

Perry ANDERSON, *In the Track of of Historical Materialism*, Paris, Verso, 1983.

Johannes ANGERMÜLLER, « Introduction. L'analyse du discours en Allemagne et en France Croisements nationaux et limites disciplinaires », *Langage et société*, n° 120, juin 2007, pp.5-16.

ANONYME, *Fazer greve comp piquete é fazer geografia*, tract, 2013.

Paulo Eduardo ARANTES, *Um Departamento Francês de Ultramar*. São Paulo, Paz e Terra, 1994. 316 p.

Trevor BARNES et Eric SHEPPARD, « Histories of Radical and Critical Geography », workshop, [en ligne] http://antipodefoundation.org/international-workshop-awards/201213-recipients/rwa-1213-barnes/, 2013.

B.A.S.S.D.A., « A Kind of Queer Geography/Räume Durchqueeren: The Doreen Massey Reading Weekends », *Gender, Place & Culture: A Journal of Feminist Geography*, 2006 13:2, pp. 173-186

Bernd BELINA, Ulrich BEST et Anke STRÜVER, « Change and Continuity in German Landscapes of Fear and Imperialism after September 11th: "Nothing Remains" = "More of the Same », *Antipode* ; 34(5), 2002, pp. 829-834.

Bernd BELINA et Gesa HELMS, « Zero Tolerance for the Industrial Past and Other Threats: Policing and Urban Entrepreneurialism in Britain and German », *Urban Studies*, 2003, 40(4), pp. 1845-1867

Bernd BELINA, « Anglophones: If you Want us to Understand You, You Will Have to Speak Understandably », *Antipode,* 37(5), 2005, pp. 853-855

Bernd BELINA (dir.), « German Critical Geographies », *ACME - An International E-Journal for Critical Geographies*, 2008. http://www.acme-journal.org/volume7-3.html

Bernd BELINA (dir.), « Geographische Ideologiproduktion – Kritik der Geographie als Geographie »*, ACME - An International E-Journal for Critical Geographies*, 2008, pp. 511-531.

Bernd BELINA, « Crime Mapping. Production of Ideology and Alternatives », in Thomas Jekel, Alfons Koller et Karl Donert (dir.), *Learning with GI V*, Heidelberg, Wichmann, 2010.

Bernd BELINA, « Disparitäten in der Stadt mittels Strafrecht regieren: governing through crime through space », in *Urbane Differenzen. Disparitäten innerhalb und zwis- chen Städten*, Bernd Belina, Norbert Gestring, Wolfgang Müller et Detlev Sträter (dir.), Münster, Westfälisches Dampfboot, 2011.

Bernd BELINA, Ulrich BEST et Matthias NAUMANN, « Critical geography in Germany : from exclusion to inclusion via internationalisation », *Social geography*, vol.4, 2009, p.47-58.

Bernd BELINA, « What's the matter with Germany? On Fetishizations of the Euro Crisis in Germany's public discourse, and their basis in social processes and relations », *Human Geography*, 6(2), 2013, pp. 26-37.

Bernd BELINA, Tino PETZOLD, Jürgen SCHARDT & Sebastian SCHIPPER, « Neoliberalising the Fordist University: A Tale of Two Campuses in Frankfurt a. M., Germany », *Antipode*, 45(3), 2013, pp. 738-759.

Bernd BELINA, Matthias NAUMANN et Anke STRÜVER (dir.), *Handbuch Kritische Stadtgeographie*, Westfälisches Dampfboot, Münster, 2014, 253 p.

Lawrence D. BERG, « Critical Human Geography », in *The Encyclopedia of Geography*, B. Warf (dir.), vol.2, ed. Sage Publishers, 2010, pp.616-621.

Jean-Marc BESSE « Le lieu en histoire des sciences. Hypothèses pour une approche spatiale du savoir géographique au XVIe siècle », *Mélanges de l'Ecole française de Rome - Italie et Méditerranée*, Ecole Française de Rome, 2004, 116 (2), pp.401-422

Ulrich BEST et Dirk GEBHARDT, *Ghetto-Diskurse. Geographien der Stigmatisierung in Berlin und Marseille*, Potsdam, University of Potsdam, 2001.

Ulrich BEST, « Critical Geography », in Rob Kitchin et Nigel Thrift (dir.), *The International Encyclopedia of Human Geography*, volume 2, Oxford, Elsevier, 2009a, pp. 345-357.

Ulrich BEST, « The invented periphery: Constructing Europe in debates about "Anglo hegemony" in geography »,*Social Geography* , pp. 83-91, 2009b, http://www.soc-geogr.net/4/83/2009/sg-4-83-2009.pdf

Christian BITTNER et Boris MICHEL, « Kritische Kartographien der Stadt », In: Belina, Bernd /Naumann, Matthias /Strüver, Anke (dir.), *Handbuch Kritische Stadtgeographie*, Münster, pp. 64-70

Luc BOLTANSKI, *De la* critique*. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, « NRF Essais », 2009.

Julie-Anne BOUDREAU et Lucas PATTARONI (2011) « Ville, capitalisme et souffrances. Quelques repères sur le renouvellement de la théorie urbaine critique », *Métropolitiques*, URL : http://www.metropolitiques.eu/Ville-capitalisme-et-souffrances.html

Pierre BOURDIEU, "Le Champ scientifique", *Actes de la recherché en sciences sociales*, 2-3 /1976, p. 88 – 104

Pierre BOURDIEU, *Homo academicus*. Paris, Éditions de Minuit, 1984. 302 p.

Pierre BOURDIEU, *Propos sur le champ politique*. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 2000, 110 p.

Pierre BOURDIEU, *Science de la science et réflexivité : cours du Collège de France 2000-2001*, Paris, Raison d'agir, 2001a, 237 p.

Pierre BOURDIEU, Pour un savoir engagé in *Contre-feux 2*, Paris, Liber – Raisons d'agir, 2001b, pp. 33-40.

Pierre BOURDIEU, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales* 5/2002a (nº 145), p. 3-8

Pierre BOURDIEU, « Pour un savoir engagé », [en ligne], https://www.monde-diplomatique.fr/2002/02/BOURDIEU/8602, 2002b.

Bruce BRAUN, « Introduction: tracking the power geometries of international critical geography », *Environment and Planning D: Society and Space*; 21(2), 2003, pp131 – 168

Neil BRENNET et Nik THEODORE, « Cities and the geographies of 'actually existing neoliberalism' », *Antipode*, Vol. 34, n°3, 349–379, 2002.

Neil BRENNER, Peter MARCUSE et Margit MAYER, *Cities for people, not for profit : Critical Urban Theory and the Right to the City*, New York/ London, Routledge, 2011.

Neil BRENNER, David J. MADDEN et David WACHSMUTH, « Assemblage urbanism and the challenges of critical urban theory », *CITY: Analysis of urban trends, culture, theory, policy, action 15* (2), 2011, pp. 225-240.

Neil BRENNER (dir.), *Implosions/explosions: towards a study of planetary urbanization,* Berlin, Jovis, 2014.

Arnaud BRENNETOT, « David Harvey ou la géographie de la crise », *L'Espace Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 08 novembre 2010, consulté le 19 avril 2015. URL : http://espacepolitique.revues.org/1605

Roger BRUNET, Robert FERRAS et Hervé THERY (dir.), *Les Mots de la géographie, dictionnaire critique*, Reclus-La Documentation française, 1993.

Michael BURAWOY, « For public sociology », in D. CLAWSON *et al*., *Public Sociology. Fifteen Eminent Sociologists Debate Politics and the Profession in the Twenty-First Century*, Berkeley, University of California Press, 2007, p. 23-64.

Thomas BÜRK, *Gefahrenzonen, Angstraum, Feindesland. Stadtkulturelle Erkundungen zu Fremdenfeindlichkeit und Rechtsradikalismus in ostdeutschen Kleinstädten,* Westfälisches Dampfboot, Münster, 2014

Yann CALBERAC, *Terrains de géographes, géographes de terrain. Communauté et imaginaire disciplinaires au miroir des pratiques de terrain des géographes français du XXe siècle*, thèse de géographie, [en ligne] https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00551481/fr/, 2010.

Yann CALBERAC et Marianne MORANGE, « Géographies critiques 'à la française' », *Carnets de géographes*, n°4, 2012. http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_debats/debat_04_01_Morange_Calberac.php

Michel CALLON (dir.), *La science et ses réseaux. Genèse et circulation des faits scientifiques*, Paris, La Découverte, 1988.

Michel CALLON et Bruno LATOUR (dir.), *La science telle qu'elle se fait. Anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise*, Paris, Pandore, 1982 (republié en 2013 aux éditions La Découverte).

Leticia Bicalho CANEDO et Afrânio Raul GARCIA JR., « La formation à la recherche au Brésil et la concurrence mondialisée des agences de coopération scientifique », In Michele LECLERC-OLIVE, Grazia SCARFO GHELLAR, Anne-Catherine WAGNER (dir.). *Les mondes universitaires face au marché: circulation des savoirs et pratiques des acteurs*, Paris: Karthala, 2011.

Ana Fani Alessandri CARLOS, *A (Re)Produção do Espaço Urbano*, 1 São Paulo: EDUSP, 1994. 270 p.

Ana Fani Alessandri CARLOS, *Espaço-tempo na metrópole*, São Paulo: Contexto, 2001. 368 p.

Ana Fani Alessandri CARLOS, *A cidade*, 8e éd., São Paulo : Contexto, 2003, 104 p.

Ana Fani Alessandri CARLOS, (dir.). *Geografia na sala de aula,* 8e éd., São Paulo : Contexto, 6e éd, 2006, 144 p.

Ana Fani Alessandri CARLOS, « Une lecture de la ville », *La somme et le reste*, n°9, Paris, 2007a.

Ana Fani Alessandri CARLOS, « São Paulo, ville mondiale? », *Confins* [En ligne],

1 | 2007b, mis en ligne le 22 mai 2007, consulté le 16 mai 2014. URL : http://confins.revues.org/3 ; DOI : 10.4000/confins.3, 2007 b.

Ana Fani Alessandri CARLOS, *A condição espacial,* São Paulo: Contexto, 2011. 160 p.

Ana Fani Alessandri CARLOS, Marcelo Lopes de SOUZA et Maria Encarnação Beltrão SPOSITO (dir.), *A produção do espaço urbano: agentes e processos, escalas e desafios*, São Paulo: Contexto, 2011. 240 p.

Ana Fani Alessandri CARLOS, « Contra o produtivismo, um protesto solitário », [En ligne], 2012a, consulté le 16 mai 2014, URL : http://gesp.fflch.usp.br/es/node/187

Ana Fani Alessandri CARLOS, « O giro cultural e os estudos urbanos», [En ligne], 2012b, consulté le 16 mai 2014, URL : http://gesp.fflch.usp.br/es/node/185

Ana Fani Alessandri CARLOS, « Nem 3,20 nem 3,00: o problema é bem mais complexo », [En ligne], 2013a, consulté le 16 mai 2014, URL : http://gesp.fflch.usp.br/node/196

Ana Fani Alessandri CARLOS, « A luta é urbana, o caminho esta ainda sendo construído. », [En ligne], 2013b, consulté le 16 mai 2014, URL : http://gesp.fflch.usp.br/node/197

Ana Fani Alessandri CARLOS, (dir.), *Crise urbana*, Sao Paulo, Contexto, 2015a, 192 p.

Ana Fani Alessandri CARLOS, (dir.), *Urban Crises* [version anglaise], Sao Paulo, Contexto, 2015b, 192 p.

Ana Fani Alessandri CARLOS, (dir.), *A Cidade Come Negocio*, Sao Paulo, Contexto, à paraître.

Ana Fani Alessandri CARLOS, (dir.), *A privação a justiça espacial e o direito á cidade*, Sao Paulo, Contexto, à paraître, 192 p.

Jean-Michel CHAPOULIE, *La tradition sociologique de Chicago,* Paris, le Seuil, 2001.

Paul CHATTERTON, Vinay GIDWANI, Nik HEYNEN, Andy KENT, Wendy LARNER et Rachel PAIN, « *Antipode* in an Antithetical Era : The *Antipode* Editorial Collective », *Antipode*, vol.43, n°2, 2011, pp.181-189.

Christine CHIVALLON, Pascal RAGOUET et Michael SAMERS (dir.), *Discours scientifiques et contextes culturels : Géographies britanniques et françaises à l'épreuve postmoderne*, Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1999, 330 p

Anne CLERVAL, « Les dynamiques spatiales de la gentrification à Paris », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 505, mis

en ligne le 20 juillet 2010, consulté le 19 avril 2015. URL : http://cybergeo.revues.org/23231 ; DOI : 10.4000/cybergeo.23231

Anne CLERVAL, Antoine FLEURY, Julien REBOTIER, Julien et Serge WEBER, *Espace et rapports de domination*, Presses universitaires de Rennes, 2015.

Patrick CINGOLANI, « Henri Lefebvre : une pensée devenue monde ? », *L'Homme et la société* 2012/3 (n° 185-186), p. 11-17.

Béatrice COLLIGNON, « La géographie radicale : à la recherche d'un nouveau souffle », in : Staszak J.-F. et al. (dir.), *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris, Belin, 2001, p.131-138.

Elisabeth CRAWFORD, Terry SHINN et Sörlin SVERKER, « The Nationalization and denationalization of the Sciences: An Introductory Essay », in Crawford, Shinn, and Sörlin (dir.), Dena*tionalizing Science: The Contexts of International Scientific Practice*, Dordrecht, Kluwer, 1993, p. 1-42.

Patrick COHENDET, David GRANDADAM, Laurent SIMON et Ignasi CAPDEVILA, « Epistemic communities, localization and the dynamics of knowledge creation », Journal of Economic Geography, vol.14 : 5, 2014, pp. 929-954.

COLLECTIF, *Staying Put: An Anti-Gentrification Handbook for Council Estates in London,* [en ligne] https://southwarknotes.files.wordpress.com/2014/06/staying-put-web-version-low.pdf, 2014.

Philippe CORCUFF, « Le savant et le politique », *SociologieS* [En ligne], La recherche en actes, Régimes d'explication en sociologie, mis en ligne le 06 juillet 2011, consulté le 06 septembre 2015. URL : http://sociologies.revues.org/3533

Philippe CORCUFF, *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*, Paris, La Découverte, 2012.

Mai'a K. Davis CROSS, « Rethinking Epistemic Communities Twenty Years Later », 2013, *Review of International Studies,* 39(1), p. 137-160.

Rita de Cássia Ariza da CRUZ, « Se a Capes somos nós, quem somos nós? », [En ligne], 2012a, [En ligne], consulté le 16 mai 2014, URL : http://gesp.fflch.usp.br/node/180

Rita de Cássia Ariza da CRUZ, « Universidade Classe Mundial: paradoxos de um pensamento ao mesmo tempo neoliberal e neocolonialista », [En ligne], 2012b, consulté le 16 mai 2014, URL : http://gesp.fflch.usp.br/node/181

François CUSSET, *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux Etats-Unis*, Paris, Éditions La Découverte, 2003.

François CUSSET et Razmig EYAN, « Nouvelles pensées critiques ? », propos recueillis par T. Labica, *Contretemps*, [en ligne]

http://www.contretemps.eu/interviews/nouvelles-pens%C3%A9es-critiques-entretien-razmig-keucheyan-fran%C3%A7ois-cusset , 2010.

Jonathan S. DAVIES et David L. IMBROSCIO (dir.) *Critical urban studies*, New York, State University of New York Press, 2010.

Rodolphe De KONINCK, « La géographie critique », in Bailly et al. (dir.), *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, 5e éd., pp. 185-198), 2004, Paris.

Geoffroy DE LAGASNERIE, *Logique de la création. Sur l'Université, la vie intellectuelle et les conditions de l'innovation*, Paris, Fayard, 2011, 270 p.

Guy DEBORD, « Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchand », *L'Internationale situationniste*, Numéro 10, Mars 1966, [En ligne], consulté le 16 mai 2014, http://www.homme-moderne.org/societe/philo/debord/declin/

David DEMERITT, « Social theory and the reconstruction of science and geography », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 21, 1996, p. 484-50

Martine DROZDZ, Cécile GINTRAC et Sarah MEKDJIAN (2012) « Actualités de la géographie critique : retour sur la dernière conférence internationale de géographie critique (Francfort/Berlin, 16-20 août 2011) ». *Carnets de géographes*, n°4, 2012. http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_lectures/lect_04_02_Gintrac.php

Frédéric DUFAUX, Philippe GERVAIS-LAMBONY, Sonia LEHMAN-FRISCH et Sophie MOREAU, « n°01. Avis de naissance», *justice spatiale | spatial justice*, n° 01 septembre 2009, http://www.jssj.org

Denis ECKERT et Myriam BARON, « Construire une géographie de la science », Mappemonde, n°110, 2014, [en ligne], http://mappemonde.mgm.fr/num38/intro.html

Camila Salles de FAIRA et Fabiana Valdoski RIBEIRO, « Só pagando para viver em São Paulo», 2013, [En ligne], consulté le 16 mai 2014, URL : http://gesp.fflch.usp.br/es/node/179

Camila Salles de FARIA, « o conflito entre a propriedade privada capitalista e o uso indígena na metrópole », In Ana Fani Alessandri Carlos. (dir.), *Crise Urbana*, São Paulo, Contexto, 2015, v. 1, p. 155-170.

Didier FASSIN, « Une science sociale critique peut-elle être utile ? », *Tracés* 3/2009 (n° HS-9), p. 199-211.

Anne FENOT et Cécile GINTRAC, *Achgabat, une capitale ostentatoire. Urbanisme et autocratie au Turkménistan*, Paris, l'Harmattan, 2005.

Lívia Maschio FIORAVANTI, « Do lugar às contradições espaciais: conflitos e estratégias a partir da Operação Urbana, Butantã-Vila Sônia », mémoire de mestrado, São Paulo, 2013.

Lívia Maschio FIORAVANTI, « Mapas das Operações Urbanas em São Paulo », 2013,

[En ligne], consulté le 16 mai 2014, URL : http://gesp.fflch.usp.br/node/194

Michel FOUCAULT, *l'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 2008 (première édition 1971).

Michel FOUCAULT, « Des espaces autres », dans *Dits et écrits* : 1954-1988, t. IV (1980-1988), Paris : Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1994 [1984], p. 752-762.

Michel FOUCAULT, « Qu'est-ce que les Lumières ? », *Dits et écrits*, 1954-1988, t. 2, 1976-1988, Paris, Gallimard, 2001a [1984], p. 1381-1397.

Michel FOUCAULT, *Dits et écrits II*, 1976-1988, Gallimard, Paris, 2001b.

Nancy FRASER, *Scales of Justice. Reimagining. Political Space in a Globalizing. World*, New York, Columbia University Press, 2009.

Armand FREMONT, Robert HERIN, Jacques CHEVALIER et Jean RENARD, *Géographie sociale*, Paris, Masson, 1984.

Henning FÜLLER, « Mut zu Neukölln. Temporäre Bewohner_innen, Selbstenfaltung und Stadtkultur », En ligne], consulté le 30 octobre 2014. URL : http://www.48-stunden-neukoelln.de/de/event/mut-zu-neukölln-temporäre-residenten-selbstentfaltung-und-stadtkultur

Henning FÜLLER et Boris MICHEL, « 'Stop Being a Tourist!' New Dynamics of Urban Tourism in Berlin-Kreuzberg », *International Journal of Urban and Regional Research*, 38, pp. 1304–1318, 2014.

FUVEST, « Questionário de Avaliação Socioeconômica », [En ligne], consulté le 16 mai 2014, URL : http://www.fuvest.br/vest2013/fuvest.stm

Maria Dolors GARCIA-RAMON, « The spaces of critical geography: an introduction », *GEOFORUM*, n° 35, pp. 523-524, 2004.

Jean-Pierre GARNIER, *Une violence éminemment contemporaine*. *Essais sur la ville, la petite-bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires*, Marseille, Agone, 2010. 256 pages.

Jean-Pierre GARNIER, « La "ville", épicentre des offensives contre le nouvel ordre capitaliste? À propos du livre *Villes rebelles* (2014) », *Contretemps*, http://www.contretemps.eu/lectures/ville-épicentre-offensives-contre-nouvel-ordre-capitaliste-à-propos-livre-villes-rebelles-2, 2015.

GEOCRITICA, « El premio international de Geocritica a la professora Ana Fani Alessandri Carlos », 2012, [En ligne], consulté le 16 mai 2014, URL : http://www.ub.edu/geocrit/pig12.htm

Mélina GERMES, Georg GLASZE et Florian WEBER, « « Neue Kulturgeographie » - Débats et perspectives au sein de la nouvelle géographie culturelle germanophone », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne] mis en ligne

le 24 octobre 2011, consulté le 06 septembre 2015. URL : http://cybergeo.revues.org/24727 ; DOI : 10.4000/cybergeo.24727

Mélina GERMES, « La police, le droit et la production de l'espace public », dans Cécile GINTRAC et Matthieu GIROUD (dir.), *Villes contestée pour une géographie critique de l'urbain*, Paris, les Prairies Ordinaires, 2014

GESP, *Projeto de Pesquisa, CNPq*, 2007, [En ligne], consulté le 16 mai 2014, URL : http://gesp.fflch.usp.br/node/88

GESPa, « Apresentação», [En ligne], consulté le 16 mai 2014a, URL : http://gesp.fflch.usp.br/node/83

GESPb,« Editora eletrônica - FFLCH edições : São Paulo de múltiplas faces », [En ligne], consulté le 16 mai 2014b, URL : http://gesp.fflch.usp.br/node/83

GESPc, « Ponto de vista », [En ligne], consulté le 16 mai 2014c, URL : http://gesp.fflch.usp.br/node/148

Nicolas GINSBURGER, « La géographie universitaire allemande revisitée. Quarante ans de regard critique (1969-2010)», *L'Espace géographique* 3/2011 (Tome 40), p. 193-214

Cécile GINTRAC, « Géographie critique, géographie radicale : comment nommer la géographie engagée ? » *Carnets de géographes*, n°4, 2012. http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_recherches/rech_04_04_Gintrac.php

Cécile GINTRAC et Mélina GERMES, compte rendu *Handbuch Kritische Stadtgeographie*, *le Monde Diplomatique*, septembre 2014.

Lucia GRANGET, « La responsabilité sociale des universités à l'heure du savoir comme marchandise », *Communication et organisation*, 26, 2005, pp. 127-147.

Fabien GRANJON (dir.), *Introduction*, « De quoi la critique est-elle le nom ? », Paris, Mare & Martin, 2013, pp. 9-94.

Fabien GRANJON, « Des fondements matérialistes de la critique », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 6 | 2015, mis en ligne le 23 janvier 2015, consulté le 06 septembre 2015. URL : http://rfsic.revues.org/1257

Michel GROSSETTI, « Les limites de la symétrie », *SociologieS* [En ligne] mis en ligne le 22 octobre 2007, consulté le 11 mai 2015. URL :

Javier GUTIERREZ et Pedro LOPEZ-NIEVA, « Are international journals of hu- man geography really international? », *Progress in Human Geography*, 25, , 2001, pp. 53– 69.

Peter M. HAAS, « Epistemic Communities and International Policy Coordination », *International Organization*, 46/1, 1-35, 1992.

Roger HARTMANN, Hansruedi HITZ, Christian SCHMID et Richard WOLFF, *Theorien zur Stadtentwicklung*, Oldenburg, Geographische Hochschulmanuskripte, 1986.

David HARVEY, *Social Justice and the City*, Londres, Edward Arnold, 1973.

David HARVEY, *Géographie et capital, Vers un matérialisme historico-géographique*, Paris, Syllepse, 2010. 282 p.

David HARVEY, *Le Nouvel Impérialisme*, Paris, Les prairies ordinaires, 2010. 258 p.

David HARVEY, *The Enigma of Capital: and the Crises of Capitalism*, Londres, Profile Books , 2010. 296pp

David HARVEY, retranscription de la conférence du 21/10/2010, *Article 11*, 26 octobre 2010, http://www.article11.info/?David-Harvey-Pour-que-le-systeme

David HARVEY*, Paris, capitale de la modernité,* David Harvey, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2012, 550 p.

David HARVEY,, « Marx & the city », entretien réalisé par Dominique DUPART, Cécile GINTRAC, Philippe MANGEOT et Nicolas VIEILLESCAZES, *Vacarme* 2/2012 (N° 59), p. 218-249

David HARVEY, Ermínia MARICATO, Slavoj ŽIZEK, Mike DAVIS, et al., *Cidades Rebeldes*, Sao Paulo : Boitempo, 2013, p.112.

Andrej HOLM, *Wir Bleiben Alle. Gentrifizierung - Städtische Konflikte um Aufwertung und Verdrängung*. Münster: Unrast-Verlag, 2010.

Andrej HOLM, Britta GRELL et Matthias BERNT (dir), *The Berlin Reader*, A Compendium on Urban Change and Activism. Bielefeld: transcript-Verlag, 2013.

Benoît HOPQUIN, « Brésil, le cocon de la contestation », *Le Monde*, 9 juillet 2013.

Myriam HOUSSAY-HOLZSCHUCH et Olivier MILHAUD, « Geography after Babel – a view from the French province », Geographica Helvetica (Intervention for the Sp. Iss. « Making European Geographies »), 68, 2013, pp. 51-55.

INURA, *The contested metropolis : six cities at the beginning of the 21st century*, Birkhauser, Basel, Boston and Berlin, 2004.

INURA, *Possible urban worlds : urban strategies at the end of the 20th century*, Birkhäuser-Verlag, Basel/Boston/Berlin. 1999.

INURA, *INURA Bulletin*, n°1, juin 1991.

INURA, « An alternative urban world is possible. A declaration for urban resaerch and action », consulté le 14 août 2015, URL : http://www.inura.org/v2/index.php/inura/declaration/, 2003.

INURA, « Open letter to the people of Belgrade », consulté le 14 août 2014, URL : http://pescanik.net/2014/07/otvoreno-letter-citizens-beograda/

INURA, « New Metropolitan Maistream », URL : http://www.inura.org/activities.html, consulté le 23/10/2014a

INURA, URL : « What is INURA ? », URL : http://www.inura.org/whatis.html, consulté le 23/10/2014b.

Chantal JAQUET, *Les transclasses ou la non reproduction*, Paris, PUF 2014.

Bernard JOUVE, « Ville : le grand retour de la pensée critique », *Place Publique* n°15, 2009, http://www.revue-placepublique.fr/Sommaires/Sommaires/Articles/retourcritique.html.

JUSTICE SPATIALE/SPATIALE JUSTICE, « Qui sommes-nous », *Justice Spatiale/Spatiale Justice*, mai 2009, [en ligne] http://www.jssj.org/qui-sommes-nous/

Razmig KEUCHEYAN, Le *constructivisme. Des origines à nos jours*, Paris, Hermann, coll. « Sociétés et pensées », 2007.

Razmig KEUCHEYAN, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Editions Zones, 2010.

Razmig KEUCHEYAN, « Sociologie des pensées critiques contemporaines », in Fabien Granjon (dir.), De quoi la critique est-elle le nom ?, Paris, Mare & Martin, 2013, pp. 95-111.

Stefan KIPFER, Kanishka GOONEWARDENA, Christian SCHMID and Richard MILGROM., *Space, Difference, Everyday Life: Reading Henri Lefebvre*, Routledge, New York et Londres, 2008.

Karin KNORR-CETINA, « Scientific Communities or Transepistemic Arenas of Research? A Critique of Quasi-Economic Models of Science », *Social Studies of Science*, 12 (01), 1982, p.101-130.

KRITISCHE GEOGRAPHIE BERLIN, *Über uns*, [En ligne], mis en ligne en 2012, consulté le 30 octobre 2014. URL : http://kritische-geographie-berlin.de/?page_id=34

KRITISCHE GEOGRPAHIE BERLIN, *Wochenendworkshop: 23.-24.11.2013: Was bleibt von Gezi? Zwischen Bürgerpolitik von unten und neoliberaler Repression,* [En ligne], mis en ligne en 2012, consulté le 30 octobre 2014. URL : http://kritische-geographie-berlin.de/?p=723

KRITISCHE GEOGRPAHIE BERLIN, « Touristification in Berlin : Ein Bericht zur

LABUR, « Atividades Acadêmicas », [En ligne], consulté le 16 mai 2014, HTTP://WWW.GEOGRAFIA.FFLCH.USP.BR/INFERIOR/LABORATORIOS/LABUR/

Erwan LAMY et Terry SHINN, « L'autonomie scientifique face à la mercantilisation. Formes d'engagement entrepreneurial des chercheurs en France», *Actes de la recherche en sciences sociales* 4/2006 (nº 164), p. 23-50, URL : www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2006-4-page-23.htm.

Bruno LATOUR et Steve WOOLGAR, *Laboratory Life: the Social Construction of Scientific Facts*, Sage, Los Angeles, Londres, 1979, 260 p.

Bruno LATOUR, *La science en action - introduction à la sociologie des sciences*, Paris, Folio-Essai, Poche La Découverte, 2005.

Bruno LATOUR, *Changer de société –refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, Paris, 2006.

Bruno LATOUR, *L'espoir de Pandore. Pour une version réaliste de l'activité scientifique*, Paris, La Découverte, Paris, 2007, [première édition 2001].

Bruno LATOUR, « Postface », in Edwin Zaccai, François Gemenne et Jean-Michel Decroly, *Controverses Climatiques, Sciences et Politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

Eric LE BRETON, « Eléments du programme de la sociologie urbaine critique », *in ESO Travaux et documents*, n°31, mai 2011, pp. 71-78.

Eric LE BRETON, *Pour une critique de la ville : la sociologie urbaine française*, Rennes, Presses Universitaires Rennes, 2012. 298p.

Lucie LECHEVALIER HURARD, « Histoire du quartier de Kreuzberg à Berlin. Rénovation urbaine, mobilisations des habitants et mouvement squat », *dialogues, propositions, histoires pour une citoyenneté mondiale,* [En ligne], mis en ligne en 2008, consulté le 30 octobre 2014. URL : http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-7687.html

Arnauld LECLER, « L'importation en Allemagne de la figure de l'intellectuel engagé : le cas Jürgen Habermas », in HOURMAND François et Anrauld LECLER, *Les intellectuels et le pouvoir*, *Déclinaisons et mutations,* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012.

Henri LEFEBVRE, *Critique de la vie quotidienne*, tome 1 : Introduction [1947], tome 2 : Fondements d'une sociologie de la quotidienneté [1962], Paris : L'Arche, 1981.

Henri LEFEBVRE*, Le Droit à La Ville,* Paris, Editions Anthropos, 1968.

Henri LEFEBVRE, *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.

Henri LEFEBVRE, *La Production De l'Espace*. Paris, Éditions Anthropos, 2000 [1974].

Isabelle LEFORT, « La géographie : quelle(s) demande(s) sociale(s) pour quels publics ? », *Tracés*, 2010, pp.205-215.

Ute LEHRER et Roger KEIL, « From Possible Urban Worlds to the Contested Metropolis: Urban Research and Activism in the Age of Neoliberalism », in Helga Leitner, Jamie Peck et Eric Sheppard (dir.), *Contesting Neoliberalism : Urban frontiers*, 2006.

Loet LEYDESDORFF, « What Can Heterogeneity Add to the Scientometric Map? Steps towards algorithmic historiography », in Madeleine Akrich, Yannick Barthe, Fabian Muniesa et Philippe Mustar (dir.), *Débordements Mélanges offerts à Michel Callon*, Paris, Presses des Mines, 2010, pp. 283-289.

Laurent LOTY, « Pour l'indisciplinarité », *The Interdisciplinary Century ; Tensions and convergences in 18th-century Art, History and Literature*, edited by Julia Douthwaite and Mary Vidal, Oxford, Studies on Voltaire and the Eighteenth Century 2005:04, Voltaire Foundation, 2005, pp. 245-259.

Gérard MAUGER, Claude POLIAK, Bernard PUDAL, *Histoires de lecteurs*, Éditions du Croquant, coll. « Champ social », 2010, [1999] 537 p

Gérard MAUGER, « Sociologie et réflexivité », *in* Fabien Granjon (dir.), *De quoi la critique est-elle le nom ?,* Paris, Éditions Mare & Martin, 2013, p. 145-161.

Doug McADAM, *Freedom Summer. Luttes pour les droits civiques, Mississippi 1964*, Marseille, Éditions Agone, 2012, 480 p.

David McCLINTOCK, Raymond ISON, Rosalind ARMSON, « Metaphors for reflecting on research practice: researching with people », Journal of Environmental Planning and Management, 46, 5, 2003, pp. 715–731.

Colin McFARLANE, Assemblage and critical urbanism, *City*, 2011 : 15, pp. 204-224.

Pierre MERCKLE, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2004.

Samuel MERRILL et Sandra JASPER, « Was ist so Berlin? Eine kritische Rezension aktueller Linien und Fragestellungen der Stadtforschung in der deutschen Hauptstadt », *sub\urban. zeitschrift für kritische stadtforschung,* Volume 2, n°2, pp. 143-154, 2014.

Morgan MEYER et Susan MOLYGNEUX-HODGSON, « Communautés épistémiques » : une notion utile pour théoriser les collectifs en sciences ?, *Terrains et travaux*, 2011/1 (n° 18), p. 141 – 154.

Sergio MICELI, Les Intellectuels et le pouvoir au Brésil (1920-1945), Grenoble-Paris, Presses Universitaires de la Maison des Sciences de l'Homme, 1981.

Savio Augusti de Freitas MIELE, « Avenida Eng. Luis Carlos Berrini : a produçao do "moderno" », *Geousp*, 2006.

Savio Augusti de Freitas MIELE, « O lugar dos investimentos imobiliários-financeiros na reprodução capitalista da Metrópole de São Paulo », communication au Xe Coloquio Internacional de Geocrítica, Barcelone, 2008, http://www.ub.edu/geocrit/-xcol/345.htm

Olivier MILHAUD, compte-rendu du café géographique, *L'espace appartient-il aux géographes ?* du 29 novembre 2000, 2000.

Don MITCHELL, « Confessions of a Desk-Bound Radical », *Antipode*, 40, 3, 2008, pp. 448-454.

Jérôme MONNET, « Espaces et cultures à Los Angeles. A propos de quatre ouvrages récents concernant les " Latinos " », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Revue de livres, mis en ligne le 05 avril 2001, consulté le 27 août 2015. URL : http://cybergeo.revues.org/932

Marianne MORANGE et Sylvie FOL, « Ville, néolibéralisation et justice », justice spatiale / spatial justice, n°6, 2014, http://www.jssj.org

Marie MORELLE et Fabrice RIPOLL, « Les chercheur-es face aux injustices : l'enquête de terrain comme épreuve éthique. », Annales de géographie 1/2009 (n° 665-666) , p. 157-168.

MOVIMENTO PASSE LIVRE, « 20 centavos foi só o começo… », tract, 2013.

Gérard NOIRIEL, *Dire la vérité au pouvoir. Les intellectuels en question,* nouvelle éd. revue et actualisée, Paris, Agone, 2010, 316 p.

Olivier ORAIN, « le constructivisme », *Hypergéo*, [en ligne] http://www.hypergeo.eu/spip.php?article407, 2007.

Rafael Faleiros de PADUA, « de Desindustrialização na Urbanização Contemporânea da Metrópole », In: Ana Fani Alessandri Carlos. (dir.). *Crise Urbana*, São Paulo, Contexto, 2015, v. 1, p. 85-104.

Linda PEAKE et Eric SHEPPARD, « Radical / Critical Geography in the USA and Anglo-Canada », *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, 13 (2): 305-327, 2014.

Daniel PECAUT, *Entre le peuple et la nation: les intellectuels et la politique au Brésil*, Paris, Les Editions de la MSH, 1989

Dominique PESTRE, *Introduction aux Science Studies*, Paris, La Découverte, 2005.

Thomas PIKETTY, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2013, 970 pages.

Louis PINTO, « « Neutralité axiologique », science et engagement. Une lettre de Pierre Bourdieu», *Savoir/Agir* 2/2011 (n° 16) , p. 109-113

Allan POPELARD, Gatien ELIE et Paul VANNIER, « William Bunge, le géographe révolutionnaire de Detroit », *Le Monde diplomatique*, janvier 2010.

Allan PRED, « The choreography of existence: comments on Hägerstrand's time-geography and its usefulness », *Economic Geography*, 53 (2), 1977, pp. 207–221.

Jean-Bernard RACINE, « Radical Geography » in LEVY, J. ET LUSSAULT, M. (dir.). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 761

Barbara Loevinger RAHDER, « International Network for Urban Research and Action Conference on Possible Urban Worlds, Zurich, June 1997 », *International Journal of Urban and Regional Research*, 22: 156–159, 1998.

Pierre RIMBERT, « La pensée critique dans l'enclos universitaire », *Le Monde diplomatique*, janvier 2011.

Claire REVOL, « Le succès de Lefebvre dans les *urban studies* anglo-saxonnes et les conditions de sa redécouverte en France », *L'Homme et la société* 2012/3 (n° 185-186), p. 105-118.

Jennifer ROBINSON, « Political geography in a postcolonial context », *Political Geography*, 22, 2003, pp. 647–651. Bürk

Jennifer ROBINSON, *Ordinary Cities: Between Modernity and Development*, Londres, Routledge, 2006

Gillian ROSE, « The full stigma of nationality" : contre la nation comme contexte pour comprendre la production de savoirs géographiques », in Christine CHIVALLON.

Pascal RAGOUET et Michael SAMERS (dir.), *Discours scientifiques et contextes culturels : Géographies britanniques et françaises à l'épreuve postmoderne*, Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1999, 330 p

Fabiana Valdoski RIBEIRO, « Produção Contraditória do espaço urbano e resistências », In Ana Fani Alessandri Carlos. (dir.), *Crise Urbana*, São Paulo, Contexto, 2015, v. 1, ppp.171-186

Fabiana Valdoski RIBEIRO, Noticias de exprêrienias de luta pela moradia I », 2013, [En ligne], consulté le 16 mai 2014, URL : http://gesp.fflch.usp.br/es/node/193

Renée ROCHEFORT, « Géographie sociale et sciences humaines », *Bulletin de l'Association des géographes français*, 1963, n°314-315, pp.18-32.

Arlete Moysés RODRIGUES, *Moradia nas Cidades Brasileiras*, São Paulo: Editora Contexto, 1988.

Camille ROTH, « Réseaux épistémiques: formaliser la cognition distribuée », *Sociologie du Travail*, 2008, 50(3):353-371

Christian RUBY (2003), « Critique » in LEVY, J. ET LUSSAULT, M. (dir.). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 216.

Renata Alves SAMPAIO, « A violência do processo de urbanização », In Ana Fani Alessandri Carlos. (dir.), *Crise Urbana*, São Paulo, Contexto, 2015, v. 1, pp. 55-84.

César Simoni SANTOS, « A metageografia e a ordem do tempo », *Crise Urbana*, São Paulo, Contexto, 2015, v. 1, pp. 37-54.

Simone SCIFONI, « A natureza e a reprodução do espaço urbano no litoral paulista », 2011, [En ligne], consulté le 16 mai 2014, URL : http://gesp.fflch.usp.br/node/160

Raymonde SECHET et Vincent VESCHAMBRE, « introduction générale », in SECHET ET VESCHAMBRE (dir ;), *Penser et faire la géographie sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, pp.7-24.

Gilles SENECAL, « Métaphores et modèles en géographie urbaine : le continuum de l'école de Chicago à celle de Los Angeles. », *Annales de géographie*, 5/2007(n° 657) , p. 513-532.

Neil SMITH, « Contours of a spatialized politics: homeless vehicles and the production of geographical scale », *Social Text*, 33 : 54–81, 1992.

Neil SMITH, *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*, New York, Routledge, 1996.

Ola SÖDERSTRÖM, « From mosaic to network : social and cultural geography in Switzerland », *Social & Cultural Geography*, vol.8 n°4, 2007, pp.635-648.
Maria Encarnação Beltrão SPOSITO, « Editorial », *Cidades*, n°10 , 2009.

Paula SCHWARTZ, « Women's studies, gender studies. Le contexte américain », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 3/2002 (nº 75) , p. 15-20
URL : www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2002-3-page-15.htm.

THE SIGJ2 WRITING COLLECTIVE, « What Can We Do ? The Challenge of Being New Academics in Neoliberal Universities », *Antipode*, nº 44, 2012, p. 1055-1058.

Neil SMITH, « Who rules this Sausage Factory? », *Antipode*, vol. 32, n°3, 2000, p.330-339.

Ola SÖDERSTRÖM, « From mosaic to network: social and cultural geography in Switzerland », *Social & Cultural Geography*, vol. 8, no. 4, 2007, pp. 635-648.

Alan SOKAL, « Transgressing the Boundaries. Toward a Transformative Hermeneutics of Quantum Gravity », *Social Text,* 1996, 46-47: 217-252.

Edward W. SOJA*, Postmodern Geographies, the Reassertation of Space in Critical Social Theory,* Londres, Verso, 1989.

Edward W. SOJA, *Thirdspace, Journeys to Los Angeles anf Other Real-and-Imagined Places,* Oxford, Basil Blackwell 1996.

Edward W. SOJA, *Postmetropolis: Critical Studies of Cities and Regions*, Oxford, Basil Blackwell, 2000.

SUB \URBAN, « Konzept », [en ligne], http://www.zeitschrift-suburban.de/sys/index.php/suburban/about/editorialPolicies#focusAndScope

Emmanuel TERRAY, *Penser à droite*, Paris, Galilée, 2012.

Hervé THERY, "Une photo pour penser les inégalités" *justice spatiale | spatial justice*, n° 7 janvier 2015, http://www.jssj.org

Stéphane TONNELAT et Don MITCHELL, Un entretien avec Don Mitchell. *Justice spatiale / Spatial Justice* 2, 2010, [en ligne], http://www.jssj.org/archives/02/06.php#a (vidéo, avec traduction et transcription).

Pedro de Almeida, VASCONCELOS, Roberto Lobato CORREA e Silvana Maria PINTAUDI, *A cidade contemporânea. Segregação espacial*, São Paulo: Contexto, 2013, 207 p.

Camille VERGNAUD, S*yracuse University face aux communities : l'intervention, l'engagement, l'activisme?*, Mémoire de Master 2 de Géographie, 2011, 193 p., ENS de Lyon

Camille VERGNAUD, « Qu'est-ce que signifie être enseingant-chercheur "critique" », *Carnets de géographes*, n°4, 2012.

José William VESENTINI, *O ensino da geografia no século XXI*, Campinas, Papirus, 2004, 288 p.

Anne VOGELPOHL, « Henri Lefebvre - Die soziale Produktion des Raumes und die urbanisierte Gesellschaft » In: Belina, Bernd, Matthias Naumann et Anke Strüver (dir.): *Handbuch Kritische Stadtforschung*, Münster, Westfälisches Dampfboot, 2014, p. 25-31.

Danilo VOLOCHKO, « Nova Produção das Periferias Urbanas e Reprodução do Cotidiano », In Ana Fani Alessandri Carlos. (dir.), *Crise Urbana*, São Paulo, Contexto, 2015, v. 1, p. 105-127.

Max WEBER, « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales », dans *Essais sur la théorie de la science*, trad. fr. de Freund J., Paris, Éditions Plon, 1965a [1904], pp. 117-213.

Max WEBER, « Essai sur le sens de la "neutralité axiologique" dans les sciences sociologiques et économiques », dans Essais sur la théorie de la science, trad. fr. de Freund J., Paris, Éditions Plon, 1965b [1917], pp. 399-477.

Tables des matières

Remerciements **3**

Introduction **5**

Première partie : Décomposer le courant de pensée **15**

Chapitre 1 : le choix d'une approche constructiviste et réaliste de la science *19*

Les *science studies*, un terrain piégé 19

Un pied dans la « guerre des sciences » 21

Latour et Callon : une anthropologie des réseaux scientifiques 22

Réponse bourdieusienne : la structure du champ 24

Articuler l'anthropologie latourienne et la sociologie bourdieusienne 26

L'espace scientifique n'est pas tout à fait plat : une géopolitique interne au champ 26

Le champ scientifique peut-il être autonome ? 27

Chapitre 2 : A quelle échelle étudier la géographie urbaine critique ? Du courant de pensée aux communautés épistémiques *29*

La cartographie aplanie du réseau de la géographie urbaine critique 31

Le courant de pensée conçu comme réseau international 31

L'absence de profondeur du réseau 33

Les individus peuvent-ils être étudiés comme des nœuds du réseau ? 34

Le courant de pensée dans son cadre national 36

De l'intérêt de penser les structures nationales de la recherche 36

Un cadre national partiellement artificiel 37

Partir des groupes de recherche : une vision réaliste du courant de pensée 38

La communauté épistémique : un modèle… imparfait 38

Le groupe : une entrée qui déjoue les pièges 40

Chapitre 3 : Etudier un groupe de géographie critique urbaine : mode d'emploi *43*

Le choix des groupes étudiés 44

Trois groupes contemporains et singuliers 44

L'urbain, pourquoi ? 46

Trois communautés « périphériques » 48

Appréhender les groupes de recherche : outils et positionnement 50

Ni seulement épistémologie, ni seulement sociologie : quels savoirs produire au sujet les groupes ? 50

Un corpus nécessairement varié 51

Comment se positionner face aux groupes ? 53

Conclusion de la première partie 56

Deuxième partie : La géographie urbaine critique *re-groupée* et *animée* **57**

Chapitre 4 : La géographie critique et radicale du GESP (Grupo de Estudos sobre São Paulo) *61*

Le GESP au cœur de l'USP 61

Plongée au cœur de l'USP en grève générale 61

Un groupe d'étude marxiste-lefebvrien dans la plus puissante des universités brésiliennes 63

Les membres du groupe 66

Le GESP, ou le poids d'une structure informelle en voie d'institutionnalisation 69

Pratiques collectives et remise en cause du productivisme universitaire 71

Le GESP, le débat au cœur des pratiques de recherche 71

Le GESP, une recherche collective 74

La critique du productivisme universitaire 75

La place dans le champ de la géographie brésilienne 77

Un groupe reconnu et intégré aux institutions 77

La création d'événements et de publications qui ancrent le groupe dans le champ de la géographie urbaine 78

Un groupe hermétique ? 79

Quels liens avec les mouvements sociaux paulistes ? 81
Sao Paulo, ville de tous les excès 81
Une relation à l'engagement plus individuelle que collective 83
Le groupe face aux mouvements de juin 86
L'hypothèse de la géographie scolaire 88
La géographie marxiste-lefebvrienne du GESP 91
Le « paysage » bibliographique du GESP 92
Omniprésence lefebvrienne 92
Une ambition géographique assumée 95
Chapitre 5 : INURA (International Network for Urban Research and Action) *99*
Créer et faire vivre un réseau international 99
La constitution par étape d'un réseau international 99
Les conférences et les retraites INURA : la colonne vertébrale d'INURA 105
Un point d'attache zurichois 111
Un réseau horizontal 114
Un réseau basé sur des affinités et de fortes amitiés 114
Un réseau non-hiérarchique 116
Des travaux collectifs 118
Allers et retours entre l'action et la recherche 123
Des membres souvent militants eux-mêmes 123
Se nourrir des expériences militantes dans chacune des villes 125
Une stratégie globale : le saut d'échelle (jumping scale) ? 130
Un réseau de savoirs ? 134
La place privilégiée de la géographie au sein des urban studies d'INURA 134
Action, géographie appliquée et urbanisme 136
Chapitre 6 : Kritische Geographie Berlin, un groupe ordinaire ? *141*
Une géographie hors les murs de l'université 141
Babylonia, contre-université ? 141
Géographes précarisés allemands, unissez-vous…à Berlin ! 146
Les excursions : Berlin comme terrain ouvert de géographie critique 150
Le développement parallèle de Kritische Geographie Berlin et de la géographie critique allemande 154
Le début des années 2000 : marginalité, informalité et détour international 155
Invitation (à participer) au groupe de travail 155
Entre intégration à l'échelle internationale et renouvellement et dispersion à l'échelle nationale. 161
Après 2011, consolidation du groupe et de la géographie critique allemande 166
Kritische Geographie Berlin et le rapport « berlinois » à la contestation 172
Des Berlinois et des militants autant que des géographes 172
La volonté de lutter contre les mutations actuelles de Berlin 175
Conclusion de la deuxième partie 180

Troisième partie : La géographie critique urbaine réassemblée 181
Chapitre 7 : A la recherche de la critique dans la géographie urbaine *185*
Les premiers pas de la critique : afficher ses valeurs – de gauche ! 185
L'ancrage normatif des déclarations d'intention 185
Critique de gauche, critique de droite, il faut se positionner 189
Un corpus de penseurs critiques de gauche 191
Un ancrage théorique commun 191
Préférences théoriques 193
En quête de théories de l'espace : incontournables David Harvey et Henri Lefebvre 195
Paysages théoriques lefebvriens 198
Pour un savoir géographique non spécialisé 203
La multiplication des initiatives interdisciplinaires et transdisciplinaires. 203
L'émergence d'un vaste courant transdisciplinaire ? 205
La place de la géographie et de l'approche spatiale dans ce renouveau transdisciplinaire 210
La défense de conditions de production du savoir autonome 214
Une critique de l'université néolibérale 214

La géographie critique à l'assaut de l'université ... 217
Hétérotopies : la création d'espaces autonomes de la production et de l'échange des savoirs ... 218
Les savoirs critiques de la ville : une grille de lecture singulière ? ... 222
Une approche théorique de l'urbain ... 222
Sur la base d'une dialectique commune ... 223
La production de l'espace urbain capitaliste ... 226
Les inégalités produites et accentuées par la crise ... 229
Résistances et droit à la ville ... 231
Une grille de lecture uniformisée ? ... 232
Un engagement multiforme dans les villes ... 234
Se poser la question de l'engagement : une nécessité ... 235
Les déterminants individuels et collectifs de l'engagement ... 237
Le géographe critique au cœur ou à côté des mouvements urbains ? ... 240
Le géographe critique et l'engagement auprès ou dans les partis politiques : les géographes au pouvoir ... 242
Le géographe critique et la diffusion des savoirs critiques auprès du grand public ... 244
Chapitre 8 : un courant unifié, mondial et puissant ? Une géopolitique de la géographie critique urbaine ... 249
L'apparente hégémonie anglophone ... 250
Le choix des termes : l'incontournable référence anglophone ... 250
Les relais de la géographie anglophone ... 253
Les « profits » de l'internationalisation ... 256
Un étendard international ? ... 258
La complexité des circulations du savoir ... 262
La géométrie très variable des slogans ... 262
Effets de langues : sous-systèmes linguistiques de la géographie critique urbaine ... 265
Effets de lieux et circonstances d'émergence ... 268
Conclusion ... 275
Bibliographie ... 281
Tables des matières ... 299
Tables des illustrations ... 302
Tables des figures ... 302
Table des tableaux ... 303
Table des photographies ... 303
Annexe ... 304
1. liste des entretiens ... 304
2. Terrains de thèse ... 306

Tables des illustrations

Tables des figures

Figure n°1 : Cartographie du réseau scienfitique de Michel Callon. 33
Figure n° 2: Nuage de mots réalisé à partir des titres des interventions de la sixième conférence internationale de géographie critique (Drozdz, Gintrac, Mekdjian, 2011). 47
Figure n°3 : Localisation et rattachement institutionnelle du GESP 64
Figure n°4 : Plan du campus de l'USP. 65
Figure n°5 : Capture d'écran de la grille des enseignements en Pós-Graduação (source : site du département de géographie) 70
Figure n° 6 : Extrait du mémoire de Lívia Maschio Fioravanti 85
Figure n° 7: Localisation des incendies de favelas entre 2008 et 2012 et des opérations urbaines, en cours et prévues, à Sao Paulo. (Fioravanti, 2013) 86
Figure n° 8 : Extrait du premier bulletin d'INURA (juin 1991, éditorial, p.3) 100
Figure n° 9 : Extrait du premier bulletin d'INURA (juin 1991, p.10) 101
Figure n°10 : Programme de la conférence de Belgrade (2014) 108
Figure n°11 : Localisation des lieux de la conférence de Belgrade, 2014. 109
Figure n° 12 : Couverture de l'ouvrage collectif The Contested Metropolis et extrait du sommaire (chapitre sur Toronto). 119
Figure n°13 : Présentation du projet New Metropolitan Mainstream sur le site 121
Figure n° 14 : Exemple de cartographie du New Metropolitan Mainstream. 122
Figure n° 15 : Extrait de la lettre d'INURA adressée au maire d'Amadora 126
Figure n° 16 : Les cinq revendications d'INURA 131
Figure n° 17 : Capture du site internet du INURA Zürich Institute (rapports, organisation d'événements, formation, consultation participative…) 138
Figure n° 18 : Extrait du compte-rendu scanné de la réunion mensuelle du 18 juillet 2014. 144
Figure n°19 : Tract distribué en octobre 2012 (traduction : Mélina Germes et Cécile Gintrac) 149
Figure n° 20 : Annonce de l'excursion à Postdam sur le site web du groupe (juillet 2014) 151
Figure n°21 : Premier tract d'invitation au groupe de lecture, 2000 (traduction : Mélina Germes et Cécile Gintrac) 155
Figure n° 22 : Tract d'invitation à la troisième réunion du groupe de lecture, 2000 (traduction : Mélina Germes et Cécile Gintrac) 158
Figure n° 23 : Chronologie des week-ends Doreen Massey, thème et localisation (BASSDA, p.175) 159
Figure n° 24 : Liste des excursions proposées lors du week-end de terrain à Berlin (20 et 21 août 2011) 165
Figure n°25 : « Une » du premier numéro de sub\urban. zeitschrift für kritische stadtforschung 169
Figure n°26 : Deux initiatives contre les expulsions et la hausse des loyers, relayées toutes les deux sur le site de Kritische Geographie Berlin, en octobre 2014. 174
Figure n°27 : Les étapes du processus de gentrification à Berlin, entre entre 1987 et 2007 176
Figure n°28 : Logos disponibles sur les sites Internet 185
Figure n°29 : Références communes et références particulières 194
Figure n° 30 : Première affiche du réseau Recht auf Stadt créé en 2009 202
Figure n° 31: Couverture des ouvrages Cities for People not for Profit (2011) et Critical Urban studies. New Directions (2010) 206
Figures n°32 : Occurrences de l'expression « critical urban studies » depuis 1950, à travers les citations Google book. 209
Figure n°33 : Légende commune du New Metropolitan Mainstream 225
Figure n° 34 : Occurrences des termes « critical geography » et « radical geography » dans Google Livres. 252

Table des tableaux

Tableau n°1 : Profils des trois groupes sélectionnés 45
Tableau n°2 : Les membres du GESP 68
Tableau n°3 : Les conférences et les retraites d'INURA de 1991 à 2014 103
Tableau n° 4 : Evolution du nombre de membres entre 2002 et 2012 (source : INURA) 104
Tableau n°5 : Lieu d'exercice probable des inscrits à la liste mail d'INURA au 30 juin 2014 105
Tableau n°6 : Programme de la retraite de Curia (Portugal, 2013). 106
Tableau n° 7 : Origine géographique des participants aux conférences 133
Tableau n° 8 : Références partagées entre les ouvrages Handbuch Kritische Geographie (2014), Crise Urbana (2015) et The Contested Metropolis (2004), a minima dans deux d'entre eux. 192
Tableau n° 9 : Types de savoirs en fonction des publics (Burawoy, 2007) 236
Tableau n°10 : Chronologie du groupe international de géographie critique (Drozdz, Gintrac et Mekdjian, 2012) 259

Table des photographies

Photographie n°1 : Slogans affichés dans le département d'histoire et de géographie de la FFLCH. (Cécile Gintrac 29/10/2013) 62
Photographie n°2 : Inscription sur le mur du département. (Cécile Gintrac, 29/10/2013) 62
Photographie n° 3 : Photographie de Tuca Vieira (2007) commentée par Hervé Théry (2015) 82
Photographie n°4 : Manifestation du Movimento Passe Livre à Sao Paulo le 25/10/13 (Cécile Gintrac). 89
Photographie n°5 : Rencontre avec les associations d'habitants de Vale da Amoreira le 19 juin 2013. 111
Photographie n° 6 : Notes prises au cours du débat sur le Common Office (28 juin 2013). 113
Photographie n° 7 : Réunion de bienvenue « informelle », le 23 juin 2013, au Espaço RDA, un lieu militant de Lisbonne (Cécile Gintrac) 114
Photographie n° 8 : Soirée de bienvenue à Belgrade, le 22 juin 2014, au centre culturel Grad (cf. localisation, fig. n°11). 115
Photographie n°9 : L'exposition NMM à Belgrade, Galerie de rue, le 23 juin 2014, Photographie : Cécile Gintrac 122
Photographie n° 10 : Conférence publique contre l'aménagement du projet Beograd na Vodi (Belgrade sur l'eau), le 24 juin 2014. 128
Photographie n° 11 : L'entrée de Babylonia, vendredi 18 juillet 2014, avant la réunion de Kritische Geographie Berlin. (C. Gintrac) 142
Photographie n°12 : Réunion mensuelle du groupe, 18 juillet 2014. (C. Gintrac) 143
Photographie n°13 : La conférence de lancement de la revue sub\urban. zeitschrift für kritische stadtforschung 19 octobre 2012 (Source : sub\urban) 168
Photographie n° 14 : Photographie de l'exposition consacrée aux migrations lors du festival « 48 Stunden Neükölln » (Katja Thiele) 179
Photographie n°15 : « La favela est à nous » : la favela Jardim Panorama recule sous la pression d'un nouveau projet immobilier (Cécile Gintrac, juillet 2011) 230
Photographie n° 16 : Photographie retouchée sur la page d'accueil d'INURA 234

Annexe

1. liste des entretiens

Les membres du GESP

Ana Fani Alessandri CARLOS, entretien, Sao Paulo, le 04 juillet 2011.

Ana Fani Alessandri CARLOS, entretien, Sao Paulo, le 02 novembre 2013.

Lívia Maschio FIORAVANTI, entretien, Sao Paulo, le 30 octobre 2013.

Arlete Moysés RODRIGUES, entretien, Sao Paulo, le 09 juillet, 2011.

César Simoni SANTOS, entretien, Sao Paulo, le 28 octobre 2013

Les membres d'INURA

Michael EDWARDS, entretien, Londres, le 25 avril 2012.

António GUTERRES, entretien, Belgrade, 23 juin 2014.

Philipp KLAUS, entretien par mail, 21 juillet 2014.

Marvi MAGGIO, entretien par mail, 11 juillet 2014.

Christy PETROPOULOU, entretien, Belgrade, 25 juin 2014.

Jennifer ROBINSON, entretien, Londres, le 23 avril 2012.

Christian SCHMID, entretien, Belgrade, le 23 juin 2014.

Richard WOLFF, entretien, Francfort, le 18 août 2011.

Richard WOLFF, entretien, Belgrade, le 23 juin 2014.

Richard WOLFF, entretien par mail, le 20 juin 2015.

Les membres de Kritische Geographie Berlin

Sören BECKER, entretien par mail, 22 juillet 2014.

Bernd BELINA, entretien, Toronto, le 22 juillet 2012.

Ulrich BEST, entretien, Toronto, le 22 juillet 2012.

Fabian BRETTEL, entretien par mail, 23 juillet 2014.

Thomas BÜRK, entretien, Berlin, le 25 octobre 2012.

Henning FÜLLER, entretien par mail, le22 juillet 2014.

Mélina GERMES, entretien, Berlin, le 20 octobre 2012.

Boris MICHEL, entretien, Berlin, le 18 juillet 2014.

Matthias NAUMANN, entretien téléphonique, le 19 août 2014.

Christine SCHERZINGER, entretien par mail, le 22 juillet 2014.

Lukas SCHLIEPHAKE, entretien par mail, le 22 juillet 2014.

Katja THIELE, entretien par mail, le 29 juillet 2014.

2. Terrains de thèse

Dates	Durée	durée	Lieu	Groupes rencontrés
Juillet 2011	30 juin -16 juillet	17 jours	Sao Paulo	GESP
Août 2011	15 août – 20août	5 jours	Francfort	ICCG INURA
	20 août-23 août	3 jours	Berlin	Kritische Geographie Berlin
Décembre 2011	18-22 décembre	4 jours	Madrid	Revue URBAN
Février 2012	17 février-01 mars	10 jours	New-York AAG	Entretiens individuels
Avril 2012	18 avril-22 avril	4 jours	Leeds	MA of Activism and Social Change
	22-27 avril	5 jours	Londres	Entretiens avec des membres d'INURA Revue City
Juillet 2012	20 juillet- 27 juillet	7 jours	Toronto	Entretiens avec des membres Kritische Geographie Berlin
Octobre 2012	22 octobre-28 octobre	6 jours	Berlin	Kritische Geographie Berlin
Juin 2013	23 juin – 1 juillet	8 jours	Lisbonne	Conférence d'INURA
Août 2013	24- 30 août	6 jours		Berlin à l'occasion du RC21. Membres d'INURA et de Kritische Geographie Berlin
Octobre Novembre 2013	20 octobre - 4 novembre		Rio et Sao Paulo	GESP
Juin 2014	22 juin-26 juin	5 jours	Belgrade	Conférence d'INURA
Juillet 2014	17 juillet- 21 juillet	4 jours	Berlin	Kritische Geographie Berlin INURA Berlin